

هكزا من النجل

Arts et Spectacles : les « inrockuptibles »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

JEUDI 4 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15188 - 7 F

Relève à Jérusalem

POUR Jérusalem, c'est la fin d'une époque. Meire depuis vingt-huit ans de la ville « trois fois sainte », Teddy Kollek ne réalisera pas son dernier rêve, longtemps caressé : présider en 1996 au troisième millénaire du sacre du roi David. Mardi 2 novembre, la « vieille ville » travailliste a été contrainte de céder son fauteuil à son adversaire du Likoud, Ehud Olmert, de trente-six ans son cadet.

Rien n'y aura donc fait. Ni le prestige de « Teddy », comme l'appellent amis et ennemis, ni son expérience, ni son charisme - il est vrai déclinant - ne lui auront épargné une sortie de scène peu glorieuse. L'électorat a jugé, sans vouloir lui faire injure ni lui mesurer son affection, que l'homme qui s'identifiait, avec ferveur et passion, à la capitale de l'Etat juif avait fait son temps. Ce septième mandat qu'il brigait était tout simplement de trop. N'avait-il pas lui-même observé, avant de se décider à entrer à nouveau en lice, qu'il « faudrait être fou » pour réélire un homme de son âge (bienôt quatre-vingt-quatre ans).

MAIS au moment de tirer sa révérence Teddy Kollek peut être fier de son œuvre. Inlassable bâtisseur, collecteur de fonds sans égal, il a renouvelé et embellie une ville aujourd'hui transfigurée. Surtout, à force de pragmatisme et de tolérance, il a su - malgré les violences sporadiques de l'intifada - préserver dans l'ensemble la « paix » qui donna à Jérusalem son nom hébreu. Homme de dialogue et de compromis, « Teddy » épargna à sa ville le sort de Beyrouth ou de Belfast.

Les qualités mêmes de Kollek ont précipité sa chute. L'électorat religieux, à l'influence accrue, ne lui pardonnait pas depuis longtemps son attachement à la laïcité et son combat contre la bigoterie. Hormayeur - au sens fort du terme - son soutien au candidat de la droite, l'état-major des partis orthodoxes a enfin eu raison de son principal ennemi.

La victoire de la droite à Jérusalem aura-t-elle un effet néfaste sur la grande négociation en cours entre le gouvernement israélien et l'Olp sur l'avenir des territoires occupés ? C'est improbable. A peine un électeur inscrit sur trois a participé à ce scrutin municipal, traditionnellement peu politisé. Cela n'empêche pas la droite israélienne de brandir cette « victoire historique » où elle affirme voir - contre toute vraisemblance - « un message à Rabin et à sa politique pro-Olp ».

Après tout, elle ne fait qu'exploiter l'erreur tactique du premier ministre travailliste, qui s'est piégé lui-même en survalorisant une consultation qu'il croyait remporter. Les Palestiniens de Jérusalem ont été plus logiques, en boycottant massivement une nouvelle fois un scrutin qui légitime, à leurs yeux, la souveraineté israélienne. Ils n'oublient pas que « Teddy » est aussi l'homme qui a consolidé de manière irréversible la présence sioniste dans la « capitale éternelle » de l'Etat juif.

page 3

Après la réunion à Berlin des ministres des finances

L'Allemagne et la France tentent de rapprocher leurs politiques économiques

Edmond Alphandéry a commenté devant la presse, mercredi 3 novembre, la réunion du conseil économique et financier franco-allemand mardi à Berlin, en réaffirmant que les deux pays restent « très attachés à la stabilité monétaire interne et externe ».

Pour le ministre de l'économie, la convergence des politiques conjoncturelles de la

France et de l'Allemagne est de « bon augure ». M. Alphandéry a affirmé que l'économie française « n'est pas encore sortie de la stagnation » mais qu'elle « ne s'enfoncé plus ». Selon le ministre de l'économie, la baisse du produit intérieur brut (PIB) en 1993 pourrait ainsi n'être que de 0,7 % et non de 0,8 % comme prévu jusqu'ici.

Une même crise, deux modèles

FRANCFORT

de notre correspondant

Les Français feraient bien de passer le Rhin. Ils découvriront un pays qui traverse une récession plus profonde que la France et qui affronte des défis structurels beaucoup plus lourds, mais qui fait preuve d'un surprenant optimisme et d'une solide confiance en lui. Les chefs d'entreprise sont confrontés à une restructuration d'autant plus douloureuse qu'elle est tardive. Les hommes politiques s'inquiètent de la montée du chômage. Les syndicalistes voient venir des « temps très difficiles ». Les économistes évoquent l'énorme facture de l'unification et dénoncent le niveau des salaires allemands et des impôts. Tous s'inquiètent de la perte de compétitivité du pays. Pourtant, pas un ne semble douter : l'Allemagne surmontera l'épreuve.

La différence de réaction entre la France et l'Allemagne face à la récession est frappante. Elle s'est

agrandie au fil des mois, depuis deux ans, et désormais il faut parler d'opposition. On l'a observé sur le GATT et on peut craindre que le couple franco-allemand ne devienne, en matière économique, stérile. La raison en est que l'on fait des deux côtés du Rhin une analyse radicalement différente de la crise économique mondiale.

Les délocalisations ? Un sénateur français découvre que des firmes françaises font fabriquer leurs téléviseurs en Malaisie et leurs chemises en Tunisie. Le Parlement et la presse s'emparent. Hilmar Kopper, président de la Deutsche Bank, répond : « Il faut se réjouir par principe de voir les pays pauvres croître plus vite que les pays riches ». Le développement de l'Asie ouvre des opportunités considérables aux exportateurs allemands pour peu qu'ils y investissent. Le chancelier Kohl, qui en a fait son affaire personnelle, aura effectué deux

visites en Asie cette année, emmenant avec lui des dizaines d'industriels. Il a fait adopter, le 20 octobre par son cabinet, un « plan Asie », où l'on relève que la conclusion du GATT permettra de mieux pénétrer ces marchés et que l'Europe a ainsi tout intérêt à laisser ses frontières réciproquement ouvertes.

L'Europe de l'Est ? Une menace pour nos aciéries et nos poisons, disent les Français. Axel Siedenberg, directeur de la Deutsche Bank Research, explique : « Nous avons perdu du temps. Mais il faut s'inspirer des Japonais, qui ont su utiliser les « dragons » d'Asie du Sud-Est comme base arrière. Investir en Europe de l'Est est salutaire. D'où le besoin de laisser les frontières assez ouvertes, là encore, pour rapatrier les productions ».

La productivité ? Il est de bon ton à Paris de crier haro contre « l'informatisation à outrance » et un système économique qui demande de « faire toujours plus avec moins de gens ». L'Allemagne, nettement en retard sur ce sujet, multiplie les plans de suppressions d'emplois comme « seule issue possible ». Les syndicats négocient les modalités (étalées sur plusieurs années) mais en acceptent les principes.

Parallèlement, le pays se mobilise pour renforcer ses laboratoires et améliorer leurs liaisons avec l'industrie.

ÉRIC LE BOUCHER

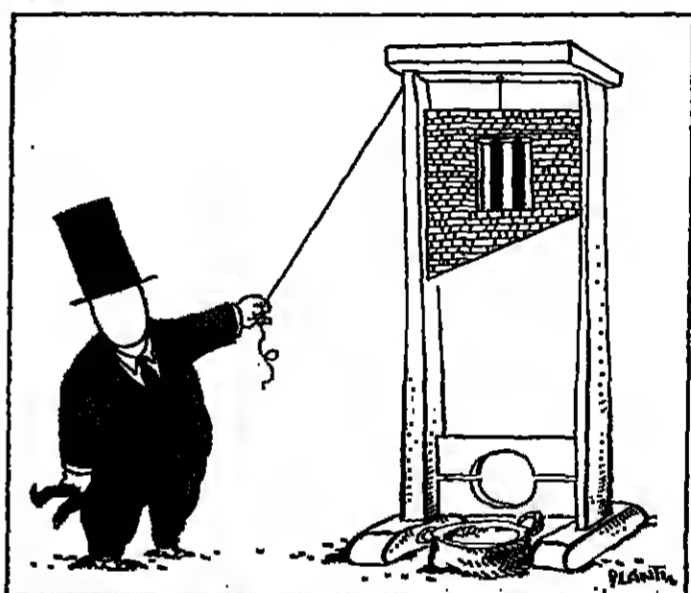
Lire la suite page 24 et nos informations page 23

Contre les assassins et violeurs de mineurs

Le gouvernement défend la prison à vie

Dans un projet de loi soumis au conseil des ministres du 3 novembre, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, propose d'instituer une peine de « perpétuité réelle » en cas d'assassinat de mineur de moins de quinze ans « précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie ».

En prononçant ainsi la prison à vie, le gouvernement satisfait les partisans d'une peine de substitution à la peine de mort.



COMMENTAIRE

La mort lente

EN matière de justice, le gouvernement de M. Balladur s'apprête à franchir un pas que celui de M. Chirac n'avait pas osé faire entre 1986 et 1988 : remplacer la peine de mort, tardivement supprimée en 1981, par une peine de prison à vie irrévocable. Profitant de l'émotion suscitée par le sort tragique de la petite Karine, huit ans, violée et tuée fin septembre par un récidiviste condamné pour le viol et le meurtre de sa fiancée, le garde des

sceaux, Pierre Méhaignerie, a choisi de défendre la solution la plus radicale : enfermer à vie les meurtriers et les violeurs d'enfants. Avec ce projet de loi, la perpétuité réelle n'est plus un vain mot : sauf procès en révision ou mesures de clémence, deux hypothèses absolument rarissimes dans ces dossiers-là, les condamnés ne quitteront plus jamais leur cellule.

ANNE CHEMIN

Lire la suite et nos informations pages 16 et 17

Victoire républicaine à New-York

Rudolph Giuliani, un républicain d'origine italienne, qui avait fait campagne sur le thème de la lutte contre la délinquance, a remporté mardi 2 novembre la mairie de New-York. La défaite de David Dinkins, maire sortant, démocrate et noir, est un échec pour le président Clinton qui était venu le soutenir. Les républicains obtiennent également les postes de gouverneur de deux Etats, la Virginie et la New-Jersey. Pour la première fois une femme, Christine Whitman, devient gouverneur de ce dernier Etat.

pages 12 et 32

« LA LUXURE »

« La vente aux enchères avant, ça me faisait peur, maintenant, ça me fait palpiter. »

Vous souhaitez acheter aux enchères, ouvrez le catalogue... sur votre minuteur

LEADER FRANÇAIS DES BONNES AFFAIRES
36 17
VAE
VENTE AUX ENCHÈRES
JUDICIAIRE • VÉHICULE • MOBILIER • IMMOBILIER

Carlo De Benedetti, l'imprécauteur épinglé

Enfant prodige et contestataire contesté du capitalisme italien
L'« Ingegnere » doit maintenant rendre des comptes aux juges anti-corruption

ROME

de notre correspondante

On l'appelle encore l'« Ingegnere ». Il n'y a pas si longtemps, dans les années 80, les années rugissantes du capitalisme italien, on disait aussi qu'il était un « condottiere », un de ces nouveaux « Midas » au doigt d'or, maître des alliances et seigneur de la Bourse. Un homme qui s'était fait tout seul, alors plus pressé forcément que les autres et qui voulait, disait-il, « accomplir en une génération, ce que l'on fait en trois ».

Alors, quand Carlo De Benedetti lançait en plaisantant qu'il allait « faire de l'argent, beaucoup d'argent », on riait, enfanant. D'autant qu'il assurait qu'avec lui les structures mêmes du capitalisme de la péninsule allaient changer : allégé du carcan des « grandes familles », plus transparent, plus rationnel, il deviendrait « démocratique ». A défaut d'oser dire « social ». Et ces idées mises au service d'une personnalité brillante et tenace lui avaient

valu l'intérêt des médias, tous prêts à créer de nouveaux mythes, la sympathie de certains, l'admiration de beaucoup, et inévitablement les plus solides inimitiés.

Mais tout cela c'était hier, dans un temps très ancien. Aujourd'hui, dans une Italie qui s'essaye au carnet correcteur de l'Europe et se soumet à une cure terrible pour se guérir de ses vieilles corruptions, les amis comptent double. Les « condottieri » ont achevé leurs cheveux boursiers et sont devenus les prudents gestionnaires d'entreprises fragilisées : l'« Avvocato » Gianni Agnelli fait le gros dos devant la crise automobile qui frappe Fiat ; « Il Condottino » (« le paysan ») Raul Gardini a préféré se suicider au printemps, plutôt que d'affronter la prison, mais plus encore la faillite de son ancien jouet, la Ferruzzi.

Quant à l'« Ingegnere », happé à son tour par le scandale des pots-de-vin généralisés de « Mani Pulite », après une journée d'interrogatoire dans la prison de

« Regine Coeli » à Rome, mardi 2 novembre, il est élué aux arrêts domiciliaires, pour « corruption ».

Un bien étrange et zigzagant parcours. Un parcours solitaire en tout cas, commencé à Turin, le 14 novembre 1934, dans une famille de petits industriels prospères, aux origines en partie juives. Ce qui aura son importance très vite : en 1943, quand l'armée allemande s'installe, les De Benedetti s'enfuient. Réfugiés dans un hôtel minable à Lucerne, en Suisse, après avoir connu chauffeurs et villas estivales, ils cohabitent avec l'angoisse et les cafards. Carlo, lui, s'initie à une certaine philosophie : « A ce moment là, j'ai compris à quel point le futur est imprévisible. Nous avançons dans le brouillard ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite et nos informations page 6

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 2,50 S ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 120 PTA ; Grèce, 280 Dr ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 100 PTE ; Sénégal, 400 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 F ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Attention, dérangement !

Les perspectives de privatisation de France Télécom et d'ouverture à la concurrence du service du téléphone inquiètent Paul Quilès, qui souligne notamment les conséquences que les dérèglementations menées à l'étranger ont eues sur l'emploi.

par Paul Quilès

Le gouvernement aurait tort de sous-estimer la récente grève, massive et sérieuse, du personnel de France Télécom. Elle exprime à la fois un attachement au service public et une inquiétude face à l'avenir qu'on leur prépare. Ils ont du mal - et, je dois l'avouer, moi aussi - à imaginer cet avenir à travers le projet brutal du gouvernement de transformer France Télécom en société anonyme et d'ouvrir son capital à des actionnaires privés.

La France dispose d'un secteur des télécommunications fort et puissant. France Télécom est le quatrième opérateur mondial, le deuxième en Europe. Son niveau de performance technique est humainement universellement reconnu. Alcatel, depuis qu'il a racheté les filiales d'ITT, est désormais le premier constructeur au monde. La France exporte son matériel et ses services : le secteur nous rapporte 4 milliards et demi de francs d'excédent commercial. Aujourd'hui, l'humeur des Français n'est plus au rancœur, comme à l'époque du « 22 à Asnières » : nos concitoyens apprécient leur service public des télécommunications, puisque, selon un récent sondage, 92 % d'entre eux en sont satisfaits.

Tout cela, nous le devons aux agents, aux techniciens, aux cadres, aux ingénieurs, qui ont, avec constance et foi dans leur mission, hissé la France au premier rang.

Pour autant, tout irait-il pour le mieux dans la meilleure des mondes ? Ministre des PTT de 1988 à 1991, j'ai conduit une réforme profonde votée par le Parlement. Cette réforme, je l'ai proposée après un long débat public et chacun, agent de la Poste et de France Télécom, citoyen, syndicaliste, chef d'entreprise, a pu s'exprimer. Les décisions, élaborées et appliquées dans un climat social serein, ont bien reflété la fruit de ce débat, où tous les enjeux avaient été mis à plat. Enjeux économiques, mais aussi enjeux sociaux et enjeux culturels.

Les télécommunications constituent le système nerveux de notre

pays. Elles irriguent jusqu'au plus petit village ; en même temps elles nous relient à tous nos partenaires de l'Union européenne et à toute la planète. La communication est en effet devenue mondiale et on comprend pourquoi l'organisation des télécommunications est un enjeu de discussion à Bruxelles et, au-delà, un des thèmes de la négociation du GATT. En décembre 1992, lorsque le président pour la France le conseil des ministres des PTT de la Communauté, j'ai été amené à réagir vigoureusement à la prétention de Sir Leon Brittan, alors vice-président de la Commission chargée de la concurrence, d'imposer une dérèglementation brutale. Les négociations furent rudes, mais je réussis à faire adopter un cadre équilibré, prévoyant l'harmonisation des réseaux européens et l'introduction d'une « compétition maîtrisée » dans le domaine des services à valeur ajoutée (type Minitel) et du transport de données. Pour la première fois, le service public était reconnu au niveau européen et il était alors logique de maintenir en France l'exploitation des infrastructures (1) et la fourniture du service téléphonique dans le cadre du monopole.

Que se passe-t-il en effet dans les pays comme les États-Unis où ce service à la concurrence ? Ce sont les petits abonnés qui paient pour les gros clients, et les grandes agglomérations qui en bénéficient aux dépens des campagnes. La dérèglementation propre au service public entre les activités rentables et celles qui le sont moins disparaît. On voit mal par exemple un opérateur privé installer spontanément une ligne téléphonique dans plusieurs kilomètres pour desservir une ferme de montagne ! Alors, pourquoi changer lorsque l'on sait que, selon une étude de l'OFTEL (2), France Télécom est l'opérateur européen le moins cher pour les usages résidentiels et commerciaux ? Il est donc bien un choix politique - et idéologique - que le gouvernement a fait en soutenant à Bruxelles la décision d'ouvrir à la concurrence le service du téléphone, et il est hypocrite de se réjouir aujourd'hui d'une « Europe pour exploiter la nécessité du nouveau statut pour France Télécom ».

Une autre argumentation du gouvernement consiste à mettre en avant les prétendus mérites du privé, considéré par lui comme seul susceptible d'initiative et de dynamisme, pour justifier le démantèlement du secteur public. On retrouve là la primauté idéologique des ultra-libéraux, qui se manifeste également dans d'autres secteurs industriels... encore que l'on puisse

démêtrer des doutes sur les véritables mobiles d'une stratégie qui consiste à faire passer nos grandes entreprises nationales du contrôle de l'État à celui de quelques mains amies. De plus, la prétendue évidence d'une supériorité du privé sur le public ne s'est pas vérifiée dans le domaine des télécommunications, où le service public a plus aidé à la réussite du secteur privé que le contraire. Sait-on par exemple que ce dernier bénéficie puissamment des capacités d'investissement (plus de 30 milliards de francs) de France Télécom ?

Bien entendu, il n'est pas question de préconiser un quelconque protectionnisme ou le ne sais quel repli réflexe sur un « pré carré ». Les télécommunications sont en pleine mutation et, dans un monde totalement ouvert, elles sont à la fois une compétence et un vecteur de changement. Il est donc indispensable de regarder devant nous et de prendre à temps les bonnes décisions. Mais il faut le faire sans précipitation, sans aveuglement idéologique et sans faiblesse à l'égard de certains pays extérieurs à la Communauté, qui voient tout souvent l'Europe comme une vaste zone ouverte où leurs entreprises peuvent développer leur stratégie, y compris à notre détriment.

Comment réagir ?

La construction de l'Europe des télécommunications est indispensable pour lui permettre de se trouver à égalité avec les États-Unis sur la scène internationale. Ce n'est pas une raison pour adopter des positions qui risquent de mettre en cause la qualité de nos services. C'est pourquoi le gouvernement français devra prendre ses responsabilités dans les prochains mois, au moment de la discussion des « directives » concrétisant la décision du 16 juin dernier d'ouvrir le service du téléphone à la concurrence en 1998. Ve-t-il envoyer ou accélérer le mouvement de dérèglementation ? La récente annonce concernant la téléphonie mobile, suggère malheureusement mal des décisions à venir.

Quant à l'évolution... de France Télécom, le gouvernement serait intéressé de savoir ce qu'on ne cesse pas une entreprise qui marche. La réforme des PTT de 1990 et la loi sur la réglementation des télécommunications forment un ensemble équilibré, qui combine le dynamisme entrepreneurial et le développement du secteur public. Chacun reconnaît que le bilan en est positif. France Télécom a gagné une vraie autonomie par rapport à l'État. L'endettement a

diminué de 9 milliards de francs en 1992 et les tarifs vont être restructurés au 1^{er} janvier prochain. Les missions de service public sont assurées. Une professionnalisation réelle des agents se poursuit, pour mieux les préparer à leurs missions, en leur assurant les garanties statutaires. France Télécom s'internationalise, à travers de nombreuses participations, en particulier en Amérique latine et en Europe. Sa coopération avec l'opérateur allemand DBP Telekom est de plus en plus étroite.

On comprend donc l'émotion du personnel, qui ne pourra s'agiter sans un vrai débat sur les évolutions à venir. Ce débat doit être mené dans la clarté, avec un esprit d'ouverture, c'est-à-dire sans a priori. Si l'on annonce aux Français que le prix du téléphone va encore baisser et que de nouveaux produits vont leur être proposés, sans doute applaudiront-ils des deux mains. Ce sera d'ailleurs une occasion de leur rappeler que des succès comme celui du Minitel font la preuve de l'efficacité d'une politique de service public. Si l'on informe nos concitoyens que, partout où l'on a privatisé, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés (80 000 chez NTT au Japon, 50 000 chez British Telecom en Grande-Bretagne, 30 000 annoncés chez DBP en Allemagne), peut-être se poseront-ils des questions pertinentes sur la nécessité des privatisations.

Si l'on propose aux Français d'introduire France Télécom en Bourse, sans doute certains d'entre eux espéreront-ils y trouver leur compte. Mais peut-être aussi beaucoup d'inquiéteront-ils que la politique d'un grand service public soit soumise, même partiellement, aux impératifs et aux aléas de la bourse.

Il est important d'éviter des ruptures et d'ouvrir un vrai dialogue avec le personnel, qui a fait preuve d'un grand sens des responsabilités. La France a besoin d'un opérateur public puissant et offensif à l'heure où de récentes regroupements outre-Atlantique ont consacré le début des grandes manœuvres. France Télécom est un trésor de notre collectivité nationale ; il ne doit pas être mis en danger.

(1) Câbles, fibres optiques, réseaux hertziens.

(2) Office indépendant qui règle les télécommunications en Grande-Bretagne.

► Paul Quilès est député (PS) du Tarn et ancien ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le réveil turc

A la charnière de l'Europe, du Moyen-Orient islamique et des pays turcophones de l'ex-URSS, la Turquie joue un rôle central dans la recomposition de cette partie du monde. Une carte dont elle s'efforce de tirer partie avec subtilité.

Le XX^e siècle, qui est né avec l'écroulement de l'empire ottoman, se termine sur le réveil de la Turquie. Même si l'aut fait la part de la propagande, lorsque ses dirigeants déclarent : « La XX^e siècle sera turc », il est curieux de constater que, après des décennies de silence, ce pays occupe désormais, dans le nouveau « désordre international », une place à part. Ancré en Europe, il est officiellement candidat à l'Union européenne. Musulman, il entretient des relations privilégiées avec les pays islamiques. Par sa langue largement répandue, il est le partenaire naturel des États « turcs » de l'ex-URSS et des minorités turcophones des Balkans. Politiquement stable et relativement développé, il apparaît comme une zone de stabilité dans l'univers chaotique qui l'entoure. Bref, la Turquie est sinon une grande puissance, du moins une nation de poids avec laquelle il faut désormais compter.

Plusieurs revues apportent des éléments de réflexion sur ce phénomène nouveau. Sous le titre « Incontournable Turquie », les Cahiers de l'Orient analysent les différents aspects politiques, culturels, militaires, économiques de ce renouveau, en montrant sur quel délicat « jeu de balance » il repose. Faisant partie de différents « sous-systèmes » géopolitiques, la Turquie est conduite à manœuvrer subtilement entre les uns et les autres, sans faire de choix trop explicites et sans effrayer ses multiples partenaires par des prétentions trop égrégieuses. Ainsi, « l'option orientale » est considérée non comme une alternative à l'ouverture européenne, mais comme un complément ou un discret moyen d'appuyer sa pression, face aux réticences manifestées de la Communauté à l'accueillir en son sein.

De même, la percée vers les pays de la zone Noire et du Caucase ou vers les peuples musulmans des Balkans ne peut se faire qu'à pas mesurés, pour tenir compte à la fois de la faiblesse des moyens économiques et financiers et de la crainte que susciterait tout soupçon d'hégémonie « panturquiste ».

Une « responsabilité historique »

Dans un article intitulé « L'endormissement turc », Patrick Brunot, avocat et professeur à l'École des hautes études internationales, met bien en lumière la complexité des manœuvres qui se jouent dans cette région en pleine recomposition et les enjeux considérables qui en découlent pour toutes les parties en présence - notamment pour l'Europe, dont la Turquie pourrait être la tête de pont vers l'Asie centrale.

Les différents aspects de cette activité sont analysés dans le numéro spécial que les Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien consacrent à « la zone de coopération économique des pays riverains de la mer Noire ». Tirant les enseignements de la conférence qui a réuni le 25 juin 1992 à Istanbul les chefs d'État de onze pays de la région, Denis Akagül et Semih Vaner expliquent le rôle joué par cette initiative dans la politique étrangère de la Turquie. L'objectif n'étant pas de créer un « marché commun », mais plutôt une coopération permettant de développer les infrastructures - notamment dans les domaines des transports et des communications - et les échanges financiers. Dans cet ensemble souple, la Turquie envisage surtout de jouer le rôle d'« intermédiaire entre les milieux financiers internationaux et les Républiques turcophones ».

De même, si la Turquie estime avoir « une responsabilité

historique » envers les Balkans, elle n'envisage pas d'action unilatérale dans le conflit et cherche à gagner de nouvelles zones d'influence, sans que la protection de minorités proches d'elle et menacées puisse être interprétée comme un « retour du Turc ».

Cette progression discrète vers d'anciennes zones d'influence peut prendre des chemins inattendus, comme l'observe Étienne Copaux, qui note la surprenante permanence de « l'axe Istanbul-Crême-Pologne », qui remonte au XIV^e siècle et qui, dans les années 20, avait soutenu la lutte des Tatars contre les soviets.

Oral Sender fait une analyse analogue dans le dossier que Confluences Méditerranée consacre à la crise des Balkans. Pour lui, la coopération qui s'amorce entre les pays de la mer Noire pourrait contribuer à stabiliser la situation dans cette région, en créant une zone de développement et d'échanges. « Sur le fond, écrit-il, le projet de coopération en mer Noire tend à long terme à organiser une libre circulation des capitaux, des services, des marchandises et du travail. Ses objectifs économiques sont de revitaliser la littoral et les régions de la mer Noire qui ont été trop longtemps marginalisées, en s'appuyant notamment sur l'expérience que la Turquie a acquise en matière d'économie libérale. Sur le plan politique, il s'agit de tirer le meilleur profit de la nouvelle configuration mondiale en renforçant les liens politiques des pays concernés dans une perspective d'intégration européenne ».

Un de Gaulle pour le problème kurde...

Pour devenir vraiment opérationnel, le traité turco-iranien doit encore bien des obstacles à franchir. À continuer par celui des Kurdes. Le journaliste Michel Verrier, dans les Cahiers de l'Orient, montre en particulier comment ce conflit reflète la faiblesse du pouvoir politique, toujours soumis aux méandres et incapable de faire admettre l'idée d'une autonomie interne pour une minorité. Cette intransigence, en justifiant le radicalisme des extrémistes du PKK, a entraîné le pays dans une spirale de terreur, qui ne peut se résoudre, estime Michel Verrier, que par une fédération « turco-kurde ».

Mais si la solution du problème kurde est nécessaire pour que la Turquie ait accès à la Communauté européenne, elle suppose l'existence d'un pouvoir politique capable de l'imposer à l'armée. Or, remarque Michel Verrier, « il n'existe pas en Turquie de général de Gaulle qui soit susceptible de se confronter avec succès à l'état-major ».

A lire les propos que tenait Suleyman Demirel lorsqu'il était premier ministre, dans le dossier sur « le question kurde » publié dans Problèmes politiques et sociaux, on comprend que l'actuel président de la République n'est pas précisément l'homme de la situation. « Je ne ferai rien qui puisse nuire à l'État turc », affirmait-il. Je ne nie pas qu'il y ait des Kurdes en Turquie. Mais je dis que cela ne doit pas être susceptible de diviser le pays. En Turquie, il y a vingt-cinq groupes ethniques. (...) Le grand Atatürk était, il est vrai, un peu chauvin, mais il les avait tous mis dans un même creuset ».

Ce qui laisse entendre que seul un nouvel Atatürk pourrait défaire ce que « le grand Atatürk » avait fait...

► Les Cahiers de l'Orient, n° 30. Deuxième trimestre 1993. 80 F. 60, rue des Cévennes, 75015 Paris.

► CEMOTI, Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien, n° 15/1993. 70 F. 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.

► Confluences Méditerranée, n° 8, automne 1993. L'Harmattan, 27, rue Blomet, 75015 Paris.

► Problèmes politiques et sociaux, N. 709. 20 août 1993. 30 F. La Documentation française.

LOGEMENT

Restaurer la confiance

Les mesures prises par le gouvernement ne pourront se substituer à une véritable politique du logement. Il faut notamment réformer le système des aides publiques, budgétaires, dispersées et donc inefficaces.

par Pierre André Perissol

La majorité a fait du logement l'une de ses priorités. Répondant à une situation grave, le gouvernement a donc pris des mesures successives afin de relancer la construction, en affectant des moyens financiers complémentaires au dispositif existant. Une telle démarche était indispensable et les mesures prises ne sont pas en cause. Le gouvernement se devait d'agir vite et ne pouvait se lancer dans une réforme du système.

Mais ces mesures, si efficaces soient-elles, ne pourront se substituer à une véritable politique du logement. Et celle-ci est aujourd'hui indispensable. Il convient en effet de s'interroger sur l'efficacité des aides de l'État dans notre système de financement du logement social. Une réforme des aides publiques est d'autant plus nécessaire que l'essentiel de la production du logement repose désormais sur ces dernières.

On a systématiquement découragé les propriétaires privés : allongement de la fiscalité immobilière, multiplication des obstacles pour le propriétaire qui cherche à récupérer ses créances face à un locataire de mauvaise foi, changement constant des règles du jeu. Il en est résulté une hémorragie du parc privé existant et une désaffection progressive des investisseurs privés. On a alors cherché à endiguer la chute de l'accession à la

propriété et celle de l'investissement locatif privé par l'extension du secteur aidé par l'État. C'est ainsi qu'aujourd'hui deux logements neufs sur trois sont lancés grâce à un financement aidé. Ce simple constat montre bien les limites d'un tel système d'aides, à la fois budgétaire et dispersé.

Le plan de relance amorcé d'ailleurs par un réajustement de la confiance des propriétaires bailleurs, donc des investisseurs. L'augmentation programmée de la déduction forfaitaire, l'imputation d'une partie des déficits fonciers sur le revenu constituent autant de signes encourageants. Il s'agit bien de retrouver cette confiance que les socialistes avaient perturbée par l'idéologie. Une politique du logement repose en partie sur l'initiative privée. Encore faut-il que les aides publiques, complémentaires, soient efficaces...

Or les modalités et le logique même de ces aides sont dépassées. Rappelons quelques éléments. Le système de financement aidé du logement a été conçu en 1975. À cette époque, l'inflation était forte et personne n'imaginait qu'elle puisse baisser durablement. Les revenus progressaient ; le chômage n'existait pratiquement pas et les ménages étaient plus stables. Ce contexte incitait à emprunter le maximum. L'aide de l'État permettait d'emprunter au mieux et de soutenir le ménage pendant les quelques années difficiles du début. Les aides et déductions fiscales concentraient l'effort public sur un nombre restreint d'années.

Adéquation économique entre l'offre et la demande mais aussi sociologique : on privilégiait le ménage dominant d'alors avec un ou deux enfants. La réussite de la réforme de 1977, en ce qui concerne l'accession à la propriété, réside ainsi dans la rencontre entre

une clientèle - ménage type avec un ou deux enfants - un produit - le logement individuel - et un financement - le prêt aidé par l'État. Mais les règles du jeu ont changé. Des taux réels élevés, une inflation faible, des revenus instables ont modifié les comportements et les motivations. C'est vrai pour les bailleurs qui composent le rattachement d'un investissement immobilier à celui d'un placement financier... et réfléchissent à deux fois avant de s'engager. C'est encore plus vrai pour les acquéreurs potentiels qui hésitent face à un endettement à long terme.

Un système bloqué

Pour tenter malgré tout de faire fonctionner un système rendu caduque, nous nous sommes évertués à l'ajuster sans cesse. En jouant tout à tour sur les plafonds de ressources, les taux, les durées, les types de ménages qui avaient ou non accès à telle ou telle aide, nous n'avons pas rendu son efficacité au système. Il est par contre devenu incompréhensible.

À force d'ajustements successifs, le système s'est compliqué, en ajoutant des formes d'aides qui y e de revenus, de ménages et de produits. L'action de l'État dans ce domaine est ainsi devenue opaque.

Le système de financement aidé du logement ne fonctionne plus. Il est de moins en moins sensible aux incitations prodiguées. Il s'essouffait. Le débat politique ne peut être réduit aux seuls ajustements des taux, barèmes, et plafonds de ressources de tel ou tel prêt aidé. De même ne peut-on juger une politique de logement sur des volumes de PLA ou de PAP financés.

Si l'on veut générer une production régulière et durable de logements, sur des bases financières

assainies, c'est la logique même du système de financement qu'il faut revoir. On est à au cœur de la politique du logement. Une profonde réforme doit être engagée. Elle devra répondre notamment aux objectifs suivants :

— Un objectif politique de lisibilité tout d'abord. Rendre au système sa transparence suppose, au moins dans le domaine de l'accession à la propriété, la mise en place d'une aide unique dans son principe et modulable selon les revenus.

— Un objectif économique d'efficacité et de maîtrise budgétaire en second lieu. La voie de l'emprunt moderne - même au meilleur taux - n'est plus forcément la voie optimale.

— Un objectif social de sécurité ensuite. Le nouveau système devra pouvoir faire face à l'instabilité des revenus, que celle-ci soit réelle ou simplement appréhendée, qu'elle soit liée au chômage ou à la fragilité des cellules familiales d'aujourd'hui.

— Un objectif sociologique de diversité encore. Il faut pouvoir répondre à la demande de tous les types de ménages, qu'ils soient jeunes, célibataires, ménages avec enfants, ou personnes plus âgées.

— Un objectif de fluidité du marché enfin. Le neuf et l'ancien doivent être traités globalement avec des passerelles entre les deux marchés.

Ces objectifs sont ambitieux mais réalisables et nous nous devons de relever le défi. Facteur d'épanouissement, de promotion individuelle et de cohésion sociale, le logement est à la fois le reflet du développement d'une société et le moteur de son évolution. Grande ambition des Français, il doit rester au premier plan de notre projet politique.

► Pierre André Perissol est député national et logement pour le RPR et député de l'Alsier.

INTERNATIONAL

Les élections municipales en Israël

Le maire travailliste de Jérusalem a été battu

JÉRUSALEM

de notre correspondant

S'il fallait résumer d'un mot la raison profonde de ce que la presse locale appelle, mercredi 3 novembre, le « grand bouleversement de Jérusalem », ce serait celui-là. Teddy Kollek était trop vieux, quatre-vingt-trois ans. Pour l'essentiel, sa victoire - 56 % des voix - le « jeune » Ehud Olmert, 48 ans, ancien ministre de la santé du gouvernement Shamir et membre du Likoud pur et dur, la doit à son âge.

L'erreur tactique d'Yitzhak Rabin, fut d'accorder d'avance une importance politique démesurée à un scrutin, qui, à Jérusalem et ailleurs, s'est joué sur des facteurs principalement locaux, et assez éloignés du processus de paix, voire même des enjeux de politique nationale. « Ce sera un test pour notre politique de paix », avait dit le premier ministre pour essayer de ramener ses partisans derrière les candidats du parti travailliste.

Mais moins encore qu'à Tel-Aviv, deuxième grande ville du pays que le Likoud a conservé et dont Ronnie Milo, ancien ministre de la police, devient le maire, les électeurs de Jérusalem se sont préoccupés du processus de paix. En dépit des efforts de la droite pour donner une signification politique aux résultats du scrutin, le journal Haaretz résumait bien, mercredi, dans son titre de « une », le sentiment général : « Les résultats n'ont aucun rapport avec les négociations de paix ».

M. Rabin s'étant piégé, il e



assumé, mardi, « toute la responsabilité de ce qui s'est passé à Jérusalem ». A tort ou à raison, il continue de voir, dans la défaite de M. Kollek, « des implications négatives pour le pays. Cela aura un écho négatif dans le monde sur les efforts de paix engagés par ce pays », a-t-il dit.

Vieilli et malade, M. Kollek ne voulait pas d'un septième mandat. Il l'avait dit en début de cette année : « J'en ai assez. Il faudrait être fou pour voter un nouveau quinquennat à un homme de mon âge. » Mais le Parti travailliste a eu beau chercher : il ne trouve personne d'autre pour prendre le relais. C'est là sans doute la vraie défaite d'un parti qui contrôlait la

mairie de la ville sainte depuis la naissance d'Israël en 1948. M. Rabin a demandé une dernière faveur en son honneur de son camp, capable de vaincre dans une ville qui, le 23 juin 1992, lors des élections législatives, a voté à droite à 67 %. Le premier ministre a parié, il a perdu. Ehud Olmert et les siens ont traité avec le principal parti religieux ashkénaze de la cité et cela a suffi. Nul ne sait encore ce qui leur a été promis mais l'Agoudat Yisraël a retiré son candidat en faveur de l'ancien ministre au tout dernier moment.

Du coup, les orthodoxes de la Ville sainte qui représentent près d'un tiers de la population juive, ont massivement participé au scrutin et majoritairement voté pour lui. Les autres, les laïcs, qui votaient « Teddy » par conviction, sympathie ou respect pour cet homme qui avait su faire coexister les habitants juifs et palestiniens de Jérusalem, ceux-là ont fait preuve d'un désintérêt qui s'est révélé fatal pour le « vieux lion ». L'âge, toujours ? Il est vrai que la rumeur, habilement exploitée par le Likoud, disait que le vieux « Teddy » tiendrait la barre tout juste quelques mois et qu'il la passerait rapidement à un inconnu travailliste.

Selon les premières évaluations, moins d'un électeur yérosolimitain sur trois s'est déplacé aux urnes pourtant ouvertes de 7 heures à 22 heures. A Jérusalem-Est, ce fut

encore pire. Sur les 90 000 électeurs palestiniens inscrits, moins de 6 500 (ou lieu de 4 500 il y a 5 ans) se sont déplacés. Il est vrai que le mot d'ordre ambigu donné par l'OLP était peut-être un peu trop subtil pour un électeur arabe qui a pris l'habitude d'ignorer les scrutins israéliens.

Apparemment blessé et un peu amer, l'ancien maire s'est déclaré convaincu que Jérusalem n'avait « pas choisi la bonne voie. Je le regrette pour les habitants qui devront supporter les conséquences des difficultés qui s'annoncent », a-t-il ajouté avant de se retirer chez lui. L'allusion était claire : le gouvernement d'une ville passionnelle comme l'est la « cité sainte » requiert énormément de doigt pour éviter les tensions qui affleurent toujours à la surface. Qu'un groupe de colons religieux reprenne l'autorisation de s'installer dans un quartier musulman et qu'en peut être fini de la délicate coexistence entre communautés.

M. Rabin l'a dit, mardi : « J'espère qu'il n'y aura pas d'invasion de la vieille ville », laquelle est essentiellement peuplée d'Arabes. Mais le nouveau maire ayant réaffirmé pendant la campagne qu'il son avis, « les Juifs (pouvaient) s'installer librement n'importe où à Jérusalem », le premier ministre, qui a le dernier mot en matière de construction dans la cité, a néanmoins lancé une mise en garde : la Ville sainte, a-t-il dit, « restera la capitale éternelle et unifiée d'Israël, je n'ai pas besoin du Likoud pour le démontrer ».

PATRICE CLAUDE

Teddy Kollek, l'homme de la « réunification »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un homme, une ville, deux mondes. Voilà, vingt-huit ans, que « Teddy Kollek gouvernait, avec un mélange de bon sens et de ruse, la cité sainte ». Un quart de siècle que le nom de ce vieux politicien chahuté et atypique était indissolublement attaché à celui de la plus explosive des mosquées humaines. Quel maire se sera eutent identifié à sa cité ? Quel édile aura jamais montré une telle passion pour sa mission ?

Ashkénaze, c'est-à-dire juif d'Europe dans une cité majoritairement sépharade, colonie dans un nid de faucons nationaux, travailliste historique - il fut onze ans directeur du bureau de David Ben Gourion - dans une forteresse du Likoud, laïc militant dans le balet du judaïsme orthodoxe, Teddy Kollek est « un phénomène météorologique », disait l'écrivain Amos Elon.

Tout le monde l'admet : « Teddy » aurait pu à tout le moins, grâce à son extraordinaire popularité, devenir ministre. Souvent, dans les périodes néfastes traversées par son parti, les notables ont pensé à lui pour prendre la barre. Mais le vieux bougon, né son mois

de mai 1911 en Hongrie puis élevé à Vienne avant d'émigrer, à vingt-quatre ans, en Palestine, a toujours préféré rester dans sa ville.

Trascible, impatient, autocratique parfois, l'homme est de la race des bâtisseurs. Il hait les honneurs faciles, les discours. Rien ne l'ennuie tant que les louanges déversées sur lui en public et qu'il est perle contraindre de subir dans les cérémonies officielles où il s'endort régulièrement.

Même s'il l'ont trouvé un peu trop vieux pour un septième mandat, les israéliens élisent Teddy Kollek. Ce n'est pas un hasard si Ehud Olmert, son « toubour », a bâti sa campagne sur le thème : « J'aime Teddy, mais je vote Olmert car il faut à Jérusalem un jeune Kollek ».

« Teddy » n'a pourtant réussi qu'une partie de l'impossible mission qui lui échu au mois de juin 1987 après l'annexion de la partie orientale de Jérusalem par les soldats d'Israël. Sans jamais perdre de vue l'objectif numéro un de sa mission - « rendre impossible toute division de la ville », il a réussi à faire coexister, sur quotidien, résidents juifs et arabes, ce qui paraissait impensable au lendemain de la guerre de six jours. Il

s'y est employé avec un solide sens pratique et dans un esprit de compromis permanent. « Je ne demande pas aux yérosolimitains de s'aimer, disait-il souvent, mais simplement de se respecter pour vivre ensemble, chacun chez soi ».

C'est la deuxième victoire du « maire des mémoires ». Sans bousculer autre mesure les 154 182 Palestiniens qui vivent à Jérusalem, en évitant au maximum les frictions, tonnant contre les quelques centaines de colons juifs messianistes qui se sont installés, avec force dollars et pistolets-mitrailleurs, au cœur même de la vieille ville arabe, « Teddy » a poursuivi, avec pugnacité, le grand rêve sioniste de sa vie : renverser l'équilibre démographique de la ville en faveur des Juifs.

« Ressentiment mutuel »

Grâce à la construction, sur des collines prises à la Cisjordanie occupée et purement et simplement annexées comme le fut Jérusalem, de vastes et hideuses cités-dortoirs qui enserrant la ville arabe, les israéliens juifs sont devenus majoritaires - avec 167 511 âmes - jusque dans la partie orientale de la ville sainte,

laquelle, tous secteurs confondus, compte, aujourd'hui, 560 000 habitants. Même si, en creusant des rantes, en créant des jardins, et en construisant à tour de bras des logements, des théâtres et des musées, « Teddy » a réussi à gommer les frontières sur le terrain, Jérusalem, contrairement au credo officiel, est très loin d'être unifiée. Politiquement, sociologiquement et démographiquement, elle reste profondément divisée. Il eût fallu jeter un coup d'œil sur les infrastructures misérables de la partie orientale de la ville, à l'exception des colonies juives, pour le comprendre. Et que dire des permis de construire généralement dévolus aux familles israéliennes mais rarement aux Palestiniens...

La plus profonde division de la Ville sainte est dans les cœurs, les attitudes et les regards. « La coexistence n'existe que dans un esprit de peur et de ressentiment mutuel », dit Moshe Amirev, un politicien local, ancien adjoint de M. Kollek démis, cette année, de ses fonctions parce qu'il était favorable à une double souveraineté sur la ville. Périodiquement, Teddy Kollek annonçait que l'« abysse » entre les communau-

tés « se réduisait ». Mais il n'y croyait pas vraiment et il le reconnaissait : « A Jérusalem, il est beaucoup plus facile de travailler qu'avancer avec de la pierre et de la pelouse qu'avec la matière humaine... » A sa décharge, il faut dire que le maire de la cité sainte disposait de peu de pouvoirs.

Il en sera de même pour son successeur. Pour construire ne serait-ce qu'un Abribus, le maire de Jérusalem propose, et le gouvernement dispose, la planification urbaine de la « capitale éternelle d'Israël » est largement contrôlée par le cabinet d'Yitzhak Rabin. Et, avant, elle l'était par celui d'Yitzhak Shmiron, ce qui, selon M. Kollek, explique beaucoup de « dérapages » anti-palestiniens contre lesquels il affirme s'être en vain « battu bec et ongles ». N'empêche. Pour les israéliens, c'est un symbole qui disparaît : celui de la « capitale unifiée et éternelle » de l'Etat juif. Pour les Arabes, malgré l'excellence de ses relations avec certains notables palestiniens, le vieux « Teddy » sera resté le représentant zélé d'une puissance occupante dans une demi-ville dont le sort définitif est incertain.

P. C.

■ VINGT-DEUX VILLES POUR LE LIKOUDE. - Le scrutin municipal, qui s'est déroulé le mardi 2 novembre, a fait apparaître que sur trente-huit villes de grande et moyenne importance, le Likoud (droite) est sorti vainqueur dans vingt-deux d'entre elles, dont Jérusalem et Tel-Aviv, le Parti travailliste et ses alliés dans dix, et il y a eu ballottage dans six autres. A Jérusalem, le candidat du Likoud, Ehud Olmert, l'a emporté, avec 56 % des voix, sur celui du Parti travailliste, Teddy Kollek qui briguait un septième mandat.

■ FAIBLE PARTICIPATION. - Plus de 3,3 millions d'électeurs étaient appelés à renouveler 158 conseils municipaux. Contrairement aux scrutins précédents, la journée n'était pas chahutée et la participation, selon les premières estimations, n'aurait atteint que 36 % sur l'ensemble du pays, ou lieu de 60 % il y a cinq ans. Les colons installés dans les territoires occupés ne votaient pas.

Un revers pour les Palestiniens

JÉRUSALEM

de notre envoyée spéciale

Officiellement, comme lors des précédentes élections municipales, l'OLP avait donné des consignes de boycottage. Mais, tout aussi officiellement - et Fayçal Hussein, le chef des Palestiniens de l'intérieur, l'avait fait savoir le jour même du scrutin, - l'OLP s'était déclarée « très inquiète » d'une éventuelle victoire du candidat de la droite.

Difficile à comprendre pour les Palestiniens de Jérusalem-Est. Fallait-il barrer la route à Ehud Olmert, et voter pour Teddy Kollek ? Ou bien boudier les urnes ? Seul, le mot d'ordre de l'opposition palestinienne, marxisante ou islamiste, était clair : s'abstenir. L'écrasante majorité, comme à son habitude, n'a pas fréquenté les isolats. Ceux des 90 000 inscrits qui ont voté - soit environ 7 % - se sont trouvés les justifications qu'ils pouvaient.

Un vote « alimentaire »

Amné Attié, la cinquantaine, a voté Kollek « parce que je l'aime, c'est notre bien-aimé et que Dieu le protège ». Entre deux meurs, Sari a « choisi le moindre », mais Majdi Habas a voté « pour la première fois, parce que les élections ne sont plus controversées et que le processus de paix est engagé ». Argument un peu court lorsque l'on sait que le sort de Jérusalem n'est pas au menu des négociations actuelles, et surtout lorsqu'on se souvient que l'OLP a refusé la constitution d'une liste juudo-arabe, précisément pour ne pas cautionner l'occupation par l'Etat juif de la partie orientale de la ville sainte.

Majdi appartient sans doute à cette catégorie de Palestiniens qui ont opté pour un vote « alimentaire », c'est-à-dire qui voient leur propre intérêt dans la victoire de M. Kollek. Quand on est employé municipal - 5 000 Palestiniens sont dans ce cas - ou que l'on a besoin d'un petit coup de pouce pour une affaire, il n'est pas mauvais d'être vu aux urnes.

Et puis il y avait ceux qui ont toujours donné leur voix à M. Kollek. Ils étaient 12 000 en 1983 avant l'intifada et moins de 4 500 en 1989 lors de la dernière consultation. Ainsi Abdel Aziz Berakat, soixante-trois ans, membre d'un club de retraités que M. Kollek, de l'évent même de l'intéressé, a toujours « dorloté ».

Leurs voix - moins de 65 000 n'ont pas suffi à faire pencher la balance en faveur de M. Kollek. Au quotidien, la vie des Palestiniens de Jérusalem-Est risque de devenir plus difficile sous le règne du Likoud. Mais, à terme, l'OLP n'a pas lieu de s'inquiéter outre mesure puisque, en définitive, c'est avec le gouvernement et non pas la municipalité qu'elle discutera du sort final de la ville sainte.

MOUNA NAÏM

Yitzhak Rabin à Washington le 12 novembre

Le président Clinton rencontrera le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, le 12 novembre à Washington, a annoncé mardi la Maison Blanche. « Les deux parties aborderont des questions d'intérêt mutuel, dont le processus de paix au Proche-Orient et les relations bilatérales entre les Etats-Unis et Israël », indique un communiqué. - (AFP)

ÉGYPTE : pendaison de trois islamistes. - Condamnés à mort, le 21 août, par la justice militaire, trois islamistes, ont été pendus, mercredi 3 novembre, au Caire, a annoncé l'agence égyptienne MENA. Ils avaient été reconnus coupables de meurtre au cours de vols à main armée dans des bijoux appartenant à des coptes (chrétiens d'Égypte) au Caire et à Fayoum. - (AFP)

BANGKOK
3 580 F

VOL ALLER RETOUR, DEPART DE PARIS
PRIX A CERTAINES DATES

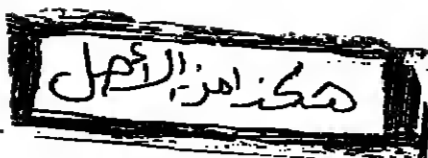
Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Et après les marchés flottants ou les rivières à dos d'éléphant, poser vos bagages dans une chambre calme ne vous coûtera pas plus cher qu'un lifting pour votre shar pei.*

* La Thaïlande avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 6 390 F.

CONTACTEZ UNE DE NOS 150 AGENCES EN FRANCE
TAPPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 41 41 58 58

NOUVELLES FRONTIERES



EUROPE

RUSSIE

Le malaise des militaires

Il y a eu des défections, des refus d'obéissance. L'assaut ordonné contre le Parlement de Moscou, le 4 octobre n'a fait que renforcer les divisions et les réticences de l'armée

MOSCOU

de notre correspondant

L'image de tanks lourds tirant sur le Parlement a puissamment contribué à diffuser en Russie, et dans le monde entier, la principale leçon des événements : le 4 octobre, l'armée russe s'est rangée derrière le président. De fait, des éléments de plusieurs divisions de l'armée, en plus des forces des ministères de l'intérieur, de la sécurité, et de la garde présidentielle, ont participé conjointement à l'attaque contre la « Maison Blanche ». Pourtant, ce soutien apporté à Boris Eltsine, par ce qu'on appelle ici « les structures de force », n'a pas été de soi. Il y a eu des défections, des refus d'obéissance, et la manière dont l'opération a été menée a laissé chez un certain nombre d'officiers un sentiment de malaise, voire de dégoût.

Le président russe avait pourtant soigneusement préparé le terrain, dans les mois, et plus encore

dans les semaines qui ont précédé son offensive finale contre le Soviet suprême. D'abord, en renforçant les effectifs de la garde du Kremlin, et en y rattachant successivement les unités d'élite spécialisées en principe dans la lutte antiterroriste et aussi certaines « actions extérieures » - à savoir le groupe Alfa et le groupe Vimpel. Ensuite, en nommant à la tête du ministère de la sécurité, en la personne de M. Nikolai Goloukhov, un homme du sérail, vétérans de la lutte contre la dissidence et aussi de la défense du pouvoir (à l'époque communiste) en Ukraine. Quelques jours avant de signer son décret du 21 septembre, portant dissolution du Parlement, M. Eltsine a doublé les soldes des officiers, et rendu visite à une division des forces du ministère de l'intérieur. D'autres mesures de précaution ont été prises après le 21 septembre, en particulier un très strict contrôle des communications téléphoniques de l'état-major, destiné à empêcher toutes ten-

tatives de débauchage par les dirigeants de la « Maison Blanche ».

Pendant les deux semaines de crise aiguë, où deux autorités rivales, au Kremlin et au Parlement, affirmaient l'une et l'autre leur légitimité, l'armée, échaudée par l'expérience d'août 1991, fut cependant placée dans une position très délicate. Le général Gratchev, ministre de la défense, a réussi à contrôler la situation, en s'affichant aux côtés de Boris Eltsine, mais en répétant en même temps à chaque occasion que l'armée n'interviendrait pas dans le conflit politique.

Les nombreuses maladroites commises par le général Routsikoï ont facilité la tâche du Kremlin - mais pas au point d'effacer tous les remous. De nombreux télégrammes de soutien au Parlement ont été envoyés depuis diverses garnisons. L'attitude du ministère de la sécurité lui-même a suscité des inquiétudes, d'autant que pendant la crise le général Baranikov, désormais allié au général

Routsikoï, a rendu visite à ses anciens subordonnés (son limogeage ne remonte qu'à juillet dernier). Quant à la police et aux forces du ministère de l'intérieur, leur très étrange attitude, le dimanche 3 octobre, montre - si l'on écarte la thèse de la « provocation » délibérée, qu'elles étaient aussi sérieusement « travaillées » par la partie adverse, démocrates, en un mot plus très sûres.

« Avec les clefs sur le contact... »

Un nombre non négligeable de militaires et de soldats sont en effet passés ce jour-là du côté de la « Maison Blanche », beaucoup d'autres se sont enfuis devant la foule des manifestants, abandonnant leurs armes, leurs camions « avec les clefs sur le contact »... Dans la nuit du 3 au 4, certains officiers d'active ont réussi à

convaincre leurs hommes de prendre le chemin de la « Maison Blanche », pour soutenir les assiégés. Plusieurs incidents de ce type ont été confirmés de source officielle : par exemple un capitaine d'une unité de la flotte a été arrêté en chemin à une trentaine de kilomètres de Moscou avec dix-sept marins en armes, et s'est suicidé. Un autre groupe, cette fois de la défense antiaérienne, est arrivé jusqu'au bâtiment du Parlement. Des enregistrements de communications radio réalisés pendant l'assaut attestent que des militaires et des soldats d'active ont participé à la défense de la « Maison Blanche ».

Tout cela ne pesait sans doute pas bien lourd face aux quelque treize cents hommes puissamment armés qui ont lancé l'assaut. Mais, là aussi, l'affaire ne s'est pas déroulée sans heurts ni réticences, et beaucoup de « démocrates » reprochent encore au général Gratchev son peu de hâte à se porter à leur secours, notamment au moment où une foule de plusieurs milliers de manifestants, accompagnés d'une centaine d'hommes armés, a entrepris de s'emparer de la télévision d'Ostankino. Le ministre de la défense rétorque qu'en réalité le bâtiment de la télévision était fort bien défendu (de l'intérieur, par plusieurs centaines d'hommes d'une unité secrète - Vitiaz), et de l'extérieur par une quinzaine de blindés légers : le bilan de l'opération, particulièrement sanglant, lui donne apparemment raison.

Cependant, lorsque se sont successivement réunis, en pleine nuit du 3 au 4, le « collège du ministère de la défense » et le « conseil de sécurité », en présence du premier ministre, en plus, selon toute apparence, de Boris Eltsine lui-même, le général Gratchev a, d'après diverses sources concordantes, réclamé un ordre d'intervention écrit. Selon la *Niezavisimaya Gazeta*, le décret, portant le n° 1578, a été signé à 5 heures du matin, moins de deux heures avant l'assaut. La réunion du « collège du ministère de la défense » a de plus été marquée par l'absence, difficilement explicable, de plusieurs vice-ministres, en particulier le général Grounov, et est généralement interprétée soit comme un signe de défiance à leur égard, soit comme la preuve qu'ils ont refusé de donner leur aval à ce recours à l'armée.

C'est un autre vice-ministre, le général Gueorgui Kondratiev, qui, depuis un poste de commandement situé sur l'autre rive de la Moskova, au pied de l'hôtel Ukraine, a conduit l'opération, où deux officiers supérieurs proches de Boris Eltsine, les généraux Koblets et Volkogonov, se sont également fortement engagés. Aucun d'eux n'est un homme de « champ de bataille », ce que les spécialistes analysent comme un signe supplémentaire que tout ne s'est passé tout à fait normalement. Les équipages des chars étaient d'ailleurs constitués d'officiers volontaires, auxquels de fortes primes avaient été promises, et certains de ces équipages n'étaient pas complets.

La question des roquettes NURS

De plus, le général Gueorgui Kondratiev aurait, selon certaines sources, eu le plus grand mal à obliger certains commandants à diriger leurs blindés vers la « Maison Blanche » : dans un premier temps, ces troupes étaient censées prendre seulement position autour du ministère de la défense et d'autres objectifs sensibles, pour les protéger. Le général Potapov, commandant de la division Kantomirskaja, comprenant que l'affaire prenait un tout autre tour, aurait ainsi refusé d'obéir, avant de céder sous la menace physique. Le commandant de la région militaire de Moscou, le général Kouznetsov, a lui aussi fortement traîné des pieds. De source militaire russe bien informée, on indique même qu'au moins le général Kouznetsov que le général Potapov - com-

mandant des forces hélicoptères de l'armée de terre - ont rebuté d'exécuter l'ordre, donné par le ministre de la défense lui-même, de tirer contre la « Maison Blanche » des roquettes lancées depuis des hélicoptères de combat. (Après un vol de reconnaissance, mené dans la nuit du 3 au 4, ils auraient conclu que le recours à ces roquettes, désignées en russe sous le terme de *NURS*, ferait un très grand nombre de victimes, et entraînerait un risque considérable pour les habitants des immeubles avoisinants).

Plusieurs autres officiers de très haut rang, y compris le général Semionov, commandant en chef des forces terrestres, auraient manifesté leur manque d'enthousiasme, voire leur refus d'être associés à l'assaut. En bonne logique, tout cela suffirait largement à justifier une punition sévère au sein de la hiérarchie militaire, d'où seraient écartés ceux qui n'ont pas fait corps derrière Boris Eltsine. Mais beaucoup d'officiers estiment qu'une telle remise au pas ne ferait qu'aggraver le malaise au sein des forces armées, et qu'elle serait difficile à justifier sur le plan légal : après tout, la Constitution, toujours théoriquement en vigueur, indique expressément qu'il ne peut être fait recours à l'armée dans un conflit intérieur sans que le Parlement l'ait décidé par un vote et que les militaires ont le droit de s'opposer à des ordres « illégaux » comme une partie d'entre eux l'avaient fait en août 1991. La nouvelle « doctrine militaire russe », adoptée mardi 2 novembre et dont n'ont encore été révélées que les grandes lignes, semble cependant lever les obstacles légaux à l'utilisation de l'armée.

La victoire remportée par Boris Eltsine signifie-t-elle que le sort des forces armées lui est désormais acquis ? Va-t-il devoir s'acquiescer de la « dette » contractée auprès des généraux, ou au contraire lui payer à certains officiers leurs hésitations ou leurs réticences ? La situation, à cet égard, semble encore très floue. La position du général Gratchev lui-même est l'objet de conjectures, une source gouvernementale ayant même annoncé son prochain remplacement, avant d'être démentie par Boris Eltsine lui-même. L'attitude de l'armée lors des élections de décembre est également incertaine. Interrogés à ce sujet, plusieurs officiers font clairement comprendre que les événements du début octobre les ont laissés perplexes.

Rares sont cependant ceux qui ont pris le risque d'aller aussi loin que le général Ivachov qui, dans une interview à la *Komsomolskaja Pravda*, exprime son sentiment à l'égard de la solution choisie pour mettre fin au conflit politique : « un assaut lié à des tueries massives et à un bain de sang ». Selon le général Ivachov, qui occupe le poste de secrétaire du conseil des ministres de la défense de la CEI, le rôle joué dans le dénouement de la crise politique par « les structures de force » prouve qu'aucun progrès sérieux n'a été fait au cours des deux dernières années sur la voie de la démocratie, au contraire.

Autre indice de trouble : plusieurs officiers ont refusé les décorations qui leur ont été attribuées pour leur rôle dans l'assaut. D'autres les ont acceptées, mais à condition que leur anonymat soit préservé.

JAN KRAUZE

ROUMANIE : mortalité infantile la plus élevée d'Europe. - Après une baisse de courte durée, la mortalité infantile en Roumanie a de nouveau augmenté et reste la plus élevée en Europe selon une étude gouvernementale, publiée lundi 1^{er} novembre. Le taux de mortalité en 1992 a augmenté de 3 %, passant à 23,4 pour mille alors que la moyenne des pays européens est de 10,62 pour mille et celle des anciens pays de l'Est de 10,05 pour mille. - (AP.)

Nouveaux services vers les USA.

A BORD DE TWA

Paris-New York : plus de choix et plus d'espace.



Honolulu

Orlando

Fort Palm Beach

Miami

San Juan

que l'unique voyage
besoin de confort devient
important à chaque étape.
En classe affaires "Ambassador"
jouissez d'un espace optimum et
demande vous êtes assuré d'être au
hublot ou côté couloir.
TWA dessert une centaine de destinations
au départ de New York : autant d'opportunités
de voyager dans le meilleur du confort.
Pour plus de renseignements sur nos
nouveaux services, contactez votre agence
de voyages, TWA au 49 19 20 00 et pour la
région de Nice au numéro vert 05 29 19 49.
3615 TWA.

TWA Le meilleur du confort.

هكذا من النجف

INTERNATIONAL

EUROPE

RUSSIE

Le président Eltsine cherche à se démarquer de son premier ministre

Le président russe Boris Eltsine a sévèrement critiqué, mardi 2 novembre, le gouvernement du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, qui n'a pu maîtriser la rébellion armée des 3 et 4 octobre et qui reste « incapable » de prendre les décisions économiques, sociales et politiques les plus urgentes. Un mois après les événements sanglants, M. Eltsine, qui s'exprimait devant un conseil des ministres élargi à des personnalités des régions et du monde économique, a reconnu que le danger d'insurrection avait été « sous-estimé », en ajoutant : « Nous avons fait preuve d'une complaisance inexcusable » lors de la tentative de révolte armée de l'ex-Parlement.

Des mesures strictes sont encore nécessaires pour prévenir un futur « terrorisme politique », a-t-il ajouté, en mettant en cause le laxisme des « organes du pouvoir », qui a permis aux groupes armés qui soutenaient le Parlement d'agir « au grand jour » pendant près de deux semaines. M. Eltsine, visant implicitement M. Tchernomyrdine, nommé en décembre 1992 sous la pression des conservateurs, a souligné qu'il recevait de nombreux projets de décrets qui s'écartent de la loi en vigueur et poussent le pouvoir à l'arbitraire. Certains dirigeants « ont pris goût aux mesures d'urgence », a-t-il accusé.

Dans le domaine économique, l'action du gouvernement reste « incertaine », a estimé le chef de l'Etat, cité par les médias russes, critiquant sévèrement le « plénum » des réformes et l'insécurité portées aux besoins sociaux de la population, qui ont, selon lui, attisé la révolte contre le Kremlin. (AFP)

■ UNE RENCONTRE ENTRE SLOBODAN MILOSEVIC ET FRANJO TUDJMAN. Engagées, lundi 1^{er} novembre, à Oslo, des négociations secrètes entre les indépendantistes serbes de Croatie et les autorités de Zagreb ont été suspendues dès mardi 2 novembre. Toutefois, le président serbe Slobodan Milosevic et son homologue croate, Franjo Tudjman, devraient se rencontrer vendredi, dans la capitale norvégienne, pour tenter de relancer les discussions, selon Branko Filipovic, haut responsable du « ministère des affaires étrangères » de la République serbe de Krajina, autoproclamée sur près d'un tiers du territoire croate. M. Filipovic a affirmé au Monde que « les Nations unies à Genève ont confirmé la tenue de cette réunion ».

■ IMAGE BELLIQUEUSE. A Zagreb, où l'on observe un silence remarquable sur ces pourparlers, le président Tudjman a lancé mardi soir une « initiative de paix » pour la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, visant à dissiper l'image belliqueuse de la Croatie et à contraindre les propositions internationales d'approche globale des conflits dans l'ex-Yougoslavie dans le cadre d'une nouvelle conférence.

Les conflits dans l'ex-Yougoslavie

Des négociations secrètes serbo-croates ont été engagées puis suspendues à Oslo

BELGRADE

de notre correspondant

Thurvald Stoltenberg, l'un des deux médiateurs internationaux, s'était refusé, lundi, à confirmer des rumeurs qui circulaient à Belgrade sur des négociations secrètes engagées par les Serbes et les Croates. Le lendemain, les sécessionnistes serbes de Croatie annonçaient cependant la tenue de telles négociations en Norvège puis leur suspension.

Alors que Zagreb se murait dans le silence, les « rebelles » de Krajina (région de Croatie sous contrôle des forces serbes) précisaient, eux, que des responsables du gouvernement croate et une délégation conduite par le leader des Serbes de Krajina, Goran Hadzic, négociaient, près de la capitale norvégienne, un accord de cessez-le-feu qui, en cas de succès, devait être suivi de discussions sur la normalisation des relations économiques et politiques entre Zagreb et les séparatistes serbes.

Dépêche urgente

Après avoir échappé sur le statut de la Krajina, ces négociations, menées du côté croate par un proche du président Franjo Tudjman, Hrvoje Sarić, chef des services de sécurité de l'Etat, accompagné de Slavko Degericija, vice-président de l'Assemblée croate, et du général Mirko Stupic, ont toutefois été suspendues. Un communiqué publié mardi après-midi par le « ministère des affaires étrangères » de Krajina affirme

notamment que des « difficultés » dans les pourparlers ont surgi « après que la délégation croate eut reçu une dépêche urgente du président Tudjman lui enjoignant de discuter de la Krajina en tant que partie intégrante de l'Etat croate ». L'intervention de M. Tudjman, selon ce communiqué, « a torpillé un processus de négociations qui semblait s'acheminer vers une réussite totale », la délégation serbe ayant été contrainte de « rejeter fermement » la prise de position croate, exposée mardi matin par M. Sarić.

Si la Croatie a tenu à rappeler qu'elle excluait toute solution qui remettrait en cause son intégrité territoriale, les Serbes de Krajina ont, pour leur part, réitéré leur refus de retourner dans le giron croate, leur but étant de s'unir avec les Serbes de Bosnie et de Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

Branko Filipovic, du « ministère des affaires étrangères » de Krajina, a toutefois souligné mardi soir que ces pourparlers avaient été suspendus et non rompus définitivement. Il n'a, par ailleurs, assuré que la délégation serbe, qui devait quitter Oslo mercredi matin, « rejettera » les propositions faites mardi à Zagreb par M. Tudjman sur « l'autonomie culturelle et locale pour les Serbes de Croatie », ces derniers revendiquant purement et simplement le reconnaissance de leur « Etat ».

FLORENCE HARTMANN

Zagreb tente de relancer le processus de paix

ZAGREB

de notre correspondant

Menacé, Franjo Tudjman contre-attaque. Critiqué en Europe pour son soutien aux Croates de Bosnie qui se livrent à des exactions, montré du doigt pour un massacre commis en septembre par ses troupes en Croatie, pressé d'accepter une nouvelle conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, le président croate a réagi, mardi 2 novembre. Voyant le « statut-purgatoire » d'invité spécial de la Croatie au Conseil de l'Europe remis en cause par quelques députés européens, le président croate, qui vient, difficilement, d'imposer une option politique « modérée et européenne » aux durs de son parti, a lancé une « initiative » qui semble aussi destinée à enterrer les projets de Conférence « globale » de paix, derrière laquelle le numéro un croate dissimule un piège pour établir une nouvelle confédération yougoslave.

Alors qu'une délégation parlementaire croate devait défendre, mercredi 3 novembre, la cause de Zagreb à Strasbourg, le président Tudjman a convoqué le corps diplomatique et les caméras de la télévision pour dévoiler ses batteries. « Gravement préoccupé par l'impasse des négociations de Genève », Franjo Tudjman a présenté « une initiative pour arrêter la guerre et les horreurs qui lui sont liées ». En Croatie, le président se dit prêt à tout négocier, « à l'exception (des questions) qui remettent en cause son intégrité territoriale et sa souveraineté » sur les zones à peuplement serbe, ce qui reste au cœur du problème. Il se dit disposé à conclure, « dans les quinze jours », un cessez-le-feu général avec les séparatistes serbes de la « République de Krajina ».

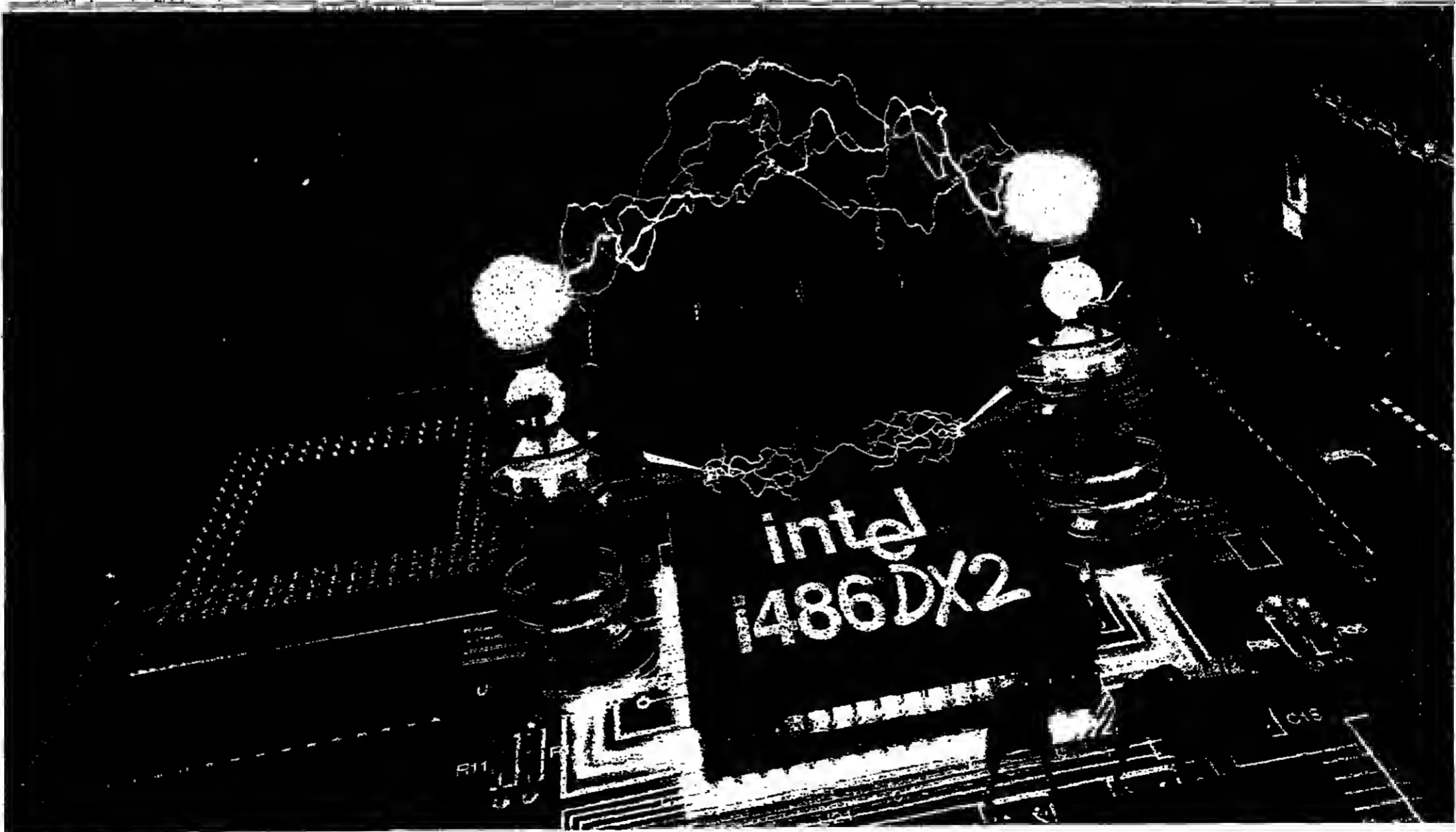
Le président a détaillé ses propositions d'autonomie, déjà plu-

sieurs fois rejetées par les Serbes de Krajina : une « pleine autonomie » pour les districts à majorité serbe de Knin (sud) et de Glina (nord), ainsi qu'une « autonomie culturelle sur l'ensemble du territoire » pour tous les Serbes, gratifiés, « en signe de bonne volonté », du terme de « communauté ethnique » et non plus de « minorité nationale ». Autre argument : le président Tudjman a offert de participer au retour à une vie normale pour l'hiver, « immédiatement et sans aucune discrimination » dans les zones serbes de Croatie durement touchées par la guerre.

Pour la Bosnie, le président croate propose, plutôt qu'une nouvelle conférence de paix, d'élargir celle de Genève aux pays qui ont « le plus d'influence dans l'ex-Yougoslavie : la France, l'Allemagne, la Russie, les Etats-Unis, la Turquie et la Grande-Bretagne ». Au sein de cette conférence, M. Tudjman demande la signature, « dans un délai de 14 jours », d'un arrêt des hostilités, sous la menace de sanctions et d'emploi de la force. L'OTAN (et non la Force de protection des Nations unies) devrait, selon lui, faire respecter le cessez-le-feu et un accord de paix, par « la force, dont des frappes aériennes », si nécessaire. Selon M. Tudjman, les conflits territoriaux entre les Républiques (serbe, croate et musulmane) de Bosnie, qui ont fait échouer les pourparlers, devraient être réglés par des négociations bilatérales ou, en cas d'échec, par une commission spéciale de la conférence sur l'ex-Yougoslavie.

S'il se fait sans doute peu d'illusions sur l'avenir de ses propositions, le président Tudjman, en situation délicate, a montré que les Croates se voulaient toujours les « bons élèves » de la communauté internationale.

JEAN-BAPTISTE NAUDET



Grande puissance, petite dépense: votre PC passe à la vitesse supérieure.



Les logiciels conviviaux sous très nombreux de puissance. Cette puissance, le microprocesseur Intel 486 DX2 est là pour vous la fournir. Alors que d'autres systèmes s'essouffent quand on veut ouvrir plusieurs fenêtres à la fois, un ordinateur équipé d'un microprocesseur Intel 486 DX2 répond avec une facilité

étonnante. Parce que seul Intel vous fait bénéficier de sa technologie inédite de doublement de la vitesse d'exécution. Bien sûr, la compatibilité totale est garantie, car la plupart des logiciels d'aujourd'hui ont été conçus spécialement pour tourner sur les microprocesseurs Intel. De plus, le microprocesseur Intel 486 DX2 a assez de

répondant pour les logiciels les plus exigeants de demain.

Performances. Compatibilité. Ouverture sur l'avenir. Trois raisons majeures d'acheter un PC équipé du microprocesseur Intel 486 DX2.

Pour plus d'informations renvoyez-nous le coupon-réponse ci-contre.

Intel Corporation, Computer Support Center, P.O. Box 650, Hills, 95035, Royaume-Uni. Veuillez ne faire parvenir plus d'informations sur les microprocesseurs Intel 486 DX2.

Nom _____ Adresse _____ Code Postal _____ Ville _____ Pays _____

intel.

EUROPE

■ **ARRÊTS DOMICILIAIRES.** Le président du groupe informaticien italien Olivetti, Carlo De Benedetti, a passé la nuit du mardi 2 au mercredi 3 novembre aux arrêts domiciliaires dans son appartement romain. Alors que l'industrial, sous le coup d'un mandat d'arrêt pour corruption présumée, s'apprêtait à passer la nuit en prison éprée à être présenté aux carabinieri mardi matin, les juges de la capitale ont décidé dans la soirée que les interrogatoires de la journée avaient apporté des indications nouvelles, permettant de placer Carlo De Benedetti aux arrêts domiciliaires. Ce dernier a donc été autorisé à quitter dans la nuit la prison romaine de Regina Coeli, accort par les carabinieri, pour se rendre à sa résidence de la rue Montefratto. Ses avocats avaient, pour leur part, demandé l'annulation du mandat, émis samedi à l'encontre de leur client par le substitut du procureur de Rome, Maria Cordova. Carlo De Benedetti est maintenant accusé d'avoir été un corrupteur actif du système politique italien, et non, comme il l'a toujours soutenu, une victime du racket.

■ **UN VASTE RESEAU D'ACTIVITÉS CORRUPTIVES.** Selon les termes du mandat d'arrêt publié en extenso par le quotidien *la Repubblica* - qui fait précisément partie du groupe Olivetti - le placement en détention provisoire de Carlo De Benedetti est justifié parce qu'il représente « un danger sur la plan social ». Il existe un « danger réel de dissimulation de preuves », précisent les magistrats, qui reprochent au patron d'Olivetti « l'instauration enracinée d'un très vaste système de corruption administrative et politique, produisant d'énormes avantages privés illicites ». Les magistrats évoquent encore « un vaste réseau d'activités corruptrices de personnes qui restent à identifier complètement et qui font encore partie de l'administration publique ». Selon les déclarations de certaines personnes impliquées, Carlo De Benedetti « était seul à obtenir des avantages injustifiés pour sa propre entreprise ». - (AFP)

L'imprécauteur épinglé

Suite de la première page

En retour en Italie, en 1945, la situation est pourtant on ne peut plus désespérément claire : leur maison et leur petite usine de tubes métalliques sont détruites. Le père, Rodolfo, lui donnera sa première leçon de ténacité en remontant le tout en moins de quatre ans. Un diplôme à l'école polytechnique de Turin et pas mal d'audace et d'ambition feront le reste : en 1968, il succède à son père ; en 1976, rachetant canards boiteux et accumulant les petites compagnies qu'il « retape », il a déjà entrepris, là où d'autres n'avaient qu'un prénom à se faire, d'imposer son nom.

Le coup de pouce définitif lui vient, précisément cette année-là, de Fiat. En mai, Giovanni Agnelli le nomme administrateur délégué du groupe : le maximum pour un jeune manager de quarante et un ans aux appétits féroces ! Il n'en mettra pas moins ses conditions pour venir : devenir un actionnaire qui compte. Proposition acceptée, avec 6 % des parts, il se situe juste derrière la famille Agnelli. La lune de miel durera trois mois. Incompatibilité de gestion ? Voire de caractère ou d'ambition ? Qu'il en soit sûr, Carlo De Benedetti est poussé vers la sortie. Nanti d'un trésor de guerre - la revente de ses actions - évalué entre 84 et 150 millions de francs, il va à nouveau voler de ses propres ailes.

C'est l'époque des premières grandes réussites, des premières reconnaissances internationales :

Des entreprises victimes ou coupables ?

Le patronat italien a « pleine confiance » dans la justice, et a tenu à le faire savoir par un communiqué publié avant même l'arrestation de Carlo De Benedetti. Mais il la met tout de même en garde contre « les tentatives populistes ou les comportements contradictoires et schizophréniques ». Car, bien qu'officiellement la Confindustria soit satisfaite des enquêtes anti-corruption, elle commence à trouver le climat vraiment malsain.

La plupart des 1 100 personnes qui ont été arrêtées depuis vingt et un mois dans le cadre de l'opération « *mani pulite* » sont soit des dirigeants d'entreprise plus ou moins haut placés, soit des fonctionnaires, soit des élus locaux. Les membres de la « *partitocrazia* », principaux organisateurs et bénéficiaires du système généralisé des pots-de-vin, n'ont pas subi l'humiliation de la prison puisqu'ils ont joui jusqu'à maintenant de l'immunité parlementaire. Ils ont certes été discrédités et « punis » sans jugement par l'étalage, à côté d'hypothèses infamantes, de leur nom, de leur photo et de leurs interviews embarrassées. Mais les hommes d'entreprise ont, eux, subi des jours, des semaines voire des mois de prison préventive, et parmi les onze suicides de l'opération « *mani pulite* » figurent deux patrons italiens des plus célèbres, Gabriele Cagliari, ex-*PDG* de la compagnie pétrolière ENI, et Raul Gardini, ancien patron de Ferruzzi.

La Fiat aussi

« Ce système, ce n'est certainement pas les entreprises qui l'ont inventé. Si elles avaient pu faire des affaires sans payer de pots-de-vin, elles auraient préféré », observait un ancien d'Olivetti, Franco Taro - aujourd'hui administrateur délégué de la Fininvest de Silvio Berlusconi - interrogé par *la Stampa*. On retrouve là la ligne de défense adoptée depuis plusieurs mois déjà par les entreprises, qui disent avoir fait l'objet d'une « extorsion de fonds systématique de la part des partis politiques : les corruptus, c'étaient eux. Et les pots-de-vin versés (10 milliards de francs, soit environ 36 millions de francs dans le cas de Carlo De Benedetti pour obtenir les marchés des PTT) n'étaient pas

de la corruption (active), mais de la concussion (subie).

Cette défense a été celle de Carlo De Benedetti lui-même, qui, au mois de mai dernier, apportait aux juges milanais un mémorandum où il avançait avoir versé des pots-de-vin, mais contraint et forcé par un véritable « racket » (interprétation qui a été contestée par les juges romains).

La Fiat aussi, après avoir vu en un an neuf de ses dirigeants inculpés, a pris la décision au printemps dernier de jurer la transparence. L'administrateur délégué (directeur général) du plus important groupe privé italien, Cesare Romiti, remet le 24 avril au juge Antonio Di Pietro une description détaillée de toutes les irrégularités qui ont pu être commises par les différentes filiales de l'entrepris. L'Avvocato Giovanni Agnelli s'en est expliqué dans une interview au *Mondo* : « Lorsqu'un dirigeant est coupable ou responsable de quelque chose, il doit le dire, l'avouer une bonne fois et coopérer (...). Maintenant, il faut remettre les choses à leur place, le pourcentage de Fiat touché ne concerne pas tout à fait 4 % du chiffre d'affaires, seulement les contrats passés avec l'administration publique. Ce qui veut dire que l'entreprise est saine à 96 % et se bat sur le marché ».

Mais le marché n'a-t-il pas été faussé par ces pratiques ? Les industriels se plaignent d'avoir été obligés de payer pour obtenir des contrats publics. Il n'empêche que les plus grands n'ont eu de cesse de développer des filiales de bâtiment-travaux publics, lieux par excellence de la corruption, mais où le fleuve des financements publics (nationaux, locaux, et européens) leur garantissait de solides bénéfices. Et les citoyens, italiens peuvent à bon droit considérer qu'ils ont des années durant été lésés, d'un côté parce que les services rendus par le secteur public et parapublic étaient et restent défectueux, et de l'autre parce qu'ils ont toujours payé le prix fort, comme consommateur et comme contribuable, sur un marché sans véritable concurrence.

C'est peut-être ce qui explique qu'il y ait eu bien peu de manifestations de solidarité des employés avec leurs patrons inculpés par la justice. Les craintes pour l'emploi, chez Olivetti à Ivrea comme chez Fer-

rucci à Ravenne après la quasi-faillite, ne semblent pas avoir retourné l'opinion - ni même les salariés enrôlés - contre les juges.

L'argent facile des années 80

Le risque dans ce grand feuilleton à rebondissement, c'est de tout mélanger. Il y a de très nombreux cas de corruption « simple » portant sur l'attribution d'un marché (par exemple les distributeurs automatiques du métro, où Olivetti se trouve aussi impliqué). Il y a des affaires de très grande ampleur comme celle qui concerne l'Eni, filiale commune avec Montedison, dont Raul Gardini chercha d'abord à s'emparer, puis, devant les résistances politiques, à se débarrasser, en payant d'immenses pots-de-vin à toutes les étapes et à tous les acteurs concernés - y compris à un magistrat - mais en réalisant aussi des plus-values boursières induites : c'est l'affaire Enimont qui a causé les arrestations les plus spectaculaires (jusqu'à celle de Carlo De Benedetti), les mises en cause de ministres en exercice, d'un ancien ambassadeur à Washington et d'un ancien président du conseil, et enfin de la banque du Valicani (IOR). Elle est sans doute la plus emblématique d'une Italie en train de disparaître : un grand groupe public, lieu de pouvoir et coffre-fort des partis, mais aussi acteur de la politique industrielle.

Et puis, on a mis au tableau de chasse de « *mani pulite* » l'affaire Ferruzzi, qui est pour l'essentiel d'une autre nature. Les vultures financiers de Raul Gardini, qui a construit son groupe avec l'argent facile des années 80 (même s'il avait un projet industriel), le menaient tout droit à la faillite : il fut « remercié » par les actionnaires familiaux (aujourd'hui ruinés), en 1991, avant qu'éclatent les scandales.

« Le pays, les citoyens, les entreprises ont besoin de clarté, de rapidité et de responsabilité de la part des institutions et des personnes », disait la Confindustria dans son communiqué du week-end dernier. Une façon d'appeler, à mots couverts, à une solution « politique » ?

SOPHIE GHERARDI

ans de prison pour participation à une banqueroute frauduleuse. Premier tache sur la cuirasse du « *chevalier blanc* ».

Une guerre sans fin donc, avec des charges héroïques, mais aussi de cuisantes défaîtes. En 1988, l'« *Ingegnere* » lance ses troupes dans ce qui deviendra le « *bataillon de Belgique* » : commente à Waterloo... Il s'agit, pour le groupe de M. De Benedetti, de donner l'assaut en solitaire à la Société générale de Belgique, un des plus grands holdings européens.

Déclin d'une étoile industrielle

Les plaies seront sévères. Pour se « *refaire* », l'« *Ingegnere* » va engager le combat sur un terrain qui le fascine, la presse. Après d'inutiles tentatives pour reprendre le groupe éditorial milanais Rizzoli, il s'attaque à la Mondadori, numéro un de l'édition et de la presse en Italie. Il en prend le contrôle et devient ainsi le principal actionnaire du groupe Espresso-Repubblica. Est-ce le début de cet empire de presse dont il rêve ? Pas vraiment. Face à lui, entre en lice le magnat de la télévision, Silvio Berlusconi, actionnaire minoritaire du groupe auquel se rallie, renversant les alliances, la famille Formenton-Mondadori.

D'un tribunal à l'autre, il faut dix-huit mois pour parvenir à un partage de l'empire. Carlo De Benedetti, cette fois, ne s'en sort pas si mal, il garde l'hédomadaire *l'Espresso*, le quotidien *lo*

Un empire en difficulté

Montré en exemple, archétype du capitalisme financier des années 1980, l'empire de Carlo De Benedetti n'est plus que l'ombre de lui-même. Il n'a en fait cessé de se lézarder depuis l'échec cuisant, au printemps 1988, de l'assaut sur la Société générale de Belgique.

La chance a alors tourné. Les temps aussi qui ne sont plus à l'endettement, aux batailles boursières et aux mécanismes financiers à effet de levier. Longtemps comparé aux grands raiders anglo-saxons, sir James Goldsmith ou lord James Hanson, Carlo De Benedetti n'a pas su, comme eux, prendre assez vite le virage du désendettement.

Il en est ainsi d'Olivetti, cœur du groupe, récupéré en piteux état au début des années 1980 et vers qui tous les regards se tournent. La firme informatique d'Ivrea est, de toutes les participations de M. De Benedetti, celle pour laquelle l'« *Ingegnere* » s'est le plus engagé personnellement. Il en assume la direction effective depuis la fin 1991, date à laquelle Olivetti a commencé à connaître ses premières difficultés sérieuses. Constructeur généraliste, jadis très dépendant du marché italien et des commandes publiques, Olivetti, à l'instar d'un Bull, est en pleine mutation. « *Le problème est le même : c'est une structure encore trop lourde pour coller aux évolutions du marché informatique désormais guidé par les PC* », estime Mery Tonnerre, analyste spécialisée chez Dataquest. L'été dernier, Olivetti a terminé son exercice, dans le rouge, à hauteur de 650 milliards de francs, soit 2,5 milliards de francs environ, pour un chiffre d'affaires de 8 020 milliards de francs (29 milliards de francs).

Annulé de façon récurrente, vient de se terminer, le désengagement de M. De Benedetti d'Olivetti, ne s'est jamais produit. Depuis deux ans, le patron de la *Cir* mène un plan de rationalisation sévère. Et multiplie les « coups » dans la micro-informatique. Au cours des six premiers mois de 1993, Olivetti a multiplié les annonces de nouveaux modèles. « *Pour la première fois de son histoire, le constructeur italien présente une offre cohérente* », analyse-t-on chez Dataquest. Lourdemment endetté, le groupe, qui a procédé au printemps dernier à l'une des plus

importantes augmentations de capital de l'année (900 milliards de francs), soit 3 milliards de francs), vient tout juste de reconquérir la confiance des investisseurs internationaux. Ces derniers ayant assuré le succès de l'opération. Les déclarations actuelles de M. De Benedetti pourraient ébranler cette confiance. Tout comme ils pourraient affecter au groupe de presse très rentable constitué autour de l'hédomadaire *l'Espresso* et du quotidien *la Repubblica*.

Mais si Carlo De Benedetti n'a pas toujours été prophète en son pays, il a bénéficié en France d'une aura incontestable. Il était le symbole à Paris, avec ses lieutenants Alain Minc et Jacques Leterre (banque Dumonil-Leblé), du nouveau capitalisme parti déferler « l'establishment », en tentant de mettre la main - à chaque fois en vain - sur le groupe Rivaud et plus encore sur la Société générale de Belgique.

L'échec français

L'aventure de Carlo De Benedetti en France commence en 1986 avec le rachat d'une « coquille vide » Airflam, bien vite transformée en Cerus (Compagnies européennes réunies), aujourd'hui contrôlée à 49 % par la *Cir*. Au gré de ses ambitions et de la revente pour 8,5 milliards de francs de Buitoni, embryon d'un ensemble agroalimentaire, il fait de Cerus, dont il est le président, le fer de lance d'un groupe qu'il veut européen. Mené par le trio Carlo De Benedetti, Alain Minc, Jacques Leterre, Cerus multiplie les participations : Valéo en 1986 après une partie de bras de fer avec le gouvernement français ; Arnault et associés, Yves Saint-Laurent, l'« *Expansion* ». Les holdings se multiplient en Espagne, au Portugal, en Grèce et en Hongrie.

L'échec de l'offre publique d'achat sur la Société générale de Belgique met fin au rêve, laisse un trou de plus de 1,5 milliard de francs et condamne le groupe à une révision stratégique majeure : céder des actifs à peine achetés pour se désendetter. Un cercle infernal. Alain Minc et Jacques Leterre quittent Cerus, dont la situation devient d'autant plus délicate que sa banque d'affaires Dumonil-Leblé a multiplié les prises de risques, notamment dans le financement de l'immobilier. Depuis trois ans, elle a dû être renflouée à plusieurs reprises. Lors des trois derniers exercices (1990, 1991 et 1992), Cerus a affiché 5 milliards de francs de pertes provenant pour l'essentiel du sauvetage de Dumonil-Leblé. La banque qui a « *été entièrement noyée* » est à vendre depuis le début de l'année.

Cerus veut pourtant croire à un nouveau départ. Son redressement est enfin perceptible. Sur les six premiers mois de l'année, la perte a été ramenée à 97 millions de francs, contre 377 millions au premier semestre 1992. Cerus a notamment parmi ses participations restantes, un fleuron industriel, Valéo, le premier équipementier automobile française dont il détient un peu plus de 36 % du capital. Valéo qui est une « *affaire magnifique* », selon Michel Cicala, vice-président et directeur général de Cerus, opère sur un marché très difficile, mais a pourtant apporté au premier semestre 115 millions de francs de contribution positive aux résultats de sa maison-mère. Le président de Valéo, Noël Goutard, vient d'ailleurs d'être désigné « *manager de l'année* » du *Nouvel Economiste*.

L'équipement automobile est peut-être l'avenir du groupe Benedetti. En Italie, la *Cir* possède dans ce domaine la Sofegi également rentable. Un rapprochement avec Valéo reste possible. Mais il faut pour cela que Cerus et la *Cir* se redonnent une marge de manœuvre financière... et conservent un patron.

ERIC LESER et CAROLINE MONNOT

Autriche
marchés
Union européenne

Nous ne p

L'Autriche aux marches de l'Union européenne

Quatre ans après la chute du communisme, dont les avant-postes jouaient naguère les faubourgs de Vienne, l'Autriche aspire à entrer de plain-pied dans l'Europe communautaire. L'adhésion à l'Union européenne est devenue la principale question du débat public dans la République alpine. Les partis de la coalition gouvernementale (socialistes et Parti populaire) militent activement en faveur de celle-ci, alors que l'opposition, s'appuyant

sur les réticences de larges secteurs de la population, joue la carte de l'identité menacée. L'Autriche est, de ce fait, contrainte de réexaminer les principes qui avaient assuré sa sécurité et sa prospérité pendant quatre décennies : la « neutralité perpétuelle » de l'Autriche est-elle encore appropriée au nouveau contexte géopolitique européen ? L'agriculture montagnarde, emblématique de ce pays aux pentes raides, ne risque-t-elle pas



d'être laminée par la loi d'airain fixée à Bruxelles ? A Vienne comme à Innsbruck ou à Klagenfurt, on est partagé entre le désir d'accéder au grand marché de l'Union européenne et la crainte de perdre une identité récemment acquise.

L'Autriche, comme les pays nordiques, doit faire plus d'efforts pour convaincre ses propres citoyens des bénéfices d'une adhésion à la Communauté que pour persuader Bruxelles de sa capacité à pren-

dre place dans le club européen. Savrée de rêves impériaux depuis la chute de la double monarchie, l'Autriche, provinciale et modeste, se défend d'être un appendice de l'Allemagne unifiée. Elle attend que l'Europe lui permette d'exprimer sa spécificité, celle d'un pays qui a pour vocation d'être un pont entre l'Est et l'Ouest, une zone d'échanges et de contacts, d'être à nouveau au centre d'une Mitteleuropa libérée du rideau de fer.

« Nous ne pouvons pas nous isoler »

Pour le ministre autrichien des affaires étrangères, Alois Mock, sans l'Europe « l'Autriche risque son déclin social et économique »

Comment l'Autriche entend-elle concilier son statut de neutralité avec l'adhésion à l'Union européenne ?

— Je tiens à vous rappeler que de l'avis de personnalités importantes de la CEE — et le président François Mitterrand vient de le dire tout récemment — le statut de neutralité de l'Autriche ne pose pas de problème pour son entrée à l'Union européenne. Le président Mitterrand a cité le cas de l'Irlande, pays neutre et membre de la CEE. Compte tenu du poids de la voix du président français au sein de la CEE, je ne vois aucune difficulté à ce sujet. La neutralité est compatible avec les principes politiques de la Communauté.

« Le gouvernement autrichien a précisé, dans deux notes diplomatiques adressées en 1992 aux gouvernements des Douze et à Bruxelles — que notre statut est entièrement compatible avec le contenu, les dispositions et les perspectives du traité de Maastricht. Nous avons fourni une interprétation politique claire et cette de notre statut international. Notre neutralité est déterminée dans une loi constitutionnelle dont l'interprétation est uniquement l'affaire de l'Autriche et de personne d'autre.

— L'Autriche doit-elle devenir immédiatement après son entrée dans la CEE également membre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui est considérée comme le bras militaire de la CEE, comme le propose le ministre autrichien de la Défense, Werner Fasslabend ?

— Je comprends très bien cette déclaration d'intention politique. Être membre de l'Union européenne signifie une meilleure garantie de la sécurité de notre pays, ce qui est encore plus valable pour l'UEO. Mais je crois qu'il faut tout d'abord assurer notre adhésion à l'Union européenne, condition préalable à un statut d'observateur, voire à l'entrée dans l'UEO. Je suis personnellement favorable à un statut d'observateur auprès de cette organisation.

— Quels sont les points en discussion avec Bruxelles ?

— Principalement l'accord de transit routier, unique dans son genre parmi les accords signés par l'Union européenne, et dont l'objectif est de protéger l'environnement et la population des conséquences négatives résultant notamment de la circulation routière massive — surtout des poids lourds. Cet accord a fixé des normes particulièrement ambitieuses. Il s'agit de garantir le respect de ces normes ambitieuses, des normes que nous avons fixées en commun avec Bruxelles dans un accord bilatéral. Il est inconcevable, au moment où se discute l'entrée dans la Communauté, de revenir sur ces normes reconnues par les deux parties.

— Le problème des résidences secondaires est une question importante pour un pays géo-

graphiquement situé à proximité de grandes agglomérations urbaines.

— Prenons l'exemple de la province de Salzbourg, où existent déjà des communes dont plus de 70 % des habitants ne sont pas des résidents permanents.

— En ce qui concerne l'agriculture, il s'agit notamment de garantir l'existence des exploitations agricoles familiales, particulièrement dans les régions alpines. Un secteur très complexe de tout temps. Enfin, les questions de la politique régionale qui sont, sans aucun doute, un peu moins compliquées à résoudre ainsi que la maintenance de normes plus élevées dans différents domaines.

La sécurité du pays sera mieux assurée.

— N'avez-vous pas peur d'être « colonisée » économiquement et culturellement par l'Allemagne ?

— C'était aussi le souci des Irlandais à l'égard de la Grande-Bretagne. Avant son entrée dans la Communauté, l'Irlande réalisait plus de 70 % de ses échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne et quelques années plus tard, ils n'étaient plus que de 40 %. Le même souci avait guiné les Portugais face à l'Espagne, c'est aussi le souci de certains Autrichiens à l'égard de l'Allemagne. C'est psychologique. Le problème de la dépendance et de ses effets négatifs devient sans aucun doute plus aigu si l'Autriche reste en dehors de l'Union européenne, cela vaut aussi bien pour l'Allemagne, mais aussi pour l'Italie, les deux grands voisins de l'Autriche. Si nous ne pouvons pas participer aux décisions qui détermineront notre avenir économique et social — n'oublions pas que l'Autriche réalise les deux tiers de ses échanges extérieurs avec l'Union européenne.

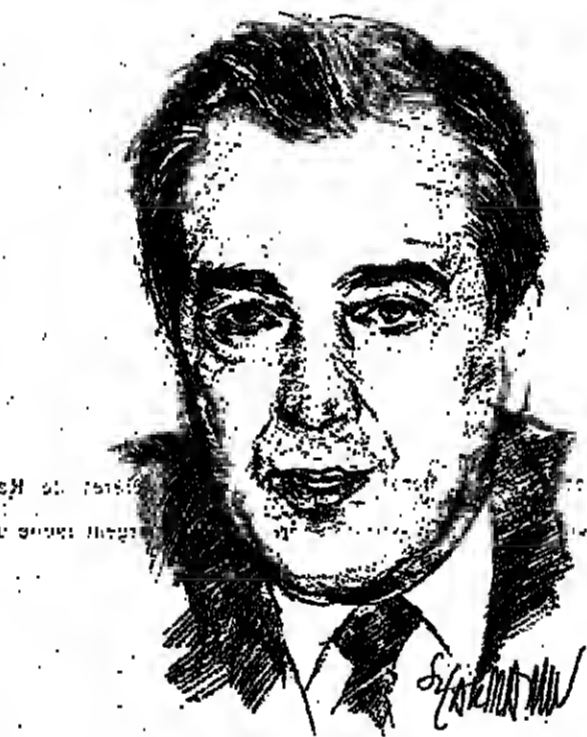
— L'Autriche risque son déclin social et économique. Nous ne pouvons pas nous isoler.

— Êtes-vous favorable à la simultanéité des référendums dans les quatre pays candidats ou à leur échelonnement ?

— Je ne suis pas favorable à la simultanéité. Les pays candidats sont trop différents en ce qui concerne leurs traditions politiques et leurs Constitutions.

— Quels vont être les principaux arguments employés pour convaincre les électeurs de dire « oui » au référendum ?

— La Communauté européenne est le résultat d'une action politique commune. L'objectif de Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide De Gasperi et Konrad Adenauer était de rendre à tout jamais impossible, par une union européenne, l'éclatement d'une guerre nationale entre les membres de cette communauté. Si l'on tient compte des victimes des deux guerres mondiales, la



réalisation de cet objectif tout seul ne suffirait pour encourager l'intégration européenne. Elle est la première opération de paix réalisée dans la pratique. Il y avait auparavant assez de considérations théoriques à ce sujet qui n'ont jamais été réalisées. L'Autriche doit participer à cette entreprise et avoir voix au chapitre. La sécurité du pays est beaucoup mieux assurée par la participation à la Communauté. De nos jours, les guerres locales et régionales sont redevenues possibles.

— Il y a une série d'autres arguments. Dans le domaine économique : si les entreprises autrichiennes sont obligées de produire dans des conditions plus difficiles et de surmonter de coûteuses barrières tarifaires pour écouler leurs produits sur le marché communautaire, le progrès social sera plus lent en Autriche. Pour assurer les emplois et la compétitivité des entreprises, l'économie autrichienne doit bénéficier des mêmes conditions que les pays membres de l'Union européenne sur le grand marché communautaire. Un autre exemple est l'écologie : qui, en Europe, peut garantir tout seul la protection de l'air contre la pollution si son voisin ne fait rien ?

— Êtes-vous favorable à un élargissement rapide de la CEE aux pays d'Europe centrale et orientale. Si oui, lesquels et dans quels délais ?

— Oui, j'y suis favorable, mais je pense qu'ils devraient devenir membres de l'Union européenne à un moment où ils pourront le rejoindre comme partenaires à part entière, quand ils seront économiquement rétablis du communisme, en ayant mis en œuvre des réformes économiques et sociales et après être devenus des pays politiquement stables.

Une entrée précipitée, pourrait transformer ces pays en une sorte d'élément colonial de la CEE. Les autres pays plus puissants s'y implanteraient en achetant tout ce qui a encore de la valeur.

— Les délais dépendent du processus de réforme. Il y a des pays qui ont fait des progrès rapides — la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, — mais la mise en œuvre de programmes de réformes durs risque de provoquer des réactions critiques d'une population obligée de se serrer encore plus la ceinture que sous le régime communiste. Et plus grand est le risque que les anciens communistes — qui se disent aujourd'hui socialistes — reviennent au pouvoir.

— Vous êtes, avec l'Italie, le plus proche voisin septentrional de l'ex-Yougoslavie. Quel jugement portez-vous sur la politique de la Communauté dans le passé, et quel rôle l'Autriche entend-elle jouer dans le futur sur ce problème ?

— Si quelqu'un peut prétendre avoir eu un succès, au moins partiel, dans la maîtrise du problème yougoslave, c'est l'Union européenne, et elle seule. C'était elle qui, lorsque la Slovaquie a été attaquée en juin 1990, avait envoyé la « troïka » à Ljubljana pour négocier le retrait de l'armée yougoslave de la Slovénie, ce qui a permis la conclusion de l'accord de Brioni. Dans ce contexte, c'est le seul accord qui a été respecté. On craignait à l'époque une intervention de la CEE, sans trop réfléchir sur ses moyens. Lorsqu'on s'est rendu compte que le non-respect d'engagements pris ou d'accords n'entraînait pas de suites et que la CEE n'avait pas les moyens d'une intervention militaire pour les faire respecter, on a fait la sourde oreille à l'égard des critiques de la CEE.

Bosnie : l'accord de paix légalise l'agression.

— Tous les autres mécanismes de sécurité — la CSCE, dont les observateurs ont été renvoyés, le Conseil de sécurité de l'ONU et la conférence de Londres, dont les décisions n'ont pas été respectées — ont perdu leur crédibilité dans cette crise grave. On est maintenant arrivé, contrairement à tous les principes du droit international, de la charte de l'ONU et de la charte de Paris de 1990, et en dépit des efforts de Lord Owen et de M. Stoltenberg, au point d'appliquer un accord de paix qui légalise les

résultats de l'agression, les nouvelles frontières, qui sont le résultat des purifications ethniques ; bref, une solution qui légalise tout ce que les démocraties occidentales avaient déclaré inacceptable jusqu'à présent. Il est d'ailleurs peu probable que sur cette base les parties en conflit soient prêtes à signer un accord.

— La proposition de convoquer une nouvelle conférence de Londres pour chercher une solution globale au conflit me paraît seulement acceptable si on s'entend d'abord sur la base juridique et politique d'une solution et sur les réactions du Conseil de sécurité dans le cas du non-respect des décisions de cette nouvelle conférence. Autrement, cette conférence n'apporte rien. En ce qui concerne l'Autriche, elle continuera à orienter sa politique sur les dispositions du droit international, de la charte de l'ONU et de la charte de Paris.

— L'adhésion à l'Union européenne va-t-elle faire évoluer le statut du Tyrol du Sud ?

— Le « paquet », c'est-à-dire la solution du différend, a été appliqué, et l'Autriche et l'Italie ont formellement clos le dossier devant les Nations unies par des déclarations communes. Les dispositions pour garantir la protection de la minorité allemande au Tyrol du Sud peuvent servir de modèle pour d'autres cas. Je tiens cependant à ajouter que pendant les vingt années de négociations avec l'Italie, et en dépit de controverses, les relations bilatérales entre les deux pays ont amicalement évolué.

Propos recueillis par
WALTRAUD BARYLI

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (tousjours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

Vienne veut protéger son agriculture de montagne

Le dossier agricole est l'un des plus âprement discutés avec Bruxelles : les paysans autrichiens veulent accéder au grand marché sans mettre en péril leurs petites exploitations alpestres

L'AGRICULTURE est un des principaux dossiers sensibles dans les négociations entre Bruxelles et Vienne, où on attend avec impatience l'avis communautaire sur le catalogue de revendications présenté par les négociateurs autrichiens, un catalogue très complet d'exceptions spécifiques liées à la topographie alpine de l'Autriche.

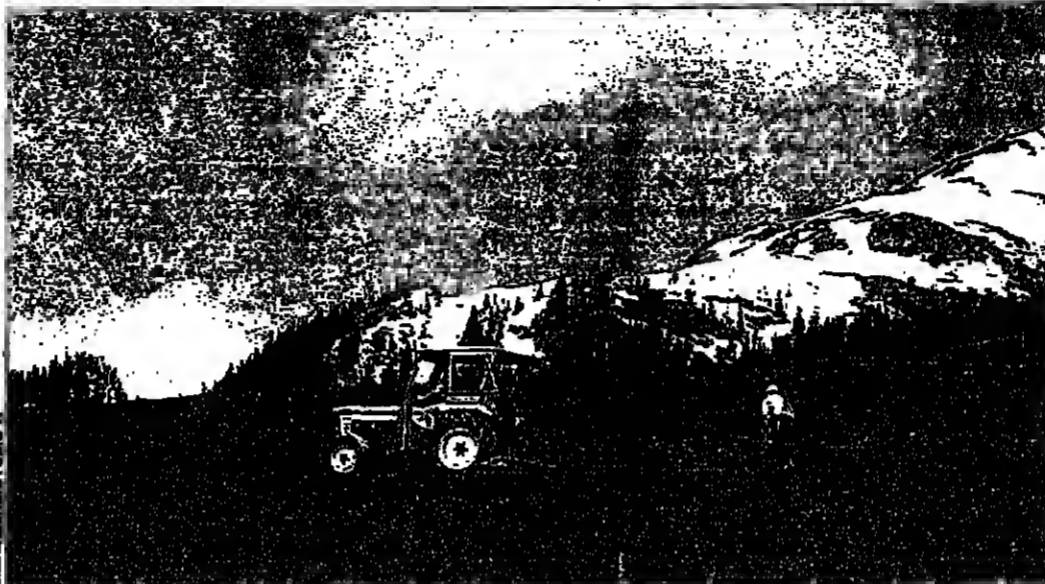
Vienne fait notamment valoir une

« position particulière » de son agriculture qui justifie des aides financières pour 85 % de sa surface agricole classée « région de montagne » (77 %) et « région défavorisée » (7,8 %) par le ministère de l'agriculture. Les aides publiques à l'agriculture et les subventions aux exportations des excédents réalisés par les agriculteurs (bovins, céréales, porc, vin, produits laitiers) coûtent quelque 30 milliards de schillings par an, que Vienne estime indispensables à la survie des paysans pour des raisons sociales et économiques autant qu'écologiques.

L'adhésion à la CEE et l'application de la politique agricole commune (PAC) priverait les agriculteurs d'un cinquième environ de leur revenu annuel, selon une analyse de l'Institut de recherches économiques (WIFO), notamment à la suite d'une baisse des prix agricoles qui dépassent le niveau européen de 15 % en moyenne. Le peu d'enthousiasme qu'évoque la perspective de la dérégulation dans un secteur hyper-protégé jusqu'à présent n'a donc rien d'étonnant : 43 % des paysans sont fermement opposés à la CEE, 26 % sont indécis et 30 % seulement y sont favorables.

Les insuffisances de l'agroalimentaire

Le mécontentement général des paysans s'est traduit par un fort exode rural qui a tendance à s'aggraver. Formant un tiers environ de la population active dans les années 50, les agriculteurs ne sont plus que 197 900 seulement, soit 5,1 %, dont 85 000 à peine sont des paysans à plein temps. Les autres entretiennent des exploitations agricoles d'appoint. Au total, quelque 200 000 personnes vivent au moins en partie de revenus



Vienne souhaite maintenir ses aides publiques à l'agriculture.

agricoles. Selon les experts, le revenu paysan est cependant de 40 % inférieur à celui d'un ouvrier industriel. L'agriculture réalise 2,5 % du PIB, ce qui correspond à la moyenne de la CEE, selon les experts autrichiens.

Les principaux problèmes que pose l'intégration européenne aux agriculteurs autrichiens sont l'ajustement vers le bas des prix à la production et les insuffisances de l'industrie agroalimentaire et du marketing qui réduisent la compétitivité de leurs produits sur le grand marché européen. Les prix élevés à la production sont d'origine structurelle : les exploitations agricoles sont petites, peu spécialisées et par conséquent moins productives que leurs concurrents des autres nations de la

CEE. La géographie montagneuse du pays ne se prête guère à la création de grandes fermes et la moitié des 270 000 exploitations agricoles ont une surface inférieure à 10 hectares.

L'application de la PAC ferait baisser les prix agricoles, notamment celui des céréales de 35 à 40 %, des oléagineux de 30 %, de la volaille de 25 %, du lait de 23 % et du sucre et des bovins de 8 %. Seules exceptions : le vin et le bois dont les prix se sont stabilisés à un niveau très bas.

À la suite du manque d'esprit innovateur dans le marketing, l'industrie agroalimentaire ayant opéré sur un marché bien protégé, n'offre ni marques internationalement connues ni produits haut de gamme

pour réussir sur les marchés étrangers mais devra par contre faire face aux importations accrues. « Nous nous attendons à un recul de 25 % de nos parts de marché », estime M. Stephan Mikinovic, directeur de l'AMA, responsable du marketing agricole.

Outre des quotas de production généraux, des garanties d'aide structurelles et des périodes de transition suffisamment longues, de cinq à sept ans, pour un ajustement en douceur des prix, l'Autriche insistera enfin sur des mesures de protection contre les importations agricoles en provenance des pays de l'Est associés à la CEE par des accords bilatéraux. On craint notamment que le marché autrichien, le plus proche pour les pays est-européens, soit inondé de

fruits, légumes et autres produits agricoles bon marché.

Le ministre de l'agriculture, Franz Fischler, sera particulièrement vigilant sur le maintien au moins en partie du système d'aides agricoles à versements directs pour les paysans des régions alpestres. Leur contribution au maintien de l'équilibre écologique nécessite des aides particulières et directes, estime-t-on au ministère de l'agriculture. Le système en vigueur dans la CEE ne subventionne que les paysans dont au moins la moitié du revenu provient de l'agriculture et qui cultivent au moins 3 hectares, un système qui défavorise les petites exploitations d'appoint particulièrement nombreuses en Autriche (35 000 exploitations de ce type sont répertoriées) selon l'Union des agriculteurs.

Les perspectives ne sont pas trop mauvaises, selon le ministère de l'agriculture, compte tenu du fait que la réforme de la PAC de 1992 favorise également les versements directs en reconnaissance du caractère multifonctionnel de l'agriculture.

Le marché communautaire est le principal client de l'agriculture autrichienne et il n'existe pas de marchés de rechange. Le principal avantage de l'intégration à la CEE serait l'accès à un grand marché dont celui de l'Italie, pays voisin de l'Autriche, qui importe en grande quantité des produits traditionnellement excédentaires en Autriche (lait, fromage, bovin, céréales). Des mesures d'accompagnement devraient compenser partiellement les conséquences négatives telles que la baisse des revenus et une restructuration du secteur.

W. B.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Gélis
directeur de la gestion
Manuel Lambert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Thomas Fersen
Bernard La Garenne
Jacques-François Simon

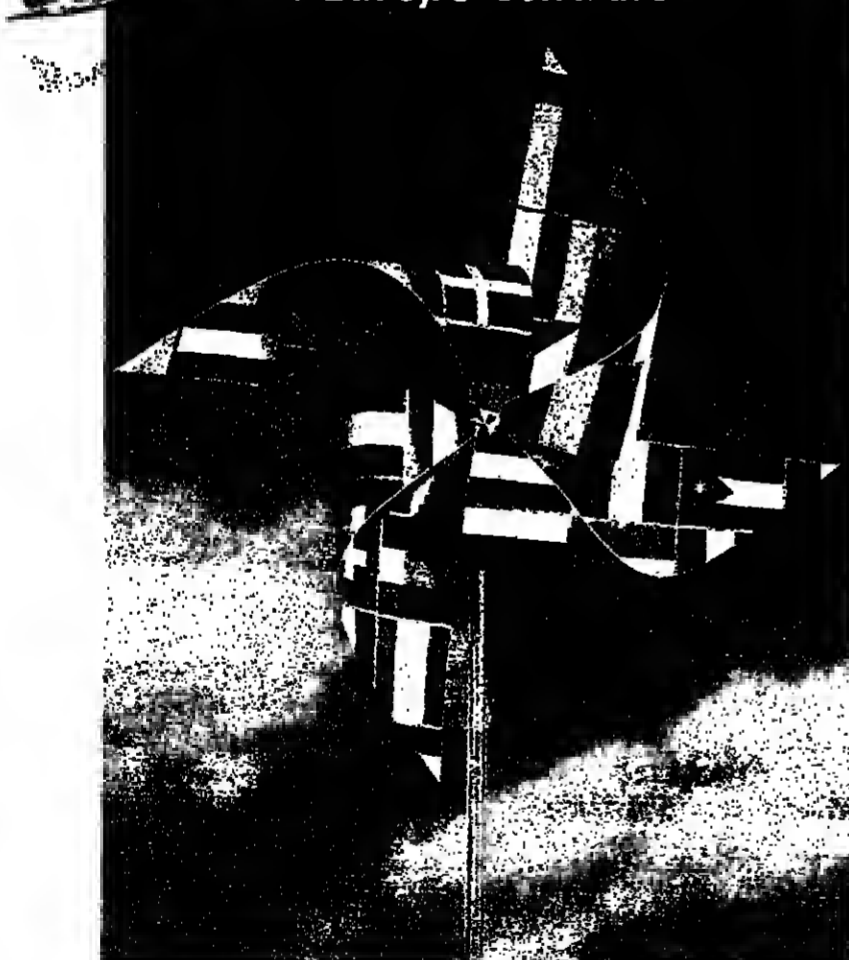
Daniel Vernet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1980)
Jacques Fauriol (1980-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-26-28
Télécopieur : 40-66-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVILLIER
94002 ORLY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-26-28
Télécopieur : 40-66-30-11

Austrian Airlines
Un vent nouveau sur
l'Europe Centrale



Austrian Airlines assure depuis longtemps des liaisons entre Vienne et les capitales d'Europe Centrale. L'aéroport de Vienne est une plateforme idéale pour les correspondances : confortable et rapide, 25 minutes de transit suffisent. Récemment, le nombre de vols a augmenté et de nouvelles destinations ont été ouvertes : Tirana, Kiev, Minsk, Vilnius, Timisoara. Depuis Paris (CDG 2 D) des correspondances rapides sont assurées à Vienne pour plus de 30 villes en Europe Centrale et au Moyen Orient. Appelez votre Agent de Voyages ou Austrian Airlines au 42 66 34 66.

VIC
Vienne International
Airport
Miles plus 100 Rights à votre service 15 destinations en Europe Centrale

Welcome To
AUSTRIAN
AIRLINES

Les dossiers sensibles

Outre la question agricole (lire ci-dessus), les principaux dossiers sensibles en vue de l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne concernent le transit routier, la protection de la propriété et la neutralité.

TRANSIT ROUTIER

La CEE et l'Autriche ont signé en avril 1991 un accord, valable douze ans, fixant des restrictions au transit des camions européens à travers les régions alpines. L'Autriche, très soucieuse des questions d'environnement, a obtenu l'application d'un système de « points écologiques » pour les autorisations de transit pour les camions européens. Ce système devrait permettre de réduire de 60 % d'ici à l'an 2003 les émissions nocives polluant les vallées alpines. L'accord prévoit un nombre annuel de 1,264 million de passages de camions. La CEE dispose depuis le 1^{er} janvier 1993 de 17,5 millions de points écologiques à répartir parmi ses membres. Une augmentation du nombre de camions européens autorisés à circuler en Autriche ne sera possible que dans la mesure où ils parviendront à être moins polluants. Le taux d'émission, variable selon le type de camion, est marqué dans un « carnet », et chaque passage coûte un certain nombre de points écologiques. Un camion moins polluant consomme ainsi moins de points.

La CEE souhaite une modification de l'accord, notamment pour garantir la libre circulation des personnes et des biens dans le grand marché européen sans frontières. Le système des points écologiques nécessite des contrôles aux frontières. Bruxelles critique également que les camions autrichiens échappent aux restrictions discriminatoires ainsi que ceux en provenance des pays de l'Est, soumis à un contingentement plus favorable, selon la CEE. Le gouvernement de Vienne a annoncé son intransigence sur le contenu et les objectifs de l'ac-



L'Autriche a réduit la circulation des camions européens polluants.

cord conclu, mais ne refusera pas de discuter des modalités de son application.

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ

L'Autriche s'inquiète de l'achat massif de terrains et de réedifications secondaires par des étrangers dans les régions touristiques des Alpes et des lacs. Vienne souhaite un règlement « à la danoise » pour limiter les achats par des étrangers aux personnes ayant une résidence en Autriche. Vienne justifie cette demande par l'offre restreinte de terrains disponibles et l'éventualité d'une flambée des prix rendant impossible l'achat de terrains aux ressortissants autrichiens.

NEUTRALITÉ

L'Autriche a proclamé, par la voie du Parlement, le 26 octobre 1955 (date devenue fête nationale), d'une loi constitutionnelle, sa neutralité permanente. La loi lui interdit l'adhésion à des alliances militaires et le stationnement de troupes étrangères sur son territoire. La proclamation de la neutralité était un acte volontaire d'un gouvernement anarcho-socialiste. Mais l'Autriche avait dû prendre l'engagement formel d'adopter un statut de neutralité dans le mémoran-

dum de Moscou en avril 1955, condition posée par l'Union soviétique à la signature du traité d'Etat le 15 mai 1955. Ce traité, signé par l'Autriche, les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France et la Grande-Bretagne, a redonné à l'Autriche son indépendance et sa souveraineté après dix ans d'occupation par les troupes alliées.

Le gouvernement autrichien ne voit pas dans la neutralité un obstacle à l'adhésion à la CEE et a souscrit, dans un mémorandum adressé à Bruxelles et aux Douze, à la politique étrangère et de sécurité commune inscrite dans le traité de Maastricht. Vienne refuse cependant l'abandon formel de la neutralité tant qu'un système de sécurité collectif européen n'a pas pris une forme concrète. La conception autrichienne de la neutralité - différente de celle de la Suisse - a permis l'adhésion du pays à l'ONU et la participation aux opérations militaires de paix de l'organisation mondiale. Vienne s'est également solidarisée avec la communauté internationale pour les sanctions contre l'Irak en autorisant le survol de son territoire par avions américains et le transport de chars à travers le pays.

مكتبة الأصيل

(Publicité)

Regard sur l'économie autrichienne

Ce ne seront pas les thèmes culturels qui figureront à l'ordre du jour du Forum franco-autrichien du 5 novembre à Paris, mais les questions économiques. En effet, le forum permettra au futur pays membre de la CEE de se présenter et de mettre en évidence sa compétence dans le domaine économique. En France, l'Autriche est connue surtout pour son patrimoine culturel et touristique. Son image économi-

Pourtant, l'homme de la rue ne le connaît pas. La découverte de niches et leur exploitation par spécialisation est le secret de la réussite de l'économie autrichienne.

La lecture de rapports d'organismes économiques internationaux sur les atouts et insuffisances de l'économie autrichienne à l'échelle mondiale révèle des résultats qui ne manquent

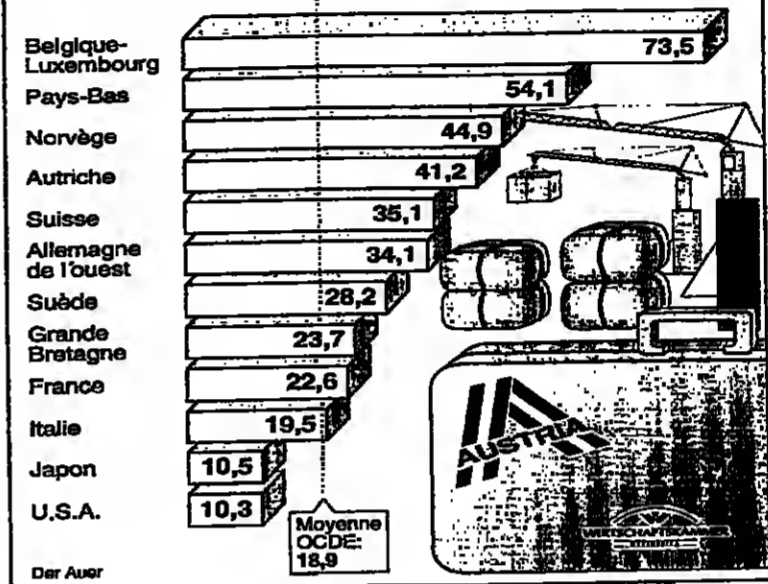
1991. Ici, le peloton de tête est constitué par la Belgique-Luxembourg (73,5%), les Pays-Bas (44,9%) et la Norvège (54,1%), tandis que l'Allemagne occidentale, elle, se place derrière l'Autriche avec 34,1%. A ce titre, les moyennes enregistrées sont de 29% pour l'OCDE-Europe et de 18,9% pour l'OCDE dans son ensemble.

Pour ce qui est de l'évolution des prix à la consommation par rapport à l'année précédente, l'Autriche connaît une inflation de 4,1% en 1992; elle est dépassée par la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Dans l'ensemble de l'OCDE, l'augmentation des prix à la consommation a été chiffrée à 4,3% pendant cette période.

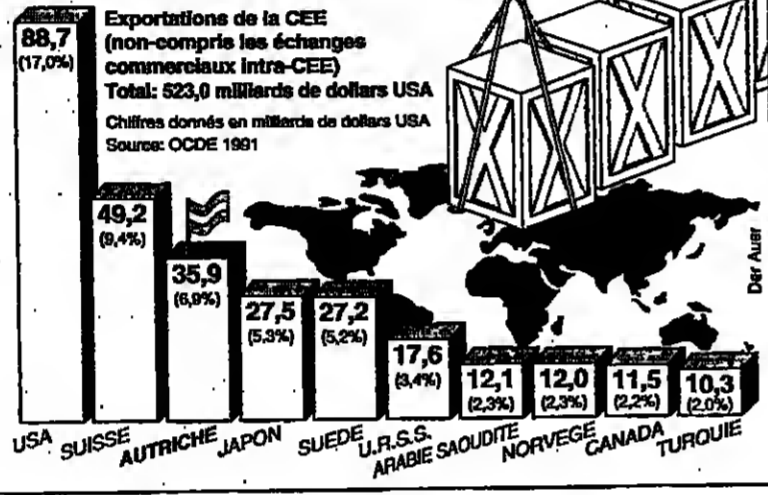
Dans la rubrique coûts de travail pour l'industrie (traitements horaires), l'Autriche est passée à la 6^e position en 1992. Les pays les plus coûteux sont l'Allemagne occidentale, le Norvège, la Suède et la Suisse.

Quant au chômage, calculé en fonction du nombre total de personnes employées en 1992, l'Autriche se classe en avant-dernière position avec 3,6%, tandis que l'OCDE-Europe enregistre 10% et l'OCDE dans son ensemble obtient 8%. Seule la Suisse, avec 3%, se voit attribuer un score meilleur.

EXPORT DE BIENS ET SERVICES: L'AUTRICHE EN EXCELLENTE POSITION POUR-CENT DU PNB POUR 1991



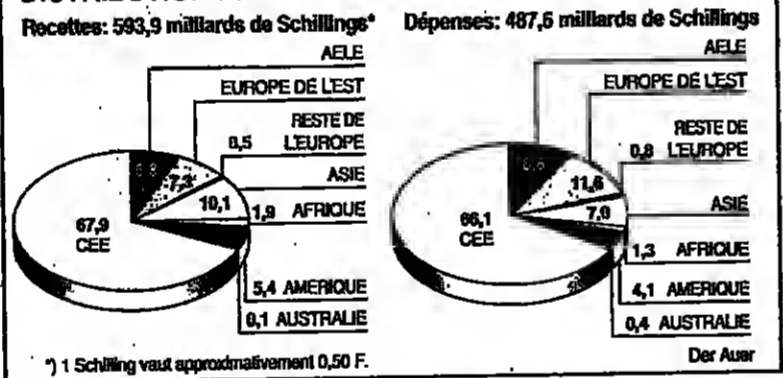
L'AUTRICHE - PARTENAIRE IMPORTANT DE LA CEE



que, par contre, est peu valorisée. Si on demande à un français quels sont les produits autrichiens qui lui viennent en premier à l'esprit, après longue réflexion il répondra... les skis, les textiles, les souvenirs et les confiseries. Choses en définitive toutes liées au tourisme.

pas d'attrait. De ceux-ci, il ressort que l'Autriche se distingue d'abord par son taux de croissance économique et ses exportations, et ensuite pour ce qui est

STRUCTURE REGIONALE DU COMMERCE EXTERIEUR



La réalité de la structure des exportations autrichiennes en général, et dans le cas particulier de la France, est tout autre. L'Autriche, petit pays comptant 7,8 millions d'habitants pour une superficie de 83.800 km² qui cherche à consolider ses acquis dans la compétition internationale, privilégie par nécessité l'exportation. L'économie autrichienne est une économie très ouverte: l'exportation et l'importation de biens et services représentent près de 40% du produit national brut (PNB). L'Autriche réalise plus de 80% de son commerce extérieur avec l'Europe, et 68% avec les pays de la CEE. Par conséquent, une étroite intégration économique avec les communautés européennes laisse hors de cause une non-accession de l'Autriche à cet espace économique.

de l'évolution des prix, les coûts et la durée du temps de travail.

Au chapitre du PNB, avec 23.800 US dollars par tête d'habitant, l'Autriche se classe au-dessus de la moyenne des Etats européens de l'OCDE (21.800 US dollars). A cet égard, les pays les plus performants sont la Suisse (US \$ 36.000) et le Japon (US \$ 29.900). Dans le domaine de la croissance économique, l'Autriche atteint 1,5% en 1992, un taux supérieur à la moyenne des Etats européens de l'OCDE (1,1%). Seuls cinq Etats connaissent une croissance économique plus prononcée, et parmi ceux-ci la Norvège (2,9%), les USA (2,1%) et l'Allemagne (1,9%).

En matière d'exportation, l'Autriche se trouve en bonne 7^e place avec 24% du PNB pour 1992, clairement au-dessus de la moyenne des Etats européens de l'OCDE (21,3%) et de la totalité de l'OCDE (14,6%). Sur ce terrain, les pays affichant des résultats meilleurs sont la Belgique-Luxembourg (53,7%), les Pays-Bas (43,4%), la Norvège (31,1%) et le Danemark (27,9%).

Au tableau des produits et services exportés, on trouve l'économie autrichienne à la quatrième place des Etats de l'OCDE avec 41,2% du PNB pour

Dernier point, la catégorie «minutes de grève» enregistrées pour chaque employé autrichien. En 1991, le total s'élève à 8,2 minutes pour l'Autriche. Les années précédentes, les valeurs avaient oscillé entre 0,5 et 1,5 minutes. On compte davantage de temps perdu en raison de conflits sociaux en Finlande (83), aux USA (18,8) au Royaume Uni (14) et en France (10,8), et moins en Suisse (0,1), Norvège (0,6), Suède (2,4) et Allemagne (2,5).

Après la beauté de la nature, qui figure en première place dans les réponses aux sondages, et les possibilités culturelles qu'offre l'Autriche, citées en second, la paix sociale et la sécurité individuelle sont autant de facteurs clés qui attirent les voyageurs vers l'Autriche. Selon les statistiques en effet, de vingt voyages touristiques entrepris de par le monde, il y en a un qui aboutit en Autriche. Aujourd'hui, l'Autriche, de tous les pays du monde, est celui qui possède la structure économique la plus en symbiose avec le tourisme. De plus, c'est celui qui reçoit les revenus touristiques les plus élevés par habitant: selon l'OCDE, les recettes correspondent à 21.000 Schillings (10.500 F.) par personne par an. A l'échelon international, l'Autriche est quatrième au classement avec une part de 11% du marché du tourisme européen.

En Autriche, une conscience sans cesse grandissante de l'environnement est venue s'ajouter au phénomène économique du tourisme. Une étude sur l'écologie menée en 1980 par l'Institut der Deutschen Wirtschaft comparant douze pays industriels plaçait l'Autriche en 8^e position; en 1991 l'Autriche s'est hissée à la 1^{re} place. Grâce à des investissements à hauteur de 1,94% du PNB dans le secteur écologique, l'Autriche est à présent le leader en ce domaine. Ici, les priorités déclarées sont l'épuration de l'eau et de l'air (35,5% et 37,6% des sommes investies respectivement). Une part croissante des investissements est consacrée au traitement des déchets.

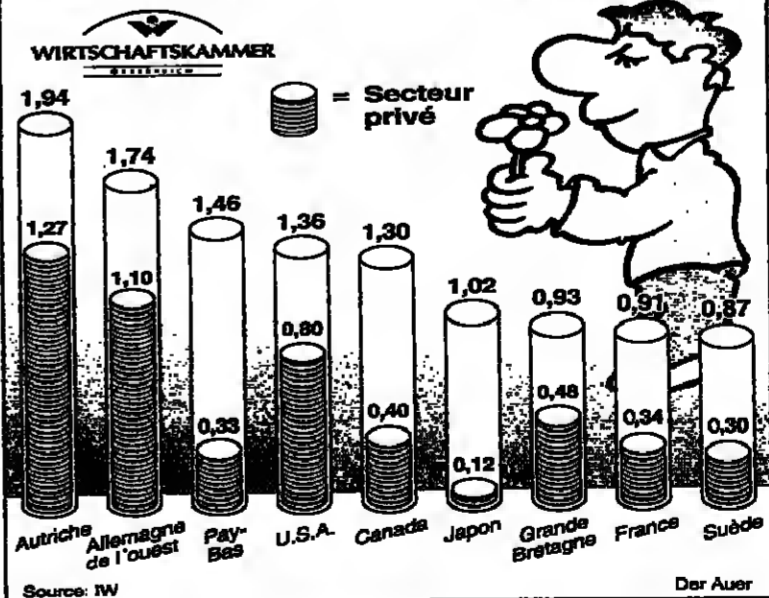
Cette conscience de l'écologie est très significative pour l'Autriche, pays de tourisme par excellence. Le tourisme rapporte 160 milliards de Schillings (80 milliards de F.) en devises par an, et l'industrie et ses exportations, trois fois autant. Du fait de la transformation structurelle intervenue ces dernières années, la productivité de l'industrie autrichienne est en hausse rapide. Seule, l'Irlande fait mieux. Entre 1971 et 1981, la productivité industrielle s'est accrue de 209% en Irlande, 127% en Autriche, 120% au Japon, 89% aux USA, 77% en Italie, 72% en Alle-

fondamentale est l'internationalisation de l'économie autrichienne. Jusqu'en 1988 les investissements en provenance de l'étranger constituaient l'écrasante majorité en Autriche. Cependant, entre 1989 et 1992, les entreprises autrichiennes investissent 57 milliards de Schillings (28,5 milliards de F.) à l'étranger, deux fois le montant investi par les entreprises étrangères en Autriche.

Où vont les investissements autrichiens en France? L'Autriche dispose d'une centaine de filiales en France. Il s'agit pour la plus grande part de filiales de distribution, mais on y trouve aussi des filiales de production: skis, bois aggloméré, fil, outils. A l'opposé, parmi les investisseurs français en Autriche, en plus des filiales de l'industrie automobile française, on reconnaît Rhône-Poulenc, qui occupe une place dominante avec sa filiale Donau Chemie. Quant aux produits de consommation, toutes les grandes marques y sont représentées.

Le rapprochement entre l'Autriche et la France s'accroît de jour en jour. Avec l'accession de l'Autriche à la Communauté Européenne, les relations entre les deux pays n'en deviendront que plus étroites.

DEPENSES POUR L'ENVIRONNEMENT 1991, POUR-CENT DU PRODUIT NATIONAL BRUT



magne, 70% en Suisse et 37% en Suède. Dans la même période, par travailleur, les exportations autrichiennes se sont multipliées par 8.

La seconde transformation structurelle

Pour de plus amples informations veuillez contacter le Conseiller Commercial de l'Ambassade d'Autriche en France, Monsieur Peter Schnitz, 22 rue de l'Arcade, 75008 Paris, téléphone (1) 42 65 67 35, télécopie (1) 42 65 79 82.

Un référendum à hauts risques

Les partis de la coalition gouvernementale sont favorables à l'entrée du pays dans l'Union européenne. Mais un front hétéroclite allant des écologistes à l'extrême droite cherche à rassembler les « eurosceptiques »

ALORS que les négociations sur l'adhésion de l'Autriche à la CEE sont entrées dans leur phase « chaude » à Bruxelles, avec l'ouverture des dossiers sensibles, le climat politique en Autriche risque de s'enfermer dans de petites querelles de cuisine politique intérieure qui provoquent des lésions dans la coalition gouvernementale entre sociaux-démocrates (SPÖ) et conservateurs (ÖVP). Un accord sur le budget 1994, dont les dispositions impopulaires irritent la gauche sans donner satisfaction à la droite, ne s'est réalisé qu'en *extremis*. La nouvelle débâcle du secteur nationalisé industriel a relancé le débat sur les privatisations, dont les principes étaient fixés entre les deux partis dans leurs contrats de législature mais qui se heurtent au laxisme des dirigeants sociaux-démocrates craignant la colère de plusieurs dizaines de milliers de salariés concernés, un potentiel électoral qui n'est pas à négliger.

L'éventualité d'élections anticipées, alors que l'échéance normale est fixée en octobre 1994, fait de plus en plus souvent l'objet de spéculations, mais les perspectives peu favorables des partis gouvernementaux, qui risquent de sortir de nouveau affaiblis du prochain scrutin, devraient décourager les dirigeants d'envisager cette solution.

C'est notamment l'ÖVP qui risque d'être malmené par ses concurrents, le FPÖ du leader nationaliste Jörg Haider, et le nouveau Forum libéral de Mme Heidi Schmidt, issu d'une scission du FPÖ, qui devrait attirer des électeurs plus libéraux que conservateurs ou nationalistes jusqu'à présent sans foyer politique. Dans ce climat conflictuel, le

gouvernement devra préparer le référendum sur l'adhésion à la CEE, qui, à condition d'une clôture rapide des négociations d'ici à février ou mars 1994 – le récent sommet de la CEE à Bruxelles s'est clairement prononcé pour une accélération des négociations avec les quatre pays candidats – pourrait se tenir en mai 1994. Le gouvernement milite activement pour combattre l'euro-scepticisme répandu, mais les sondages ne cessent pour l'instant de déceler entre 33 et 42 % de « non » à l'adhésion et un groupe important, de 11 à 27 %, d'indécis. Le nombre des « oui » oscille entre 40 et 49 %.

Le résultat des négociations avec Bruxelles, notamment sur les dossiers sensibles tels que la neutralité, l'accord sur les restrictions du trafic routier des poids lourds signé avec la CEE et remis en question par l'adhésion et l'agriculture, sera décisif pour le référendum dont l'issue positive semble loin d'être assurée. Parmi les groupes hostiles à l'intégration – les Verts, la droite et les femmes – figurent notamment les paysans, dont 43 % rejettent catégoriquement l'adhésion, craignant une détérioration de leur niveau de vie déjà modeste.

Pour la majorité des Autrichiens, et les femmes avant tout, l'abandon du statut de neutralité au profit d'une exception vague d'un système de sécurité collective européenne est violemment rejeté. Depuis 1955, l'Autriche vivait dans l'illusion que la neutralité – coque comme un verrou entre l'OTAN et le pacte de Varsovie – avait redonné au pays sa réputation internationale, garanti son essor économique et forgé son identité nationale.



L'assurance donnée par le gouvernement aux Douze de souscrire entièrement à la politique européenne de sécurité, conformément au traité de Maastricht, a été accueillie avec scepticisme et nombreux sont ceux, notamment au sein du Parti social-démocrate, qui réclament, en cas d'adhésion à la CEE, une réserve formelle de sauvegarde de la neutralité. Le mouvement écologiste des Verts, inébranlable dans son hostilité à la CEE, qui selon lui ne dispose pas d'institutions démocratiques pour garantir le respect de la volonté des populations européennes, n'hésitera pas à exploiter à fond

les aspects émotifs du mythe de la neutralité dans la campagne précédant le référendum.

Provincialisme et repli sur soi

Dans les milieux diplomatiques autrichiens, on espère que Bruxelles devrait, concernant cette question ultrasensible, faire confiance aux assurances de Vienne, qui a fait preuve, dans le passé, d'une interprétation assez large de la neutralité (participation aux sanctions contre l'Irak et aux négociations de paix de l'ONU) et ne pas demander l'impossible.

Les déclarations du président

François Mitterrand à l'occasion de sa récente visite officielle à Vienne constatant que la neutralité « ne pose pas un problème » pour l'adhésion, en faisant référence à l'Irlande, ont été accueillies comme un signe rassurant à Vienne. Dans ce climat d'euro-scepticisme rampant, les prises de position imprévisibles du leader populiste de la droite nationaliste Jörg Haider risquent d'être déterminantes. Naguère partisan farouche d'une Autriche communautaire, il s'est récemment mué en critique impitoyable de la « conception centrée de l'Etat unitaire européen » fixée dans le traité

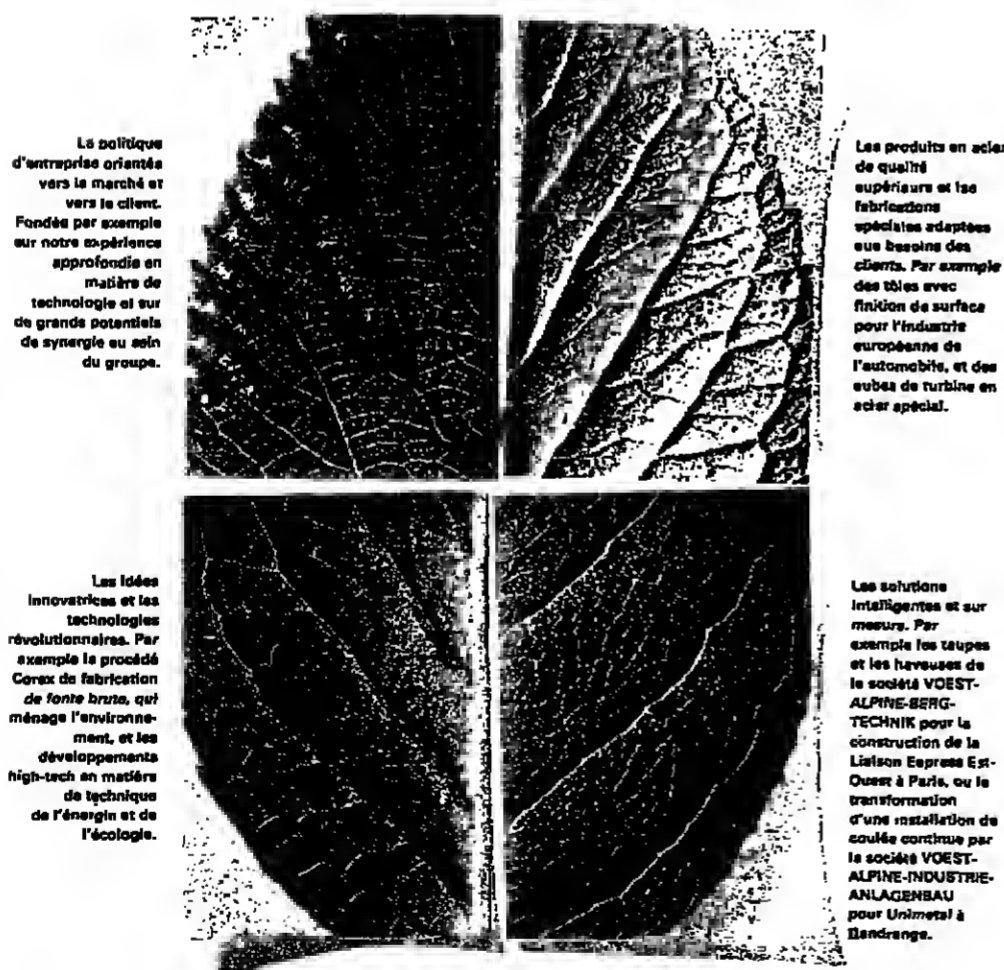
de Maastricht. Jörg Haider rêve aujourd'hui d'une « Europe plus grande de l'Atlantique à l'Oural », sans donner plus de précisions.

Une éventuelle consigne de vote négatif du FPÖ pour le référendum serait de très mauvais augure. Cette drôle d'alliance antieuropéenne entre l'extrême gauche des écologistes et la droite nationaliste vient d'être renforcée tout récemment par des déclarations de l'évêque ultraconservateur Kurt Krenn, invitant à la « prudence » à l'égard de l'intégration européenne. Constatant singulièrement avec l'optimisme affiché des dirigeants politiques et la reconnaissance générale de l'importance économique de la CEE pour l'Autriche, qui réalise les deux tiers environ de ses échanges commerciaux avec les Douze, le climat, à quelques mois du référendum décisif, n'est pas encourageant pour les partisans de l'intégration européenne.

Il semble que la majorité des Autrichiens, longtemps nostalgiques du passé glorieux d'une grande puissance, s'est si bien faite à l'étroitesse du pays qu'elle craint l'ouverture sur l'Europe. Le provincialisme s'est emparé des mentalités, aujourd'hui plus enclines à un repli identitaire et national qu'à relever le défi d'une grande Europe. La baisse de popularité de la « grande coalition » risque de faire surgir un solide front du refus, au moment du référendum, formé par des groupes viscéralement antieuropéens qui manquent cependant d'arguments de poids et surtout d'alternative à l'intégration européenne.

W. B.

Ce qui fait de nous un partenaire compétent pour des exigences sans cesse croissantes.



La politique d'entreprises orientée vers le client. Fondée par exemple sur notre expérience approfondie en matière de technologie et sur de grandes potentialités de synergie au sein du groupe.

Les produits en acier de qualité supérieure et les fabrications spécialisées adaptées aux besoins des clients. Par exemple des tôles avec finition de surface pour l'industrie européenne de l'automobile, et des tubes de turbine en acier spécial.

Les idées innovatrices et les technologies révolutionnaires. Par exemple la procédé Corex de fabrication de fonte brute, qui ménage l'environnement, et les développements high-tech en matière de technologie de l'énergie et de l'écologie.

Les solutions intelligentes et sur mesure. Par exemple les taupes et les levées de la société VOEST-ALPINE-BERG-TECHNIK pour la construction de la Liaison Express Est-Ouest à Paris, ou la transformation d'une installation de coulé continue par la société VOEST-ALPINE-INDUSTRIE-ANLAGENBAU pour Unimetal à Bâle.

AUSTRIAN INDUSTRIES.

Si vous voulez en savoir davantage: tél. (+43/1) 711 14 317. Ou encore: Austrian Industries AG, Kantgasse 1, A-1015 Vienne.

UN CONFLIT ENTRE L'UNITÉ ET LA DIVERSITÉ

Aujourd'hui, lorsque l'on évoque l'Europe, on se réfère généralement à la Communauté européenne. Il en va de même lorsque l'on parle du marché interne, de Maastricht, ou de l'union politique envisagée. Mais qu'est l'Europe en réalité? De fait, un terme collectif difficile à cerner en l'absence d'une caractéristique commune. Toute référence à l'Europe est une référence à des cultures, des paysages, et des traditions disparates. Quiconque parle de l'Europe se doit de bien connaître chacun des pays qui la composent afin de comprendre ce que ce terme englobe. En vérité, l'« Europe » comprend les douze pays constitutifs de la CEE, les sept pays de l'Association européenne de libre échange, et les pays à l'Est situés jusqu'à récemment de l'autre côté du rideau de fer.

Depuis l'ouverture des pays de l'Est, la Communauté européenne, une des composantes de l'Europe, est entrée dans une phase nouvelle. Non seulement la majorité des pays de l'AEE, mais aussi les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est font pression pour s'intégrer à la CEE. Jusque-là, les efforts déployés par les douze pour mettre sur pied un marché interne et pour agir à l'unisson de manière efficace sur la scène politique avaient suivi une trajectoire somme toute constante et prévisible. Néanmoins, avec la nouvelle donne, le concept communautaire conçu pour 12 États est devenu si restreint qu'il a perdu sa raison d'être: il ne correspond plus aux nouveaux termes de référence.

DES CONCEPTS ASSOUPPLIS POUR UNE COMMUNAUTÉ EN TRANSFORMATION

Dès lors, les efforts de la Communauté pour réconcilier les exigences

Le bureau du Chancelier Fédéral d'Autriche Ballhausplatz 2, 1010 Vienne Autriche

EUROPE 2000

contradictoires de la diversité européenne et l'indispensable unité se sont heurtés à plusieurs obstacles. La voie vers une Europe mutuelle de l'an 2000 doit suivre le chemin de la dialectique politique et économique, au besoin complété d'un centralisme accru. En contrepartie, il offrira une indépendance élargie. C'est le seul moyen de rendre justice au caractère européen.

La recherche de cet équilibre est une des constantes de la CEE. Le Traité de Maastricht, par exemple, est l'aboutissement de plus de 40 ans d'expérience dans cette direction. Pourtant, l'union politique reste encore à faire: sa réalisation suppose souplesse et détermination. Or, dans la mesure où les éléments clés de Maastricht aspirent à réaliser l'unité en mettant l'accent sur la diversité, ils s'appliquent pleinement à l'Europe présente, et future. Cette notion est synonyme de force. L'égalité qui découle de l'unité ne veut pas dire identité. En effet, on conçoit difficilement, dans la Communauté européenne du futur, une fusion complète de 20 États en un seul macro-Etat. La force de l'Europe réside non seulement dans son dualisme, mais aussi dans son rejet des nationalismes étroits et des entraves du protectionnisme. Cette force résulte de l'ouverture interne et externe, mais aussi de l'unité, lorsque les circonstances l'exigent.

L'AUTRICHE – LA LIBERTÉ PAR LE BIAIS DE LA SÉCURITÉ

Dans ce contexte, l'intégration signifie rallier les États à ce nouveau concept de l'Europe et s'engager à le réaliser. L'Europe n'est pas un continent inconnu de l'Autriche: elle y a ses racines. Les efforts actuels de l'Autriche sont une conséquence logique de son propre développement et de celui de l'Europe. Dans l'optique autrichienne, cela signifie

intégration et consolidation, participation et croissance; par-dessus tout, cela signifie une sécurité accrue et, partant, une liberté plus grande.

Déjà en 1989, l'Autriche avait établi ses paramètres dans cette direction. D'autres États de l'AEE en firent autant et, avec la disparition du rideau de fer, l'Europe entra dans une ère nouvelle. L'Autriche n'en est plus à se demander si oui ou non il faut participer à ce processus d'intégration, mais plutôt, comment au mieux l'accroître. Assurément, la meilleure garantie pour la stabilité économique et politique de l'Autriche est qu'elle fasse partie de ce nouveau paysage européen.

UN JEU DE FORCES DYNAMIQUE GRÂCE À L'INTÉGRATION

Traditionnellement, l'Autriche est un pays européen à part entière. Grâce à sa connaissance intime de l'Est et de l'Ouest, l'Autriche peut désormais étayer et étendre son rôle de médiateur et de catalyseur. Aussi bien le caractère géographique que l'aspect psychologique de sa proximité avec ses voisins attirent de plus en plus l'attention d'autres pays, même en dehors de l'Europe. Et si le potentiel économique et politique de l'Autriche s'est considérablement agrandi suite à l'ouverture de l'Est, il s'en trouvera renforcé par l'accession de l'Autriche à la CEE. L'Autriche intégrée n'en deviendra que plus attirante. Les bienfaits de son accession, l'Autriche pourra les répercuter sur d'autres pays. Certes, elle peut tirer parti des synergies, mais également, être elle-même source de synergies. Et elle continuera à jouer son rôle important et indispensable de médiateur. L'intégration est un jeu combiné de forces qui enrichit à la fois l'Europe et l'Autriche.

L'AUTRICHE AUX MARCHES DE L'UNION EUROPÉENNE

Les régions frontalières sortent de leur torpeur

L'ouverture des frontières avec les voisins ex-communistes de l'Autriche a insufflé une nouvelle vie aux provinces limitrophes, avec toutefois quelques frictions...

FINIS les jours tranquilles à Freistadt, petite ville à une dizaine de kilomètres de la frontière tchèque. Depuis cet été, le centre-ville reste fermé à la circulation automobile pour éviter les embouteillages, de voitures tchèques notamment. « *Auparavant nous étions un petit bourg frontalière. Depuis que notre hinterland est sorti de son agonie tout a changé* », se réjouit M. Inge Haghofer, directrice de l'Office de tourisme, qui a enregistré ces deux derniers été des hausses de 13,5 % de touristes. Le petit commerce de la région en profite même si la frénésie d'achat de la clientèle tchèque s'est calmée.

A Mistelbach, petite ville à une vingtaine de kilomètres de la frontière slovaque, la crise économique qui secoue l'Europe n'est pas non plus un rendez-vous. « *C'est le boom pour la ville et pour toute la région* », dit M. Josef Wiesinger, représentant des voitures Volkswagen qui se félicite d'une hausse de 20 % des ventes de voitures en recul partout ailleurs en Autriche. « *Depuis l'ouverture des frontières à l'Est nous ne nous trouvons plus dans le coin mort de l'Europe* », estime M. Wiesinger. Même scénario à Horn, à mi-chemin entre Vienne et Prague, où supermarchés et centres commerciaux poussent comme des champignons. Pour mieux attirer les nouveaux clients de l'Est, les supermarchés affichent leurs « promotions » en langue tchèque.

Les régions le long de l'ancien rideau de fer qui avait séparé l'Autriche de ses voisins ex-communistes (ex-Tchécoslovaquie, Hongrie, Slovaquie) mettent les bouchées doubles pour rattrapper leur retard. Quelque vingt mille Tchèques, Slovaques et Hongrois travaillent légalement du côté autrichien de la frontière dont huit mille font quotidiennement la navette pour rentrer chez eux le soir après avoir fait leurs emplettes.

Le Burgenland, limitrophe de la Hongrie, a enregistré une hausse de

1 % de son produit régional brut au premier semestre 1993 alors que la croissance de l'économie nationale reste à zéro. La Basse-Autriche, voisine de la République tchèque et de la Slovaquie, a enregistré une hausse de 2 %. La Styrie et la Carinthie profitent du redressement économique de la Slovaquie, qui a schématisé cette année plus de marchandises à l'Autriche que la Russie, principal client de l'Autriche à l'Est dans le passé.

« Les touristes achètent n'importe quoi en Bohême »

Les esprits innovateurs ne manquent pas. Franz Kadrooska à Gmünd, ville frontalière, a créé avec deux partenaires tchèques, une agence de voyage pour exploiter les richesses touristiques de la région en organisant des visites des châteaux de la Bohême du Sud, des excursions-aventures en canoë sur la Morava et des tournées gastronomiques. « *C'est l'exemple d'une joint-venture classique profitable pour les deux côtés* », dit-il pleinement satisfait de la coopération avec ses partenaires tchèques, « *qui sont ambitieux et efficaces* ».

Mais toute médaille a son revers. Les perspectives sont moins favorables pour les petites et moyennes manufactures. Pour la petite verrerie de Hirschenwies, dans le Waldviertel, « *l'ouverture des frontières n'a eu que des conséquences négatives* ». La concurrence des cristalleries de la Bohême l'écrase. « *Les touristes achètent n'importe quoi en Bohême et ne regardent pas la qualité, seulement le prix* », martèle Erwin Weber, le propriétaire. Il n'est pas seul. Les petites verreries de la région, entreprises de famille, se plaignent d'un recul dramatique de leur chiffre d'affaires. Même Stepište Kristall, qui emploie 110 salariés, est en crise.

La région du Waldviertel a perdu la moitié environ des quelque 6 000 emplois dans le textile et l'industrie du vêtement depuis la levée du



Le 30 juin 1989, les ministres des affaires étrangères autrichien et hongrois, Alois Mock et Gyula Horn, coupant les barbelés séparant les deux pays.

rideau de fer à la suite de délocalisations d'entreprises à l'Est et plus de 500 dans l'industrie de l'électronique : en Hongrie les salaires atteignent 10 % de la moyenne autrichienne et en ex-Tchécoslovaquie 6 %. « *La région perd rapidement des emplois et il prend beaucoup plus de temps d'en créer de nouveaux* » dit M. Ewald Volk, chargé des questions de développement de la région du Waldviertel.

A Gmünd, les émotions sont toujours vivaces et le rideau de fer n'est pas tout à fait tombé dans les têtes. La ville a été arbitrairement partagée en deux en 1945 et quelque 5 000 Autrichiens étaient chassés de leurs maisons ayant le droit d'emporter 30 kilos de bagages au maximum. Dans le quartier de Wieland (Velenice), des Tchèques ont été installés et au bout de quelques semaines n'y entendait plus un mot d'allemand, raconte-t-on à Gmünd où 15 % de la population a des souvenirs très vifs de cette période. « *Il n'est pas toujours facile de maîtriser ses émotions devant la maison où nous avons passé notre enfance, aujourd'hui habitée par des étrangers* », dit une femme âgée, le regard fixé sur les murs lézardés de sa maison natale à Ceske-Velenice.

Après le démontage des fils de fer barbelés les 6 500 habitants de Gmünd et les 3 500 de Ceske-Velenice ne sont plus séparés que par la rivière Lainsitz qui, il y a quarante-cinq ans, traversait la ville. « *Des deux côtés du fleuve vivaient des Autrichiens* », dit le maire de Ceske-

Velenice. « *On n'a parlé allemand chez nous* ».

« Vive l'Europe des régions ! »

Aujourd'hui le dialogue est un peu crispé et cela ne tient pas seulement aux problèmes de langue. Mais des deux côtés de la frontière ne fonde des grands espoirs sur le projet d'un parc industriel transfrontalier Gmünd-Ceske-Velenice qui à partir de 1996 devrait attirer des investissements pour faire profiter les entreprises à la fois d'un bas niveau de salaires et d'une infrastructure moderne.

Le Burgenland, qui a fait partie de la Hongrie jusqu'à 1921, mise sur la coopération avec les districts bon-

grois de Győr-Sopron et de Vas et a intensifié les contacts, déjà nombreux à l'époque de la Hongrie communiste. On est allé bien au-delà des projets de parcs industriels et d'une coopération touristique et on a jeté les bases d'une vraie coopération régionale par la création d'un Parlement régional. Pour M. Edouard Ehrendörfler, député à la Diète du Burgenland, le leitmotiv des années à venir, notamment dans l'optique de l'élargissement de la CEE, est clair : « *Les frontières sont mortes, vive l'Europe des régions !* » Un groupe de travail des pays du Danube avec vingt et une régions et pays membres géographiquement situés entre l'Allemagne du Sud et la mer Noire, fondé en 1990, a annoncé lors de sa quatrième conférence à Bratislava la mi-octobre qu'il demandera le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe. Les régions « ont une fonction dans l'intensification de l'intégration de l'Europe », selon le président du groupe de travail, M. Josef Katzenböck, gouverneur de la Haute-Autriche.

Dans son ensemble le bilan est nettement positif pour l'Autriche trois ans après l'ouverture des frontières à l'Est : les exportations vers l'Europe centrale et orientale (Hongrie, ex-Tchécoslovaquie, Pologne) ont augmenté de 1989 à 1992 de 132,5 % et les importations de 79,5 %. Les firmes autrichiennes ont créé de 5 500 à 6 000 sociétés communes à l'Est et ont investi 16 milliards de schillings, un tiers environ des investissements autrichiens à l'étranger. Selon des analyses d'experts, si l'Autriche risque de perdre quelque 50 000 emplois à la suite de délocalisations d'entreprises, elle va en gagner quelque 15 000 à 20 000 autres dans des productions plus haut de gamme.

W. B.

No 1 en Autriche.

Tél. Berlin 2643 25 86 • Francfort 28 10 86 • Paris 4260 0431 • Madrid 319 3900 • Londres 588 4085 • Milan 760 14579 • Moscou 956 3000 • Zurich 361 7777 • Ljubljana 215 465 • Prague 248 92 111 • Budapest 202 5444 • New York 880 1000 • Pékin 501 3546 • Hong-Kong 820 5200 • Tokyo 3501 8634 • Singapour 535 7321 • Vienne 711 91-0, 531 24-0.

Bank Austria

مكتبة النهر

DIPLOMATIE

Lors de sa visite à Moscou

M. Balladur souhaite éviter une mise à l'écart de la Russie

MOSCOU

de notre envoyé spécial
Comment permettre à la Russie de réintégrer la communauté internationale? Comment la faire participer de nouveau, dans un rôle majeur, à la vie de l'Europe? Comment éviter qu'elle ait le sentiment d'être mise - ou qu'elle se mette d'elle-même - à l'écart? Ce souci d'épargner à la Russie une dangereuse solitude était au centre du voyage officiel de M. Edouard Balladur à Moscou lundi 1^{er} et mardi 2 novembre.

Lors de ses entretiens mardi avec le président Boris Eltsine et avec son homologue Viktor Tchernomyrdine, le premier ministre a donc assuré ses hôtes du désir de la France d'aider, dans la mesure de ses moyens, la Russie à retrouver son équilibre et sa stabilité dans son entreprise « méritoire » et « courageuse » de « retour à elle-même ». Mais, étant un homme prudent, M. Balladur n'a pris, dans l'immédiat, aucun engagement concret envers la Russie. Il préfère - démocratie oblige - attendre de voir dans quelles conditions se dérouleront les élections parlementaires et le référendum constitutionnel du 12 décembre.

D'où l'usage qu'il a fait, au

cours de ce voyage, à l'intention de Moscou, d'adverbes et d'adjectifs traduisant son désir de temporer. La Russie souhaite hâter l'accès de ses produits au marché européen? Soit, répond M. Balladur, mais il ne pourra s'agir que d'un processus « par étapes », car toute concurrence sauvage entraînerait de trop gros désordres commerciaux. Ainsi l'aluminium russe, qui a récemment inondé le marché communautaire, sera désormais soumis à un quota. La Russie désire prendre part aux discussions économiques du G 7? Fort bien, mais cette association devra être « progressive ».

Sur ce dernier chapitre, la France a tout de même accepté la demande russe de tenir à Moscou - mais pas avant janvier - une réunion des ministres de l'économie et des finances des pays du G 7 qui serait d'ailleurs largement consacrée au programme d'aide à la Russie. A condition bien sûr que les autres membres du club des pays riches soient d'accord. Il s'agit, selon une démarche purement préventive, d'inciter les pays d'Europe centrale et orientale à inventorier - puis à régler de manière contractuelle - les problèmes de minorités et de frontières qui les opposent.

M. Balladur propose la tenue, à cet effet, pendant le premier semestre de 1994, d'une confé-

rence internationale au cours de laquelle les pays d'Europe mettraient tous ces dossiers sur différents « tables de négociations ». Ce processus devrait aboutir à la signature d'un « pacte de stabilité », mais sans qu'aucune nouvelle institution ne soit créée, afin d'éviter tout « doublon » avec les organismes existants, du type de la CSCE.

Boris Eltsine a confirmé son intérêt pour le projet du premier ministre, en mentionnant qu'il pourrait être mis en œuvre à propos du sort des minorités russophones d'Estonie et de Lettonie. Evoquant - sans en dire plus - la nouvelle doctrine militaire adoptée mardi à Moscou, le président russe a souhaité qu'un dialogue se développe sur ce thème au niveau ministériel entre son pays et la France.

Enfin, dans la perspective des élections parlementaires et du référendum constitutionnel du 12 décembre, M. Eltsine a précisé à son hôte que le texte de la nouvelle loi suprême russe serait publié entre les 10 et 12 novembre avant d'être diffusé à quelque cent millions d'exemplaires.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

La mise en cause de la Libye à propos de l'attentat de Lockerbie

MM. Clinton et Major font pression sur Moscou

Bill Clinton et John Major ont adressé deux lettres séparées au président Boris Eltsine, l'exhortant à soutenir, au Conseil de sécurité de l'ONU, le renforcement des sanctions contre la Libye, à propos de l'attentat de Lockerbie en 1988.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France doivent soumettre les nouvelles sanctions au vote du Conseil de sécurité d'ici une semaine, malgré la menace qu'avait formulée Moscou d'opposer son veto. La Russie redoute qu'une résolution plus dure empêche la Libye de lui payer 4 milliards de dollars de dettes dues au titre des livraisons d'armes et des contrats

de construction. Les Occidentaux n'excluent pas des modifications dans leur projet de résolution, mais refusent d'y inscrire l'idée que les avoirs libyens gelés seraient utilisés pour payer ces 4 milliards de dollars à Moscou.

« Si nous ne bougeons pas rapidement, nous perdrons toute crédibilité. Et si la Russie utilise son veto, le Congrès américain sera réticent à l'avenir pour tout octroi d'aide », a expliqué un diplomate participant aux négociations. Edouard Balladur a évoqué la question lors de sa visite de deux jours à Moscou. - (AFP)

La visite du secrétaire adjoint américain à la défense

Reprise des contacts militaires entre Pékin et Washington

Avec la visite à Pékin du secrétaire adjoint à la défense chargé des affaires de sécurité régionale, Charles Freeman, les Etats-Unis et la Chine ont repris, mardi 2 novembre, des relations dans le domaine militaire pratiquement gelées depuis l'écrasement du printemps de Pékin, en juin 1989. Cette visite marque un dégel des relations entre Washington et Pékin et un changement d'attitude de l'administration démocrate du président Clinton qui, pendant la campagne électorale et au début de son mandat, s'était montrée critique de Pékin sur les droits de l'homme, les ventes d'armes et l'agressivité commerciale.

M. Freeman s'est félicité des entretiens « très productifs » qu'il a eus dans la capitale chinoise et a

estimé que Pékin était désormais un partenaire potentiel. « Le monde a énormément changé depuis 1989 (...). La Chine aussi a beaucoup changé depuis cette date », a-t-il dit lors d'une conférence de presse, allant jusqu'à envisager la présence côte à côte d'éléments américains et chinois dans une force de maintien de la paix des Nations unies.

Même si l'embargo sur les ventes d'armes et les transferts de technologie reste en vigueur, M. Freeman a déclaré qu'un programme d'échanges militaires « assez modeste » entre les deux pays pouvait désormais être mis en œuvre. Il a souligné que ses interlocuteurs avaient soulevé la question de la vente de matériel américain à Taiwan, mais sans insister outre mesure. - (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Les républicains conquièrent les postes de gouverneur de la Virginie et du New-Jersey

Outre l'élection municipale de New-York, gagnée par le républicain Rudolph Giuliani (lire en page 32), des scrutins avaient lieu mardi dans plus d'une centaine de villes américaines, ainsi que pour les postes de gouverneur de deux Etats, la Virginie et le New-Jersey. Les républicains l'ont emporté dans ces deux cas.

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour la première fois depuis douze ans, la Virginie a élu, mardi 2 novembre, un gouverneur républicain. Avec 58 % des voix, dont celles de la droite chrétienne intégriste qu'il a beaucoup courtisées, George Allen, fils d'un entraîneur de football célèbre en Virginie, a confortablement remporté la bataille qui opposait à la démocrate Mary Sue Terry, soutenue par le gouverneur sortant, Douglas Wilder, le premier gouverneur noir élu aux Etats-Unis, qui ne se représentait pas.

La victoire de M. Allen était attendue, et M. Clinton ne s'était d'ailleurs pas dérangé pour aller soutenir la candidate démocrate en campagne en Virginie, un Etat qui lui est assez hostile. Lui et sa femme Hillary se sont en revanche donnés la peine - plusieurs fois même, en ce qui concerne M. Clinton - d'aller activement épauler Jim Florio, le gouverneur démocrate du New-Jersey, qui sollicitait un nouveau mandat. Cela n'a pas empêché ce dernier d'être battu, de peu il est vrai, par Christine Whitman, la candidate républicaine, qui devient ainsi la première femme gouverneur de cet Etat. M. Whitman a obtenu 50 % des voix contre 48 % à M. Florio.

La cote de M. Florio s'était trouvée au plus bas après sa décision, il y a trois ans, d'augmenter les impôts des contribuables du New-Jersey de la bagatelle de 2,8 milliards de dollars. Sa campagne électorale avait pris valeur

de test pour M. Clinton, qui lui avait d'ailleurs prêté son stratège électoral, James Carville. Il s'agissait de savoir si un gouverneur sortant pouvait être réélu après avoir accru la pression fiscale.

M. Florio avait beaucoup raillé Christine Whitman, pendant la campagne, pour avoir osé promettre une réduction de 30 % des impôts sans détailler le financement de cette mesure, mais les électeurs n'ont pas été insensibles à la proposition de la candidate républicaine qui, par ailleurs, a su se montrer assez modérée sur les problèmes de criminalité et d'ordre public.

Outre ces deux scrutins, 103 villes - dont New-York - élisent leur maire mardi à travers tout le pays, au terme de campagnes où la sécurité, tant urbaine qu'économique, a été l'un des thèmes majeurs. A Boston, la victoire du démocrate Tom Menino, un Américain d'origine italienne, met fin à soixante ans de « domination » américano-irlandaise sur cette grande ville de la côte Est, dont le dernier maire, Raymond Flynn, a été nommé ambassadeur au Vatican par le président Clinton. A Detroit, ville du Michigan où 76 % de la population est noire, ce sont deux Noirs, mais aussi deux philosophies différentes qui se disputaient la succession de Coleman Young, parti à la retraite après vingt ans à la tête de la ville : le candidat modéré, Dennis Archer, partisan d'une coopération avec la population blanche résidant à l'extérieur de la ville, l'a emporté sur une jeune femme plus radicale, Sharon McPhail. A Miami et Atlanta, des ballottages rendent un deuxième tour nécessaire. Enfin, près de cinquante référendums locaux avaient lieu sur des questions touchant aussi bien à l'éducation qu'à l'aménagement du territoire ou à l'industrie des jeux sur les bords du lac Michigan, mais les résultats ne devraient être connus que mercredi.

SYLVIE KAUFFMANN

PRIVATISATIONS.

“Entre un actionnaire normal et un actionnaire averti, il y a tout le rôle d'une banque efficace.”

Jean-Bernard Parenti,
CONSEILLER EN PATRIMOINE
AU CIC PARIS.

CIC Paris

12
EN
RE
DO
TOUT LE RESEAU

INTERNATIONAL

AFRIQUE

ALGÉRIE

Vingt-huit «terroristes» tués par les forces de l'ordre

ALGER

de notre correspondante

Sans doute galvanisées par le succès médiatique que leur a valu la «délivrance» des trois agents consulaires français enlevés, les forces de l'ordre ont encore durci leur action à l'encontre des groupes armés islamistes, tuant vingt-huit «terroristes», en l'espace de quatre jours, dans le centre et l'est du pays, selon un bilan officiel, publié, mardi 2 novembre. L'opération la plus spectaculaire a eu lieu, dans la nuit de dimanche à lundi, dans la wilaya (préfecture) de Boumerdes, à l'est d'Alger, où les dix-sept membres d'un «important réseau terroriste», selon les termes de la presse locale, ont été tués à Djebel-Bouzegza.

Les quotidiens de langue française, jusqu'alors très critiques à l'égard du pouvoir en place, se félicitent unanimement, dans leurs éditions de mercredi, des «révélateurs succès» des forces de l'ordre et accordent une large place aux déclarations de Redha Malek, diffusées, mardi, sur France 3. Le premier ministre a, vu, dans l'enlèvement des trois fonctionnaires français, la main du Groupe islamique armé (GIA), aussi responsable, selon lui, du meurtre des deux géomètres français, le 21 septembre, dans la région de Sidi-Bel-Abbès.

«La plupart de ses éléments [du GIA] ont fait le coup de feu en Afghanistan», a précisé M. Malek, qui a fermement démenti l'hypothèse d'un quelconque marchandage entre les autorités et les ravisseurs. Il n'y a eu «ni discussion, ni négociation, ni quoi que ce soit», avec les auteurs de l'enlèvement, a souligné le premier ministre. Confirmant la détermination des dirigeants algériens à continuer cette

«action de longue haleine» que constitue la lutte contre le terrorisme, il a invité les pays européens à «ne pas devenir un lieu de transit pour les armes» et à «obliger à une certaine réserve les éléments qui se trouvent dans ces pays et qui lancent des appels au meurtre».

La politique du «tout-répressif», ainsi réaffirmée, mettra sans doute du baume au cœur de ceux qui, en Algérie, ne jurent plus désormais que par les martiales vertus de l'«armé-providence», seule à même, selon eux, d'éradiquer les groupes armés islamistes, communément désignés comme des «néo-harkis». Les indéniables «performances» des forces de l'ordre risquent pourtant, à l'évidence, de ne pas suffire à contenir la colère intégriste. Au cours des six derniers mois, les troubles ont gagné tout le territoire, débordant largement le cadre de l'Algérie. En outre — et l'embellissement des trois otages français le prouve — ces violences sont, de semaine en semaine, de mieux en mieux «ciblées» et de plus en plus radicales.

Dans un court message, griffonné à la hâte, que les ravisseurs ont remis à Michèle Thévenot, peu avant de la libérer, dimanche, à proximité de l'ambassade de France, des menaces très précises ont été proférées à l'encontre des étrangers résidant en Algérie, et en particulier des Français. Ces derniers, indigotés de bonne source, auraient «un mois, pour quitter le pays», faute de quoi ils s'exposeraient à de nouvelles représailles. Des mises en garde analogues auraient été adressées à d'autres pays européens, croit-on avoir à Alger, certains donnant «des délais encore plus courts».

CATHERINE SIMON

BURUNDI

L'ONU n'envisage pas la création d'une force de maintien de la paix

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Alors que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a demandé à Boutros Boutros-Ghali, mardi 2 novembre, d'entreprendre des démarches en faveur de la création d'une force internationale au Burundi, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU à Butumbura, de retour à New-York, a indiqué que «le Conseil de sécurité n'a aucune intention de créer une nouvelle opération de maintien de la paix pour le Burundi».

Malgré la demande «désespérée» du gouvernement de Butumbura et la fuite de près de 700 000 Burundais hors des frontières, le Conseil n'est pas «en position» d'établir une nouvelle force internationale, a déclaré à des journalistes James Jonah, le secrétaire général adjoint des Nations unies, après sa rencontre avec les membres du Conseil.

M. Jonah, qui prépare un rapport à leur intention, proposera l'envoi d'une centaine d'observateurs chargés de faire le point sur le comportement de l'armée.

Sylvie Kinigi, le premier ministre burundais, avait demandé l'envoi de 1 000 «casques bleus» pour la protection des ministres et la démobilisation de l'armée. Selon M. Jonah, l'armée reste «très fermement» opposée à une présence étrangère dans le pays mais «pourrait accepter quelques observateurs internationaux». M. Jonah a également estimé que la tendance actuelle du Conseil de ne pas créer d'opérations de maintien de la paix «réduit considérablement» les chances de la démocratie dans ce pays d'Afrique centrale. Selon des diplomates à l'ONU, la délégation américaine «ne veut même plus entendre parler d'une nouvelle force».

AFSANÉ BASSIR POUR

ASIE

CHINE

Deng Xiaoping a «approuvé» l'écrasement du «printemps de Pékin»

Deng Xiaoping «a approuvé» la répression du mouvement démocratique de la place Tiananmen, à Pékin en juin 1989, selon le troisième tome de ses Œuvres choisies publié, mardi 2 novembre. «L'étouffement des troubles est enfin réalisé. C'est une bonne occasion pour interdire immédiatement tout mouvement de rébellion. C'est vraiment une bonne chose», a déclaré le patriarche du régime communiste dans un discours en date du 16 juin 1989 et qui n'avait pas été rendu public.

«Heureusement que j'étais là. (Ainsi) régler cette question n'a pas été difficile. Bien sûr, je ne fus pas la seule personne à avoir joué un rôle», a-t-il ajouté dans un entretien avec un universitaire sino-américain. Le but de la répression, selon M. Deng, «était de faire le moins possible de mal aux gens, notamment aux étudiants». Il y eut tout de même des centaines de morts, de nombreuses exécutions capitales et des arrestations par dizaines de milliers... — (RFP, AFP)

EN BREF

AFGHANISTAN: le Hezb annonce la prise d'une ville. — Les forces du premier ministre afghan, Gulbuddin Hekmatyar, ont annoncé la prise de Tagab, au nord de Kaboul; cette ville était jusque-là contrôlée par le Jamiat-e-Islami du commandant Massoud, ancien ministre de la défense fidèle au président Rabbani. Ces affrontements, les plus violents depuis dix-huit mois, ont débuté, lundi 1^{er} novembre, quand les troupes de M. Hekmatyar ont attaqué les positions du Jamiat. — (Reuters)

CONGO: libération de deux hauts-fonctionnaires enlevés par des opposants. — La coalition de l'opposition congolaise a annoncé mardi 2 novembre à Brazzaville qu'elle avait libéré les deux hauts-fonctionnaires enlevés la veille, en représailles contre l'arrestation d'un civil et d'un militaire. Daniel Ondzia et Bakala Loubota, respectivement directeur de cabinet du ministre du développement industriel et conseiller du ministre de la culture, avaient été enlevés lundi matin à leur domicile, à Kinshasa, dans la périphérie de Brazzaville, par des hommes portant des uniformes militaires. — (AFP, Reuters)

CÔTE-D'IVOIRE: situation «très tendue» après les manifestations contre les Ghanéens. — La situation est «très tendue, non seulement à Abidjan mais aussi à l'intérieur du territoire», a estimé, mardi 2 novembre, le ministre ivoirien des affaires étrangères, Amara Essy. Il faisait cette déclaration au lendemain des émeutes dirigées contre le communisme ghanéen qui ont fait au moins deux morts et une cinquantaine de blessés parmi celle-ci, selon un bilan non définitif (le Monde du 3 novembre). Des incidents ont été signalés, mardi, au nord d'Abidjan, où plusieurs maisons appartenant à des Ghanéens mais aussi à des Mauritanais, Burkinabés et Béninois ont été pillées. En outre, «200 Ivoiriens se trouvent actuellement dans un camp militaire au Ghana», a indiqué le ministre de la communication. — (AFP)

ÉTATS-UNIS: Israël s'est payé les 62 870 dollars de contreparties de ses diplomates en poste à Washington. — L'ambassade d'Israël à Washington vient de régler les 62 870 dollars d'amendes infligées à ses diplomates pour stationnement illégal, a fait savoir, mardi 2 novembre, le département d'Etat, mais la capitale fédérale attend le même geste d'autres missions diplomatiques, dont celle de Russie, qui lui doit 3,8 millions de dollars pour les mêmes infractions. Le paiement de l'ambassade d'Israël est le premier enregistré depuis l'adoption par le Congrès au mois de septembre d'une loi demandant que le montant des contreparties impayées soit prélevé sur les aides accordées par les Etats-Unis aux pays étrangers, augmenté de 10 % de pénalité de retard. — (AFP)

GABON: retour discret d'un dirigeant de l'opposition. — La radio Africa 1 a indiqué, lundi 1^{er} novembre, que Pierre Mamboundou, dirigeant d'opposition, exilé au Sénégal depuis trois ans, a fait dimanche un retour discret au Gabon. M. Mamboundou, qui avait été empêché de rentrer dans son pays avant la clôture des candidatures à l'élection présidentielle du 5 décembre, s'est refusé à tout commentaire sur ses intentions. Accusé de complot contre le président Omar Bongo, il avait été condamné par contumace à dix ans de prison au Gabon, en même temps qu'il était expulsé de France vers le Sénégal en février 1990. — (AFP)

SOMALIE: relance du dialogue politique. — L'ambassadeur du président Clinton, l'ambassadeur Robert Oakley, s'est entretenu, mardi 2 novembre, à Mogadiscio, avec des représentants des factions somaliennes rivales, dans le cadre de sa mission visant à trouver une solution politique au conflit. Le porte-parole du bureau de liaison américain en Somalie n'a pas précisé quels dirigeants somaliens M. Oakley avait rencontrés. — (AFP)

du
2
au
13
novembre

12 JOURS EN OR RENAULT OCCASIONS

ce serait bête de s'en priver.



Economisez jusqu'à 10 000 F

Pour l'achat d'un véhicule d'occasion signalé, vous pouvez économiser jusqu'à 10 000 F pour la reprise de votre ancien véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois. Offre réservée aux particuliers - Conditions

général Argus - Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

Crédit 7,3 % sur 12 mois*

Crédit au TEG de 7,3 % sur 12 mois avec un apport minimum de 10 % sur tous les

Crédit total*

Exemple : pour un véhicule d'occasion de moins de 2 ans au prix de vente de 50 000 F, crédit sans apport sur 59 mois, soit 58 mensualités de 1 200 F et une mensualité de 569,90 F. Coût du crédit 20 169,90 F. Coût total de l'achat à crédit** 70 169,90 F. TEG : 14,6 %.

Crédit Longue Durée*

Définissez votre mensualité entre 700 F et 3 500 F et choisissez votre occasion Renault. Ex : votre budget vous permet 58 mensualités de 1 500 F, une mensualité de 1 732,93 F et un apport de 7 000 F (10 % minimum du

30 000 radios AM/FM à gagner

Pour jouer, rendez-vous chez votre Concessionnaire ou Agent Renault participant à l'opération et repartez avec l'une des 30 000 radios AM/FM mises en jeu.

Grand jeu national gratuit.

Règlement à consulter sur place.

*Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de 400 000 000 - 14, av. du Pavé Neuf 93160 Nantoy-le-Grand

RCS Bobigny B 702 002 221.

** Coût total à crédit sans assurance.

DANS TOUT LE RÉSEAU* RENAULT PARIS ILE-DE-FRANCE

■ **SANS ENTHOUSIASME.** Les députés ont adopté en première lecture, mardi 2 novembre, le projet de budget pour 1994 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Exprimant leur confiance dans la politique menée par Charles Pasqua, les groupes RPR et UDF ont voté ces crédits, mais plusieurs de leurs membres ont regretté que l'effort gouvernemental ne soit pas plus important. Critiquent le politique «sécuritaire» du gouvernement, le PS et le PCF ont voté contre.

■ **«SCLÉROSE».** Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire estime que l'effectif des policiers est «suffisant» et que «tout le problème réside, en fait, dans leur utilisation sur le terrain». Charles Pasqua s'est dit «conscient de la sclérose et du manque d'innovation qui frappent la police nationale».

Les députés de la majorité avaient applaudi à tout rompre les projets de loi de Charles Pasqua visant à donner aux policiers de nouveaux moyens juridiques, des contrôles d'identité à la maîtrise de l'immigration. Leur enthousiasme a été plus pondéré, mardi 2 novembre, au moment d'examiner les moyens budgétaires de cette politique. «Les mesures prises en projet de loi de finances vont dans la bonne direction, mais sont de portée limitée», a déclaré José Rossi (UDF), rapporteur spécial de la commission des finances pour la sécurité. Compte tenu des économies budgétaires, les députés du RPR et de l'UDF ne s'en sont pas moins réjouis de l'augmentation relative des crédits de la police (+3,56 % par rapport à 1993, selon la commission) par rapport à la moyenne du budget de l'Etat (+1,2 %). «La sécurité publique est traitée effectivement comme une priorité gouvernementale», a commenté M. Rossi.

«L'insécurité se place régulièrement au troisième rang des grandes préoccupations de nos concitoyens. Leur attente est forte: ne la décevons pas!», a prévenu Francis Delattre (Val-d'Oise). Parlant au nom du groupe UDF, M. Delattre a affirmé qu'«au-delà des chiffres c'est la volonté politique affichée par le gouvernement qui (...) convainc». Le soutien assuré par la droite parlementaire à la politique gouvernementale de sécurité ne s'est pas démenti.

«Les Français, lors des dernières élections législatives, ont exprimé leurs préoccupations en matière de sécurité», s'est rappelé le ministre de l'intérieur.

Approuvant comme un seul homme ses priorités – lutter contre les drogues, la délinquance urbaine et l'immigration clandestine, martèle M. Pasqua depuis son retour place Beauvau – les députés ont donc adopté l'ensemble des mesures préconisées par le gouvernement, notamment «la génération

Malgré ce consensus, lié à la personnalité du ministre de l'intérieur, la modicité de l'effort budgétaire en faveur de la police nationale a inspiré quelques regrets du côté de la majorité. Lui-même ancien commissaire de police, Henri Curi (RPR, Yvelines) a exprimé l'espoir que les retards pourraient être comblés à l'occasion du futur «pro-

gramme pluriannuel» pour la police nationale, annoncé en conseil des ministres par M. Pasqua à la fin du mois de juin dernier (le Monde du 1^{er} juillet).

«Le budget de 1994 apporte un ballon d'oxygène à la police nationale, mais c'est d'un effort soutenu qu'elle a besoin pour répondre aux défis de la délinquance», a relevé Gérard Léonard (RPR), rapporteur pour avis de la commission des lois, ajoutant qu'«un programme triennal de sécurité publique est en cours d'élaboration». Evoquant le «concept de réaction» dans lequel s'inscrit le budget, le ministre d'Etat a déclaré, lui, qu'«un plan de modernisation pluriannuel (...) devrait trouver sa première traduction dans la loi de finances pour 1995».

Pas plus que les gouvernements socialistes qui l'ont précédé, celui d'Alain Juppé n'est favorable à la création d'effectifs policiers. «Avec plus de deux cent mille policiers et gendarmes, nous disposons

d'un effectif suffisant», a énoncé M. Pasqua. Tout le problème réside, en fait, dans leur utilisation sur le terrain. M. Pasqua a évoqué une «adaptation des structures de la police» aux besoins locaux de sécurité, le ministre s'est dit «conscient de la sclérose et du manque d'innovation qui frappent la police nationale». «Nous ne pouvons ni ne devons adopter la même organisation partout, et nous ne pouvons faire abstraction de l'apparition de zones plus criminelles que d'autres», a-t-il souligné.

Une «modification des cycles de travail» sera donc recherchée, a ajouté M. Pasqua, en concertation avec les organisations syndicales de policiers. L'essentiel étant, à ses yeux, de réussir ce tour de force: accroître la présence des uniformes sur la voie publique sans augmenter les effectifs de policiers. Le ministre a fixé pour objectif à ses services d'affecter 10 % de personnels supplémentaires sur la voie publique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRIVATISATION

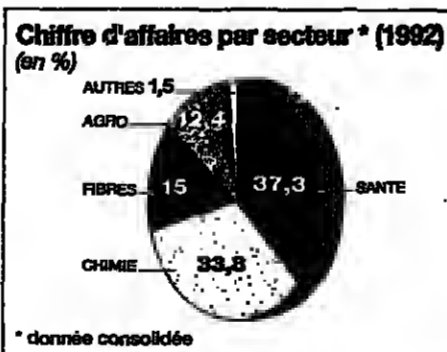
Quand Rhône-Poulenc renforce son portefeuille d'activités, c'est bien pour sa croissance, c'est bien pour ses actionnaires.

Premier groupe chimique et pharmaceutique français, Rhône-Poulenc a renforcé son portefeuille d'activités principalement sur ses métiers de la santé: pharmacie humaine, vaccins, nutrition animale, produits vétérinaires.

Ces activités représentent, en 1992, 37 % du chiffre d'affaires et 67 % du résultat opérationnel du Groupe. Il s'agit de métiers en croissance régulière, moins cycliques et moins sensibles à la conjoncture que ceux de la chimie.

Cette complémentarité du portefeuille d'activités permet ainsi au Groupe de mieux résister à un environnement conjoncturel difficile, tout en lui conservant un fort potentiel de croissance. En effet, toute reprise de l'activité de la chimie mondiale, à moyen terme, peut entraîner une forte croissance des résultats de Rhône-Poulenc.

Accompagnez cette croissance en participant à la privatisation de Rhône-Poulenc. Procurez-vous dès aujourd'hui un mandat d'achat d'actions auprès de votre intermédiaire financier habituel.



Bienvenue dans le capital de Rhône-Poulenc.

RHÔNE-POULENC

Des mandats d'achat d'actions sont d'ores et déjà disponibles auprès de votre banque, du Trésor Public, des Caisses d'Épargne et de La Poste. Il est précisé qu'ils sont révoqués à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de Bourse de l'Offre Publique de Vente. Un document de référence enregistré par la COB (R-93 022) et une Note d'Opération Préliminaire visées par la COB sont disponibles auprès des intermédiaires financiers et de Rhône-Poulenc.

Une Note d'Opération Définitive sera disponible le jour de l'ouverture de l'Offre Publique de Vente dans les mêmes lieux.

10 % des actions mises en vente par l'Etat sur le marché seront réservés aux salariés et anciens salariés de Rhône-Poulenc à des conditions préférentielles. Renseignements spécifiques au N° Vert 05 4000 05.

Pour toute information sur la Société et sur l'opération:

MINITEL: 3616 CLIFF N° VERT: 05 10 50 50

La communication hebdomadaire du gouvernement s'essouffle

Instauré par Philippe Séguin lors de la session de printemps, le rendez-vous de la communication hebdomadaire du gouvernement, entre les députés et un ministre à qui revient la tâche de prononcer, chaque mardi, une allocution sur un sujet d'actualité, eût pour fonction, initialement, d'enrichir l'information de l'Assemblée sur l'activité gouvernementale. Or, ce nouveau mécanisme du «contre-pouvoir» parlementaire, après un succès de curiosité, tend à s'essouffler. La séance du mardi 2 novembre en a fourni l'illustration.

A la fin de la semaine dernière, on apprenait que le ministre-mandaté pour intervenir le 2 novembre était Michel Barnier, qui devait initier la représentation nationale aux subtilités de «la maîtrise des pollutions d'origine agricole». M. Séguin s'indigne aussitôt d'un tel choix, peu en rapport avec les urgences de l'actua-

lité, et obtient de l'hôtel Matignon une intervention sur les résultats du comat de Bruxelles, inaugurant l'Union européenne. Alain Juppé et Alain Lamassoula étant retenus à l'étranger, c'est Simone Veil, premier des ministres d'Etat qui doit, finalement, se livrer à l'exercice. Malgré toute sa bonne volonté, elle se contentera d'égrener les acquis du sommet, dont les députés avaient déjà largement eu connaissance par la presse.

A l'ouverture de la séance, alors que M. Veil patientait sagement au banc du gouvernement, les trevées étaient tristement dégarées, chacun déchantant dans les réunions de groupe et dans les continuations. Au point que M. Séguin eût dû suspendre la séance pour se rendre à la réunion de groupe RPR, qu'il a gratifié d'une de ses fameuses grosses colères.

FREDERIC BOBIN

REPÈRES

MAJORITÉ

Le nouveau maire de Nice sera élu le 8 novembre

Après la démission d'Honoré Baitet de ses fonctions de maire de Nice, son successeur sera élu par le conseil municipal le 8 novembre. Un seul candidat est, pour le moment, sur les rangs, Jean-Paul Barety, sixième adjoint (RPR) aux travaux, qui a été désigné, le 30 octobre, par les élus de son parti (le Monde du 2 novembre). Les élus UDF ont décidé de ne pas lui opposer d'adversaire et devraient, en principe, lui apporter leurs suffrages, à l'exception de Rudy Salles, député (UDF-FR) des Alpes-Maritimes, partisan d'élections municipales anticipées et qui ne prendra pas part au vote.

Les alliés du RPR souhaitent obtenir, en contrepartie, trois sièges d'adjoint supplémentaires, pour être «à parité» avec le parti chrétien. De son côté, le chef de file du Front national à Nice, Jacques Peyrat, a confirmé qu'il n'a pas un «candidat de repli». Le jour même de l'élection du successeur de M. Baitet, il organisera un meeting pour présenter les résultats d'un «sondage-référendum» qu'il avait lancé, début octobre, sur le thème de la démission de l'équipe municipale en place. (Corresp.)

ILE-DE-FRANCE

Deux conseillers régionaux quittent Génération Ecologie

Deux conseillers régionaux d'Ile-de-France, Zair Kadedouch et Guy Konopnicki, ont annoncé, mardi 2 novembre, leur décision de quitter Génération Ecologie (GE) par solidarité avec Jean-Jacques Porchez, dont l'exclusion a été maintenue par le bureau national de GE (le Monde du 21 août). «Nous sommes au regret de constater

que notre mouvement est en passe de devenir une secte, qui ne tolère qu'une seule expression, celle de Eric Lalande», écrivait-il dans un communiqué.

Le bureau national de GE, réuni le même jour, a adressé une nouvelle mise en garde à tous ceux qui seraient tentés de s'exprimer à l'extérieur du mouvement. Il a décidé, aussi, de ne pas s'associer aux assises de la transformation sociale, préparées par le Parti socialiste.

FOULARD ISLAMIQUE

Les députés RPR souhaitent modifier la législation sur le respect de la laïcité

Le groupe RPR de l'Assemblée nationale a annoncé, mardi 2 novembre, qu'il avait décidé de créer un groupe de travail sur le respect de la laïcité dans les établissements d'enseignement public. Le président du groupe, Bernard Pons, a précisé que ce groupe de travail, uniquement constitué de députés RPR, aura pour mission de déterminer «les modifications législatives à apporter pour donner plus de liberté et d'autorité aux chefs d'établissements», notamment «au moment de l'inscription des élèves pour, au moins, en connaître l'identité et la situation».

La réponse prudente apportée, la semaine dernière (le Monde du 27 octobre), par le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, à la question posée par Ernest Chénier, député (RPR) de l'Oise, sur l'attitude des chefs d'établissements à l'égard des élèves musulmans souhaitant porter le foulard islamique (le Monde du 22 octobre), n'a pas donné «entière satisfaction» au groupe RPR, a souligné M. Pons. M. Bayrou, avec l'aval de Mergon, avait écarté l'éventualité d'une modification législative, que le groupe RPR juge nécessaire.

de la police

de la police

M. Chamard!

POLITIQUE

à l'Assemblée nationale

en faveur de la police nationale

« L'objectif peut paraître ambitieux, mais il est réalisable », a assuré M. Léonard. A la différence du projet de loi de finances pour 1993, qui avait créé plus d'un million d'emplois administratifs afin de décharger les policiers de la « paperasse », le budget de M. Pasqua ne crée aucun poste de fonctionnaire. Il se borne à affecter 1 500 policiers auxiliaires supplémentaires (appelés du contingent effectuant leur service dans la police et portant des bandes vertes sur leur casquette). Or cette décision a aussi été critiquée.

« Le recrutement des policiers auxiliaires ne peut constituer une réponse définitive de l'Etat à la demande sociale de sécurité », indique M. Rossi dans son rapport. « Il ne paraît pas opportun d'affecter trop de policiers auxiliaires dans nos banlieues, c'est-à-dire là où le travail est le plus difficile, voire le plus dangereux », a renchéri M. Cuq en séance, et le ministre

lui a donné acte de son observation. « Ce n'est pas l'appel à trois mille policiers auxiliaires qui répondra aux besoins », a lancé Jacques Brabant (PC, Hauts-de-Seine) à l'adresse de M. Pasqua. Leur nombre augmente continuellement, et ce qui n'était, hier, qu'un apport complémentaire devient, aujourd'hui, la principale mesure nouvelle de votre budget.

Considérant que la politique gouvernementale favorise « une police répressive plutôt qu'une police de proximité », Julien Dray (PS, Essonne) a exprimé le regret que cette dernière soit abandonnée aux « non-professionnels » que sont les policiers auxiliaires.

Face au développement des polices municipales et des sociétés de surveillance privées, l'UDF avait provoqué une surprise en représentant à son compte un projet concocqué, en son temps, par le ministre de l'Intérieur socialiste, Pierre Joxe : « Une loi-cadre sur la

sécurité intérieure serait utile pour bien définir les missions de chacun des acteurs de la sécurité (police et gendarmerie nationales, douanes, polices municipales, sociétés de gardiennage), a expliqué M. Delattre. Ne voulant pas se prononcer nettement sur ce point, M. Pasqua s'est contenté d'affirmer que les polices municipales ne doivent pas disposer des mêmes compétences que la police nationale, et il a tout juste indiqué qu'il présentera deux projets de loi, une les polices municipales et sur les sociétés privées de sécurité, à la session de printemps du Parlement.

Le premier de ces textes s'inspirera de « certains éléments » du rapport sur les polices municipales remis dernièrement au premier ministre par Patrick Balkany, député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Levallois, a ponctué le ministre de l'Intérieur, sans davantage entrer dans les détails.

ÉRICH INCIVAN

L'examen du projet de loi quinquennale

Les « trente-deux heures » dominent le débat sur l'emploi au Sénat

Les sénateurs ont engagé, mardi 2 novembre, la discussion générale sur le projet de loi quinquennale sur l'emploi, présenté par Michel Giraud, ministre du travail, et adopté le 5 octobre dernier, en première lecture, par l'Assemblée nationale. D'entrée de jeu, la « semaine de trente-deux heures », idée lancée par le député Jean-Yves Chémard (RPR, Vienne) et repoussée à l'Assemblée, a remué au Sénat, au point de dominer l'ensemble du débat, malgré l'hostilité affichée, de la plupart des sénateurs.

Le ministre du travail a bien de la chance. Un mois s'est écoulé depuis la discussion et l'adoption de son projet de loi quinquennale sur l'emploi à l'Assemblée nationale, et l'ensemble du texte gouvernemental semble désormais se résumer à un débat sur la semaine de trente-deux heures, grâce à l'activisme de quelques hommes politiques, massivement relayés par les médias. Hostiles aux trente-deux heures, les sénateurs ont accueilli avec indifférence, le 2 novembre, le projet de Michel Giraud, qui a évité la volée de bois vert qu'il avait reçue des membres de la majorité à l'Assemblée.

C'est à peine si les rapporteurs de la commission sénatoriale des affaires sociales, Louis Souvet (RPR) et Jean Madec (UDF, Centre), ont osé exprimer les doutes et les réserves qu'ils avaient émis dans leur rapport. Pourtant, le scepticisme persiste sur l'efficacité des mesures proposées par le gouvernement, comme le laissait entendre Louis Souvet en répon-

dant à sa propre interrogation : « Le présent projet est-il à la hauteur du problème du chômage ? Non, répond-il, mais il s'inscrit dans des perspectives d'avenir et prépare les entreprises à la reprise de la croissance. Demain elles seront mieux à même de réagir. » Quant à Jean-Pierre Fourcade (RPR, Ind.), président de la commission des affaires sociales, il s'est montré un des supporters les plus loquaces du ministre du travail, en affirmant, avec une apparence sincère, que le projet de loi est « à la hauteur de l'objectif qu'il poursuit et ne mérite pas les critiques quelquefois excessives qu'on lui adresse portées contre lui. Votre projet de loi est bon. » Tout juste a-t-il ajouté que, « le texte s'engage sur des pistes intéressantes, il nous paraît le faire, parfois, trop timidement ».

Tractations dans la majorité

Reste que la grande affaire de ce début de discussion n'est plus la lutte contre le chômage, mais le débat sur les trente-deux heures, même si beaucoup le regrettaient. M. Fourcade en fait, qui proclamait : « Les hommes ne sont pas des machines et il faut leur laisser le temps de vivre. » C'est ce qu'il a pas empêché, dans la foulée, de présenter son propre amendement sur le sujet, en ne limitant pas les entreprises de la réduction de la durée du travail à la seule « formule » de quatre jours par semaine et en insistant dans « la logique d'annualisation qui a inspiré le gouvernement ».

Le sénateur des Hauts-de-Seine propose que des expériences résultent d'accords d'entreprises ou de branches et s'accompagnent de

créations d'emplois. La compensation financière consiste en un dégrèvement fiscal de crédit d'impôt, analogue au crédit d'impôt-recherche, à hauteur des investissements réalisés par l'entreprise en vue d'améliorer la durée du travail et de permettre une pleine utilisation de son capital technique.

Face à cet amendement soutenu par l'UDF, Gérard Larcher (RPR, Yvelines) a proposé une solution inspirée de l'amendement de M. Chémard, à la différence près que le sénateur en spécifie la caractéristique expérimentale et la présente, modestement, comme « une piste, et non comme une recette miracle ». Cette disposition peut ouvrir droit pendant trois ans à une aide forfaitaire et déductible par salaire, y compris ceux embauchés du fait de la réduction collective de la durée du travail, au bénéfice de l'entreprise concernée. L'aide, à préciser le sénateur des Yvelines, « pourrait être équivalente à 40 % des charges sociales la première année, 30 % les deux autres années ».

Dans la soirée, la majorité sénatoriale et le ministre du travail, qui avait précisé que « la semaine de quatre jours n'est pas dans le projet du gouvernement », mais que celui-ci « est disposé à engager toute négociation raisonnablement exprimée », ont mené des tractations pour tenter de parvenir à un amendement unique RPR-UDF, visant le principe de l'annualisation du travail, cher à M. Giraud et Fourcade, avec une compensation financière pour l'entreprise, venant de l'Etat, sous forme de dotation budgétaire du ministère du travail. R. Larcher, s'il n'a pas voulu accepter cet amendement hybride et laisser au seul groupe socialiste le privilège de la discussion sur le sujet de la réduction de temps de travail,

CLAIRE BLANDIN

POINT DE VUE

Merci, M. Chamard !

par Henri Emmanuelli

PARCE que le temps presse, même si le débat ne fait que commencer, j'ai droit au but. Et, sans plus tarder, je voudrais remercier M. Chamard, député (RPR) de la Vienne. Non pas pour son engagement, rejeté il y a un mois par l'Assemblée nationale, mais pour sa très grande franchise. Franchise sans laquelle un débat déjà très complexe, déjà très embrouillé, risquerait de verser dans une confusion dangereuse. Je veux, bien entendu, parler du débat sur l'utilisation de la réduction du temps de travail comme moyen miracle de créer massivement des emplois.

Que nous dit, en effet, M. Chamard ? Il se confie dans *Sud-Ouest* du 31 octobre : « Je me suis laissé convaincre, dit-il, que la seule contrepartie acceptable à une réduction des salaires, c'est un peu de liberté supplémentaire. » Il n'est plus question de ces fameux emplois créés, qui figuraient fort, dans la réalité quotidienne des gains de productivité, d'être les

coûteux germains de ceux qui devaient naître de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il s'agit, ornement, de baisse de salaires généralisée, c'est-à-dire de déflation salariale !

Que la droite ait toujours pensé que la cause première du chômage est le coût de la main-d'œuvre ; qu'elle en ait, avec constance, tiré la conclusion que le chômage se combat par la déflation salariale, voilà qui n'a rien pour surprendre. Qu'elle essaie, de manière plus moderniste, à travers une vieille théorie poussée vers le devant, que le marché du travail était un marché comme un autre, si l'on baisse le coût du produit on augmente la demande, sous les apparences d'un supplément de liberté est bien dans sa méthodologie. Mais que des hommes de gauche, fussent-ils éminents, se laissent aller à confondre le partage du chômage entre salariés avec la lutte pour l'emploi, voilà qui est inquiétant et ne saurait durer !

Cartes, la lutte contre le chômage, j'en suis convaincu, passe par une redistribution des

richesses produites, si l'on veut pouvoir financer un emploi ou une activité pour tous, mais là il y a confondre la redistribution de la richesse produite avec la diminution des revenus salariaux. Il y a un raccourci qui confine à l'aveuglement. Merci, donc, à M. Chamard d'aider à ouvrir les yeux ! Merci, de même, à M. Monory de répéter combien le SMIC est responsable du chômage !

C'est vrai, le débat est difficile, mais il est incontournable et fondamental. Il ne doit pas se dérouler dans une confusion qui, a posteriori, n'apparaîtrait que comme le paravent d'une effroyable régression sociale sur le chemin d'une course poursuite, perdue d'avance, avec les pays à bas salaires. L'urgence d'en débattre. Au fond et avec sérieux. C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste doit, sans tarder, s'engager dans l'organisation d'une convention nationale sur un sujet dont dépend, en grande partie, son avenir.

Henri Emmanuelli est député (PS) des Landes.

Les députés ont adopté la révision constitutionnelle sur le droit d'asile

L'Assemblée nationale a adopté, selon la procédure du vote personnel, mardi 2 novembre, par 446 voix contre 86, le projet de loi constitutionnelle relatif aux « accords internationaux en matière de droit d'asile ». Avant d'être soumis, fin novembre, au Congrès de Versailles, le texte doit être adopté en termes identiques par les sénateurs. Le détail du vote est le suivant :

• Ont voté « pour » : RPR : 232 sur 258 ; UDF : 197 sur 215 ; République et Liberté (RL) : 16 sur 22 ; non-inscrit : 1 (Michel Noir).

• Ont voté « contre » : UDF : 5 sur 215 (Jean-Louis Beaumot, Christine Buitin, Jean Desantis, Pierre Micaut, Philippe de Villiers) ; PS : 53 sur 57 ; PC : 22 sur 23 ; RL : 4 sur 22.

• Se sont abstenus : RPR : 5 sur 258 (Ranul Bételle, Xavier Deniau, André Fanton, Pierre Mazeaud, Maurice Nénon-Pwataho) ; UDF : 6 sur 215 (Yves Bonnet, Jacques Brossard, Laurent Domiat, Alain Grottey, Hervé Mariton, Yano Piau).

• N'a pas participé au vote : Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée. Les députés non participants au vote et absents de l'hémicycle ne sont pas comptabilisés.

Le financement de la vie politique

Le gouvernement envisage une réduction de 10 % de l'aide de l'Etat aux partis

Le gouvernement envisage de proposer au Parlement de diminuer de 10 %, en 1994, la dotation annuelle que l'Etat accorde, en vertu des lois de 1988 et de 1990, aux partis politiques. Il voudrait ainsi faire participer ceux-ci à la réduction du train de vie de l'Etat, décidé par Edouard Balladur.

Cette dotation annuelle est, en l'état actuel des choses, de 580 millions de francs, c'est-à-dire identique à ce qu'elle était en 1993. En décembre 1992, les socialistes avaient obtenu un doublement de cette ligne budgétaire, en arguant qu'une modification de la législation intervenait avec l'élection d'une nouvelle Assemblée, donc, avant, la moitié du crédit est accordée aux partis en fonction de leur représentation au Parlement, l'autre en fonction des suffrages recueillis par leurs candidats aux législatives. D'ailleurs, cette nouvelle règle est si difficile à mettre en œuvre que le décret de répartition des crédits n'a toujours pas été publié, alors que le Conseil d'Etat l'a examiné, ce qui crée des difficultés de trésorerie aux partis.

Le projet gouvernemental pourrait aggraver ces difficultés. Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a pris contact avec les trésoriers des formations politiques pour leur faire part de ses intentions. Ce sont les Verts qui ont décliné l'offre en publiant leur réponse. Ils observent, d'abord, qu'une diminution proportionnelle pénaliserait particulièrement les petits partis ; ils ajoutent que réduire le financement par l'Etat, c'est, implicitement, relancer la recherche d'autres recettes, moins démocratiques et moins transparentes et que cela revient à « favoriser les formations au pouvoir, les entreprises ayant intérêt à avoir de bonnes relations avec celles-ci plutôt qu'avec les partis d'opposition ».

Les socialistes font la même analyse. Le trésorier du PS, Pierre Moscovici assure que ce projet est « démagogique » et que « c'est un peu la démocratie que l'on bâillonne ». A l'UDF, le trésorier de la confédération, Georges de La Loyère, estime que la loi actuelle étant déjà « assez dure », il faudrait mieux ne pas réduire les crédits. Le RPR, en revanche, est « très favorable » au projet du gouvernement.

Rien n'est décidé pour autant. Dans l'entourage de M. Sarkozy, on explique que celui-ci a juste voulu « tester les réactions » des partis politiques et que c'est au vu de celles-ci que le gouvernement se prononcera.

THIERRY BRÉHIER

Les radicaux de gauche veulent devenir la « première force militante à gauche »

Le tour de France que les radicaux de gauche avaient décidé d'entamer début septembre ne commença que le 5 novembre, avec une étape à Hagetmau (Landes), suivie, le lendemain, par un arrêt à Orthez (Pyrénées-Atlantiques). D'ici au 20 février prochain, les responsables du MRG, emmenés par leur président, Jean-François Hory, et par Bernard Tapie, ont l'intention de sillonner la métropole et l'autremer pour « rencontrer les Français », leur « soumettre les propositions radicales » et « lancer une campagne d'adhésion », afin d'atteindre « cinquante mille membres » et de faire du mouvement « la première force militante à gauche ».

Présentant ces objectifs, mardi 2 novembre, M. Hory a déclaré : « Il faut restituer aux citoyens la politique qui a été confiée par les états-majors parisiens et rénover profondément les méthodes de l'action politique. » Il a présenté deux initiatives, l'une destinée à « relancer l'Europe politique », qui sera prise en association avec d'autres formations de la Communauté le 16 novembre, à Strasbourg, sous la responsabilité d'Emile Zuccarelli ; l'autre consistant en une lettre adressée à toutes les organisations et personnalités « qui se réclament de la gauche, du progrès, de l'écologie politique et de la réforme », pour leur proposer de participer à des « ateliers du progrès » sur une vingtaine de thèmes, l'organisation en étant confiée à Jean-Michel Baylet.

Ces ateliers, où les différentes formations confronteraient leurs

points de vue jusqu'au 15 juin, prépareraient des « Etats généraux du progrès », censés établir « la base minimum programmatique de la gauche ». Pour M. Hory, les assises de la transformation sociale, lancées par le PS, relèvent d'une « bonne intention ». Sceptique sur les résultats de ces assises, il a affirmé qu'il n'entend pas « se faire noyer des choix qu'il aurait ensuite à ratifier » pour le compte du MRG.

Malgré les réserves de plusieurs responsables du MRG dont François Douhin et Roger-Gérard Schwartzberg, anciens présidents du parti, M. Hory continue de jouer la carte Tapie. Il comptait sur la présence à son côté du président de l'Olympique de Marseille pour attirer les médias. De ce point de vue, l'opération est réussie, même si les questions posées à M. Tapie touchent plus à ses délégués juridico-financiers qu'à ses opinions politiques.

Assurant que sa « seule ambition » est d'« engager un processus pour ouvrir le MRG qui n'était plus dynamique et lui redonner une vraie ambition de conquête », M. Tapie a expliqué que ce tour de France des radicaux ne constitue pas « un référendum » pour ou contre « Tapie ». « Je ne vais pas me balader dans toute la France pour convaincre les gens que je suis un type bien, ce n'est pas le sujet, a-t-il énoncé. Toutefois, il a observé : « Je comprendrai que je ne suis pas le bon candidat (comme tête de la liste radicale aux européennes) si les salles sont vides et si je me fais huer. »

ANNE CHAUSSEBOURG

Les suites judiciaires de l'affaire VA-OM

Nouvelle demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Tapie

La nouvelle était attendue. Près de cinq mois et demi après le début de l'affaire de corruption présumée lors du match de football Valenciennes-Marseille, le président de l'OM, Bernard Tapie, est directement mis en cause. Le juge d'instruction Bernard Boffy, en charge de ce dossier, a transmis, mardi 2 novembre, au procureur de la République de Valenciennes, une demande de levée de l'immunité parlementaire du député (RL) des Bouches-du-Rhône. Une telle démarche est nécessaire avant toute mise en examen d'un député, aucun élu ne pouvant être poursuivi ni arrêté sans autorisation de l'Assemblée pendant une session parlementaire, sauf en cas de flagrant délit.

Le magistrat instructeur souhaite mettre M. Tapie en examen sur les trois volets du dossier : l'affaire de corruption présumée lors du match VA-OM ; la tentative de subornation de témoins dont l'ancien entraîneur de Valenciennes, Boris Primarac, affirme avoir fait l'objet le 17 juin ; la tentative de subornation de témoins dont l'ancien joueur marseillais Jean-Jacques Eydelie affirme, lui aussi, avoir fait l'objet, le 17 septembre, au domicile de M. Tapie (le *Monde* du 21 octobre). Selon le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, M. Boffy attendait, avant de transmettre son dossier, d'avoir entendu un agent de joueurs de nationalité argentine, Rafael Santos, qui a assisté à l'entretien du 17 septembre entre MM. Tapie et Eydelie. O. Il lui a finalement été impossible d'entendre M. Santos.

Le procureur devrait transmettre cette demande en fin de semaine au Parquet général de Douai (Nord), qui la formulera ensuite auprès de la chancellerie. Le garde des sceaux transmettra, à son tour, cette demande au président de l'Assemblée nationale,

qui nommera une commission ad hoc chargée de l'examiner. « Laissons faire les choses, il n'y a pas de catastrophe en vue », a déclaré le président de l'OM, demandant de « laisser l'Assemblée nationale décider sur la réalité et pas sur les envies ». L'un de ses avocats, M. Francis Szpiner, a dénoncé le « cirque » et l'« abus de droit » commis, selon lui, par le juge d'instruction. « La demande ne peut pas aboutir en moins de six semaines, a-t-il affirmé. Or, dans six semaines, la session parlementaire sera terminée, et M. Boffy pourra disposer de Bernard Tapie comme de n'importe quel justiciable ».

Il s'agit de la deuxième demande de levée d'immunité parlementaire déposée à l'encontre de M. Tapie. La commission ad hoc de l'Assemblée nationale, chargée d'examiner la première, émanant des deux juges d'instruction de Béthune (Pas-de-Calais) en charge de l'enquête sur l'affaire Testut (le *Monde* du 12 octobre), a décidé, mardi, d'entendre dès mercredi Alain Génicau, actionnaire de la société Testut, en tant que plaignant.

AUDIT : la DNCG se prononcera le 9 novembre sur les comptes de l'OM. La Direction nationale du contrôle de gestion (DNCG) du football français se réunira le 9 novembre pour prendre officiellement connaissance de l'audit qu'elle a commandé sur les comptes de l'OM et décider de l'avenir du club champion d'Europe. Mardi 2 novembre, Bernard Tapie, qui accompagnait son directeur financier, Alain Laroche, a été entendu au siège de la Ligue nationale (LNF), par Jacques Thébaud, directeur général de la LNF, et Jacques Lagnier, secrétaire général adjoint de la DNCG.

Le Monde EDITIONS

ENQUÊTES SUR LA DROITE EXTRÊME

RENÉ MONZAT

حکومت الرشید

■ **PERPÉTUITÉ.** — Le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, devait présenter mercredi 3 novembre au conseil des ministres un projet de loi sur la perpétuité réelle. Ce texte, qui devrait être examiné par le Parlement au cours de la session d'automne, autorise les cours d'assises à interdire aux personnes condamnées à la réclusion criminelle à perpétuité pour « assassinat sur mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures, ou d'actes de barbarie » toute libération conditionnelle ou toute permission de sortir. Sauf grâce du président de la République ou commutation de peine, ces personnes devront donc rester toute leur vie en prison.

■ **SOINS.** — Depuis 1986, des services médico-psychologiques régionaux (SMPR) rattachés aux établissements hospitaliers publics ont été implantés dans certains établissements pénitentiaires. Ils interviennent surtout dans les maisons d'arrêt, mais leur extension aux centres de détention est envisagée. Le SMPR de Varces (Isère) est mis en place depuis quelques années une prise en charge psychothérapeutique inspirée par la psychanalyse.

M. Méhaignerie propose d'instituer la prison à perpétuité réelle

Au lendemain de l'arrestation du meurtrier de la petite Karine, Pierre Méhaignerie avait promis de durcir les peines infligées aux assassins et aux violeurs d'enfants (le Monde du 25 septembre). Un mois plus tard, le projet de loi est prêt : estimant la législation actuelle « incomplète », le garde des sceaux a décidé d'instituer une perpétuité réelle pour ce type de délinquants. « Les peines de substitution annoncées lors de l'abolition de la peine de mort n'ont jamais vu le jour, note la chancellerie. Il est de la responsabilité du garde des sceaux d'empêcher la commission de ces crimes particulièrement odieux qui soulèvent l'indignation et la révolte légitime de l'opinion publique ».

Le premier volet du projet concerne la perpétuité réelle. Aux termes du code de procédure pénale, les personnes condamnées à la réclusion criminelle à perpétuité peuvent bénéficier d'une libération conditionnelle au bout de quinze ans. Le code a été durci lors de la première cohabitation : depuis 1986, les cours d'assises peuvent infliger des périodes de sûreté de trente ans aux condamnés à perpétuité qui ont commis des meurtres ou des assassinats sur des mineurs,

des personnes âgées, ou des handicapés, ou lorsque ces actes ont été accompagnés de tortures ou d'actes de barbarie. Sauf dispositions exceptionnelles, ces condamnés ne peuvent donc bénéficier d'aucune libération conditionnelle pendant trente ans.

Le projet de loi présenté par Pierre Méhaignerie va infiniment plus loin : en cas d'assassinat sur mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie, la cour d'assises sera désormais autorisée à interdire à jamais les libérations conditionnelles et les permissions de sortir. Toute souplesse est donc définitivement exclue : le condamné devra passer sa vie entière en prison. Il lui reste bien l'espoir d'un décret du président de la République commuant sa peine perpétuelle en une peine dite « à temps » — le plus souvent une peine de vingt ans —, mais elles sont extrêmement rares : en douze ans, François Mitterrand n'a jamais accordé une commutation de peine à un violeur et assassin d'enfant. Le projet interdit de toute manière à ces commutations d'introduire la moindre souplesse : désormais,

durant la peine définie par la commutation, toute libération conditionnelle et toute permission de sortir seront également interdites.

Le second volet du projet de loi présenté par le garde des sceaux concerne les aménagements de peine accordés aux meurtriers et aux violeurs d'enfants. En cas de condamnation pour le « meurtre ou l'assassinat d'un mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie » ou de viol d'un mineur de quinze ans, le juge de l'application des peines devra désormais recueillir l'avis d'un expert-psychiatre. Les décisions du juge pourront en outre être déferées dans un délai de cinq jours devant la chambre d'accusation par le procureur de la République. Dans l'attente de la décision de la chambre d'accusation, le condamné restera en prison.

La chancellerie a complété ce dispositif par un volet de « prévention » : une commission d'étude sera chargée de dresser l'inventaire des pratiques actuelles et de procéder à une évaluation en liaison avec le Conseil national d'éthique. Elle devra rendre son rapport avant le 1^{er} juin 1994.

A. C.

Le projet de loi sur les peines infligées

La mort lente

Suite de la première page

Démagogique, ce texte ignore qu'eussent « monstrueux » soient-ils aux yeux de l'opinion, les assassins d'enfants sont d'abord des malades. Et une société respectueuse des droits de l'homme se doit d'essayer de les soigner. Depuis le milieu des années 80, les services de psychiatrie se développent peu à peu en prison, de premières pistes de soins sont apparues, et la création de services médico-psychologiques en détention est encouragée. Autant d'actions dont l'esprit est radicalement inversé à celui du projet de prison à vie.

Ce texte va aussi à l'encontre de l'évolution de ces vingt dernières années en matière d'application des peines : développées au début des années 70, les permissions de sortir et les libérations conditionnelles permettent justement à la justice de contrôler le retour à la liberté. Contrairement à une opinion répandue, la libération conditionnelle limite la récidive : selon une étude menée par le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), le taux de retour en prison au bout de quatre ans de liberté

des personnes condamnées à plus de trois ans de prison est de 23 % en cas de libération conditionnelle, contre 40 % en cas de sortie en fin de peine.

Un pas symbolique

Beaucoup diront sans doute que les crimes visés par le projet Méhaignerie sont atroces et que de telles condamnations seront rares. Ils ont raison. Mais un pas symbolique vient d'être franchi : il suffira désormais d'une délibération discutée un soir par des jurés encore sous le choc de l'horreur pour dénier à jamais au condamné toute possibilité d'évolution, et donc toute humanité. En acceptant que des hommes soient enfermés à vie au nom de la protection de leurs semblables, le gouvernement entrouvre en outre une porte dans laquelle pourront désormais s'engouffrer les persisances de la peine de mort, qui viennent à nouveau de se manifester par une proposition de loi. L'incarcération à jamais dans une cellule de prison n'est-elle pas déjà une peine de mort... lente ?

A. C.

L'opinion de deux juges de l'application des peines

« Mettre en place un contrôle »

■ **Nathalie Lacroix-Garret :** « Je suis juge de l'application des peines depuis cinq ans. De 1988 à 1990, je travaillais à Evreux, au centre de détention du Val-de-Reuil. Là-bas, nous étions deux « JAP » pour 350 détenus condamnés à des peines moyennes et longues.

■ **Les permissions de sortir et les libérations conditionnelles ne sont pas des cadeaux : ce sont des formules qui permettent de prendre en compte l'évolution du condamné et de mettre en place un contrôle. Si un détenu sort en fin de peine, il n'a de comptes à rendre à personne. S'il est en permission ou en libération conditionnelle, je peux lui imposer des obligations : signaler tout déplacement, ne pas rencontrer les victimes, ne pas se rendre dans certains lieux, ou se soigner par exemple. S'il ne respecte pas ses obligations, la mesure peut être révoquée.**

■ **Je porte une attention particulière aux délinquants sexuels car je crains bien sur plus fortement la récidive. Je fais vérifier l'hébergement avec beaucoup de soin et, surtout, je mesure l'impact de la sortie sur les victimes. En cas d'inceste, je travaille en relation avec le juge des enfants qui peut suivre les mineurs et je fais le point auprès de la famille avant d'autoriser une deuxième sortie.**

■ **Godefroy du Mesnil du Buisson :** « Je suis juge de l'application des peines à Pontoise et vice-président de l'Association nationale des juges de l'application des peines. Mon travail est de contrôler le bon déroulement des mises à l'épreuve ordonnées par le tribunal et des libérations conditionnelles accordées par les JAP et le garde des sceaux. En ce moment, je traite théoriquement 1 300 dossiers, mais faute de temps et, surtout, de personnel — je

n'ai ni greffier ni secrétariat pour mon cabinet —, je dois me contenter d'en suivre réellement environ 800.

■ **Lorsque j'ai pris connaissance du dossier, je reçois la personne au tribunal de Pontoise. Ensuite, je confie le dossier à un agent du comité de probation et d'assistance aux libérés, qui convoque la personne régulièrement, vérifie le respect des obligations et me rend compte du déroulement de la mesure. Pendant ce temps où le condamné reste sous la surveillance de la justice, il doit faire ses preuves. Il est relativement aisé de vérifier des obligations telles que la résidence, l'insertion professionnelle ou l'indemnisation des victimes, mais il est très difficile de contrôler l'exécution de l'obligation de soins.**

■ **Si une telle obligation a été imposée, je demande au condamné, lors de notre premier entretien, de rencontrer le praticien de son choix et de m'envoyer un certificat médical dans un délai de deux mois afin que l'agent de probation puisse contacter le médecin. Dans le meilleur des cas, le condamné nous remet occasionnellement un certificat médical lapidaire qui indique en quelques lignes que M. X... continue à se rendre aux rendez-vous. Il est très difficile d'en savoir plus : le secret médical s'oppose à toute information sur l'évolution du condamné ou le contenu des soins.**

■ **Si le condamné n'envoie aucun justificatif, je peux bien sûr le faire comparaître devant moi, au besoin par la force publique, et, si nécessaire, ordonner son incarcération. Le garde des sceaux ou le tribunal correctionnel sont alors saisis d'une demande de révocation de la libération conditionnelle ou du sursis. Cette procédure est cependant très lourde.**

Propos recueillis par ANNE CHEMIN

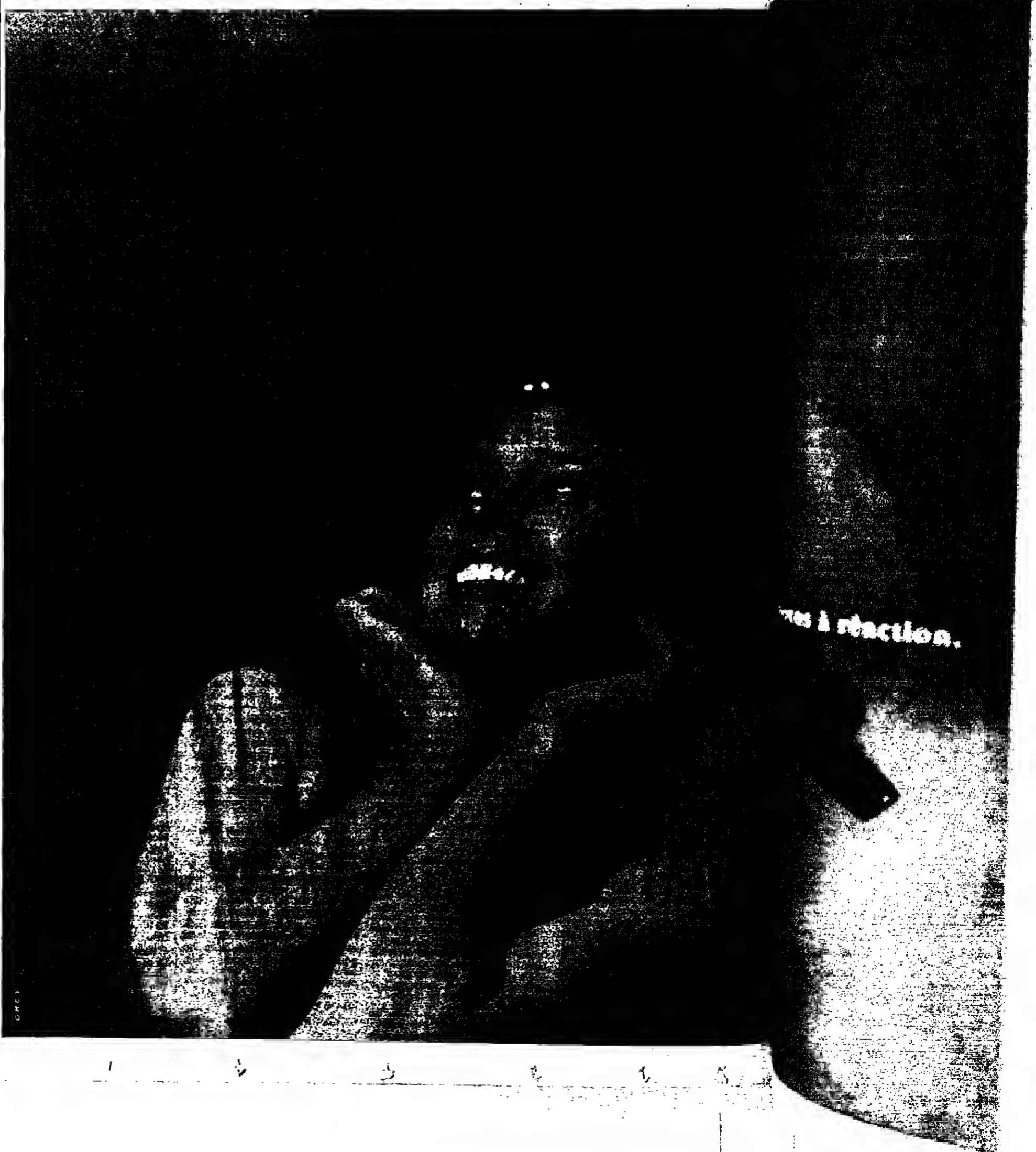
CLÉS / Lexique

■ **JAP.** — La juge de l'application des peines (JAP) est un magistrat du siège qui est chargé de suivre l'exécution des peines privatives et restrictives de liberté. En milieu carcéral, il accorde des libérations conditionnelles, des permissions de sortir, des mesures de semi-liberté, et des réductions de peine. Il travaille avec un organe consultatif, la Commission d'application des peines, qui réunit le chef d'établissement, le procureur de la République, le médecin, et des représentants des surveillants et des éducateurs. En milieu dit « ouvert », le JAP contrôle et assiste les condamnés qui bénéficient d'un sursis avec mise à l'épreuve, d'un ajournement de peine, d'un travail d'intérêt général, ou d'une libération conditionnelle.

■ **CONDITIONNELLE.** — La libération conditionnelle peut être accordée aux délinquants

primaires qui ont déjà accompli la moitié de leur peine, aux condamnés récidivistes qui en ont accompli les deux-tiers, et aux condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité qui ont passé quinze ans en prison. Cette mesure réservée aux détenus qui est accordée par le JAP lorsque la peine est inférieure à cinq ans et par le garde des sceaux lorsque la peine est supérieure à cinq ans.

■ **PERMISSION.** — La permission de sortir autorise un condamné à quitter la prison pendant un temps fixé par le JAP. Cette mesure permet de « préparer la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné, de maintenir ses liens familiaux, ou de lui permettre d'accomplir une obligation exigeant sa présence ».



مكتبات الشامل

SOCIÉTÉ

aux assassins et aux violeurs d'enfants

« La délinquance sexuelle n'est pas une pathologie en tant que telle »

Installé dans la maison d'arrêt de Varcès (Isère), un centre médico-psychologique tente de venir en aide aux détenus qui présentent des troubles de la personnalité

VARCÈS (Isère)
de notre envoyée spéciale

Malgré l'heure tardive, un lampadaire éclairait encore la cour de promenade de la maison d'arrêt. Derrière les grillages et les rouleaux de barbelés, des projecteurs posés à même le sol illuminent le chemin de ronde et le mur d'enceinte. Dans la salle de soins du service médico-psychologique régional (SMPR) de Varcès-Albiers-et-Risset (Isère), Marie-Line Lebon prépare les fiches de médicaments du soir. Elle consulte le classeur noir où sont consignés les prescriptions, sort les comprimés de couleur de leurs boîtes, et les répartit dans de petits flacons qui portent les noms des détenus. « Nous sommes un service psychiatrique mais nous donnons très peu de médicaments », souligne l'infirmière. Quelques neuroleptiques, quelques anxiolytiques, des antidépresseurs parfois, mais bien moins que dans certaines prisons. Dans ce service, même une demande répétée d'aspirine fait l'objet de discussions. Nous préférons privilégier la parole. »

Dans le silence du soir, deux détenus ont demandé à se rendre à

la salle de soins. Le premier veut un Doliprane, le second reçoit tous les soirs des soins dermatologiques. Le couloir est désert. « Les soins du soir sont un moment un peu privilégié », explique Marie-Line Lebon. Tout le monde est parti, l'étage est calme, et ils peuvent parler. Le premier, un jeune qui est là depuis quatre mois, était inquiet au sujet d'un examen médical et je l'ai rassuré. Le second était en colère contre l'un des thérapeutes et il m'a dit que tout allait exploser. C'est déjà un petit pas : il y a quelque temps, quand il était dehors, il avait du mal à se contrôler alors que-là, il se rend compte que ça ne va pas et il en parle. Ce n'est pas le cadre pour un entretien : je me contente donc de lui dire que le thérapeute n'est pas seul en cause et qu'il y a quelque chose qui est à lui dans cet éternement. »

Installé depuis 1977 dans une aile de la maison d'arrêt, le service médico-psychologique régional de Varcès tente de soigner les détenus qui présentent des troubles de la personnalité. Venu de toutes les prisons de la région, les vingt « détenus-patients » du SMPR, tous volontaires, vivent au premier

étage du bâtiment, dans des cellules de 11 mètres carrés semblables à celles des autres quartiers de détention. Le SMPR a ses propres locaux, son propre atelier et sa propre cour de promenade.

Eviter les « fausses » demandes

Sur les quarante-quatre personnes accueillies en 1992, cinq étaient atteintes de psychoses schizoïdiques, une présentait des troubles de la personnalité, sept des troubles de l'identité psychosociale, un des troubles de l'adaptation, quatre des troubles de l'activité spécifique de l'enfance et de l'adolescence et deux étaient pharmaco-dépendants. La durée moyenne de séjour était alors de cent trente-trois jours.

Chaque semaine, deux infirmiers du SMPR se rendent en détention pour rencontrer tous les nouveaux entrants. En 1992, sur 901 arrivants, 281, soit plus de 30 %, avaient des antécédents psy-

chiatrics : 125 avaient déjà été hospitalisés et 156 avaient été suivis en milieu ouvert. Après cette première prise de contact, les délinquants sexuels sont revus pour un entretien d'investigation qui dure parfois plus d'une heure. « Au cours de ces entretiens, nous leur disons que le SMPR existe et qu'il peut les aider », souligne André Grépillat, infirmier. Nous attendons ensuite qu'ils formulent leur demande et nous l'étudions. Pour que le travail qui se fait ici ait un sens, il faut que nous sentions un vrai désir de se remettre en question chez le détenu. Ils savent que le SMPR n'offre aucun avantage en termes de conditions de détention. Cela permet d'éviter de « fausses » demandes motivées par des raisons de confort. »

Sous l'impulsion de son fondateur, le psychiatre et psychanalyste Claude Balier (1), le SMPR de Varcès a mis en place ces dernières années une prise en charge psychothérapeutique largement inspirée de la psychanalyse. « Pour nous, le comportement, et donc l'acte délinquant, peut être l'un des symptômes d'un trouble de la personnalité », explique le psychiatre et chef de service, Danielle Durand-

Poudret. Si nous soignons ce trouble, et nous tentons de le faire ici grâce à la compréhension psychanalytique, nous réduisons peut-être les comportements dévians. »

« Tout reprendre de zéro »

En plus des promenades et des activités, les vingt détenus-patients du SMPR ont ainsi chaque semaine, à heure et jour fixes, des entretiens de trois quarts d'heure avec des infirmiers de secteur psychiatrique. Ces entretiens sont complétés par une réunion de synthèse bimensuelle avec l'équipe soignante et, pour certains, des séances de psychodrame hebdomadaires. « C'est souvent la première fois de leur vie qu'ils parlent un peu d'eux », note Louis Beugnot, infirmier. Il faut, en fait, tout reprendre de zéro et travailler sur leur histoire. Il faut aussi, bien entendu, évoquer le délit. Tout cela est très long et très difficile. »

Au fil des entretiens, des réunions de groupe, des séances de psychodrame et des ateliers, les détenus tentent de retrouver la trame d'une histoire oubliée. « Au début, certains parlent de leur acte de manière très froide comme s'il ne leur appartenait pas, ou alors ils ont des blancs, comme s'ils avaient tout oublié », explique Madoque Fauvellet, infirmière. En fait, ce sont souvent des personnalités que nous appelons « clivées », c'est-à-dire qu'il y a une partie d'eux qui leur échappe, celle qui a émergé au moment où ils ont commis leur acte. Notre travail, c'est de leur faire comprendre que cette partie monstrueuse appartient à leur histoire et de lui donner un sens. Si nous y réussissons, il y a des chances pour qu'ils ne recommencent pas. »

Avec le temps, la parole, et la régularité des séances, ce travail finit par porter ses fruits. Au bout de quelques mois, voire de quelques années, les détenus-patients évoluent. « Lorsqu'ils arrivent, ils ne perçoivent pas les autres comme des personnes à part entière », raconte André Grépillat. Moins, peu à peu, ils retrouvent une part d'humanité qui leur faisait parfois défaut. L'autre jour, l'un d'eux est rentré du parloir en me disant qu'il avait vu sur le visage de sa compagne qu'elle avait de la peine. C'est un pas immense. C'était la première fois en plusieurs années que je le voyais se mettre à la place de quelqu'un d'autre et percevoir ses sentiments. » Cette évolution ne va pas sans souffrances : la plupart des détenus traversent de graves périodes de dépression. « Il est sûrement plus simple de rester tranquillement en détention en attendant la fin de sa peine sans se poser de questions que de venir ici », note le docteur Durand-Poudret. La thérapie révèle des souffrances terribles qui avaient été soigneusement enfouies. »

Un groupe de recherche

En 1991, frappés par l'importance croissante de la délinquance sexuelle, le docteur Balier et le psychologue clinicien et thérapeute familial psychanalytique Bernard Savin ont mis en place un groupe de recherche et de réflexion sur les délits sexuels. Après avoir rencontré les associations de victimes de Grenoble, ils instituaient un groupe de parole en détention tandis que cinq détenus du SMPR étaient réunis au sein d'un « dispositif » expérimental.

Aujourd'hui, quatre des dix délinquants sexuels du SMPR y participent : l'un d'eux a violé une femme, le deuxième est un enfant, et les deux autres ont commis des attouchements sur de jeunes mineurs. « Pour nous, la délinquance sexuelle n'est pas une pathologie en tant que telle », souligne Pierre-Yves Emeraud, infirmier. En général, les auteurs présentent cependant des troubles communs : tous ceux que nous avons rencontrés ou presque ont eux-mêmes subi des sévices sexuels lorsqu'ils étaient enfants, et ils en parlent souvent ici pour la première fois de leur vie. Petit à petit, nous essayons de leur apprendre à met-

tre des mots et des représentations là où ils avaient tendance à mettre des actes. Il s'agit en fait de restaurer en eux un peu d'humanité. »

En 1992, pour compléter ce travail essentiellement fondé sur la parole, le SMPR a institué pour les proches des détenus des rencontres familiales à visée thérapeutique d'orientation psychanalytique. Malgré les difficultés pratiques, ces rencontres se déroulent en prison, avec ou sans le détenu. « Pendant l'incarcération, les familles traversent un moment de grande souffrance », souligne Bernard Savin. Nous essayons donc d'éviter qu'elles mettent un couvercle sur cette souffrance afin que ce silence ne vienne pas grossir les silences des générations précédentes. Car l'acte délinquant vient souvent en écho d'événements familiaux. Je me souviens avoir entendu la mère d'un meurtrier nous parler brusquement du crime qu'il a mis fin aux jours de l'arrière-grand-mère et de l'arrière-grand-père, et que la famille n'avait jamais, je suis égoïstement frappé par le nombre d'enfants morts dans ces familles : quelle disponibilité une mère en deuil peut-elle véritablement offrir à son bébé ? Avec ces thérapies familiales, nous travaillons aussi pour les enfants et les petits-enfants. »

Le problème du suivi

Malgré cette démarche thérapeutique, le SMPR reste une prison. Une porte blindée et une grille en métal protègent l'entrée et toutes les fenêtres du bâtiment sont recouvertes de grillages. Dans les bureaux où se déroulent les psychothérapies, un bouton rouge permet aux soignants de déclencher l'alarme et les portes sont vitrées afin de maintenir une certaine surveillance. « Il y a énormément d'interdits ! », sourit une infirmière, Héléne Perret. Nous ne pouvons pas apporter de la pâte à modeler dans les ateliers pour éviter la reproduction des clés et nous ne pouvons pas non plus apporter du poivre à l'atelier de cuisine car les détenus pourraient en jeter dans les yeux des surveillants ! C'est dit, les mesures de sécurité nous rassurent. Il y a eu très peu d'incidents, mais nous n'oublions jamais que les détenus qui sont ici peuvent être dangereux. »

Les soignants souhaitent d'ailleurs que la prison reste présente. « C'est justement parce qu'ils sont en détention que nous pouvons leur proposer quelque chose », précise Bernard Savin. Pour beaucoup, la prison est le seul endroit où ils se sentent en sécurité. Les murs les contiennent et les apaisent car ils arrêtent le tourbillon qu'ils ont dans la tête et qui les conduit au drame. Ici, ils savent qu'on ne les laissera pas faire. » La prison est donc là, toujours présente, mais les rôles de l'administration et des soignants sont clairement différenciés : contrairement à la règle qui prévaut dans certains SMPR, les infirmières et les médecins n'ont pas les clés des cellules et ils se font accompagner par des surveillants lorsqu'ils se rendent sur les lieux de détention.

Comme tous les SMPR, le service de Varcès est installé dans une maison d'arrêt, c'est-à-dire dans une prison où les condamnés à de longues peines ne font que passer. Après le jugement, lorsque le départ approche, le médecin-chef peut demander des prolongations de six mois qui sont presque toujours acceptées par l'administration pénitentiaire, mais la thérapie peut rarement se poursuivre en détention : aucun SMPR n'est encore implanté en centre de détention ou en maison centrale. « Le travail peut continuer si le détenu est orienté ou centre de détention de Saint-Quentin-Fallavier, où travaille une psychologue de chez nous, mais, en général, il s'interrompt », reconnaît le docteur Durand-Poudret. Nous essayons de réfléchir à ce départ afin que ces détenus, qui ont toujours vécu des ruptures et des abandons, vivent pour la première fois une vraie séparation. Ils peuvent alors partir d'ici avec un acquis. »

ANNE CHEMIN

(1) Claude Balier, psychanalyste des comportements violents, Presses universitaires de France.

On a beau dire que la photographie n'est pas une affaire de matériel, je me sens quand même des ailes depuis que je possède le nouvel EOS 500. Sans être un loup de technique (avec l'Eos 500 ce n'est vraiment pas la peine), j'ai l'impression maintenant que tout m'est possible. Tout m'est possible aussi parce qu'il est léger et compact : je l'emporte partout et ma vision du monde en est même changée. Plutôt que de prendre une traditionnelle photo-souvenir, j'ai attendu que l'avion passe au-dessus d'elle et je l'ai cadrée sur la gauche. En laissant mon EOS 500 suivre mes idées et régler tout seul la mise au point, l'exposition et l'éclair du flash. Quand je dis que je me sens des ailes, c'est que maintenant, mes photos décollent !



EOS 500 • Le reflex le plus compact et léger (360 g) • Autofocus 3 capteurs à zone large • Mesure lumière sur 6 zones couplées aux capteurs autofocus • 5 modes d'exposition pour amateurs experts • Programmes-résultat Sport, Portrait, Paysage, Macro • Prix public conseillé : boîtier nu 2500 F • Avec zoom 35-80 USM : 3600 F ou nouveau 28-80 II USM : 4000 F.

Canon PHOTO
VOIR ET EMOUVOIR

Mais des photos à réaction.

JUSTICE

A la suite d'une affaire de téléphones roses

Le directeur des PTT suisses condamné pour pornographie

BERNE

de notre correspondant

Reconnu coupable de complicité de pornographie et de publications obscènes parce qu'il avait laissé se développer des téléphones roses, le directeur général des PTT suisses, Felix Rosenberg, a été condamné, mardi 2 novembre, d'un an de prison avec sursis, par le tribunal de district de Lausanne. Le tribunal de district de Lausanne s'était montré plus sévère que le procureur en condamnant l'accusé à deux mois d'emprisonnement avec sursis, assortis d'une amende de 20 000 francs suisses (80 000 francs).

M. Rosenberg devait répondre de la responsabilité des PTT dans la diffusion, par le biais d'un nouveau service introduit en 1991, le «téléphone rose», de messages roses, accessibles aux mineurs. Ces messages étaient susceptibles d'apporter de nouvelles recettes aux PTT, mais les numéros 156 du «téléphone rose» devaient rapidement devenir la ligne des messages érotiques et pornographiques.

Depuis sa mise en fonction, le téléphone rose a déjà enregistré un chiffre d'affaires de plus de 250 millions de francs suisses (1 milliard de francs). Sur une taxe de 2 francs suisses la minute, les PTT prélèvent environ le quart, le reste revenant aux fournisseurs. Le 156 enregistré en moyenne près de quatre millions d'appels par mois.

Avant le procès de Lausanne, cinquante et une condamnations pour publications obscènes avaient

déjà été prononcées. A la mi-octobre, le tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire helvétique, avait jugé illicites les gains provenant de messages à caractère sexuel au téléphone lorsque le diffuseur de bandes enregistrées ne prend pas soin d'établir un système de tri des correspondants en fonction de leur âge.

Fort de ce jugement, le procureur du canton de Vaud et sept autres plaignants à l'origine du procès intenté aux PTT à Lausanne se sont attachés à démontrer que la régie n'avait pas pris de précautions pour prévenir l'accès de mineurs à des messages obscènes. Pour sa défense, le directeur des PTT a invoqué la liberté d'expression, le secret des conversations téléphoniques et fait valoir que le rôle des PTT n'était pas de préserver la morale.

En condamnant le directeur des PTT à une peine de prison avec sursis, les juges de Lausanne ont voulu inciter la régie à prendre des mesures de prudence. L'avertissement a été entendu, puisque la direction des PTT a annoncé, mardi 2 novembre, que les téléphones roses ne seront désormais autorisés que s'ils sont dotés d'un système efficace de mots de passe individuels. Ces codes d'accès devront être gérés par les fournisseurs eux-mêmes et ne pourront être attribués qu'à des personnes âgées de plus de seize ans.

JEAN-CLAUDE BUHRER

ACTION DIRECTE : grève de la faim des quatre dirigeants incarcérés. - Les quatre dirigeants du mouvement dissous Action directe (AD) ont entamé, lundi 1^{er} novembre, une grève de la faim à la prison de Fresnes (Val-de-Marne). Georges Cipriani, qui entend ainsi protester contre les conditions de détention, est à l'origine de cette initiative. Selon leur avocat, M^{re} Bernard Ripert, les trois autres dirigeants, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron ont entamé une «grève de soutien à leur camarade». Les quatre militants du mouvement d'extrême gauche comparaitront à partir du 16 novembre devant la cour d'assises spéciale de Paris pour répondre, notamment, de l'assassinat du général René Audran.

TRAVAIL CLANDESTIN : quatorze restaurateurs de Haute-Savoie condamnés. - Quatorze restaurateurs de la région d'Annecy (Haute-Savoie), reconnus coupables d'avoir employé des étrangers en situation irrégulière, ont été condamnés, mardi 2 novembre, à des peines allant de 1 500 à 6 000 francs d'amende par la chambre correctionnelle du

tribunal de grande instance d'Annecy. Pour six de ces restaurateurs, le tribunal a considéré que l'infraction constituait une simple contravention au code du travail, et non un délit passible d'une peine correctionnelle. Ce procès faisait suite à des opérations de contrôle menées l'été dernier dans quatre-vingt restaurants de la région par la direction départementale du travail, les gendarmes et le parquet d'Annecy. 25 janvier 1993.

TERRORISME : fin de l'instruction sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar. - Le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière a terminé l'instruction du dossier concernant l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar. Le magistrat instructeur a transmis le dossier, mardi 2 novembre, au parquet de Paris, pour qu'il prenne ses réquisitions. M. Bakhtiar et son secrétaire avaient été assassinés le 6 août 1991 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Quatre personnes sont inculpées dans cette affaire. Trois d'entre elles sont incarcérées. Sept mandats d'arrêt internationaux ont été lancés par Jean-Louis Bruguière.

Jacques Vernier remplacera Michel Mousel à la présidence de l'Agence de l'environnement

Au terme d'une crise institutionnelle

La dyarchie instaurée par les statuts de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a débouché sur une crise qui vient d'être dénouée par la publication au *Journal officiel* du 3 novembre de nouveaux statuts. Un nouveau président, Jacques Vernier, député RPR du Nord, doit remplacer Michel Mousel. Dans un communiqué, ce dernier a estimé que «les ministres de tutelle ont privilégié une approche exclusivement «technicienne» du rôle de l'Agence et préféré amoindrir sa capacité d'autonomie et d'initiative». Il a présenté sa démission en refusant «cette conception étriquée du rôle de l'Agence et de son président».

La naissance de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a été, en 1991, le fruit de négociations laborieuses entre les ministères de l'Industrie, M. Strauss-Kahn, et de l'Environnement, M. Lalonde, du gouvernement Rocard. Il s'agissait de réunir en un seul organisme les trois agences s'occupant de la maîtrise de l'énergie (AFME), des déchets (ANRED) et de la qualité de l'air (AQA), que le gouvernement Chirac avait un moment envisagé de supprimer.

Au terme de ces tractations, une direction à deux têtes a été instituée qui s'est révélée incapable de fonctionner harmonieusement. Par exemple, lorsque le directeur gé-

ral, Vincent Denby-Wilkes, ancien directeur du cabinet de Brice Lalonde, décida de confier l'industrie des audits industriels à la société privée Ecoblan, le président, Michel Mousel, ancien directeur du cabinet d'Huguette Bouchardeau (chargée de l'environnement dans les gouvernements Mauroy et Fabius), préféra partager la tâche avec un organisme public, en l'occurrence l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS). Mais les statuts de l'ADEME interdisant au président d'engager les moindres dépenses...

Bref, l'institution n'a jamais pu trouver ses marques. A ces conflits d'orientation et de personnes se sont ajoutées d'importantes incertitudes budgétaires, provoquant, le 8 octobre dernier, une grève du personnel, à l'appel de la CGT et de la CFDT. Les six cents agents ne craignent pas directement pour leur emploi, puisque le projet de budget de fonctionnement pour 1994 reste inchangé (190 millions), mais ils estiment que les pouvoirs publics ou les soutiens privés comme naguère. Les ministères de l'Industrie et de la recherche ont diminué leurs subventions, respectivement de 40 % et de 30 %, au nom des «sacrifices à faire en temps de crise». Quant au produit des taxes (sur les déchets, la pollution de l'air, le bruit des aéroports et les huiles minérales) qui représente désormais deux tiers des ressources de l'Agence, il est reversé avec un tel décalage que les retards de paiements sont évalués à 150 millions

de francs et que certains programmes ne peuvent être mis en œuvre.

Une mission à redéfinir

«Nos administrations de tutelle restent sur le vieux schéma de la facture pétrolière», explique Michel Mousel. Or, étant donné le prix du pétrole aujourd'hui, économiser l'énergie paraît sans objet. Mais, depuis Rio et le débat sur l'effet de serre, on sait bien qu'il faut économiser l'énergie pour réduire nos émissions de gaz carbonique. Nous nous y sommes engagés en signant des accords internationaux. Dans cette perspective un nouveau «contrat d'objectifs» doit être établi avant la fin du premier trimestre de 1994.

Le personnel de l'ADEME est également préoccupé par le problème de la délocalisation. Déjà partagée entre quatre sites (Paris, Nanterre, Angers et Sophia-Antipolis, près d'Antibes), l'Agence devait être «recentrée» sur Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Ce projet a été abandonné et, depuis, il est question de transférer 80 % des agents parisiens à Angers - ce qui exige la construction d'un nouvel immeuble - et dans la région nicoise.

En outre, il a fallu deux ans de négociations ardues entre la direction et les syndicats (CGT, CFDT et FO) pour aboutir, le 15 octobre dernier, à une nouvelle convention collective, destinée à harmoniser les statuts des personnels issus des trois établissements fusionnés.

INTEMPÉRIES

Tandis que le bilan s'alourdit

La Corse s'interroge sur l'ampleur des dégâts des inondations

Le bilan des inondations catastrophiques de Corse s'alourdit, dans la matinée du mercredi 3 novembre, à quatre morts et six disparus. Charles Pasqua, qui s'est rendu sur place mercredi, a accru les moyens en hommes et en matériel pour les secours. Une polémique est en train de naître sur les raisons de l'ampleur des dégâts.

BASTIA

de notre correspondant

Le lourd bilan humain, ajouté aux destructions matérielles, suscite en Corse le sentiment d'avoir été dépassé par l'ampleur des intempéries et de leurs conséquences : une trentaine de ponts routiers détruits,

des kilomètres de chaussées emportées par les flots, des hectares de cultures fruitières arrachés, la centrale thermique EDF de Lucciana inondée, plus de dix mille abonnés privés de téléphone, d'eau potable ou d'électricité, une quinzaine de villages encore isolés.

En même temps que se développent les secours et la solidarité, la population tente de comprendre pourquoi des routes, des ponts, certains équipements publics et des maisons individuelles de construction récente n'ont pas résisté aux intempéries. La soudaineté et la violence des pluies, dont les précipitations en certains endroits ont atteint 500 litres d'eau par mètre carré en quarante-huit heures, n'expliquent pas tout.

«Pourquoi la centrale thermique de Lucciana a-t-elle été une nouvelle

fois inondée? s'interroge un élu de la plaine orientale. Il y a un mois à peine les mêmes installations avaient subi les mêmes avaries. Le coût de remise en état avait été évalué à plus de 3 millions de francs. Cette fois il est question de 5 millions!»

«Certaines maisons particulières emportées par les eaux des fleuves en crue avaient été bâties sur des sites traditionnellement inconstructibles», indique d'autre part l'animateur de l'association écologique U. Levante. A quoi servent les documents d'urbanisme si les prescriptions d'inconstructibilité ne sont pas respectées?

Un drame érité de justesse

Pour Jean-Dominique Giraud, hydrogéologue au Centre de recherches géologiques Corse-Méditerranée (CRGCM), des réponses peuvent être avancées. «C'est la politique de prévention des risques naturels majeurs qui est en cause en Corse. Depuis 1990, nous n'avons cessé d'alerter l'opinion publique et les services de l'administration. Nous avons même proposé l'établissement d'une carte des risques majeurs en Corse-du-Sud. Tout cela pour un coût de 300 000 francs. Personne n'a voulu prendre notre appel au sérieux.»

Déjà en 1992, un mois jour pour jour après la catastrophe de Forlani, un autre drame avait failli se produire. A la suite de fortes pluies, la chaussée de «A Balanina», la RN197, une nouvelle voie construite en surplomb de la mer pour désenclaver la micro-région de Balagna, sur la côte ouest de la Corse, s'était effondrée à quelques jours de son inauguration.

Le CRGCM avait alors dénoncé l'absence d'étude géotechnique préalable. M. Giraud remettrait même en cause le tracé topographique de la route «dont les objectifs de desserte ne semblaient pas répondre aux seuls impératifs de désenclavement microrégional». «Aujourd'hui, souligne-t-il, la route est reconstruite, mais personne ne peut assurer que le mur de soutènement initial, enfilé sous des milliers de tonnes de remblai, soit en mesure de supporter de nouveaux efforts. A l'époque, il s'agissait de rouvrir rapidement cette route avant le début de la saison touristique.»

MICHEL CODACCIONI

FAITS DIVERS

Victime accidentelle d'une arme à feu

Un élève est grièvement blessé dans un collège de Brest

BREST

de notre correspondant

Un élève de douze ans d'une classe de 5^e a été blessé au collège des Quatre-Moulins, mardi 2 novembre à Brest, d'un coup de revolver à grenaille qui a atteint le bras droit. L'élève de la même classe (nos dernières éditions du 3 novembre). C'est en jouant avec l'arme devant ses camarades que celui-ci a tiré.

La récréation venait de se terminer à 10 h 10. Les vingt-cinq élèves se changeaient dans les vestiaires du gymnase. «Un élève a sorti une arme de son sac pour faire le malin, pour fumer», raconte Roger Floch, le principal de l'établissement. Un coup de feu a été tiré, à l'œil droit du collégien. Il n'y a pas eu d'alarme, ni même de mots échangés entre ces deux élèves qui se connaissent bien.

«L'auteur du coup de feu», ajoute le principal, pensait qu'il n'y avait pas de cartouche dans le barillet. Il a actionné la détente deux fois, puis une troisième fois; et un coup est parti. Les chirurgiens qui ont opéré le jeune garçon se montrent réservés sur ses chances de conserver son œil. Le 17 septembre dernier, à Brest aussi, un adolescent du lycée Amiral-Roussin avait trouvé la mort par balle. Le tir provenait d'une arme identique et avait été effectué par un condisciple du même âge. Certes, aux Quatre-Moulins, il n'y a pas eu d'agression. C'est la thèse du tir accidentel qui a été retenue, mais à deux reprises depuis la rentrée scolaire, la question de l'introduction d'armes dans les collèges et lycées se trouve posée.

Aux Etats-Unis, l'entrée des écoles est équipée de portiques de détection : «Ce n'est pas envisageable pour des raisons déontologiques», dit le principal des Quatre-Moulins. La famille? «Ce serait absurde et vexatoire», souligne l'inspecteur d'académie, Jacques Kocifman. «Le problème est familial. Nous ne pouvons nous substituer aux responsabilités des familles», poursuit-il.

En effet, si ce type de pistolet à grenaille conçu comme une arme dissuasive avec des cartouches truffées de petits plombs ne peut être acheté par des mineurs, ceux-ci peuvent très bien s'en procurer auprès des plus de dix-huit ans il suffit de montrer une carte d'identité et de signer le registre de l'armurier pour en devenir détenteur. Le jeune collégien, lui, avait pris ce revolver à son grand frère.

GABRIEL SIMON

23 octobre 1993
24 janvier 1994

L'ÂME AU CORPS

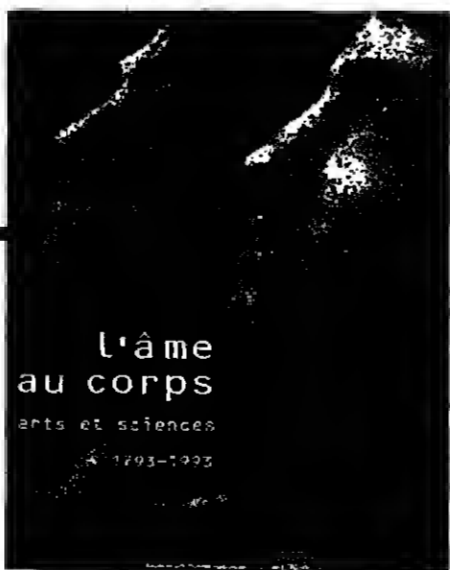
Art et Sciences 1793-1993

CATALOGUE RELIÉ : 490 F.

L'EXPOSITION MONTE, À TRAVERS DES DESSINS ANATOMIQUES, DES ÉCORCHÉS ET DES PHOTOGRAPHIES, MAIS AUSSI TOUT UN ENSEMBLE D'ŒUVRES D'ART ET NOTAMMENT DE PEINTURES, LA RICHESSE ET LA COMPLEXITÉ DES RELATIONS QUE LES ARTS ET LES SCIENCES ENTRETIENNENT DEPUIS DEUX SIÈCLES.

CETTE EXPOSITION A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LE CONCOURS DE LA VILLE DE VIENNE, DU MINISTÈRE FÉDÉRAL AUTRICHIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU MINISTÈRE FÉDÉRAL AUTRICHIEN DE L'ÉDUCATION ET DES ARTS, ET DE LA FONDATION ÉLECTRICITÉ DE FRANCE.

Galerie nationale du Grand Palais
Entrée Square Jean Perrot 75008 Paris.
Tél : (1) 44 13 17 30
Métro : Champs-Élysées Clémenceau
Ouvert tous les jours, sauf le mardi,
de 10h à 20h et le mercredi jusqu'à 22h.



Réunion des Musées Nationaux

SPORTS

TENNIS : l'Open de Paris

Henri Leconte et l'éternité

Henri Leconte a réalisé un exploit à l'Open de Paris, mardi 2 novembre, en se qualifiant pour les huitièmes de finale du tournoi face à Cédric Pioline, tête de série n° 10 (2-6, 6-4, 6-3). L'Américain Jim Courier (n° 2) a été sagement éliminé par le Suédois Magnus Gustafsson (6-4, 6-3).

Henri Leconte ressemble à un chanteur d'opéra qui n'en finit plus de mourir, qui exhale râle sur râle avant de se remettre à éboiter. Ainsi, ce 2-11, mardi, face à Cédric Pioline. La veille, on l'avait vu presque mourant face à Thierry Champion, 237^e joueur mondial. Le lendemain, on ne put qu'applaudir son grand morceau de bravoure face à son redoutable adversaire, cinq fois finaliste cette saison.

A l'issue de la rencontre, personne ne s'est vraiment étonné de l'exploit car Paris est sa scène favorite. En 1992, il avait atteint les demi-finales des Internationaux de France de Roland-Garros avant d'accéder en quarts de finale de l'Open de Paris, après avoir balayé Pete Sampras au deuxième tour.

Avec Leconte, autant jeter les statistiques à la corbeille. Il est un joueur illogique, sa carrière faite de fiascos, de blessures et de résurrections parisiennes. Depuis le début de l'année, si l'on excepte deux épreuves sur gazon, son autre scène de prédilection, où il remporta le tournoi de Halle, en Allemagne, et accéda aux huitièmes de finale de Wimbledon, il n'a pas passé le deuxième tour d'un tournoi. Il y a une semaine, à Brest, il a été éliminé en quarts de finale d'un «challenger», la deuxième divi-

sion du circuit international. Et le voilà, ce 87^e joueur mondial, après un match à bout de souffle, en huitièmes de finale de l'une des neuf plus grandes compétitions après les quatre rendez-vous du grand chelem.

A trente ans, Henri Leconte reçoit chacune de ses victoires comme un cadeau, un surris : «Je veux prouver que je suis toujours là, s'écrie-t-il. Il ne faut pas m'enterrer tout de suite. Il y a quelques mois, il s'est entouré d'un nouvel entraîneur, Gunther Bresnik, l'ancien coach de Jakob Hlasek : «Parce que je veux encore jouer deux ou trois ans et que j'ai encore beaucoup de progrès à accomplir.»

Mais cette victoire sur Cédric Pioline, quand même ! «J'aime bien la pression, l'adrénaline, poursuit-il. Dans ces matches-là, il n'y a rien à perdre. Il faut tout lâcher.» Et dans la fièvre d'un public amoureux, Henri Leconte a servi son tennis de rêve, ce jeu venu de nulle part dont il semble réinventer chaque coup. Ainsi, ces revers croisés impeccables, ces retours de service tirés dans une précision féroce devant un adversaire dépassé, pris soudain de court par l'imprévisible, après avoir mené le match pendant un set et demi.

Mardi, Pioline n'a pas perdu. C'est Leconte qui a gagné, servant son tennis le plus pur, le plus dingue, inspiré ou poursuivi par la peur de disparaitre, d'être oublié. Le vaincu a constaté qu'il lui faudrait un peu de temps pour que les Parisiens le comprennent, comme ils eurent tant de mal à idolâtrer Leconte après l'avoir bal. Ce dernier, lui, s'est interrogé sur cette rare et inconvenable façon de gagner dans la grâce de la perfection : «J'aime

rais bien jouer une fois contre moi, a-t-il plaisanté. Dans des jours pareils, cela doit être un peu difficile.»

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du mardi 2 novembre

Premier tour

D. Wheaton (E.-U.) b. I. Lendl (E.-U.) 6-3, 7-5; G. Raoux (Fra.) b. L. Roux (Fra.) 6-2, 6-0; A. Betsch (Fra.) b. J. Sanchez (Esp.) 6-4, 6-0; J. Palmer (E.-U.) b. J. Stoltenberg (Austral.) 6-3, 6-2; M. Woodforde (Austral.) b. B. Black (Zim.) 7-6, 6-2.

Deuxième tour

M. Rosset (Suisse) b. A. Volkov (Russ.), 6-1, 6-7, 6-3, 6-4; P. Korda (Rép. tch.) b. A. Chesnokov (Russ.) 6-3, 6-7, 7-6; S. Edberg (Sue.) b. O. Delaire (Fra.) 6-2, 6-3; B. Becker (All.) b. A. Olhovskiy (Russ.) 6-7, 6-2, 7-6; A. Medvedev (Ukr.) b. H. Leconte (Fra.) 6-3, 7-6; H. Leconte (Fra.) b. C. Pioline (Fra.) 6-4, 6-3; M. Gustafsson (Sue.) b. J. Courier (E.-U.) 6-2, 6-4, 6-3.

(Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)

Pour la rénovation et l'agrandissement de leur stade

Les villes qui accueilleront la Coupe du monde de football pressent l'Etat d'accroître sa participation

MONTPELLIER

de notre correspondant

Les représentants des huit villes de province en lice pour l'accueil de la Coupe du monde de football de 1998 - Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Lyon, Saint-Etienne, Lens et Nantes - réunis mardi 2 novembre à Montpellier, ont souhaité que l'Etat porte à 40 % au moins sa participation au montage financier des travaux de rénovation. Ceux-ci sont estimés à 900 millions de francs pour l'ensemble des stades, à l'exception du Grand Stade de Saint-Denis.

Les maires de ces villes estiment que l'effort de l'Etat devra être équivalent à celui consenti pour le Grand Stade. Ils prennent également en exemple les Jeux olympiques d'Albertville où, disent-ils, 44,5 % du montant des travaux ont été subventionnés par l'Etat. «Nous resterons solidaires jusqu'au bout. Il n'est pas question d'une Coupe du monde à la carte ou de tarifs préférentiels», a averti Georges Frêche (PS), maire de Montpellier.

Les cas de figure sont pourtant différents d'une ville à l'autre. La

rénovation et l'agrandissement de leur stade coûteront 40 millions de francs à la ville de Nantes et 200 millions à Marseille. En outre, si à Bordeaux un accord avec le département et la région a déjà été trouvé, à Lens le maire, André Delelis (PS), admet que les négociations avec la présidence du Conseil régional, Marie-Christine Blandin (Verts), seront délicates.

Le principal problème est posé par l'agrandissement de stades qui devront atteindre la capacité

de 40 000 places fixée par le cahier des charges du Comité français d'organisation (CFO). Cette exigence a poussé Strasbourg à officialiser, mardi, le retrait de sa candidature. «L'est de la France devrait être concerné par la Coupe du monde. Nous allons tenter de convaincre à nouveau les élus lorrains pour relancer le projet d'un grand stade à Metz», a commenté Michel Platini, coprésident du CFO.

RICHARD BENGUIGUI

RELIGIONS

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL II : une précision de la Stampa. - A la suite de notre article «Histoire d'un scoop», lié à la publication par la Stampa d'un entretien du pape avec Jas Gawronski, député européen d'origine polonaise (le Monde du 3 novembre), la direction de la Stampa nous signale que cet entretien a été rendu public avec l'accord du

Vatican. L'allusion de M. Gawronski à une «conversation privée» avec Jean-Paul II portait en réalité sur un entretien précédent. Par ailleurs, la Stampa nous rappelle qu'elle avait déjà publié un texte de Jean-Paul II le 4 mars 1992 en réponse à une entretenu accordé à ce même journal, par M. Gorbachev.

FAITS DIVERS

FOOTBALL : le championnat de France. - Toulouse et Montpellier ont fait match nul, 0-0, mardi 2 novembre, en match, en retard de la dixième journée de championnat de France de première division. Après cette rencontre, Montpellier est classé neuvième, avec 15 points, et Toulouse dix-huitième, avec 11 points.

REPÈRES

CATASTROPHES

Les incendies menacent la ville de Malibu en Californie

Malibu, la ville du surf, a été touchée, mardi 2 novembre, par l'un des incendies qui ravagent la Californie du Sud. L'incendie, «d'origine indéterminée» selon le gouverneur de Californie, Pete Wilson, a déjà réduit en cendres 150 villes (dont celle de Charles Bronson) dans cette commune mortuaire en bordure du Pacifique, considérée comme la belle banlieue de Los Angeles. Dans la nuit de mardi à mercredi, le feu menaçait notamment des zones résidentielles et le musée John Paul Getty. Les villes des alentours, construites en bois, sont conçues pour résister plus aux tremblements de terre qu'au feu. Cinq personnes ont déjà été grièvement blessées dans la journée de mardi. Jusqu'ici, les pompiers, venus de toute la Californie, ont été impuissants à contenir un incendie dont le front fait plus de 15 kilomètres.

Le Santa Ana, un vent sec et chaud, est responsable de cette seconde vague d'incendies. La semaine dernière, le feu avait déjà détruit près de 700 maisons et consumé 68 000 hectares, notamment à Laguna Beach. - (Corresp.)

MÉDECINE

Deux nouvelles arrestations dans l'affaire du sang contaminé en Allemagne

La police allemande a procédé, mardi 2 novembre, à deux nouvelles arrestations dans le cadre de l'enquête sur le scandale du sang contaminé par le virus du sida en Allemagne : il s'agit d'un médecin et d'un employé de laboratoire travaillant pour la firme UB Plasma, de Coblenz, inculpés de fraude, homicide par imprudence et violation de la législation sur les produits pharmaceutiques. Le directeur d'UB Plasma, Ulrich Kleist, et

RUGBY : deuxième défaite des Australiens. - Après leur défaite en test-match face à l'équipe de France, 16-13, les Wallabies australiens ont été battus pour la deuxième fois lors de leur tournée en France, par une sélection de Côte-d'Azur, 21-15, mardi 2 novembre à Toulon.

un de ses collaborateurs sont déjà, depuis vendredi 29 octobre, sous le coup d'un mandat d'arrêt (le Monde du 30 octobre et du 3 novembre).

Des centaines de personnes risquent de contracter le mélioi après avoir été soignées avec des produits sanguins non testés dans une soixantaine d'hôpitaux allemands et étrangers. Selon le parquet de Coblenz, UB Plasma a négligé, au moins pendant cinq ans, de tester de façon appropriée le sang qu'elle distribuait. La quantité de plasma concernée est difficile à évaluer, mais «très importante», a précisé le procureur Norbert Weis. Des hôpitaux de Saxe, de Francfort et de Berlin ont ainsi reçu des centaines d'échantillons de la société incriminée entre 1980 et 1992, de même que des établissements grecs et suédois. - (Reuters.)

RELIGIONS

Le Parlement britannique a approuvé l'ordination des femmes anglicanes

La Chambre des lords a approuvé, mardi 2 novembre à Londres, le principe de l'ordination des femmes par l'Eglise anglicane, en rejetant par 135 voix contre 25 un amendement qui s'opposait à cette disposition. Vendredi 29 octobre, la Chambre des Communes avait également adopté, à une écrasante majorité de 215 voix contre 21, le droit pour les femmes de l'Eglise anglicane de devenir prêtres en Angleterre. Rappelons que dans d'autres pays, comme aux Etats-Unis, les anglicans ordonnent depuis longtemps des femmes prêtres et même évêques.

Ce double vote ouvre la voie, dans l'Eglise d'Angleterre, à l'ordination de la première femme, qui pourrait avoir lieu en 1994. Toutefois le 11 novembre dernier par le synode général de l'Eglise anglicane, cette décision controversée a suscité de nombreuses menaces de démission au sein du clergé.

Si vous n'êtes pas en train de gagner de l'argent, vous êtes en train d'en perdre.

N°Azur 36 63 10 10



Compte Chèque Dynamique Barclays. Ne perdez plus d'argent par négligence.



L'Europe des élèves

Au moment de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, et en dépit des controverses sur le GATT, les morales ou la politique agricole commune, l'Europe communautaire poursuit, par ailleurs, son bonhomme de chemin. Ainsi, à l'initiative d'Antonio Ruberti, chargé des politiques de la recherche, de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, la Commission de Bruxelles vient d'adopter un « Livre vert » sur « le développement de la dimension européenne de l'éducation ». Derrière ce titre, assez neutre que possible, c'est un débat symbolique et important pour l'avenir dans lequel les Douze sont invités à s'engager.

Jusqu'à présent, en effet, l'éducation ne faisait pas partie des domaines d'action communautaire. Et si les Douze ont développé, depuis quelques années, avec succès, des programmes d'échanges et de coopération pour l'enseignement supérieur (Erasmus, Comett, Lingua...), ils n'ont pu le faire qu'en appuyant sur la marge de manœuvre offerte par l'article du traité de Rome concernant la formation professionnelle.

Mobilité et échanges

L'article 126 du traité de Maastricht, on le sait, modifie la donne en confiant à la Communauté des véritables compétences dans le domaine de l'éducation. Ce nouveau champ d'expérimentation concerne désormais les 67 millions d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire, répartis dans quelque trois cent mille établissements européens et encadrés par près de quatre millions d'enseignants.

Le terrain d'aventure est donc immense et la Commission de Bruxelles s'y engage avec prudence. L'organisation et le contenu des études, rappelle-t-elle, sont de la compétence des États membres et il n'est pas question pour la Communauté de chercher à harmoniser le fonctionnement. Son rôle consiste, en revanche, à favoriser, de façon complémentaire, toutes les initiatives susceptibles d'améliorer la qualité de l'éducation, de contribuer à une « citoyenneté européenne » et de préparer les jeunes « à une meilleure insertion sociale et professionnelle ».

Le Livre vert de la Commission suggère plusieurs pistes de réflexion. Tout d'abord, favoriser la coopération des établissements scolaires à travers notamment « la mobilité et les échanges », à l'interne des programmes mis en œuvre dans le supérieur. De même, l'enseignement des langues devrait bénéficier de l'expérience acquise dans le programme Lingua. En outre, Bruxelles souhaite promouvoir l'innovation pédagogique « en favorisant au niveau européen l'établissement de réseaux de chercheurs » et en renforçant les échanges d'informations et d'expériences. Enfin, la Commission prône une meilleure exploitation des possibilités offertes par l'enseignement à distance. Veste programme !

G. C.

Les grandes écoles, profil bas sur l'emploi

Sans être vraiment difficile, l'insertion professionnelle des jeunes managers et des ingénieurs est plus tendue depuis deux ans

Depuis des années, on est tenté de dire depuis toujours, les diplômés des grandes écoles vivaient sur un nuage, convaincus que leur diplôme constituait un passeport à vie pour les postes de cadres les plus prestigieux, dans le privé comme dans la fonction publique. Le chômage, ça n'existait qu'aux autres. Et l'embauchement des recrutements de jeunes diplômés à la fin des années 80 avait fini par transformer cette tranquille assurance en insouciance, voire en arrogance. Courtisés par les entreprises avant même leur sortie de l'école, ils s'étaient confortablement habitués à la surabondance des salaires et des plans de carrière.

Voici venu, là comme ailleurs, le temps des vaches maigres. Et depuis quelques mois, l'atmosphère est brutale. La déflation du chômage n'épargne plus ni les cadres ni les jeunes diplômés du supérieur. Cueil- lis à froid après des années d'euphorie, les têtes d'œuf des grandes écoles ont baissé dans la tristesse, faisant crédit aux rumeurs les plus alarmistes, voyant ici des polytechniciens au chômage et là des HEC contraints d'accepter des petits boulots.

Au point que tous les établissements, ainsi que la Conférence des grandes écoles, ont jugé urgent de réagir et de calmer le jeu. Encore fallait-il avoir les moyens de démontrer, chiffres à l'appui, que la situation n'est pas aussi catastrophique que certains le craignent. Or — éloquent symptôme — personne ou presque ne disposait jusqu'à présent, dans les grandes écoles, d'un observatoire précis de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés. En période de recrutement facile, le palmarès des salaires d'embauche en tenait lieu.

La volonté de dédramatiser

Depuis un an, bon nombre d'écoles se sont donc lancées dans l'évaluation du marché de l'emploi de leurs diplômés. Et, grande première, la Conférence des grandes écoles a mené une enquête générale



pour tenter d'évoquer « une vision sérieuse du problème ». Effectuée en mars 1993 auprès des élèves sortis des grandes écoles en 1990, 1991 et 1992, cette enquête a permis de mesurer la situation professionnelle de plus de quinze mille diplômés, issus de soixante-cinq établissements représentatifs de la diversité des écoles de la Conférence. Celle-ci considère que le taux de réponse de 46 % obtenu par son questionnaire permet d'assurer que les résultats sont significatifs de la situation d'ensemble.

Cette photographie de la situation des diplômés d'école des trois dernières années (la promotion 1993 étant encore trop récente pour compléter le paysage) démontre une certaine stabilité d'ensemble, compte tenu des périodes de recherche d'emploi.

Ainsi, logiquement, 30 % des diplômés de juin 1991 étaient en activité au début de l'année 1993, 34 % faisaient leur service militaire et 21 % poursuivaient des études complémentaires, tandis que 15 %

étaient « en recherche d'emploi ». Leurs aînés de la promotion 1991 étaient, début 1993, pour 60 % en activité, pour 18 % en service national, tandis que 12 % poursuivaient des études complémentaires et que 10 % étaient en recherche d'emploi. Enfin, 79 % des diplômés de 1990 avaient un emploi début 1993, tandis que 3 % terminaient leur service, 10 % des études complémentaires et que 8 % étaient en recherche d'emploi.

Selon la Conférence, le pourcentage important (34 %) des diplômés de 1992 qui poursuivaient des études complémentaires (mastères, troisièmes cycles et doctorats principalement) ne permet pas de conclure à une stratégie généralisée de prolongement des études pour retarder le moment de l'entrée dans la vie active. 10 % seulement de ceux qui poursuivent leurs études après leur diplôme de grande école l'expliquent par la crainte de ne pas trouver l'emploi qu'ils cherchent.

Quant aux difficultés d'insertion professionnelle, si elles ne sont pas

négligeables compte tenu du niveau de formation de ces diplômés, elles n'incitent pas la Conférence des grandes écoles à dramatiser. Si l'on exclut de l'échantillon ceux qui font leur service national ou qui poursuivent des études, 66 % des diplômés de 1992 étaient en activité au début de 1993, 24 % étaient en recherche d'emploi depuis moins de six mois et 10 % depuis plus de six mois. « La photographie des trois dernières promotions, conclut l'enquête, semble montrer que l'on continue à s'acheminer au bout d'un an vers un ordre de grandeur du nombre de cas difficiles aux environs de 2 % à 3 %, situation proche des éléments d'information disponibles par le passé ».

Et la Conférence d'ajouter : ces cas difficiles de recherche infructueuse au bout de six mois « concernent des diplômés qui font une recherche très ciblée ou qui ont gardé des exigences de salaire ou de responsabilité de début de carrière trop fortes, ou qui se donnent les moyens d'attendre en refusant des offres disponibles qui ne leur conviennent pas, et aussi quelques cas réels d'échec ».

Ce dernier constat résume bien les multiples observations faites, à la base, dans la plupart des écoles. Comme le souligne nettement une enquête d'insertion menée par l'Institut commercial de Nancy (ICN), l'une des meilleures écoles de commerce de province, les diplômés sont aujourd'hui contraints de « faire des concessions ».

En premier lieu, les étudiants de grandes écoles, d'ingénieurs comme de commerce, sont désormais obligés de rechercher sérieusement leur premier job. Comme le souligne un directeur d'école d'ingénieurs de Grenoble, « on a vécu pendant des années dans une situation malsaine où les élèves attendaient qu'on vienne les chercher et étaient en mesure de fixer leurs conditions. Ils ont compris rapidement qu'il leur fallait maintenant se défendre, préparer leur insertion bien avant leur sortie, choisir soigneusement leur stage de troisième année, accepter plus de mobilité, être moins gourmands et multiplier les lettres de candidature ».

Les étudiants en mal d'insertion

La situation de l'emploi rend la sortie de l'université délicate

EMMANUEL multiplie les stages mais devrait s'inscrire en troisième cycle « afin de bénéficier d'une couverture sociale ». Étudiant en sciences économiques, il pensait pourtant avoir acquis, après cinq années passées sur les bancs de l'université de Paris-Nord-Villetaneuse (Paris-XIII), l'assurance d'une insertion professionnelle sans risque. Il n'en est rien. « Actuellement, il est très difficile de trouver une entreprise prête à accepter un étudiant durant les mois d'été », raconte Emmanuel. Inutile donc de rêver : si j'arrêtais aujourd'hui mes études, ce ne serait pas un premier emploi que je découvrirais, mais une première expérience du chômage ! Mieux vaut attendre avant de débarquer sur le marché du travail.

Antoine, quant à lui, sera, à partir du mois de novembre, objet de conscience. Avec une mobilité idéologique qu'il a justifiée sa décision : « C'est pour moi un moyen de faire mon expérience professionnelle, pas une révolte contre le service militaire », explique ce futur éclaircisseur de spectacles. Plutôt que de partir dix mois sous les drapeaux, ce jeune qui a suivi durant deux ans une préparation au brevet de technicien supérieur régisseur-lumière-plateau préfère passer vingt mois dans un théâtre à travailler avec l'équipe en place.

De dissuasif qu'il était, le statut d'objecteur de conscience est devenu, crise économique oblige, un moyen d'obtenir un stage, rémunéré 2 500 francs par mois.

« ce qui est tout à fait acceptable dans la situation actuelle », poursuit Antoine. D'ailleurs, ce système satisfait tout le monde : le théâtre qui voit s'accroître à un tarif défiant toute concurrence, et moi qui pourrais, dans vingt mois, me targuer d'une réelle expérience professionnelle.

Des étudiants stratagèmes

Ces deux étudiants ont parfaitement intégré la notion de crise économique. Il reste toutefois difficile de mesurer son impact sur les stratégies des jeunes. Il est notamment trop tôt pour savoir si le nombre d'inscrits en troisième cycle va augmenter de manière importante pour l'année 1993-1994, ce qui tendrait à démentir que la situation de l'emploi influe sur la longueur et le niveau de formation. « On observe une tendance réelle à l'allongement des études, note Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de Paris. Mais il faut manier avec précaution cette donnée : est-elle entrainée par les difficultés économiques actuelles ou liée à l'augmentation générale du niveau de formation ? » Certains professeurs d'université ont néanmoins observé un accroissement des « cursus aberrants » d'étudiants qui enchaînent DESS sur DEA.

Quelques indices permettent de mesurer la perméabilité du système d'enseignement supérieur à la situation de l'emploi. Ainsi, les formations permettant d'accéder à la fonction publique sont-elles prises d'assaut. Les concours administratifs sont plébiscités par les diplômés de l'enseignement supérieur, même si le nombre de places reste réduit : en septembre, 5 000 candidats s'étaient inscrits aux concours de recrutement des instituts régionaux d'administration (IRA) pour 500 places. L'an dernier, ils étaient 4 200 pour 622 places. Et l'un des rares secteurs à recruter, l'enseignement. Fait l'objet d'une véritable ruée, comme en témoigne, cette année, l'augmentation des candidatures à l'entrée en institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) : les effectifs des inscrits sur les deux années de formation passant de 66 838 en 1991 à 73 118 en 1992 et les seules

préinscriptions par Ministère ayant doublé dans certaines académies pour l'admission en première année en 1993 (Le Monde du 24 juin).

« L'université doit veiller à la réussite des étudiants au cours de leur formation », estime M. Bernard Némitz, président de l'université de Picardie Jules-Vernes, mais elle doit aussi les aider à réussir leur insertion professionnelle. L'objectif est clair : les diplômés doivent trouver rapidement un emploi qui corresponde en responsabilité comme en rémunération à leur niveau de formation. Ce qui est loin d'être le cas. La tâche a été au Service communs universitaires et inter-universitaires d'accueil, d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants (SCUIO).

Soixante-dix-huit universités en sont dotées. Peu comparables d'un établissement à l'autre, ils ont répondu de manière différente à cette mission. Certains se sont équipés d'un département emploi intégré ou d'un bureau des stages, d'autres ont délégué cette tâche aux différents départements de l'université. Ailleurs, la présidence a gardé la maîtrise de cette activité.

Selon une enquête de la direction des enseignants supérieurs, en 1991-1992, 87 % des SCUIO ont proposé des aides concrètes pour la recherche d'un premier emploi. Mais le nombre d'étudiants ayant eu recours à ce service a été extrêmement faible et « insuffisant », juge cette étude : environ 9 000, essentiellement inscrits en second ou en troisième cycle, sur les 1,2 million que compte l'université. Ce chiffre ne comprend pas les jeunes qui se sont rendus à un forum-emploi, une table ronde ou une visite d'entreprise.

La dérive des stages

La majorité des services communs proposent une aide à la lecture de petites annonces, à la rédaction de curriculum vitae ou à l'entretien d'embauche. Mais seuls 33 d'entre eux ont mis en place un module de préparation à l'insertion professionnelle, intégré au cursus de formation. Un peu plus de la moitié réalisent des enquêtes d'in-

sertion professionnelle, mais de manière encore fragmentaire et ne concernant le plus souvent que les étudiants de deuxième cycle.

La plus grande partie des SCUIO reçoit des offres d'emploi des entreprises, et ces services constituent un thermomètre fiable des difficultés d'insertion des étudiants. Réunis à Amiens les 30 septembre et 1^{er} octobre, certains responsables de ces services ont tiré le sonnette d'alarme, dénonçant une certaine « dérive des stages ». « Depuis le mois de septembre, nous recevons des demandes de conventions de stages, rémunérés très faiblement, concernant des diplômés de troisième cycle très spécialisés », indique le responsable du SCUIO de Nanterre (Paris-X). Et de dénoncer les demandes de certaines entreprises qui souhaitent « accueillir pendant neuf mois minimum, un stagiaire titulaire d'un DESS de finances ».

Le personnel des SCUIO est alors confronté à une situation délicate : soit il accepte de faire entrer ce stage déguisé dans le cadre de la convention ; soit il refuse, de manière à ne pas cautionner ces pratiques, et il risque de rompre les relations avec l'entreprise et doit faire face au concours du diplômé : « Les étudiants acceptent mal de voir l'université leur refuser cette convention. Beaucoup d'entre eux ont le sentiment, du fait de la crise, de ne pas pouvoir se permettre de refuser », complète son collègue de Haute-Bretagne (Rennes-II).

Si elles sont indéniables, ces difficultés ne sauraient faire oublier que le diplôme reste, malgré tout, le meilleur passeport pour l'emploi. En 1992, le taux de chômage des jeunes de vingt-cinq ans non diplômés était supérieur de 14 points à celui des jeunes diplômés. Si la crise a frappé en premier lieu les non-diplômés, tous les jeunes actifs ont ensuite été touchés. Mais le niveau de formation a joué le rôle de bouclier, rendant moins vulnérables les diplômés.

MICHÈLE AULAGNON

De fait, l'enquête de la Conférence le démontre : si un tiers des diplômés de 1992 en activité ont trouvé leur emploi en prenant moins de dix contacts avec les entreprises, un tiers d'entre eux, ce revanche, ont envoyé plus de cinquante curriculum vitae pour trouver leur premier emploi, contre 16 % seulement chez les diplômés de 1990. Même à l'ESSEC, l'une des écoles de commerce les plus prestigieuses, 14 % des diplômés ont dû envoyer plus de cinquante CV. Et, sur le terrain, chacun estime désormais habituelle une durée de recherche d'emploi de l'ordre de quatre à six mois.

Le tassement des salaires

Autre concession symptomatique : les diplômés sont amenés à accepter des conditions d'embauche moins gratifiantes ou plus fragiles qu'auparavant. L'enquête de la Conférence montre ainsi que 20 % des diplômés de 1992 en activité ont accepté un contrat à durée déterminée, contre 14 % pour ceux de 1991 et 7 % pour ceux de 1990.

De même, la plupart des responsables d'école admettent — malgré le caractère symbolique de ce paramètre — que les niveaux de salaires d'embauche s'est stabilisés, après des années d'inflation, et que, dans un certain nombre de cas, ils se sont légèrement tassés. Pen d'écoles reconnaissent, comme l'ESCC de Bordeaux, que la rémunération annuelle brute de premier emploi a baissé, depuis trois ans, d'un revenu médian de 180 000 francs à 170 000 francs. Mais toutes admettent que la fin de l'escalade est manifeste et en particulier pour les salaires d'embauche les plus élevés. Là où les entreprises étaient prêtes, il y a peu, à offrir 250 000 francs par an pour attirer les diplômés les plus buppés, le plafond de salaire d'embauche est redescendu vers 210 000 ou 220 000 francs.

Comme le note Maurice Renard, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble, « tout se passe comme sur une autoroute quand on rencontre une zone de brouillard. Les premières voitures donnent un coup de frein brutal et provoquent rapidement un ralentissement, voire un bouchon. Toute la question aujourd'hui est de savoir si le brouillard actuel n'est que passager et si le trafic reprendra normalement ou s'il s'agit d'un phénomène à plus long terme, provoquant une dégradation persistante de la qualité de l'insertion professionnelle de nos diplômés ».

Or chacun souligne, sans enthousiasme, que les entreprises freinent les embauches au moment précis où, sous la pression des pouvoirs publics, la plupart des grandes écoles ont sérieusement augmenté la taille de leurs promotions.

GÉRARD COURTOIS

Dans « Le Monde de l'éducation »

Palmarès des écoles de commerce

Le Monde de l'éducation vient d'établir, pour la première fois, un palmarès des écoles de commerce et de gestion dont les résultats sont publiés dans son numéro de novembre. Cette enquête très fouillée porte sur 44 établissements, c'est-à-dire la plupart de ceux qui recrutent par concours, à l'issue des classes préparatoires, au haut enseignement commercial.

Une dizaine de critères permettent de hiérarchiser les écoles de commerce en fonction de leur difficulté, mais aussi de mettre en lumière leurs spécificités et leurs points forts. Sont ainsi analysés la sélectivité et l'attractivité des établissements, leur organisation pédagogique, la qualité de leur corps enseignant, de leurs locaux ou de leur équipement, le dynamisme de leur recherche ou de leur vie associative, leur ouverture sur l'entreprise ou sur l'international.

Ce palmarès réserve bon nombre de surprises. Non seulement le classement général place l'ESSEC en première position, devant HEC et l'École supérieure de commerce de Lyon devant son homologue de Paris. Mais il démontre que sur chacun des critères analysés, de modestes écoles de province peuvent faire jeu égal avec les établissements les plus prestigieux.

ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maturité suisse • Diplômes : commerce, secrétariat, direction • Cours d'anglais tous niveaux • Cours de français pour étrangers • Pre-MBA • LBD Lémanis Business Diploma • Hotel management preparatory course • Aussi en Internet
- Cours de vacances : juillet - sept.

Ecole Lémanis - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tél. 01 41 21 320 15 01 - Fax 01 41 21 312 67 01

دكان من الأدب

bas sur l'emploi

ÉDUCATION • CAMPUS

Le tableau noir des collèges américains

Chômage, violence et drogue sont au cœur de la ségrégation scolaire dans les grandes villes américaines

NEW-YORK
correspondance

MENOTTES à la ceinture, talie-walkie au poing, un surveillant arpente les couloirs vétustes d'un bâtiment délabré où seul le béton a résisté à la décapitation du temps. La cour sur laquelle s'ouvrent de minuscules fenêtres en forme de hublots est encadrée par de larges pans de murs, infranchissables. L'accès aux toilettes est barré, par crainte d'usage de drogue, et les portes des pièces qui s'alignent le long des corridors sont verrouillées : ne sort ni ne rentre qui veut. Cet établissement aux allures de pénitencier fédéral est pourtant bien un lycée, à forte majorité noire, d'une grande ville proche de New-York, dans l'Etat du Connecticut.

Les élèves de la Hillhouse High School sont tous issus des milieux les plus défavorisés de la société américaine : Noirs et de parents sans emploi, ils sont confrontés, dès le plus jeune âge, à l'hostilité raciale, à la violence des rues, à l'alcool et à la drogue. L'école constitue, pour beaucoup, l'unique structure sociale susceptible de leur venir en aide : « L'école est véritablement une institution de dernier recours, lorsque la famille, la communauté et l'Eglise ont échoué, ou n'ont pas été à la hauteur de leur mission », explique Gary Marx, directeur de la fédération américaine des enseignants et administrateurs d'école. La perte d'autorité des parents et la perte d'influence de l'Eglise ont fortement amplifié ce phénomène.

Dépression et troubles nerveux

Loins de bénéficier d'une sorte d'extraterritorialité sociale, l'établissement scolaire se retrouve ainsi au cœur même de l'univers marginalisé dont sont originaires ses élèves : « Pas question pour eux d'abandonner leur bagage de brimades et de violence gratuite à l'entrée des classes, explique un enseignant. Cette école n'est pas un îlot de sérénité dans une mer de troubles. Il lui revient, au contraire, d'intégrer, en s'efforçant de les déamorcer, les éléments d'intolérance et de dépit qui font le quotidien de ces jeunes. Difficile jeu d'équilibre, dont certains plus que d'autres dans le corps enseignant tentent de s'acquitter, alors que la structure même de l'école - professeurs et surveillants blancs, élèves noirs - semble reproduire le clivage racial qui caractérise l'environnement extérieur à l'école. Tout ici se mesure en termes d'appartenance raciale.

Cette tension permanente imprègne l'enseignement. Lorsqu'on demande à ces élèves de douze à quinze ans, dans le contexte apparemment feutré d'une classe de grammaire, d'illustrer le mot « conséquence » par un exemple pratique tiré de leur expérience personnelle, leurs réponses laissent toutes transparaître les éléments de discrimination, de violence et d'intolérance qui les barcellent jour

après jour. Mike, douze ans, explique avec application et sérieux : « Lorsque mon frère ohé m'a demandé de dissimuler pour lui le revolver dont il venait de se servir dans une rixe entre gangs rivaux hispaniques et noirs, j'ai dû soupeser les conséquences de l'attitude à adopter. »

Bob, quatorze ans, s'efforce d'affiner la définition : « A douze ans, ma copine, âgée alors de treize ans, est tombée enceinte. Nous n'avions pas les moyens de payer pour un avortement, et nous avons dû mesurer les conséquences d'une naissance intempestive. » La classe ne rit pas. Elle sait qu'à la sortie Bob ira récupérer son fils à la maternelle, en qualité non plus de collégien mais de père.

Une jeune fille assise un peu à l'écart, les yeux rougis par les larmes, réfléchit à un autre type de conséquences, celles qu'implique l'amitié. Son ami Frank, seize ans, vient de trouver la mort dans un drive by shooting, non loin de l'école. Le scénario du drive by shooting est devenu quotidien dans les quartiers pauvres des grandes villes : une voiture passe, une vitre descend, un coup de feu chaque, qui ne fait pas la distinction entre un écolier, un passant, un criminel.

« Les problèmes auxquels sont confrontés les écoles publiques dépassent de loin le cadre académique », explique Gary Marx. Bon nombre d'élèves souffrent de dépression ou de troubles nerveux parce qu'ils sont abandonnés à eux-mêmes, ou que leurs parents sont drogués. Près de 50 % des élèves sont issus de familles qui ne bénéficient que de l'équivalent américain du revenu minimum d'insertion français et arrivent souvent à l'école le ventre vide.

L'institution scolaire doit alors combler les rôles de conseiller psychologique et d'établissement d'enseignement spécial, ainsi que subvenir aux besoins les plus élémentaires de ses élèves. La rigueur financière et les budgets très serrés des écoles publiques ne leur permettent pas de jouer sur tous ces tableaux sans effectuer, en contrepartie, des coupes sévères dans leurs programmes académiques.

Le plus caractéristique est que cette situation se développe au sein d'un univers clos, entre membres d'une même communauté urbaine, noire et marginalisée. C'est cet aspect « ghetto » de l'école et de son voisinage que dénoncent aujourd'hui, avec une vigueur nouvelle, les avocats de la cause afro-américaine. Ils y voient la cause principale de l'échec scolaire et, au-delà, de l'impasse sociale où sont acculés ces jeunes Noirs. L'intégration constitue, selon eux, la seule dynamique qui soit en mesure de briser

le cercle vicieux de la discrimination et du racisme.

Parmi les propositions mises en avant par ces réformateurs, on retrouve tout les matins par bus des jeunes écoliers noirs vers les écoles des quartiers blancs. Mais, s'il est toujours considéré comme souhaitable, le busing est aujourd'hui jugé difficilement réalisable. On se souvient, en effet, de l'explosion de violence raciste déclenchée par ce mode d'intégration à Boston, dans les années 70, où l'on vit la communauté blanche prendre les armes pour s'opposer à l'arrivée des enfants noirs, si bien que le président américain dut faire appel à la garde nationale pour rétablir l'ordre.

Patience et persévérance

« On assiste actuellement à un véritable dépeuplement des banlieues blanches dans lesquelles nous avons des programmes de busing », explique Gary Marx. La peur du noir et de son altérité ou la crainte de voir chuter le niveau de l'enseignement sont les raisons « totalitaires injustifiées », selon M. Marx, qui conduisent les parents d'enfants blancs à réagir de façon aussi radicale.

Le tutoring, qui consiste en une panoplie de cours de rattrapage et de soutien donnés par des étudiants bénévoles, connaît un succès croissant auprès d'établissements scolaires qui, démunis de moyens financiers suffisants, ont volontiers recourus au volontariat. « Hillhouse High School, comme la plupart des inner city schools, a la fâcheuse tendance de favoriser les élèves les plus doués, au détriment de tous les autres, parce qu'elle estime qu'eux seuls ont peut-être une chance de s'en sortir et d'échapper à leur milieu », explique Katherine Farkas, responsable des programmes de soutien à Hillhouse.

« Il revient donc au tutoring de prendre en charge la majorité silencieuse des moins doués, et de faire en sorte qu'ils ne soient pas aussi marginalisés académiquement. » Patience et persévérance sont de mise dans une activité qui s'apparente par ses responsabilités à celle d'une assistante sociale. « Ma première élève m'a accueillie par les mots de « white trash », « ordures blanches », se souvient M^{me} Farkas. Quelques mois plus tard, cette même élève lui a écrit à l'écart en classe de français pour lui souffler à l'oreille, dans la langue de Voltaire : « Cette classe est vachement déprimante. Elle me fait chier. » « Ma joie fut immense, confie M^{me} Farkas en souriant. Nous ne lui aurions jamais rien appris de tel. La satisfaction et la récompense pédagogiques peuvent prendre ici des formes un peu inaccoutumées. »

SEBASTIAN VARGA VON KIBED

BIBLIOGRAPHIE

Le lycée en panne de modèle

LE LYCÉE, UNE CITÉ A CONSTRUIRE de Robert Ballion. Hachette « Education ». 239 pages, 135 francs.

P our la première fois de son histoire, la société française enfame au lycée la quasi-totalité des jeunes de dix-sept à dix-neuf ans. L'évolution s'est accomplie en moins de dix ans et elle modifie profondément le rôle social du lycée dont la légitimité ne va plus de soi et dont les missions sont brouillées. Il doit, désormais, composer avec un public scolaire multiple, pour une large part indifférent, étranger, voire rétif, aux multiples contraintes du « métier d'élève ».

Au terme d'un périple dans vingt-cinq établissements, du lycée professionnel de banlieue au lycée d'excellence parisien en passant par le gros « bahut » polyvalent ou le petit établissement situé en zone rurale, le sociologue Robert Ballion a acquis une conviction : pour poursuivre sa mission, le lycée doit inventer un « nouveau mode de socialisation » et offrir aux lycéens la possibilité de « donner un sens à leur condition d'élève ».

Dans l'analyse passionnée qu'il fait de la lente dérive du modèle du « lycée social » né au milieu des années 70 en périphérie des villes, où il faisait plutôt bon vivre, pour les professeurs comme pour les élèves, malgré un faible rendement scolaire et qui, parce qu'il « éponge son environnement », est aujourd'hui débordé, on voit bien que le lycée est « une cité à construire » comme le souligne le titre de son livre. Un cas limite ? Sans doute. Mais qui illustre parfaitement les mutations en cours.

Reprise en main, retour des sanctions, contrôle quasi obsessionnel des absences, rétablisse-

ment - au sens propre - des « barres » dans un certain nombre de cas, l'entreprise de restauration est en cours dans ces lycées en crise, menée par des chefs d'établissement énergiques - souvent des femmes, qui se posent en « patron », imposent un style de direction centré sur la compétence professionnelle, maniant habilement autorité et écoute, facilité du contact et rappel incessant de la loi.

Mais l'enquête de Robert Ballion nous invite aussi à rectifier quelques lieux communs sur les établissements baptisés « difficiles ». Aucun type d'établissement n'échappe tout à fait à la nécessité d'une patiente reconquête de sa légitimité. A quelque type qu'ils appartiennent, tous - lycées « en crise » des banlieues urbaines ou établissements « bourgeois » de centre-ville - sont en panne de modèle.

Les « anciens lycées traditionnels », comme les appelle Robert Ballion, sont eux aussi confrontés, depuis le milieu des années 1980, à l'élargissement social de leur clientèle. Sous la pression du nombre, les règles du jeu ont changé. Qu'un lycée neuf ouvre dans la ville, occasionnant un redécoupage des secteurs de recrutement, que la proximité d'une gare ou la présence d'un internat se mettent brusquement à drainer les élèves de deux ou trois collèges ruraux jusque-là soigneusement tenus à l'écart, et voilà le lycée obligé de renégocier, avec ses élèves, la place qui leur est accordée, leur rapport aux études et à la discipline, et, avec ses enseignants, le changement progressif de leurs pratiques professionnelles.

Les établissements situés dans les grandes banlieues urbaines ne sont pas les seuls, démontre Robert Ballion à être confrontés à la démotivation chronique des élèves, à leur attitude de condescendance d'un parcours

scolaire vécu comme « un droit sans contrepartie » et au « ras le bol » des enseignants. Même dans les établissements protégés par un écrin de verdure et parfaitement assurés de leur population scolaire, l'institution n'est plus à l'abri « des troubles occasionnels par l'évolution générale des lycées ».

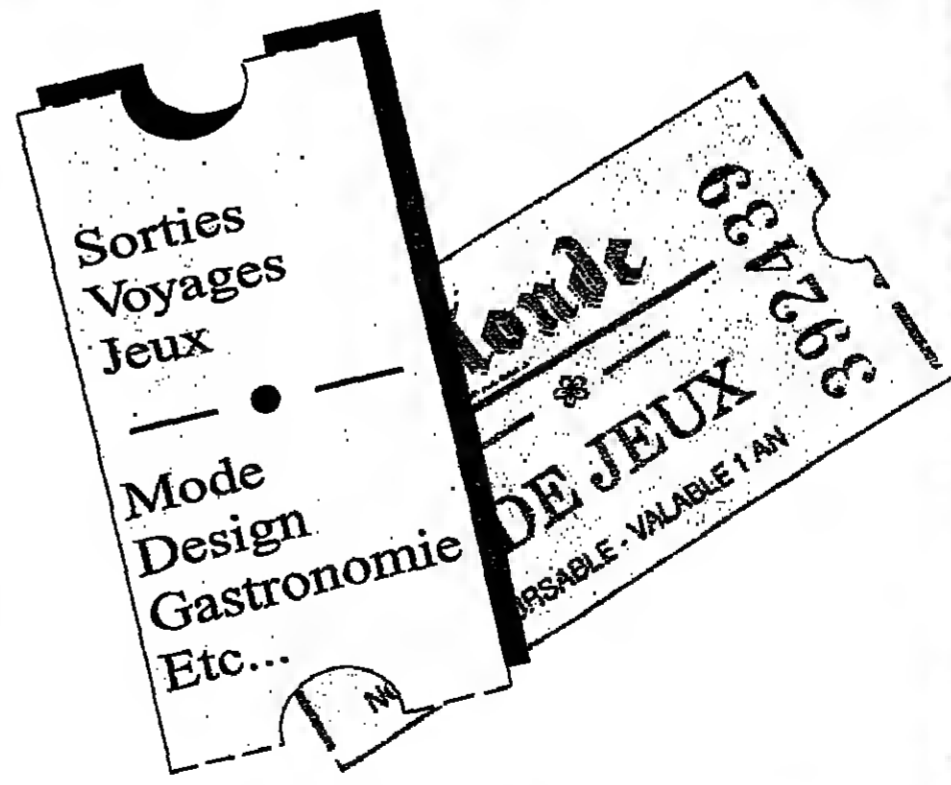
En témoigne cette forme nouvelle, per ses dimensions, du « désengagement scolaire », véritable rupture de contrat, évoquée avec désarroi par tous les acteurs du système rencontrés au fil de l'enquête et qui apparaît comme l'effet, minant pour l'institution, de la banalisation du statut de lycéen : l'absentéisme. Un « cancer », un « fléau » pour les professeurs et, pour les enseignants, la preuve que les élèves se dérobent à leur emprise, qu'ils nient leur valeur en tant que professionnels, qu'ils refusent leur « statut d'élèves », bref, que la vraie vie est ailleurs.

La crise peut, néanmoins, être évitée ou la barre redressée si la navire a, déjà, largué les amarres. Dans les réussites qu'il décrit, Robert Ballion fait la part belle au nouveau profil de « manager éducatif » de certains chefs d'établissement qu'il rencontre. Les enseignants sont davantage en retrait, minorité active mais marginalisée et guettée par le découragement dans tel lycée, addition d'individualismes à la recherche d'une nouvelle identité collective dans tel autre. Est-ce l'effet d'une difficulté à saisir, à travers ce type d'enquête, la réalité d'un corps professionnel éclaté ou l'indice d'une difficulté, plus grande pour les professeurs que pour les « patrons » des lycées, à absorber les mutations en cours ?

CHRISTINE GARIN

Le Monde
temps libre

Le nouveau supplément de vos loisirs



Chaque vendredi dans le Monde daté samedi
Passez un bon week-end avec Le Monde

Une lettre du maire de Marseille

A la suite de la publication, dans le Monde du 23 septembre, d'un article sur les difficultés financières d'une association marseillaise d'aide aux élèves pour les collèges maritimes, nous avons reçu la mise au point suivante de M. Vigouroux, maire de Marseille.

« Depuis la rentrée 90, la ville de Marseille a mis en place un dispositif d'aide aux élèves du primaire en difficulté scolaire : l'ATSP (l'aide au travail scolaire personnel). L'ATSP a lieu dans des appartements en rez-de-chaussée à proximité des lieux d'habitation des enfants, mais toujours hors du cadre scolaire et tous les soirs après la classe. Cette action socio-éducative concerne tous les élèves du primaire des écoles de Marseille et a été financée jusqu'à l'an dernier uniquement par la ville, qui y a consacré un budget considérable (5 MF).

« De plus, dans le cadre du DSU, la ville a également financé pour une part importante le dispositif de soutien scolaire aux collégiens (pour 1992, conseil général : 250 000 F ; Ville de Marseille : 351 000 F) en regrettant que le conseil général ne se sente pas davantage concerné par cette prise en charge quotidienne des enfants sur le quartier.

« Participation considérable dans la mesure où depuis les lois

de décentralisation, les collèges sont de la compétence du conseil général. La Ville, quant à elle, responsable du secteur primaire, poursuit la mise en place du dispositif d'ATSP, en collaboration avec l'éducation nationale : chaque soir après la classe, des étudiants de niveau bac + 2, de préférence originaires du quartier, accueillent les enfants désignés par les enseignants dans des appartements gérés par les associations locales et les aident à réaliser leur travail scolaire. Quarante-septième des cinquante dossiers, cette expérience d'aide scolaire unique en France permet à 1 500 élèves des écoles de Marseille de bénéficier d'un accompagnement scolaire de qualité. »

ROBERT VIGOUROUX
maire de Marseille,
sénateur des Bouches-du-Rhône

« Marseille mène ses collèges », déclara-t-elle le 23 septembre. « Marseille soigne ses élèves », nous répond, à juste titre, Robert Vigouroux qui rappelle, comme nous le faisons dans l'article incriminé, que sa ville consacre au budget important un dispositif d'aide aux élèves pour les élèves des écoles primaires. Le maire de Marseille évoque aussi le soutien de la municipalité au dispositif d'aide aux collégiens (351 000 francs en 1992) sans préciser, toutefois, que cette aide a été suspendue à la rentrée du septembre. C'est précisément ce changement d'attitude de la mairie de Marseille qui a motivé la publication de notre article. »

REPÈRES

CAPIES. Un numéro spécial du Bulletin officiel, du 21 octobre, est consacré à l'organisation des concours de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire général (CAPIES), technique (CAPIET) et professionnel (CAPLP). Il revient notamment, de façon détaillée, sur l'organisation de l'épreuve sur dossier qui remplacera, l'an prochain, l'épreuve professionnelle des concours.

CLASSES PRÉPAS. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, vient de constituer un groupe de travail chargé de réfléchir à l'organisation générale des classes préparatoires aux grandes écoles. Présidé par M. Thomas, proviseur du lycée Camille-Guérin à Poitiers et président de l'association des professeurs aux grandes écoles, ce groupe est chargé de reprendre le dossier des prépas, en chantier depuis plusieurs années. Il devrait, pour le début de 1994, proposer une version définitive du décret relatif aux classes préparatoires, dont une mouture avait déjà été discutée au CNER en mars 1993. Il devrait ensuite s'atteler à la préparation d'un arrêté général et d'éventuels arrêtés particuliers sur les différents groupes de prépa (scientifiques, commerciales, biologiques et littéraires).

L'azur pour Federico Fellini

Les Italiens pleurent celui qui disait : « Et maintenant, qu'advient-il du cinéma ? »

ROME

de notre correspondant
Le mercredi 3 novembre en fin de matinée, les obsèques nationales du metteur en scène italien, Federico Fellini, devaient se dérouler à Rome dans la basilique Sainte-Marie-des-Anges-et-des-Martyrs, en présence du président de la République italienne. La veille, un hommage public lui avait été rendu dans les studios de Cinecittà. Federico Fellini devait être inhumé, peu après ses obsèques, dans sa ville natale de Rimini.

Dans Rome, assailli par la pluie, c'était le seul petit coin de ciel bleu. En toile de fond, dans ce studio numéro 5 de Cinecittà, « son » studio, le plus grand d'Europe, celui où il avait tourné ses plus grandes scènes, on avait piqué le grand ciel d'azur piqué de nuages qui avait servi pour la dernière scène d'*Intervista*. Celle où Federico Fellini justement s'écrit dans son porte-voix : « Et maintenant, qu'advient-il du cinéma ? » Dans un halo irradé de projecteurs blancs, sur une estrade drapée de bleu, elle aussi, le cercueil, aux poignées rutilantes, posé quelques centimètres de travers, comme un dernier petit clin d'œil du Maestro. Enfin aux quatre coins, immobiles comme à la parade, deux carabinieri en grande tenue à plumet tricolore, et deux vigiles urbains, l'hommage de l'Italie et de cette Rome qui l'avait tellement inspiré. Pour ce dernier acte, où Federico Fellini tenait à lui seul la vedette, la régie avait été entièrement conçue par une Giulietta Masina, détruite mais attentive : il fallait que tout fut beau, poétique et gai.

Aucune couleur sombre, aucune fausse note, pas même ces gerbes massives de fleurs réglementaires envoyées par quelque leader politique ignorant des consignes et qui se sont retrouvées abandonnées sur les murs, comme autant d'accessoires inutilisés. Seules deux couronnes légères entouraient le cer-



cueil, l'une de Giulietta, sa femme depuis cinquante ans, l'autre de Maddalena, sa sœur. Et flottant sur cet azur immobile, la musique impalpable et lointaine de ses films.

Tremblés, croûtés souvent, déboulant de la bouche de métré toute proche, pour serpenter en longues files silencieuses parmi les pins et les palmiers trop verts de Cinecittà, combien étaient-ils ce mardi 2 novembre, à se rendre dans cette chapelle ardente improvisée ? Vingt-cinq mille en milieu de journée, quarante le soir, soixante mille peut-être à la « fermeture » à minuit. Des plus vieux, collectionneurs de films « qu'ils avaient tous vus au moins deux fois » ; des plus jeunes qui avaient seulement « entendu parler et regardé la télévision le soir de sa mort » ; et des enfants, beaucoup, venus en classes entières derrière leur professeur et à qui ne manquaient que les longues pélerines brunes d'*Amarcord*. Et, interrompant sans bruit la procession, les inévitables voitures des « VIP », étincelantes dans la grisaille. Les représentants du gouvernement, le président du conseil en tête, Carlo Azeglio Ciampi, étaient venus tôt le matin, sans un mot ; plus tard ce serait le tour des deux

présidents des chambres, plus discrets. Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro se réservait pour la messe des funérailles, le mercredi 3 novembre, en fin de matinée, dans l'immense Sainte-Marie-des-Anges-et-des-Martyrs, une basilique arrachée aux thermes de Dioclétien, dont les colonnes monstrueuses de marbre rose rappelleraient une dernière fois les démesures antiques du *Satyricon*. Une délégation de cinéastes russes serait là, on mélangerait les chœurs de Mozart aux notes étranges de Nino Rota.

A l'intérieur du studio 5, les amis, se sont attardés par petits groupes sur les côtés : les frères Taviani ; Gillo Pontecorvo ; Francesco Rosi, une Monica Vitti en larmes qui pleure, lâche-t-elle, « la mort du poète et de la fantaisie », mais aussi des infirmières qui l'ont veillée, et cette jeune fille brune qu'il appelait « petite princesse indienne » et qui était soignée il y a quelques mois avec lui. Parmi les plus marqués par le chagrin, Marcello Mastroianni, le complice de toujours qui s'en prend à la coiffe de photographes ; le plus grave, Franco Zeffirelli qui remercie « Federico » de nous avoir rendus « si fiers et orgueilleux de lui » ; le

plus tendre, Ettore Scola : « Il aurait aimé cette scène, il est comme Pinocchio, entre deux carabiniers ! ». La plus attendue, bien sûr, Anita Ekberg, monumentale Walkyrie, dans son poncho gris, à demi cachée par un chapeau noir qui n'aurait pas déparé dans la *Dolce Vita*. La foule des admirateurs anonymes un peu intimidés restait souvent figée, comme hypnotisée par les projecteurs dans cette ambiance feutrée, que ne troublait que les quelques pas de la « relève de la garde » improvisée. Et çà et là, l'espace de quelques minutes, a en sa scène avec le Maestro, le temps d'une réplique silencieuse. Le temps aussi de glisser une fleur, une poésie, une peluche, précieusement collectées ensuite. Sur le livre d'or, un seul mot, en leit-motiv : Merci.

M.-C. D.

PATRIMOINE : L'UNESCO plaide pour la préservation des films. — Le directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, a lancé le 2 novembre un appel pour la sauvegarde du patrimoine filmique international. Il a préconisé la création, en liaison avec la Fédération internationale des archives de films (FIAF), d'un fonds destiné à couvrir les travaux de restauration et de préservation du cinéma, et qui serait alimenté par les Etats membres. Soulignant les nombreux périls qui menacent les films, périls physiques, économiques ou juridiques, M. Mayor a invité les gouvernements des Etats membres de l'UNESCO à prendre les « mesures financières appropriées en vue de créer ou de renforcer les structures (...) telles que : archives du film, cinémathèques, musées du cinéma, ateliers de restauration ». Cette action devrait, selon le directeur général, bénéficier également du soutien des détenteurs de droits de films de cinéma et de télévision.

La mort de l'écrivain Georges Navel

Le virus de la colère

L'écrivain Georges Navel est mort, mardi 1^{er} novembre, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Laval-d'Aix où il résidait (nos dernières éditions du 3 novembre).

Il avait un physique à la Gary Cooper, l'humour plutôt ombrageux, le franc-parler de ceux qui n'ont pas trop fréquenté les cénacles littéraires : avec Georges Navel, une voix d'enragé génial vient de s'éteindre.

Il était entré en littérature en se plaçant d'emblée sous la protection de deux grands : Dickens et Dostoevski. « Les écrivains, disait-il, étaient pour moi des gens dont les yeux lançaient des flammes et qui avaient de longs cheveux. Ceux que je rencontrais à Paris ressemblaient un petit peu à des provinciaux... » Rien d'étonnant à ce que Navel ait toujours préféré la compagnie des copains de chantier (pour qui les philosophes et les romanciers sont des phénomènes lunaires) à celle des graphomanes parisiens. Il n'avait, de toute façon, pas besoin « de communiquer avec un grand public, seulement avec quelqu'un ». Navel n'avait jamais caché qu'en se consacrant à l'écriture, il cherchait avant tout à propager le virus de la colère. L'écriture était pour lui une forme de sténographie : le style doit être sec, les mots tranchants comme une pignée de javelots lancés contre le ventre mou de son époque.

« Ma langue est pauvre, elle est celle de ma mère » : on a rarement vu un écrivain porter avec une telle humilité sa couronne de miracle de la condition ouvrière. « Ma mère va aux champs, mon père à l'usine ». En conséquence de quoi, Navel divisait son existence en deux : l'été, il était terrassier à Nice, l'hiver ouvrier ajusteur à Levallois. Il se présentait comme le descendant d'une lignée de serfs, condamné à être un « morceau d'usine pour l'éternité » et un adhérent à vie au syndicat des terrassiers.

Toute son œuvre est contenue dans le titre de son premier livre, *Travaux* (1945). « On a une voix et on ne la force pas », disait-il. Il ne croyait pas au mythe de l'inspiration : une voix se travaille, et Georges Navel travailla sa voix jus-

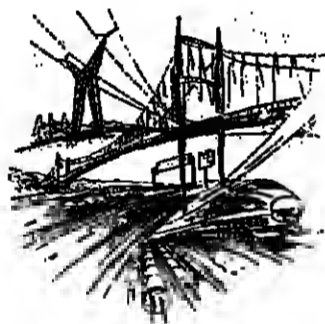
qu'à lui donner un timbre rageur, et, en même temps, totalement désabusé. Il survivait grâce à ces éclaircissements politiques qui l'aidèrent à écrire *Parcours* (Gallimard, 1950), *Chacun son royaume* (Gallimard, 1960) ou encore *Passages* (Le Sycomore, 1982).

Si l'on veut découvrir le vrai Navel, dépouillé de sa légende d'écrivain prolétaire, c'est dans ses lettres adressées entre 1935 et la fin de la guerre au philosophe Bernard Groethuyzen qu'il faut le chercher. Publiée pour la première fois en 1952, vendue à moins de mille exemplaires en trente ans, cette correspondance, intitulée *Sable et Linon* (« le Monde des livres » du 11 août 1989), est un des plus beaux livres sur la solitude d'un homme qui a perdu sa croyance dans le « progrès de l'humanité », qui ne se sent pas de taille à affronter les vacheries du milieu littéraire et qui regarde la vie, très lucidement, comme une farce robuste : « On a fait de moi un chiffon gras et on me dit : « Aime-toi ». On a fait de la terre une prison et on me dit : « Aime la vie ».

Navel se révélait un insoumis qui ne voulait être asservi par rien. Il se disait volontiers nihiliste, ayant élevé le cafard jusqu'aux hauteurs philosophiques. Ce qui ne l'empêchait pas de rire, en songeant à la cocasserie des hommes et au burlesque de sa propre destinée : un terrassier promu écrivain proletaire à la NRF !

ROLAND JACCARD

[Né le 30 octobre 1904 à Pont-A-Mousson (Meurthe-et-Moselle), Navel rencontra en 1935 le philosophe Bernard Groethuyzen qui l'encouragea à écrire. Son premier livre, *Travaux*, parut chez Stock en 1945 (repris dans « Folio » n° 1156), avec une préface de Paul Géraud. Suivirent *Parcours*, *Sable et Linon*. Chacun son royaume, publié successivement en 1950, 1952, 1960 chez Gallimard, où Navel fit la connaissance de Jean Paulhan. *Travaux* connut un grand succès critique et commercial. La première édition fut épuisée en quelques jours. Plus tard, Georges Friedmann, pour son *Travail en lettres*, exploita les lettres de Navel comme documents sociologiques. Après vingt ans de silence, Navel fit paraître en 1982 *Passages* (Le Sycomore), *Sable et Linon* a été réédité chez Gallimard en 1989.]



PAS DE CREDITS, PAS DE COMMANDES ■ PAS DE COMMANDES, PAS DE TRAVAUX ■

PAS DE TRAVAUX, PAS D'EMPLOIS ■ PAS D'EMPLOIS, PAS D'ARGENT ■ PAS D'ARGENT,

PAS DE CREDITS ■ PAS DE CREDITS, PAS DE COMMANDES ■ PAS DE COMMANDES, PAS

DE TRAVAUX ■ PAS DE TRAVAUX, PAS D'EMPLOIS ■ PAS D'EMPLOIS, PAS D'ARGENT ■ PAS D'ARGENT,

PAS DE CREDITS ■ PAS DE CREDITS, PAS DE COMMANDES ■ PAS DE COMMANDES, PAS DE TRAVAUX ■

PAS DE TRAVAUX, PAS D'EMPLOIS ■ PAS D'EMPLOIS...

**POUR L'EMPLOI,
QUE LES TRAVAUX
DÉMARRENT !**

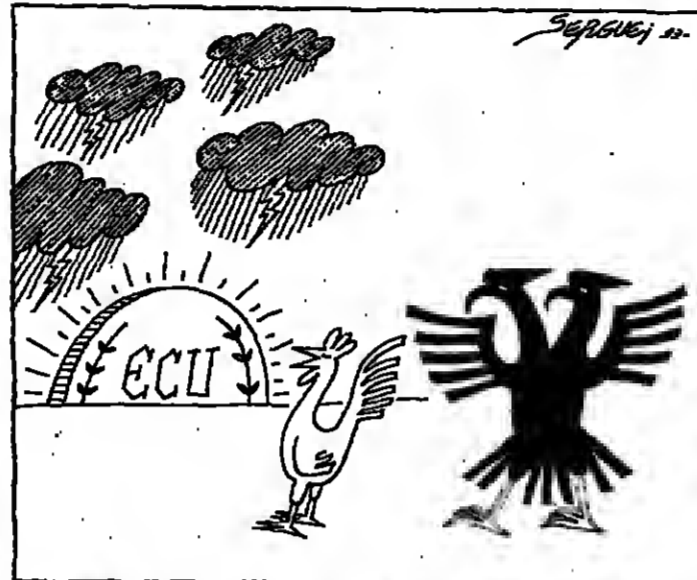


**Les Entreprises Françaises
de Travaux Publics**

ÉCONOMIE

La France et l'Allemagne confrontent leurs « plans de convergences »

Paris : retrouver la croissance



■ **UNE RÉUNION A BERLIN.** Les ministres de l'économie et des finances et les gouverneurs des banques centrales de France et d'Allemagne se sont réunis, mardi 2 novembre, à Berlin pour confronter leurs « plans de convergences ». Des plans qui doivent conduire en 1996 ou 1998 à respecter les critères du traité de Maastricht (inflation, déficit budgétaire, dette publique, taux d'intérêt), condition nécessaire de réalisation d'une monnaie unique. Les deux pays ont annoncé qu'ils voulaient présenter en commun ces plans lors du prochain conseil économique et financier européen à Bruxelles le 22 novembre.

■ **RIGUEUR FRANÇAISE.** Afin de stabiliser sa monnaie, la France a tenu à démontrer sa rigueur aux marchés financiers et à souligner la qualité de l'axe franco-allemand. Paris a fait savoir que son plan était élaboré « en étroite collaboration » avec l'Allemagne. A Bonn on a plutôt modéré le porteur du travail, en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'un plan commun.

■ **LES HYPOTHÈSES MACRO-ÉCONOMIQUES.** Les deux pays ont surtout vérifié que leurs hypothèses macroéconomiques (croissance, inflation...), d'ici quatre ou cinq ans, étaient compatibles. L'Allemagne prévoit, par exemple, que ses exportations repartiront dans la perspective d'un accord au GATT... Mais les engagements budgétaires des deux pays restent élaborés séparément.

La France pourrait retrouver une certaine croissance économique à partir de l'année prochaine, permettant au pays de rattraper le retard considérable de demande enregistré depuis deux ans. Tel est le raisonnement qui sous-tend les objectifs que se sont fixés les autorités françaises, qui présenteront, mardi 2 novembre à Berlin, aux autorités allemandes les grandes lignes de leur programme de convergence.

Le traité de Maastricht, qui vient d'entrer en vigueur, prévoit que, pour passer à la troisième et dernière phase de l'Union économique et monétaire en 1997 - phase débouchant sur la monnaie unique - les pays européens devront afficher de bons résultats, notamment en matière d'inflation, de déficits budgétaires, d'endettement public. « Bons », en ce sens que des critères minimaux devront être respectés, notamment des limites à ne pas dépasser en matière de déficit public (pas plus de 3 % du PIB), d'endettement de l'Etat (pas plus de 60 % du PIB), de hausse des prix (pas plus de 1,5 % en 1995 et 1996 par rapport aux résultats des trois pays ayant le plus faible taux d'inflation).

Les ministres français et allemands de l'économie et des finances, réunis en compagnie des gouverneurs des banques centrales comme ils le font trois ou quatre fois par an pour examiner l'évolution de la conjoncture, avaient ajouté à leur ordre du jour les grandes lignes de leurs programmes économiques à moyen terme, qui devraient mettre les deux pays sur des rails parallèles d'ici à 1997 pour aborder dans de bonnes conditions la troisième étape de l'UEM.

La France n'a plus de problème avec l'inflation, dans l'immédiat tout au moins, et l'on peut penser que la hausse des prix ne dépassera pas 2 % cette année au lieu des 2,3 % prévus dans les comptes officiels. Son déficit public annuel (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) qui s'est beaucoup creusé, pose en revanche des problèmes considérables, puisqu'il atteindra cette année 5,5 % du PIB, selon les dernières prévisions gouvernementales, et encore 5,1 % en 1994.

Un effort de très grande ampleur devrait donc être fait pour revenir à 3 % en 1996, année au terme de laquelle aura lieu le grand examen de passage pour les candidats à la phase trois du traité de Maastricht. Cet objectif n'a pourtant pas semblé impressionner les ministres français, M. Sarkozy avançant même le chiffre de 2 % en 1997, qui sous-entend non seulement un effort sans précédent de compression de la dépense publique mais aussi le retour d'importantes recettes fiscales, apportées par la croissance économique retrouvée.

Les services de M. Alphandéry estiment possible un taux d'expansion de 3,5 % entre 1995 et 1997, dans la mesure où un tel résultat ne ferait que compenser le retard de demande pris ces dernières années avec la récession, compensation qui s'était assez régulièrement produite au cours des cycles précédents. Dans cette hypothèse, que beaucoup d'observateurs considèrent comme optimiste, les rentrées fiscales seraient effectivement fortes. Mais il est une autre hypothèse, moins rose, d'un taux de croissance limité à 2,8 % entre 1995 et 1997, qui verrait l'économie française retrouver son taux de croissance « potentielle » (ce que ses équipements lui permettent), sans rattraper les retards pris depuis le début de la décennie. Les ministres français n'ont pas caché cet autre sentier possible de la croissance qui

rendrait extrêmement problématique une forte réduction des déficits publics. Le respect des critères de Maastricht aux dates prévues - préoccupation qui apparaît assez décalée par rapport à la conjoncture - ne sera chose facile ni en Allemagne ni en France. Si Paris et Bonn s'y accrochent de façon aussi « spectaculaire », c'est bien parce que le projet politique européen en dépend pour une bonne part.

Al. V.

Bonn : attention à la dette

FRANCFORT

de notre correspondant

Le plan de convergence allemand n'est qu'une version légèrement remaniée à jour du plan financier à moyen terme que le ministère des finances élabore chaque année au cours de l'été, à l'occasion de la présentation du budget. Il ne contient donc aucune mesure nouvelle qui n'ait été déjà annoncée.

L'Allemagne ayant gravement creusé ses déficits budgétaires pour financer les transferts considérables opérés vers les nouveaux Länder, l'essentiel de la tâche du ministre des finances, Theo Waigel, est désormais de les « consolider ».

La méthode est de limiter la croissance des dépenses à 4 % en 1994 puis 3 % par an ensuite, et d'augmenter les taxes et impôts. Ce faisant, l'Allemagne, qui actuellement ne réussit pas à remplir tous les critères (elle souffre d'une inflation et d'un déficit budgétaire trop élevés), parviendrait à redresser le cap pour 1996.

Les rentrées supplémentaires attendues proviendront surtout du supplémenté solidarité de 7,5 % sur l'impôt sur le revenu le

1^{er} janvier 1995 (30 milliards de marks par an), d'une hausse de la taxe d'assurance (4,3 milliards), des taxes sur les carburants (8,5 milliards) et de l'augmentation des cotisations chômage (2,5 milliards). Le niveau des prélèvements fiscaux passera de 24 % du PIB cette année à 29 % en 1996.

Le gouvernement prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,5 % par an, en moyenne, dans les anciens Länder, de 6,5 % dans les nouveaux et de 2 % pour le total de l'Allemagne. Elle sera tirée par les investissements et par les exportations. L'inflation, elle, et l'emploi serait de 3 % l'an.

Un plan jugé flou

Malgré le rebond de l'Est, dû en partie aux exportations, les transferts vers l'Est vont croître en proportion du PIB, pour passer de 6,8 % en 1992 à 7,5 % en 1997. Dans ce contexte, l'Allemagne réussirait à faire passer le déficit fédéral de 4 % du PIB en 1993 à 3,5 % l'ao prochain, à 2,5 % en 1995 et à 2 % en 1996. L'Allemagne pourra ainsi respecter à temps (dès 1996) le critère de Maastricht puisque le traité

fixe à 3 % la limite. Du côté de la dette, les choses seront plus difficiles. Les perspectives gouvernementales comprennent, l'odieux-t-ou au minimum des financements, la reprise prévue du reliquat de dette des chemins de fer (limitée à 8 milliards de marks), celles de la Treuhand, l'agence de privatisation à l'Est, qui sera codétée en 1995 pour 230 milliards, et celle du Fonds de développement de l'Est, soit 140 milliards.

Au total, le budget de l'Etat sera surchargé de 400 milliards de marks.

La dette remontera de 48 % du PIB cette année à 62 % en 1995, pour redescendre légèrement à 60 % en 1996, soit le chiffre exigé par le traité. Ce critère de l'endettement sera celui que l'Allemagne aura le plus de mal à respecter.

Si rien ne dérape... Les critiques ne manquent pas, en effet, en Allemagne pour déconcerter le flou du plan de consolidation financière devenu plan de convergence, et surtout l'irrésolution du gouvernement à tenir ses engagements budgétaires.

E. L. B.

Pour 3300 F/mois*, soyez partout à la fois pour prendre les bonnes décisions.

VISIOCONFÉRENCE

3300 F* par mois, c'est le prix du nouveau terminal de la gamme de visioconférence de France Telecom Equipements. Grâce à la visioconférence, vous organisez rapidement et sans vous déplacer une réunion son et image avec vos collaborateurs les plus éloignés. Alors, si vos objectifs sont de réduire vos frais de déplacements, de simplifier votre agenda et d'augmenter l'efficacité de vos réunions... prenez la bonne décision : appelez notre service commercial au (1) 46 13 56 86.

*Coût mensuel H.T. pour une location financière sur 36 mois, sous réserve d'acceptation de votre dossier par notre organisme de financement (SPEFI).

EGT distribue les produits France Telecom Equipements

France Telecom Equipements

ÉTRANGER

Un tremplin pour les marchés de l'Est

RVI signe un accord de coentreprise avec le tchèque Karosa

Renault-Véhicules industriels a signé, mardi 2 novembre à Prague, un accord de coentreprise (joint venture) avec le constructeur de poids lourds tchèque Karosa, qu'il entend contrôler, à terme, à 51 %, selon un communiqué publié à l'issue de la signature. Cet accord prévoit que RVI, dans une première étape, prendra 34 % des parts d'une nouvelle société commune, Karosa SA, pour un montant de 60 millions de francs.

Parallèlement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) entre provisoirement dans le capital de cette nouvelle société, à hauteur de 17 %. Shemaya Levy, directeur général de Renault-VI, a précisé que son groupe se donnait cinq ans pour porter sa participation à 51 % et donc racheter progressivement les parts de la BERD.

Premier constructeur tchèque de véhicules industriels, Karosa est notamment spécialisé dans les autocars-autobus et dans les camions de 3,5 tonnes à 40 tonnes. Ses capacités de production à plein régime sont de l'ordre de 3 500 véhicules par an, pour un effectif d'environ 1 700 personnes. Mais l'entreprise, depuis deux ans, ne produit qu'environ 1 300 véhicules par an.

Cette société, dont les prises de participation de Renault-VI et de la BERD constituent une première étape vers sa totale privatisation, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 400 millions de francs et a dégagé un résultat net de 9 millions de francs.

La France et l'Allemagne confrontent leurs « plans de convergences »

Une même crise, deux modèles

Suite de la première page

« En tant que pays offrant un niveau élevé de revenus et des conditions de vie exceptionnelles, l'économie future de l'Allemagne dépendra de la place de la recherche, du développement et de l'utilisation de nouvelles technologies, par exemple la biotechnologie, la génétique, les techniques de l'environnement et de l'information », affirme le gouvernement dans le rapport sur la compétitivité de l'Allemagne rendu public en septembre (1).

La seule véritable solution au chômage est l'investissement et l'innovation qui débouchent sur de nouvelles productions à haute valeur ajoutée. D'ailleurs mobilise des milliards de marks dans les techniques aéronautiques et spatiales. Siemens s'engage à sauver sa filiale informatique Nixdorf et ses fabrications de semi-conducteurs. Son patron s'entête : « Il est totalement faux de dire que l'Europe a perdu la partie dans ces domaines ». En France, le gouvernement n'est mobilisé par l'informatique que

pour privatiser Bull au plus vite...

Le divorce semble radical. Vu de Paris, le capitalisme a changé de nature. Non pas tant à cause de l'effondrement du communisme, que du fait de la mondialisation des échanges et des techniques. La « guerre économique » fait rage et une hyper-concurrence détruit les emplois, met à bas les régimes de protection sociale et menace la société entière. Cette terrible crise mondiale impose de se délester pied à pied contre les deux « blocs » d'Asie et d'Amérique pour sauvegarder les niveaux de vie européens.

Armé de cette analyse, le gouvernement français, soutenu par l'établissement parisien, estime que la France, entrée plus tôt dans la crise que l'Allemagne, précède celle-ci dans la prise de conscience de la gravité des problèmes. Une fois le boom de l'unification estompé, les Allemands vont découvrir inévitablement, estiment les Français, que les taux d'intérêt sont trop élevés, que les Japonais trichent, que les Américains imposent leurs intérêts aux

autres, que la culture est menacée, bref, que le nouvel ordre (le désordre) économique mondial conduit droit à la jungle.

L'Allemagne « provinciale » a été épargnée, mais elle finira par comprendre. Il suffit d'attendre qu'elle soit affectée gravement par le chômage - ce qui ne manquera pas d'arriver, pense-t-on à Paris - pour qu'elle en vienne aux mêmes raisonnements. Puis France et Allemagne étendront ces convictions à l'Europe entière qui, ainsi, répondra enfin aux attentes des Français. Telle est la stratégie.

Or la « guerre économique » n'est pas vécue en Allemagne comme destructrice, mais comme fondamentalement bénéfique. Développant une vision positive du libéralisme - doctrine qui fut à l'origine du redressement après guerre - le gouvernement allemand affirme que la sortie de la crise ne viendra pas de moins de libéralisme mais de plus de libéralisme.

Protectionnisme souterrain ?

Ce discours allemand est souvent mal interprété en France, où l'on croit qu'il n'est qu'un prétexte à la doctrine qui fut à l'origine du redressement après guerre. Le gouvernement allemand affirme que la sortie de la crise ne viendra pas de moins de libéralisme mais de plus de libéralisme.

oismes de solidarité interindustrielle, par la préférence des consommateurs pour les produits allemands, par une politique de subventions régionales ou encore par un monde bancaire à l'écoute de l'industrie.

Ces dispositifs discrets, voire opaques, donnent souvent au marché allemand une impression d'impenétrabilité. Ils « protègent » le tissu des entreprises mais pas dans un esprit « protectionniste », au sens d'un arrêt aux frontières. L'Allemagne protégée « de l'intérieur » n'est pas protectionniste, à l'instar de la France. Toute la divergence entre les deux pays vient de là.

Helmut Kohl a pu créer une illusion en venant au secours des Français sur l'agriculture. Grand francophile, le chancelier veut, par ce geste politique, maintenir entrouverte une issue honorable pour la France. Mais il est isolé sur cette position. Le président du patronat allemand, Klaus Murrmann, l'a prévenu, mardi 26 octobre, de ne pas porter « une considération excessive aux Français ».

La prospérité allemande est toujours venue de l'exportation : le patronat, la classe politique et les syndicats réclament unanimement une signature au GATT le 15 décembre. Un échec du cycle de l'Uruguay (Uruguay Round) et du multilatéralisme serait payé au bout du compte par le tiers-monde, placent les Allemands. Personne, ou

presque, ne croit valables les nouvelles théories du commerce international formulées par les Américains et qui semblent séduire en France. Le commerce « dirigé » (managed trade, qui favorise le donnant-donnant de pays à pays) est une forme camouflée du protectionnisme et ce sert en réalité que les plus puissants.

Les Français auraient donc tort de se bercer de faux espoirs : l'Allemagne ne les rejoindra pas dans une attitude de repli. D'autant que la grave crise structurelle qui l'affecte pousse son gouvernement dans une voie opposée à celle espérée par les Français. Le rapport du ministre de l'économie, Günter Rexrodt, sur la compétitivité, évoqué plus haut, recommande de réduire les coûts salariaux, devenus les plus élevés du monde, et les impôts, beaucoup trop lourds. Il demande une « dérégulation » de ces mécanismes protecteurs du modèle allemand qui ont favorisé l'immobilisme. Il rappelle les vieilles recettes du succès passé : serrez vos ceintures et au travail. Tandis que la France cherche, désemparée et comme prise de panique, « des solutions nouvelles » contre le chômage, l'Allemagne répond par une classique baisse des salaires et une plus grande flexibilité du marché du travail.

Même si la politique monétaire française reste pour l'instant collée à l'Allemagne, la droite française donne l'impression, sur les autres sujets (agriculture, commerce, emploi, secteur public), d'en revenir de façon brouillonne à la période d'avant 1983, d'être tentée par le dirigisme et de céder au protectionnisme étatique du patronat français.

Cet exercice de rétrogradation éloigne Paris de Bonn et présente deux risques. Au pis, il fait la place libre à ceux qui, en Allemagne, affirment qu'il est temps pour le pays réuni de « parler fort ». Au mieux, il conforte les Britanniques dans leur volonté d'attirer l'Europe vers un libéralisme anglo-saxon. Bonn et Londres ne se sont-ils pas déjà rapprochés lors du sommet européen d'Edimbourg, l'an passé ? M. Delors déplore « la dérive de la construction européenne vers une zone de libre-échange à la mode anglaise », car, estime-t-il, « le tandem franco-allemand n'est plus performant » pour l'empêcher. Faute de ne pas voir l'avenir de la même façon.

Pourtant M. Kohl - suivi ici par tous ses compatriotes - ne veut pas d'une telle Europe réduite au libre-échange. A ses yeux, le libéralisme sert à supprimer les surcoûts et les archaïsmes du modèle germanique mais il ne s'agit pas de défaire son consensus social. Au contraire. L'Allemagne tient à la qualité de sa main-d'œuvre et à ses équilibres sociaux, considérés comme les clés de sa réussite. Elle diverge ici radicalement de l'Angleterre.

La France, du moins sa majorité, doute et joue en défense. L'Allemagne croit en elle-même et joue l'offensive. Innovation, flexibilité et ouverture au marché mondial sont ses maîtres mots pour maintenir son niveau de vie et recommencer à créer des emplois à partir de 1995, comme l'écrit la Dresdner Bank dans une étude sur « l'Allemagne 2000 », « quand le côté positif des changements structurels l'emportera sur le côté négatif des suppressions d'emplois ». L'axe franco-allemand ne peut résister longtemps à des visions si contraires. L'Allemagne surestime-t-elle sa capacité de réponse aux défis de la mondialisation ? Peut-être. Mais il se pourrait, en tout cas, que la France mésestime beaucoup la sienne.

ÉRIC LE BOUCHER

(1) Rapport du gouvernement fédéral sur la sauvegarde du site Allgäu (« Standort Deutschland ») à l'avenir.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ Indice composite : + 0,5 % en septembre. - L'indice composite a augmenté de 0,5 % en septembre, soit davantage que ne le prévoyaient les experts, qui tablaient sur une hausse de 0,4 %. Il s'agit de la deuxième hausse consécutive après une augmentation de 0,9 % en août (chiffre révisé). Quant aux ventes de maisons neuves elles ont crû de 21 % en septembre, leur niveau le plus élevé depuis sept ans.

GRANDE-BRETAGNE

■ Produit intérieur brut : + 0,8 % au troisième trimestre. - Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,8 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, et de 2 % par rapport au troisième trimestre de 1992 en données provisoires corrigées des variations saisonnières. Les analystes prévoyaient une hausse de 0,5 % par rapport au trimestre précédent et de 2 % sur un an.

SOCIAL

La 45^e congrès de la centrale chrétienne

La CFTC veut moderniser ses structures

La 45^e congrès de la CFTC, qui se tiendra du 3 au 6 novembre à Versailles (Yvelines), sera dominé par un débat sur les structures de la centrale chrétienne, décidée à moderniser son organisation interne. Alain Deleu, quarante-sept ans, devrait succéder à la présidence alors que Jacques Voisin, quarante-trois ans, lui succèdera au poste de secrétaire général.

Le « recentrage » que la CFTC entame à l'occasion de ce congrès sera purement organisationnel. Si la confédération a moins que jamais l'intention de remettre en cause ses références sociales chrétiennes, elle reconnaît que ses structures ont beaucoup vieilli. Après avoir fait procéder à un audit interne en faisant appel à un cabinet spécialisé, elle a donc décidé de se pencher sur son mode de fonctionnement et proposer plusieurs modifications statutaires.

Celles-ci visent à introduire une plus grande transparence dans la gestion des cotisations (officiellement, la CFTC revendique 265 000 adhérents) en renforçant l'autorité du conseil confédéral. Priorité sera donnée à l'élection des unions départementales par rapport aux unions locales ou régionales. La direction sortante suggère également d'entamer un regroupement des fédérations professionnelles qui, de toute façon, verraient leur nombre progressivement réduit de moitié. Outre un raccourcissement des mandats et la fixation d'une limite d'âge susceptible de faciliter le renouvellement des cadres, il est envisagé de nommer un responsable national chargé d'assurer le suivi de la carrière des permanents comme leur reconversion professionnelle. Enfin, la création d'une structure spécifique permettant de promouvoir « les moyens concrets d'une solidarité à l'égard des demandeurs d'emploi » est à l'ordre du jour.

Changement de président

Sur le fond, la CFTC ne pourra pas échapper au débat sur le partage du travail. Constatant que « l'on ne peut pas attendre le retour de la croissance pour voir l'emploi revenir à un niveau satisfaisant », la centrale se déclare « prête à négocier des formules innovantes limitant la durée et aménageant le temps de travail ». Toutefois, « il ne s'agit pas de question de relâcher l'action de terrain pour le respect du repos dominical et pour faire reculer le travail de nuit, des femmes mais aussi des hommes ».

Au terme de ce congrès, Guy Drilleud, président depuis 1990, cédera la place à Alain Deleu. Le poste de secrétaire général devrait revenir à Jacques Voisin, secrétaire général adjoint chargé des négociations. Ce nouveau tandem - qui associe deux hommes qui n'ont pas directement vécu la scission de 1964 et la création de la CFTD - constituerait aussi un recroisement. En effet, le poste de numéro 1 effectif, assumé depuis trois ans par M. Deleu, reviendrait, comme c'était le cas avec Jean-Bernard jusqu'au congrès de Lille en 1990, au président de la CFTC.

En renouvelant ses structures, en posant « l'ouverture » à l'égard des autres centrales réformistes, tout en conservant un discours assez conservateur sur le terrain des « valeurs familiales », la centrale, qui a légèrement accru son influence lors des derniers scrutins syndicaux (8,5 % des voix aux élections prud'homales de décembre 1992), espère en finir avec la relative marginalité dans laquelle elle se trouve depuis trente ans.

JEAN-MICHEL NORMAND

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES

Nous développer dans le monde est notre stratégie.

Vous associer à ce développement est notre objectif.

Actionnaires BSN, vous avez priorité pour souscrire du 27 octobre au 8 novembre 1993 inclus, à raison d'une obligation convertible pour 20 actions détenues.

- Montant de l'émission : 3,5 milliards de francs
- Prix d'émission : 1015 F ■ Durée : 8 ans 1 mois
- 9 jours ■ Intérêt annuel : 3 % soit 30,45 F par obligation payable le 1^{er} janvier de chaque année à compter du 1^{er} janvier 1995 ■ Taux de rendement actuariel brut : 5,25 % (en cas de non-conversion) ■ Amortissement normal : en totalité le 1^{er} janvier 2002 au prix de 1239 F (soit 122,1 % du prix d'émission) ■ Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse et par remboursement au gré de l'émetteur dans les conditions prévues au contrat
- Cotation : à la Bourse de Paris ■ Conversion des obligations en actions : à tout moment à compter du 1^{er} janvier 1994 à raison d'une action pour une obligation.



BSN
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

La prospectus visé par le COB en date du 25/10/1993, sous le n° 93-528 est disponible sans frais à partir du 27 octobre 1993 au siège social de BSN Direction de la Communication : 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS - BALO du 27 octobre 1993.

المحاضرات

ECONOMIE

SOCIAL

Redoutant un nouveau plan d'économies

Les organisations syndicales du groupe Air France font de la surenchère

Le nouveau président d'Air France, Christian Blanc, devrait recevoir l'ensemble des organisations syndicales lundi 8 novembre à l'occasion d'une réunion plénière. « On apprécie de sources syndicales. Seul le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) s'était présenté, mardi 2 novembre, à la concertation prévue avec la direction.

Refusant toute discussion bilatérale, l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et SNMSAC avait manifesté dans la matinée du mercredi 3 novembre devant le siège de la compagnie dans le quartier de Montparnasse à Paris en réclamant l'ouverture immédiate de négociations avec tous les syndicats et des élus de la base. Inquiets de l'avenir de l'entreprise, l'ensemble des syndicats d'Air France, à l'exception de la CGC, ont déposé un préavis de grève pour le mercredi 10 novembre.

L'intersyndicale (CGT, CFDT, SNMSAC, CFTC) court après la base et tente de coller à ses revendications. En réclamant la participation de représentants des personnels au sol de Roissy et d'Orly, elle ne fait que souligner la faiblesse des organisations représentatives. Les divisions syndicales sont apparues au fil du conflit avec, d'un côté, les clivages entre « rampantes » et « volantes », de l'autre, les désaccords entre les représentants des personnels au sol.

Dès le mardi 26 octobre, FO - syndicat majoritaire dans la compagnie - appelait à reprendre le travail alors que la CGT et la CFDT faisaient de la surenchère. Aujourd'hui, une partie des syndicats refuse les rencontres bilatérales alors que d'autres n'y sont pas opposés.

En réalité, la fièvre n'est pas retombée dans l'entreprise Air France et les personnels au sol

craignent de faire les frais d'un plan bis. On voit mal comment la compagnie qui perdra au moins 3,5 milliards de francs cette année peut se sortir du marasme sans prendre des mesures drastiques. Le souhait exprimé par les syndicats d'arrêter le processus d'ouverture du ciel à la concurrence semble avoir peu de chance d'aboutir.

Les Etats-Unis ont annoncé par la voix de leur ministre des transports, Federico Pena, leur opposition catégorique à une ré-évaluation. « En protégeant des compagnies inefficaces plutôt qu'en les incitant à s'adapter, les gouvernements portent un coup à chaque autre secteur de leur propre économie et gênent l'économie du monde entier », a déclaré M. Pena devant les compagnies de l'Association du transport aérien international réunies les 1^{er} et 2 novembre à Dallas.

Alors que de nombreuses compagnies semblent sur la voie de la convalescence, Air France est une des seules à continuer de plonger. Il faudra bien d'une façon ou d'une autre sortir la compagnie nationale de son ornière.

MARTINE LARONCHE

AUTOMOBILE

225 chevaux dans un break

Qu'il y ait sous un capot de berline une machine qui développe plus de 200 chevaux relève de gammes relativement limitées. Que le même moteur soit mis en série dans un break est encore plus rare. C'est pourtant ce que fait désormais Volvo avec sa version 850, qui a pris du coup l'appellation T-5, T pour turbo, 5 pour cinq cylindres, cela aussi bien pour les quatre portes que pour les cinq portes, ce qui ne facilite pas les distinctions. On sait combien, pour beaucoup, Volvo est un constructeur qui a fait sa renommée dans la production de breaks réputés inusables, tant par la ligne que par la mécanique. Assurer la pérennité de l'image n'était pas aussi simple qu'il y paraît dans une époque où toutes les firmes automobiles veulent mettre à leur catalogue ce type de voiture qui s'écoule longtemps pris sur les routes une place plus familière qu'ultimative. En faisant le choix d'installer à bord d'un break le groupe le plus puissant qu'il ait jamais fabriqué la marque, Volvo voulait rappeler qu'il restait le leader européen dans ce genre de véhicule et qu'il était en mesure de couvrir dans le domaine une plage de puissances qui allait, depuis sa série 940, de 116 à 225 chevaux (168 kW) avec cette 850 suralimentée.

Le moteur, un 2318 cm³ à cinq cylindres, vingt soupapes et deux arbres à cames en tête a été monté sur berline à la fin de 1991, la version break n'apparaissant qu'en février de cette année (le Monde du 14 janvier). Ici le groupe se voit suralimenté par un turbocompresseur de taille modeste qui garantit une faible inertie et donc une attente du couple maximum (effort du moteur) rapide. Ce n'est pas la première fois que Volvo place une turbine sur l'une de ses mécaniques, loin de là, mais le suralimenté paraît particulièrement convenir au 5 cylindres en lui assurant une souplesse de fonctionnement exceptionnelle (30,6 mkg de 2000 t/m à 5280 t/m). Ce couple est par ailleurs contrôlé par limitation automatique lorsque la boîte de vitesses est enclenchée sur le premier rapport, ce qui évite au démarrage le patinage des roues avant (c'est une « traction »).

La mise en suralimentation du moteur a entraîné un renforcement tant du châssis que des roues et des amortisseurs à gaz, plus durs. Le diamètre des barres entrouille a été augmenté. Ainsi le comportement routier n'apparaît pas mis en cause par la surpuissance du moteur bien que la suspension arrière semi-rigide avec amortisseurs à gaz et barre stabilisatrice ait pu le faire craindre. Comme pour l'ensemble de la production de la marque suédoise, la finition de ces breaks est exemplaire. Une version « Summit » va être importée en France d'ici peu, avec coussin de protection du côté conducteur (et passager si on le souhaite), cuir, bois, climatisation, etc. Bien entendu, une partie de ces équipements peut être obtenue en option.

Des choix qui peuvent, à la commande, faire monter le note à des hauteurs déraisonnables quand on sait que le prix de base d'une berline 850 avec turbine a été fixé à 239 000 francs et, en break, à 260 000 francs... Il n'est pas prévu à l'heure actuelle de version diesel dans la série 850, qui commence avec une motorisation à essence en 2 litres de cylindrée (169 000 F pour une berline et 169 000 F pour un break) mais, dans la gamme des modèles de moyen gabarit (440 et 460), un moteur qui fonctionne au mazout est désormais disponible. Il est fabriqué par Renault, qui étudie à l'heure actuelle un nouveau groupe du type dans des dimensions, dit-on, plus générales.

CLAUDE LAMOTTE

FINANCES

La faillite d'une société de Bourse

Réquisitoire modéré au procès Tuffier

La dernière audience du procès Tuffier devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, mardi 2 novembre, a permis au substitut du procureur, Jacques Fourvel, de prononcer un réquisitoire plutôt modéré par comparaison avec les peines prévues pour des délits d'abus de confiance et d'abus de biens sociaux. Contre les trois ex-dirigeants de la société de Bourse Tuffier, Ravier et Py - Thierry Tuffier, président, George Py, vice-président, et Didier Souffrant, directeur général - ont été requis une peine de dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 500 000 francs d'amendes. Des peines plus modérées ont été requises contre les trois autres inculpés.

Ainsi, Daniel Spire, responsable de la gestion institutionnelle, risque une peine d'un an d'emprisonnement et 100 000 francs d'amende, Jean-Michel Thilloz, directeur de la trésorerie, une peine de dix mois avec sursis et 50 000 francs. Le représentant du parquet s'est fait le soin de souligner l'indignité de la peine qu'il souhaitait à Lionel Habasque, chargé du département recherche-arbitrage au moment des faits, reprochés, qui remontent à juin et juillet 1990. Deux sursis et un fonds commun de placement ont été réalisés à l'époque des opérations de « pension livrée ». La trésorerie excédentaire des organismes de placement en valeurs mobilières (OPCVM) a été utilisée pour four-

nir des liquidités à l'établissement dépositaire peu de temps avant son dépôt de bilan. Au total, c'est une somme de 101,7 millions de francs qui aurait ainsi été prêtée à l'ex-charge, l'emprunt étant garanti par 79 800 obligations assimilables du Trésor (OAT) appartenant à la Banque populaire du Nord (BPN), dont la gestion était assurée par Tuffier.

Pour M. Jean-Bernard Thomas, l'avocat de Thierry Tuffier, « toute cette affaire est un immense gâchis » qui a mis quatre cents personnes au chômage et « inscrit l'une des pages les plus noires de l'histoire de la Bourse en France ». Au cours de sa plaidoirie, M. Thomas s'est attaché à démontrer le « rôle déterminant de la Société des Bourses françaises » dont l'intervention dans l'affaire au titre d'autorité de tutelle et de partenaire financier a précipité la chute de Tuffier. Pour M. Thomas, le véritable débat est ailleurs : sur la fiabilité des valeurs mobilières. Un contrat de dépôt de « choses fongibles » rend le dépositaire propriétaire des choses déposées. La charge pouvait donc utiliser les OAT déposées par la BPN dans ses opérations de prise en pension sans commettre le délit reproché.

Le tribunal, présidé par Olivier Péruzet, rendra son jugement le 15 décembre.

F. Bn.

INDUSTRIE

Aux termes d'un projet de loi examiné en conseil des ministres

La contrefaçon sera plus sévèrement réprimée

Le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, devait présenter mercredi 3 novembre au conseil des ministres un projet de loi visant à sanctionner plus sévèrement la contrefaçon. Ce texte, promis en juillet, est sans surprise (le Monde du 25 septembre). Il prévoit que le délit de contrefaçon sera désormais passible d'une amende de 500 000 francs et/ou d'un emprisonnement de deux ans maximum. En outre, les établissements ayant produit ou commercialisé des articles contrefaits encourront une fermeture pouvant aller jusqu'à cinq ans dès la première infraction. Enfin, dès l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, le 1^{er} mars prochain, la responsabilité des personnes morales pourra être engagée.

Par ailleurs, les autorités douanières, les services de police et de gendarmerie verront leurs moyens d'action étendus : à la demande d'un requérant, les produits de contrefaçon pourront faire l'objet d'une retenue des douanes. La contrefaçon des marques, assimilée dorénavant à la contrebande,

entraînera la saisie d'office par les agents des douanes des produits litigieux. Enfin, les officiers de police judiciaire seront habilités à saisir, sur tout le territoire et, quelle qu'en soit la nature, les produits contrefaits, dès la constatation de l'infraction.

La contrefaçon, nouvelle forme de délinquance économique, ne cesse de se développer depuis quelques années. Tous les secteurs sont concernés : le luxe, la parfumerie, les accessoires de mode et l'habillement sont spécialement touchés. Bien que difficile à calculer, le préjudice économique est estimé à 500 milliards de francs, soit 5 % du commerce mondial. « La France est le pays le plus touché par le phénomène, compte tenu de la qualité de ses marques », assure le ministre, sept marques contrefaites sur dix étant tricolores. Des noms aussi célèbres que Lacoste, Chanel, Vuitton font ainsi l'objet d'un pillage systématique de la part de pays asiatiques voire européens.

“LA NOUVELLE SAAB 900. TRÈS ROBUSTE. TRÈS SÛRE. TRÈS SAAB”



Sten Lundin, Président de Saab France.

Pour Saab, la sécurité signifie beaucoup plus que le simple respect de normes légales. C'est une véritable profession de foi. Un devoir envers la sécurité de tous les automobilistes, de toutes les familles.

C'est pourquoi, par exemple, nous avons élaboré un siège arrière qui associe totalement la protection à la praticité. Cela va de la ceinture trois points sur les trois places arrière aux sièges enfants intégrés en passant par de multiples protections contre tous les types de chocs.

Bien entendu, le grand Airbag (coussin gonflable de sécurité) est en série sur la nouvelle 900 et les coefficients de résistance latérale, par exemple, excèdent largement

les normes européennes et sont même au-delà des normes américaines à venir.

Avec les zones qui absorbent les chocs et l'habitacle indéformable conçus pour protéger de tous les types de collisions, même latérales, la nouvelle Saab 900 est un sommet dans la sécurité automobile.

LA NOUVELLE 900. DÉCIDÉMENT TRÈS SAAB.



SAAB



Essayez la nouvelle Saab 900. Tapez 3615 Saab.

COMMUNICATION

La «révolution» de la presse au Mali

II. - Télévision en panne

Au Mali, les journaux et les radios font depuis deux ans le difficile apprentissage de l'indépendance économique (le Monde du 3 novembre). L'évolution de la télévision est plus lente.

BAMAKO

de notre envoyée spéciale
La télévision malienne a dix ans. Elle est née en 1983, quand la Libye a offert à Moussa Traoré, le président renversé le 26 mars 1991, un équipement complet de station de télévision. On a agrandi les bâtiments de la Radio-Diffusion du Mali, transformée pour la circonstance en Radio-Télévision du Mali (RTM), mais le budget et le personnel sont restés les mêmes. La télévision s'est développée comme du gui, parasitant la radio: seule la réalisation des journaux télévisés était prévue. Par la suite, le budget n'a bénéficié d'aucune augmentation significative. Il n'y a jamais eu, de véritable budget pour la production ou pour l'achat de programmes. En dix ans, trois téléfilms seulement et une dizaine de documentaires ont été produits, généralement sur financement extérieur ou à la suite d'un «geste» du chef de l'Etat.

Il y a pourtant eu de gros efforts pour la formation, en grande partie financés par la France, et la télévision malienne dispose de techniciens de bon niveau. En 1993, la France a déposé un fonds d'aide et de coopération d'un montant de 11 500 000 francs pour la réhabilitation des équipements. Le matériel a été entièrement renouvelé et installé dans des locaux rénovés. Leur inauguration a eu lieu le 22 septembre, jour anniversaire de l'indépendance du Mali.

Malgré tout cela, la télévision est restée assez imperméable au changement. Officiellement, elle a changé de statut. Sous l'ancien régime, elle dépendait d'une direction rattachée au ministère de l'information. Elle est devenue un établissement public administratif, l'Office de radio-télévision du Mali (ORTM), et la législation lui garantit en principe une autonomie. Mais la réalité de la chose n'a guère varié. L'organigramme a été arrêté mais les nominations n'ont pas suivi. Le seul nouveau poste de la nouvelle structure qui ait été pourvu est celui du directeur général. Le directeur de la RTM en place au moment du changement de statut, Cheickna Hamalla Diarra, a d'abord été confirmé dans ses fonctions au début d'été, puis, le 8 septembre, a été nommé à la tête du Centre d'études et de productions audiovisuelles (CESPA) (1) avant de passer le relais, le 24 septembre, à un ancien directeur-adjoint, Abdoulaye Sidibe, un homme qui s'est beaucoup consacré à la radio rurale et dont l'une des premières missions doit être de rationaliser la gestion du personnel.

A la recherche du pluralisme

Pour l'instant, la télévision malienne vit donc une pénible expectative. Son personnel attend les nominations des responsables des nouvelles directions (télévision, radio, administration) et la publication du cahier des charges qui doit définir la mission de l'ORTM et les moyens mis à sa disposition. Le flou ambiant ne satisfait personne. Surtout pas le public. L'information télévisée est plus institutionnelle que jamais. S'il est admis désormais, en principe, qu'on puisse ouvrir le journal télévisé sur un sujet étranger, et si, effectivement, les événements extérieurs sont davantage couverts - à partir d'images reçues par satellite - les journalistes de la maison témoignent que, dans la pratique, la boulimie audiovisuelle de l'Etat et, chez les hauts-cadres, le besoin d'apparaître à l'écran sont tels que les cinq équipes de reportage dont dispose l'Office sont tout juste suffisantes pour couvrir les événements officiels: déplacements du chef d'Etat et des ministres, visites de personnalités étrangères, inaugurations, séminaires, etc.

«Le pluralisme ne peut s'accommoder d'une telle pesanteur», affirme ainsi l'ancien directeur général, Cheickna Hamalla Diarra. Les autorités doivent comprendre qu'en agissant de la sorte, elles compromettent gravement la démocratisation des médias publics. S'agissant des activités du gouvernement, il

faut trouver un équilibre entre ce qui est réellement important et doit être couvert et ce qui ne mérite pas de l'être.

Au ministère de la communication, on étudie la question de la pesanteur institutionnelle en avançant que ce sont les professionnels de la télévision qui ne veulent pas sortir de leurs habitudes. Pourtant le directeur des informations, Daouda N'Diaye, affirme qu'à la radio-télévision malienne la volonté de travailler autrement est ancienne et réelle. «Dès le changement, on a compris le rôle essentiel qui était le nôtre. On a mis en route des émissions de sensibilisation, des réflexions et des débats sur le rôle du citoyen et des médias dans une démocratie. Presque tous les journalistes se sont impliqués. Au moment de l'élection présidentielle (du 8 avril 1992), on a organisé des face-à-face entre les candidats, trois pour le premier tour et un dernier ont eu le second tour. Les records d'écoute ont été pulvérisés.»

«Le président a répondu à toutes nos questions...»

Ce genre d'émission, en effet, n'existait pas auparavant. Si un ministre venait s'exprimer sur l'écran de la RTM, il l'acceptait généralement de répondre qu'un seul journaliste et à condition que les questions lui aient été communiquées à l'avance. «Pour l'anniversaire des cent jours du président», poursuit Daouda N'Diaye, «Goussou Drabo (le directeur de l'Agence malienne de presse et de publicité) et moi, nous nous sommes rendus à Koulouba (la résidence présidentielle) et nous avons eu un entretien à bâtons rompus avec «A.O.K.» [initiales et surnom du président Alpha Oumar Kourouma] qui a répondu à toutes nos questions, même à celles qui l'agacèrent. Affirmé chose le 6 juin 1993 pour le bilan de la première année d'exercice du pouvoir. Cette fois, nous étions quatre, avec des représentants de la presse privée. Petit à petit, le fait qu'on ne triche pas omène les gens à nous faire confiance.»

Entre-temps, le service des informations a mis en place de nouveaux programmes: «Devoir d'informé», une émission pré-enregistrée où un spécialiste vient éclairer un thème pris dans l'actualité, et, surtout, «Droit de savoir», un débat contradictoire entre plusieurs invités où les auditeurs sont appelés à intervenir en direct sur le plateau grâce au téléphone. Cela ne se passe pas toujours très bien. Animateurs, invités et public doivent faire eux aussi leur apprentissage. Mais il arrive aussi des imprévus positifs. Fin février, après la mise à sac de l'Institut polytechnique régional de Koulouba et du gouvernement de Koulouba, la télévision a organisé un débat sur la crise scolaire. On y a vu un dirigeant de l'Association des étudiants et élèves du Mali (AELM) et le directeur de cabinet du ministre de l'éducation exposer leurs divergences sans s'empoigner. Un échange courtois, pas banal.

EN BRIEF

EUTELSAT: commande d'un nouveau satellite de télévision Hot Bird Plus. - L'organisation européenne de satellites Eutelsat lance un appel d'offres pour un satellite de télévision, Hot Bird Plus, qui doit être placé en orbite à la mi-1996. Avec sa capacité de 20 répéteurs, ce troisième satellite sur la même position orbitale de 13° Est rejoindra les 13 répéteurs de l'actuel Eutelsat 2 F1, et les 16 du Hot Bird prévus pour octobre 1994. Ses programmes seront captés par de petites antennes. L'organisation européenne renforce ainsi ses positions dans le ciel (le Monde du 7 octobre) dans la perspective de la télévision numérique, qui pourrait faire ses débuts au même moment.

CSA: constat de «déséquilibres importants». - Saisi par le Parti socialiste, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a constaté «des déséquilibres importants» dans les temps d'intervention des personnalités politiques au cours du deuxième trimestre 1993 sur les chaînes de télévision nationales. Dans une lettre rendue publique le 2 novembre par le PS, le président du CSA, Jacques Boutet indique que «la règle» dite «des trois tiers»

Puis le téléphone donna la parole aux parents qui, jusque-là, avaient été tenus à l'écart du débat, et ce fut encore mieux puisque leur apport contrasta heureusement avec les discours passablement dénigrés des représentants des partis politiques sur la question.

En dehors des journaux télévisés et des débats, le niveau de la production malienne demeure très faible: les seuls programmes réguliers sont musicaux (traditions, variétés, danses), et, plus rarement, théâtraux (sketches joués par le Kotoba national ou des groupes privés), et, parfois, enregistrements de pièce). Or, l'antenne de l'ORTM est ouverte de 19 h 15 à 23 h 30 environ du lundi au vendredi et davantage le week-end. Pour alimenter la grille, Cheick Hamalla Touré, le directeur des programmes, utilise donc couramment certains des programmes envoyés par Canal France International.

Aussi quand CFI s'est mis à diffuser très fréquemment des films africains dans sa corbeille «espace francophone», Cheick Hamalla Touré eut l'idée de les reprendre le vendredi soir, dans un programme hebdomadaire. Depuis décembre 1992, «Afrique cinéma» a ainsi permis aux Maliens de découvrir les grands réalisateurs africains. Sembene Ousmane à Idness Ouedraogo en passant par les cinéastes du Maghreb. Ils se les avaient jamais vus au cinéma. Le succès d'«Afrique cinéma» fut immédiat et ne se démentit pas pendant six mois. Mais, peu à peu, sans préavis, CFI réduisit le nombre des films de sa corbeille «espace francophone». Jusqu'à ce qu'il apparut clairement que l'on verrait plus souvent des rediffusions que des films nouveaux. Cheick Hamalla Touré préféra interrompre son émission et le directeur de l'ORTM reçut des lettres l'accusant de «ne pas aimer la culture africaine».

Dans ce contexte, nombreux sont les Maliens qui souhaitent l'arrivée de chaînes privées, avec l'espoir un peu fou que la concurrence rendra inductible l'évolution qu'ils attendent. Au ministère de la communication, on indique que cinq demandes d'autorisation de création de chaînes privées ont été déposées, mais on se refuse à dire si ces projets sont «sérieux». C'est-à-dire s'ils disposent de réels moyens financiers - et de qui ils émanent. La rumeur évoque avec insistance un projet qui serait inspiré par Tiémou Konate, le candidat arrivé en deuxième position à l'élection présidentielle. Ce qui est sûr, c'est que Mamadou Koulibaly, le riche promoteur de Radio-Kedou, a déjà commencé à installer «sa» télévision et que les autorités devront rapidement lui donner une réponse même si elles rechignent, de toute évidence, à renouer à la tutelle du monopole hérité du parti unique de l'ancien régime.

THÉRÈSE MARIE DEFFONTAINES

(1) A l'origine le CESPA, dont les activités concernent en priorité le monde rural, était un projet financé par les Nations unies à travers le PNUD et la FAO et de la direction nationale des arts et de la culture. C'est aujourd'hui un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) qui dispose donc d'une réelle autonomie d'action et de gestion.

LE MONDE DES CARRIÈRES

2 JURISTES CONTENTIEUX

pour gestion des affaires en droit social.

Bonne connaissance en droit administratif, expérience professionnelle soumise.

Par CDD 8 mois à pourvoir immédiatement.

- référence 07/027

Envoi lettre manuscrite, CV, photo + prétentions.

Service du personnel, C.F.

1, rue du Port-de-Vallée

77125 Avon/Fontainebleau Cedex

Revue polytechnique

chèque

JOURNALISTE

Famille

questionnaire préalable.

Adressez CV à

APIC

7, av. Ingres, Paris 16

AU MAROC

Cabinet d'architecture

Architecte-urbaniste

expérience

110 ans: ayant travaillé

sur schéma directeur d'urbanisme

Env. CV, par fax avant le

24-11-93 au 212-70-50-60.

J.F. 29 ans, BTS

de direction (TTX), bilingue

français-anglais, maîtrise

de l'anglais, 78-88-25-93

J.H. 20 ans, Admis à l'ISAFOP

recherche, entreprise en contrat

de qualification, formation

BTS, 48-80-38-34.

J.M. 22 ans, bilingue

BTS, secrétaire social

+ 3 années spécialisation

ressources humaines

et relations publiques, cherche

poste assistant

en relations humaines

ou relations publiques

coordonnateur assistant

Ec. A. Elia Mounz

15, bd Fata-Faura,

92200 Saint-Denis

ou tél: 48-22-28-24

heures bureau.

Mmeur d'après, téléphone

maroc, 47 ans, expérience

rech. ass. 17-88-77.

Tél. 04-21-77-88. Répond.

Journalière 42 ans

diplômée EP

Ala/Provence, Ec. droit

13 ans d'expérience

de la POF, en emploi de

chef de service, de presse

communication

Tél: 88-27-22-08

Jeune femme étudiante

cherche heures de ménage

ou de repassage,

ou/ou gardien des enfants

ou des personnes âgées.

Tél: 43-71-58-14

Cadre bancaire non. ch. place

CHARGE DE CLIENTÈLE INT.

avec ou sans resp. agence

bon portfolio, PSE-PME,

com. des produits export.

Paris-Fax 30-78-85-82

CADRE CIRIBANT

38 ans, diplôme HEC,

7 années de travail,

10 ans d'exp. PME,

études prospectives

Tél: 11) 84-04-90-95

Technicien maintenance

surveillance d'appareil tel

trav. 1er plein ou partiel

Tél: 34-85-14-24

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs:

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ASSISTANTE DE DIRECTION FORMÉE - 16 ans d'expérience de haut niveau dans le domaine culturel, de formation supérieure, parlant couramment l'allemand et maîtrisant l'informatique.

RECHERCHE: poste ou missions similaires sur Paris (Section BCOTL 2492.) GENERALISTE DE LA FONCTION PERSONNEL - 31 ans - Vingt ans d'expérience - maîtrisant l'outil informatique (TTX, tableaux, SAARI). Spécialiste sociétés cotées.

RECHERCHE: poste responsable du personnel en PME ou adjointe DRH dans société cotée sur Paris ou région parisienne. Possibilité contrat de retour à l'emploi (Section BCOTL 2496).

Homme - 47 ans - de formation civile - négociateur expérimenté - j'ai assumé des responsabilités dans l'administration commerciale et comme acheteur (en COOP d'achat) - habilité à gérer un secteur d'activités ainsi que bon organisateur et animateur de personnel (sédentaire et mobile). Mes compétences sont applicables au sein d'un service civil ou agricole.

POSTE RECHERCHE: sur Paris/banlieue (Section BCOTL 2497).

CADRE FINANCIER - 29 ans - Sciences-po + expertise-comptable - 4 ans d'AUDIT en cabinet international et 1 an en banque - maîtrise de l'informatique - anglais - autonome.

PROFESSEUR: collaboration à société de capital-risque, holding. Etabl. finan. sur opérations de haut de bilan.

RECHERCHE: d'investissements, financements, gestion des participations (financière et procédurale) - mobile (Section BCOTL 2498).

Patentaire à développer - 29 ans - dynamique - autonome - créative - relationnel - parcours professionnel polyvalent et atypique - 5 langues étrangères - études supérieures et maîtrise l'informatique.

CHERCHE: poste actif avec une projection sur l'avenir dans une entreprise européenne ou internationale, secteur d'activités variées ou télévision, communication ou commerce extérieur (Section BCOTL 2499).

ANPE

ÉCRIRE DU TÉLÉPHONEUR:
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél: 42-85-44-40, poste 27
Fax: 42-81-25-62

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix.

«Que des offres exceptionnelles». Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, siffiances, bijoux, expertises.

ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIÉRA

Angle boulevard des Battons

4, rue Chaussée-d'Antin,

Magnin à l'ÉTOILE

37, avenue Victor-Hugo,

Autre grand choix.

Formations

COMMUNICATION-JOURNALISME

RESSOURCES HUMAINES

du 1er au 30 août

cours et stages

Tél: 84-40-47-47

Matériel

industriel

MATÉRIELS MÉCANIQUES

OCCASION

Révisés par les constructeurs

Scierie, mouture, découpe

Plus, milieux dispos.

Tarif sur demande.

L'CHAPEAU

15, rue des Arts-Humains

37270 Montluçon-sur-Loire

Tél: (11) 47-50-80-84

Spécialités

régionales (vin)

Orchestre de vigneron

vous aide

du vin à découvrir

POUR LES FÊTES

MONTLUÇON-SUR-LOIRE

A.O.C.

Sec. demi-sec, moelleux.

Méthode champenoise.

Plus, milieux dispos.

Tarif sur demande.

L'CHAPEAU

15, rue des Arts-Humains

37270 Montluçon-sur-Loire

Tél: (11) 47-50-80-84

Rénovations

PEINTURE-PAPIER, etc.

devis gratuits. Tr. soignée

deco 64. Tél. 30-35-42

Vacances,

tourisme,

loisirs

Ski de fond

en maison d'hôte

HAUT JURA 3 h Paris TGV

Yves et Liliane vous accueillent

de anc. forme XVP, superb

rest., 11 ch. Ambiance chamois

rouiss et confortables, capacité

d'accueil 14 personnes. Table

d'hôte, cave, mijot, base

prod. maison, pain maison cult

au feu de bois. Autres amén.

rendo päd. VTT. Tarif 11 pers.

Spéc. 1 pers. compl. + vin +

accorç. moy. 240 F

à 3 150 F pers./sem.

Écrire: Le Chalet d'Agneau

25850 LA LONGVILLE

Tél: (11) 81-38-12-51.

capitaux

propositions

commerciales

Vente ass. Placé-euro.

en location 15 M

Nancy. Tél: 83-36-76-88.

هكذا من الأول

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

REPRODUCTION INTERDITE



appartements ventes

- 5^e arrdt**
Belle-dune-Castell
5 P. 110 m² + jardin 110 m²
charme, verdure, calme, état
impeccable. 4 000 000 F.
SBI : 45-85-50-50
- Belle-dune-Castell
65 m² + balcon + parking.
1 480 000 F. 45-45-25-25
- Sq. R.-Lagall, stady pl. sol. et
et. calme, ind. 28 m² log. part.
et. p. de 1 700 000 F. 43-35-15-35
- 14^e arrdt**
Imm. classé, 150 m², atelier
+ 2 chbres. 4 450 000 F.
45-45-25-25
- 15^e arrdt**
PROX. PL. BRETEUIL
- 6^e arrdt**
GRANDS-AUGUSTINS, imm. rénové
gd 2^e p., env. 80 m² comprenant:
gd liv., cuis., équipée + chbre
+ bain équipé + un espace
gds meublements. 3 150 000 F.
Tél: 45-80-24-00
- M. Duron, 3/4 P., cuis., équip.
charme, calme, partiel état.
1 700 000 F. 45-45-15-15
- 7^e arrdt**
2 P. Caractère adossée
33 m². Cour 7x, 100 m Seine
4^e asc. T. : 45-55-79-21 (ppl)
- 7^e VANEAU beau 2/3 P.
parc, vue TOITS PARIS
- 1 490 000 F**
CASSIS, R.G. - 45-66-43-43
- 7^e rue VANEAU
beau 3 P., imm. plain de
taille, clair et calme
+ 2 services. 3 500 000 F.
CASSIS, R.G. - 45-66-43-43
- 13^e arrdt**
2 P. au pied M. Chevalant
3^e ét., bel imm., aud. sec.
620 000 F. 43-20-11-47

appartements achats

- CABINET KESSLER**
78, Champ-D'Orléans, 8^e
recherche de tous types
belle appartements de
standing. Petites et grandes
surfaces. Evaluation gratuite
sur demande.
- 45-22-03-90 - 43-58-68-04
- EMBAFFY SERVICE**
Recherche pour clients
étrangers APPTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS, RESIDENTIEL et
HOTELS PARTICULIERS.
- (1) 47-20-40-03
- IMMO. MARCADET**
Professionnel F.N.A.I.M.
Recherche actif
Studio - 2-3 pièces
PARIS intra-muros
- 42-51-51-51. Fax 42-55-65-85
- maisons individuelles**
ILE DE RE
SAINT-MARTIN
Urgent, cession d'actif, à saisir
maison de ville rénovée
140 m² + dépendances + au-
dio indépendant, aménagé
20 m², jardin paysager.
Excellente état. Champs.
5 m du port. Prix à débiter.
Paris. (1) 49-80-32-22 (R.E.)
(1) 47-51-15-98 (après 20 h.)
- BOUGIVAL**
Propriété huppée III,
500 m², habitation,
piscine d'été + annexe,
parc 4 200 m² - 47-41-33-33
- Vente BERGERIE**
rénovée, mezz., chem., Tél.
2 h. une pinède, une prairie
et un puits. Prix: 250 000 F.
Tél. : 68-58-82-96.
- Vd Pélégot vert, mais, de
classement fiscal, état avec
pièces dépend. sur 11 ha.
convient à tous types
d'activités ou tourisme.
Offre prix: 161 59-78-10-43
- viagers**
Achetez à petit prix
VIAGER LIBRE ou OCCUPÉ
pour placement: 42-42-25-25

propriétés

- LUBERON**
BONNEUX propriétaire
vend beau mas provençal
sur 3 ha - Prix 9,5 U.
16 (1) 44-67-55-50 (p. 6.)
- CHAUDES-EN-BRIE**
SEINE-ET-MARNE (77)
30 minutes de Paris
par N 4
Ancien moulin,
230 m² habitation
Piscine chauffée,
pool house, sur parc
payagé clos, env. 8 000 m²,
en bordure de l'Yonne.
Portail électrique. Serr.
Chêne.
Nombreuses prestations.
3 200 000 francs.
Tél. : (1) 80-02-35-54
ou (1) 45-69-74-92.
- A VENDRE URGENT**
PROPRIÉTÉ VITICOLE
Dans la Bordelaise 16 HA
7 HA de BORDEAUX
Superficie totale
2 HA de TERRE CA 1 MF
Vente immobilière
MISE DE CHATEAUX
Prix hors état 4 MF
Tél. : 18-58-27-14-13
Fax : 18-58-27-14-13
- A 110 km de Paris, dans
Aut. Sud - COURTENAY (45),
dans bel environnement,
proche long à couronner
- AUTENTIQUE MOULIN**
av. BIEF ET ROUE
A AURE PIVRA 1^{er} cat.
3 HA AV. PEUPLEURIE
300 m² habit. ch. nomb.
dépend. 1 800 000 F.
F.A.L.A.I.E. (16) 38-55-99-62

locations non meublées offertes

- Paris**
11^e BASTILLE, 3 Pces
Parking, bte a/jard, aud.
Ass. imm. neuf.
Loyer 7 400 F ch. mois.
CASSIS, Tél. : 45-66-43-43
- 11^e ST-AMBOISE, 4 P. 90 m²
bte, 5^e asc., cour arborée.
Loy. 8 000 + ch. 42-58-35-53
- 13^e M. GLACIÈRE
Beau 2 pces et ch. clair.
Vue dégagée, ascenseur.
Loy. 5 450 F C.C. - CASSIS
RIVE GAUCHE 45-66-43-43
- 16^e MIRABEAU, beau 2 P.
45 m², 1^{er} ch. 8 000 C.C.
PARTENA - 42-55-35-53
- 15^e MOLITOR, vue superbe,
beau 3 P., 5^e asc., stand.
9 125 F + ch. 42-58-35-53
- 6 P., 180 m², Gare Lyon,
gd stand, 2 baina, perquis.
12 500 F + ch. 42-72-55-53
- St-LAZARE TRINITE**
Duplex 2-3 P. Chbres.
5^e asc., sec. 9 400 F.
47-42-07-43
- pavillons**
SURESNES
Pav. 120 m², gd jard, face
parc. Châteaux. Solat. Calme.
Petits travaux. 42-71-23-30.
- terrains**
ENV. MANOSQUE (04)
1 500 m² plat, vues splen-
dides, tout raccorde, clos
baies, avec goutte-à-goutte.
5 m à pied pour commerces.
Pous. 2 lots. C.U. 200 000 F.
Tél. : 42-42-55-51, ap. 19 h.
- locations non meublées demandées**
Paris
EMBAFFY SERVICE
Recherche
APPT/STUDIO
DE GRANDE CLASSE
VUES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
Tél. : (1) 47-20-30-05.

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ILE-DE-FRANCE

- Ventes**
Métro Duron.
3-4 p., cuis., équipée, charme,
parfait état, calme.
1 700 000 F. 45-48-15-15
- AVENUE JUNOT, 120 m²,
luxeux 3-4 pièces et ch.
imme. MARCADET 42-51-51-51
- 16^e, beau 2 p. et conf.
M. MIRABEAU 5 012 H. CH.
PARTENA - 47-42-07-43
- ANTONY**
2 min du RER, centre imm. neuf en
pièces de taille, grand standing,
construction FRANCO SUISSE BATH-
MENT. Loyer hors ch. ch. ch.
sous-sol compris, à partir de:
- 3 Pces, 72 m² 5 830 F
4 Pces, 98 m² 6 417 F
5 Pces, 118 m² 10 500 F
EPMD: 46-60-85-35
ou 45-60-71-74
- ACHATS**
Recherche 2 à 4 P. PARIS
Préférence RIVE GAUCHE
FAIRE COMPTANT chez notaire
45-73-35-43 même le soir.
- RUE DUNOIS**
Récant, 4 p., 3 ch., part., vue
très dégagée, 1 400 000 F.
FONCIA - 45-44-55-50
- PLACE MONGE**
Récant, 4 p., 2 chbres, 75 m²,
3^e ét., aljard, 1 650 000 F.
FONCIA - 45-44-55-50
- MONTPARNAISE**
Récant, 4 p., dble expo.,
2 entrées, part., 1 975 000 F.
FONCIA - 45-44-55-50
- LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER**
- villas**
A 1 500 m Paris sud et
400 m RER S 2 250 m² de terrain,
pav. 5/6 p., style provençal,
bel climat, vue bel. par.
C.C. par. 1 350 000 F.
Tél. : 46-66-78-99
- fermettes**
Dans le Pottou,
fermette à vendre, 6 pces et
confort, 900 m² de terrain.
Prix: 300 000 F.
Tél. : (16) 78-30-19-56 le soir
- bureaux**
Locations
ÉTOILE, Bureaux, 280 m²,
 indép. d'usage privé, calme
pos. part. Prop. 47-04-98-52.
- VOTRE SIÈGE SOCIAL**
COOPIERATIONS
et tous services 43-55-17-50.
- locaux commerciaux**
Ventes
A SAISIR
ST-SABIN, 11^e
COUR-DU-COD
Local commercial 50 m²,
entièrement rénové, allée
privée, pavée, idéal agence,
architecte, palette.
Tél. : 48-04-78-78

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES		
4 ^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES			112 m², 4 ^e étage		
2 PIÈCES			40 m², 5 ^e étage			cave, park.		
50 m², 3 ^e étage			2-10, rue de Joinville			COURBEVOIE		
possib. park.			PHÉNIX-GESTION - 44-86-45-45			2, avenue du Parc		
43-45, rue Vieille-du-Temple			Honoraires de location			PHÉNIX-GESTION - 44-86-45-45		
5 400			3 PIÈCES			Honoraires de location		
+ 597			65 m², 1 ^{er} étage			CLICHY		
4 158			possib. park.			11, impasse Barbier		
4-5 PIÈCES			34, rue du Plateau			SAGGEL-VENDÔME - 42-66-51-05		
110 m², 1 ^{er} étage			CIGIMO - 48-00-89-89			Frais de commission		
possib. park.			Honoraires de location			5 700		
9 830			2 PIÈCES			+ 1 787,50		
+ 1 900			54,74 m², 5 ^e étage			MEUDON		
7 204			park., cave			68, rue de la République		
15 ^e ARRONDISSEMENT			SAGGEL-VENDÔME - 42-66-51-05			Commission d'agence		
3 PIÈCES			Frais de commission			6 350		
72 m², 4 ^e étage			20 ^e ARRONDISSEMENT			+ 1 094		
cave, park.			5 PIÈCES DUPLEX			4 572		
45, rue d'Alger			131, 87 m²			PUTEAUX		
PHÉNIX-GESTION - 44-86-45-45			+ 36 m² terrasse			6, av. Georges-Pompidou		
Honoraires de location			7-8 ^e étage, park.			SAGGEL-VENDÔME - 46-53-91-80		
7 000			17-19, rue Bussier			Frais de commission		
+ 1 321			CIGIMO - 48-00-89-89			8 400		
4 982			Honoraires de location			+ 975		
3-4 PIÈCES			100 m² + terrasse			4 608		
100 m² + terrasse			RDC, possib., park.			BOULOGNE		
17-19, rue Bussier			16 ^e ARRONDISSEMENT			4, rue Nungesser-et-Coli		
CIGIMO - 48-00-89-89			3 PIÈCES			AGIFRANCE - 46-05-88-61		
Honoraires de location			50 m², RDC.			Frais de commission		
6 035			23, bd Flanrin			14 180		
+ 1 620			PHÉNIX-GESTION - 44-86-45-45			+ 2 487		
6 065			Honoraires de location			10 097,60		
17 ^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES			94 - VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES			136 m², 5 ^e étage			3 PIÈCES		
50 m², RDC.			Frais de commission			74,38 m², 3 ^e étage		
23, bd Flanrin			15 000			parking		
PHÉNIX-GESTION - 44-86-45-45			+ 1 825,61			VINCENNES		
Honoraires de location			10 800			35, av. du Petit-Parc		
5 PIÈCES			51, av. Bugeaud			PHÉNIX-GESTION - 43-65-58-53		
136 m², 5 ^e étage			AGIFRANCE - 47-27-44-79			Résidence du Parc		
Frais de commission			Frais de commission			Honoraires de location		
18 278			19 200			6 398		
+ 1 200			13 719			+ 817		
17 ^e ARRONDISSEMENT			4-5 PIÈCES			95 - VAL-D'OISE		
136 m², 1 ^{er} étage			7, rue Pavie-de-Chavannes			Pav. F5		
Honoraires de location			CIGIMO - 48-00-89-89			115 m², park.		
12 500			+ 1 700			MONTMORENCY		
9 270			78 - YVELINES			9, rue des Biais		
2 PIÈCES			42, rue des Ursulines			AGIFRANCE 39-53-75-04		
45 m², 3 ^e étage			PHÉNIX-GESTION - 44-86-45-45			Frais de commission		
cave, park.			Honoraires de location			6 234		
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			2 PIÈCES			+ 429		
42, rue des Ursulines			111 m², park.			4 437		
PHÉNIX-GESTION - 44-86-45-45			NOISY-LE-ROI					
Honoraires de location			2, allée M.-R. Delalande					
4 115			AGIFRANCE - 30-44-01-13					
+ 528			Frais de commission					
2 928			6 471					
Pav. F 5			+ 199					
111 m², park.			8 027,98					
92 - HAUTS-DE-SEINE			STUDIO					
58 m², 1 ^{er} étage			BOULOGNE					
park.			39-35, rue Anna-Jacquelin					
			PHÉNIX-GESTION - 48-25-39-65					
			Honoraires de location					
			3 800					
			+ 1 300					
			2 704,08					

VIE DES ENTREPRISES

Pour valoriser ses compétences

Le CEA ouvre ses portes aux entreprises

Pour la première fois de son histoire, le Commissariat à l'énergie atomique doit ouvrir ses portes de tous ses laboratoires. Visites mais aussi entretiens personnalisés avec des spécialistes étaient au programme des Rencontres CEA-entreprises organisées dans les onze centres d'études du CEA. Il s'agit de mieux faire connaître les moyens de recherche de cet organisme aux industriels et aux PMI en particulier, conformément à la demande réitérée du gouvernement de faire fructifier les investissements en matière grise réalisés pour le nucléaire auprès des entreprises.

L'aide du CEA aux entreprises revêt deux aspects. Dans le cadre de sa « mission de service public », les conseillers du CEA prospectent systématiquement les petites entreprises. Une soixantaine de contrats sont signés annuellement dans ce cadre. Parallèlement, le CEA mène une action très ciblée auprès des « huit cents entreprises françaises qui font 85 % de la R et D fran-

çaise », explique Yannick d'Escatha, administrateur général adjoint du CEA. Avec un double objectif : les faire profiter du savoir-faire du CEA mais aussi « mieux orienter les programmes de recherche pour répondre à la demande ».

Globalement, le CEA finance un peu plus de la moitié de chaque contrat de recherche, l'entreprise paie le reste. En 1992, cette activité a dégagé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs, dont 700 millions à la charge du CEA. Les redevances sont également partagées : elles se sont élevées à 25 millions de francs en 1992, ce qui fait du CEA le premier organisme de recherche français en termes de redevances. « L'équivalent de 1 500 chercheurs et techniciens sur les 18 000 que compte le CEA travaillent sur des projets spécifiquement orientés vers des entreprises industrielles », affirme M. d'Escatha ; 15 % se consacrent à la recherche de base, et les autres travaillent sur contrats avec des industriels.

A. K.

(Publicité)
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
DE LOIRE-ATLANTIQUE
Service voirie nationale
Hors agglomération nantaise
ROUTE NATIONALE N° 249
Liaison NANTES-CHOLET

AVIS D'OUVERTURE
D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au projet de mise à 2 x 2 voies entre Tournembrière et la limite du département du MAINE-ET-LOIRE

Communes de HAUTE-GOULAINNE, VERTOU, LA HAYE-FOUSSIERE, LA CHAPELLE-HEULIN, LE PALET et VALLET

Une enquête portant à la fois :

- sur le projet de mise à 2 x 2 voies de la section Tournembrière - Limite du département du Maine-et-Loire de la RN 249 sur le territoire des communes de Haute-Goulainne, Vertou, La Haye-Fouassière, La Chapelle-Heulin, Le Palet et Vallet.

- sur l'utilité publique du projet d'aménagement de l'échangeur de Tournembrière et des axes de repère de Vallet.

et la mise en compatibilité du Plan d'occupation des sols de la commune de La Haye-Fouassière.

se déroulera du 2 novembre au 3 décembre 1993.

La commission d'enquête sera constituée par :

Président : M. Catherine PASCAUD, membre de la Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et monuments historiques (FNASSEM), demeurant Le Châtelier, 16400 CHASSENEUIL.

Commissionnaires enquêteurs : M. André BERNARD, ingénieur divisionnaire des TPE, en retraite, demeurant 7, avenue du Général-de-Gaulle, 49240 AVRILLE ; M. André FERRIER, médecin cardiologue, en retraite, demeurant 2, rue de Quincocon, 49100 ANGERS.

Commissionnaires enquêteurs suppléants : M. Ferdinand LE BOURSICAUD, capitaine de gendarmerie, en retraite, demeurant 2, allée Muriel, 49300 NANTES ; M. Michel PARESSANT, ingénieur en retraite, demeurant Le Chant-de-L'Ancêtre, 44240 LA CHAPELLE-SUR-ERDRE.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la mairie de VALLET et à titre subsidiaire en mairies de HAUTE-GOULAINNE, VERTOU, LA HAYE-FOUSSIERE, LA CHAPELLE-HEULIN et LE PALET.

Le dossier d'enquête sera mis à la disposition du public :

- à la mairie de HAUTE-GOULAINNE : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

- à la mairie de VERTOU : du lundi de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; du mardi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

- à la mairie de LA HAYE-FOUSSIERE : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h ; les mardis et vendredis de 14 h à 17 h ; les samedis, dimanches et jours fériés.

- à la mairie de LA CHAPELLE-HEULIN : du lundi au vendredi de 8 h à 12 h ; le samedi de 17 h à 19 h ; les samedis, dimanches et jours fériés de 14 h à 17 h ; les samedis après-midi, samedis, dimanches et jours fériés.

- à la mairie de LE PALET : du lundi de 9 h à 12 h ; du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ; le samedi de 9 h à 12 h ; les samedis après-midi, dimanches et jours fériés.

- à la mairie de VALLET : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ; les samedis, dimanches et jours fériés.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront, soit les consigner sur les registres d'enquête déposés dans les mairies sus-mentionnées, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête à la mairie de Vallet.

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête au jour et heures suivants :

- à la mairie de HAUTE-GOULAINNE : le mercredi 10 novembre 1993 de 14 h à 17 h ;

- à la mairie de VERTOU : le lundi 15 novembre 1993 de 9 h à 12 h ;

- à la mairie de LA HAYE-FOUSSIERE : le mardi 23 novembre 1993 de 9 h à 12 h ;

- à la mairie de LA CHAPELLE-HEULIN : le mardi 30 novembre 1993 de 14 h à 17 h ;

- à la mairie de LE PALET : le mercredi 1^{er} décembre 1993 de 9 h à 12 h ;

- à la mairie de VALLET : le mardi 2 novembre 1993 de 13 h 30 à 17 h ; le vendredi 3 décembre 1993 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête, ainsi qu'à la préfecture de Loire-Atlantique.

Toute personne concernée pourra demander communication de ces conclusions ainsi que les réponses du maître d'ouvrage aux observations formulées lors de l'enquête.

L'information du public sera également assurée par l'affichage du présent avis dans les mairies concernées et en des lieux voisins des travaux projetés et visibles de la voie publique.

« Marketing technologique »

GRENOBLE

de notre correspondant

« Pendant trop longtemps, le marketing n'a été qu'un jeu de mots, une affaire de relations publiques, une affaire de relations publiques, une affaire de relations publiques », rappelle le responsable du bureau d'étude marketing du Commissariat à l'énergie atomique, Christiane Alexandrakis. Rattachée à la direction des technologies avancées, cette cellule, créée à Grenoble, il y a trois ans, pour introduire le « virus » du marketing dans l'ensemble des établissements, est au service de toutes les unités de recherche du CEA.

Une dizaine de personnes, qui ont toutes reçu une formation d'ingénieur et de spécialiste en marketing, concourent aux trois principales missions qui lui ont été assignées : sensibiliser les chefs de département de recherche à la démarche marketing, fournir des informations économiques et financières sur leurs éventuelles partenaires industrielles, enfin réaliser, en étroite collaboration avec les équipes de projets, des études marketing.

« Notre unique objectif est de favoriser et d'optimiser nos transferts de technologie à l'industrie », explique le « patron » du service. Il livre régulièrement à ceux qu'il nomme ses « clients » un grand nombre de

données statistiques et d'études qui leur permettront de prendre les décisions les plus pertinentes, économiquement, pour le CEA.

Le « marketing technologique » doit, selon ses promoteurs, intervenir très en amont dans la vie d'un projet de recherche, « afin de l'orienter en fonction des besoins présents et des techniques en présence ». Mais l'équipe marketing du CEA entend également jouer un rôle d'accompagnement tout au long de la phase de recherche puis de développement des projets, sans toutefois, précise aussitôt M. Alexandrakis, interférer sur les pures et simples décisions de recherche. « Ils demeurent les seuls responsables de leur stratégie de développement. Notre bureau marketing n'est pas un outil placé entre les mains du directeur du CEA. Il est seulement au service des chercheurs. D'une certaine manière, nous sommes des projecteurs. Nous éclairons la scène nationale et même internationale sur laquelle s'inscrit telle ou telle recherche », précise encore le responsable du bureau d'étude marketing du CEA.

CLAUDE FRANCHILLON

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

MANAGEMENT

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION : départ du PDG, Jean Sollier. — Jean Sollier, soixante ans, PDG de la Société européenne de propulsion (SEP), qui a notamment la charge de développer les moteurs de la fusée européenne Ariane, a fait valoir ses droits à la retraite et a présenté, mardi 2 novembre, sa démission au conseil d'administration.

[Né le 9 mars 1933, Jean Sollier est diplômé de l'École nationale supérieure des télécommunications. Entré dans le groupe SNECMA en octobre 1962, il a participé à tous les grands programmes du moteur français (Olympus pour le Concorde et CFM-56 avec l'américain General Electric). En 1974, il devient président de CFM-International, puis, en 1982, de Hispano-Suiza alors en proie à une crise grave. Un an plus tard, il engage la restructuration du groupe SNECMA et de ses filiales, qu'il quitte en mai 1986 pour prendre la tête de la SEP.]

SOCIÉTÉ NATIONALE DU PÉTROLE DU NIGÉRIA : nouveau directeur général. — Un nouveau directeur général, Chambers Oyibo, a été nommé, mardi 2 novembre, à la tête de la Société nationale du pétrole du Nigéria (NNPC), en remplacement d'Edmund Dakora, accusé d'avoir détourné de l'argent de la société, selon un communiqué du secrétaire du ministère du pétrole (le « Monde » du 3 novembre). M. Dakora et six autres dirigeants de la NNPC avaient comparu lundi devant un tribunal, sous l'inculpation du vol de 41 millions de dollars (238 millions de francs) au préjudice de leur compagnie. Lors de leur comparution, les inculpés avaient plaidé non coupables. L'ancien directeur général de la NNPC ainsi que l'ex-responsable des finances de la société ont été mis à la retraite avec traitement. Le Docteur G. S. Ihetu a été nommé à la tête de la Compagnie nigérienne du gaz liquéfié. — (AFP)

CESSIONS

LA TREUHAND vend sous conditions EKO Stahl à l'italien Rhm. — L'office des privatisations dans l'ex-RDA (la Treuhandsanstalt) souhaite vendre le plus grand complexe sidérurgique est-allemand, EKO Stahl AG, à l'italien Rhm, à condition que ce dernier prouve la rentabilité de son projet. La Treuhand veut notamment avoir des garanties de rentabilité concernant le projet de Rive de construire un nouveau laminoir à chaud, d'une capacité de 0,9 million de tonnes/an, sur le site d'EKO, à Eisenhuettenstadt, à l'indiqué un membre du conseil d'administration de l'office public, Hans Kraemer. En attendant, la Treuhand continuera à mener des discussions parallèles avec trois autres investisseurs intéressés, les groupes allemands Thyssen, Preussag AG et Hamburger Stahlwerke (HSW), a ajouté M. Kraemer.

RÉSULTATS

ELF-SANOFI : un éventuel échec de Champagne devrait rester sans impact. — « Un éventuel échec du parfum Champagne n'aura pas d'impact significatif sur les résultats du secteur « beauté » d'Elf-Sanofi », a indiqué mardi 2 novembre le directeur financier de la filiale pharmaceutique et cosmétique d'Elf-Aquitaine, Jean-Paul Léon. Le groupe s'est attaché à convaincre les analystes financiers de sa solidité, dans un environnement plus difficile, marqué par la régression des marchés allemand et italien du médicament, et alors qu'il vient de se voir interdire par le tribunal de Paris l'utilisation du nom Champagne pour le nouveau parfum d'Yves Saint Laurent. Elf-Sanofi a fait appel du jugement du 28 octobre qui l'enjoint de retirer ce nom des flacons dans un délai de trente jours et va demander en référé la levée de l'exécution provisoire décidée par les juges de première instance.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

filipacchi médias

Société anonyme au capital de 56 908 280 francs
Siège social : 63, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris
R.C.S. Paris B 642 015 440

Le conseil d'administration de Filipacchi Médias réuni le 21 octobre 1993 sous la présidence de M. Daniel FILIPACCHI a arrêté les comptes du premier semestre 1993.

Dans une conjoncture toujours difficile malgré la bonne tenue en général des diffusés des titres édités par le Groupe et leurs performances en matière publicitaire supérieures au marché, le chiffre d'affaires pour le premier semestre 1993 s'élève à 751,1 MF, en retrait de 7,5 % par rapport à la période précédente, baisse liée essentiellement à la restructuration du portefeuille des titres. Toutefois, le taux de valeur ajoutée reste à peu près identique à celui de 1992, alors que le montant des charges fixes se maintient au niveau de l'exercice précédent. En ce qui concerne le résultat courant avant impôt, l'augmentation de capital de mai 1993 réduira le poids de l'endettement du Groupe sur la fin de l'exercice.

Après prise en compte du résultat des sociétés mises en équivalence et notamment de Hachette Filipacchi Presse (H.F.P.), le résultat net par du Groupe s'élève à 18 MF. Le Groupe maintient une prévision de résultat en hausse par rapport à 1992.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 novembre ↑ Incertaine

La Bourse de Paris était encore très incertaine, mercredi 3 novembre, après deux séances consécutives de hausses. En hausse de 0,21 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 baissait ensuite à la baisse avant de se reprendre légèrement en milieu de journée et d'efficher un gain de 0,31 % à 2 176,36 points.

Quelques informations, plutôt mélangées, peuvent justifier cette petite reprise, indiquant les gestionnaires : la légère révision du chiffre de récession en 1993, estimé par Edmond Alphandéry, le ministre de l'économie, à 0,7 % contre 0,8 % attendu, une prévision de 2,8 % à 3,5 % de la croissance en France en 1995 et de nouveaux records boursiers (Francfort, Bruxelles et Wall Street).

En revanche, les opérateurs s'interrogent sur la brutale remontée des taux à long terme, mardi, aux États-Unis, où

ils sont passés de 6,03 % à 6,11 % après l'annonce d'une progression de près de 21 % des ventes de logements en septembre. Autre inquiétude, la Grande-Bretagne, où l'inflation pourrait dépasser l'an prochain l'objectif des 4 %, avait le Banque d'Angleterre. Dans ce contexte, la baisse des taux d'intérêt à court terme n'est plus du tout envisagée dans l'immédiat.

La production industrielle a baissé de 21 % en septembre en France, mais en revanche, le chiffre d'affaires de PSA s'est relevé au troisième trimestre (-8,5 %). Cette dernière nouvelle profite au titre Peugeot qui gagne 4,2 % dans un marché actif de près de 200 000 titres. Hausses également de 4,7 % de Silex Pessignol et de 2,5 % de L'Oréal. Baisse de 4,3 % d'Orper et de 3,8 % de Dynacolor.

NEW-YORK, 2 novembre ↑ Toujours plus haut

Wall Street a continué mardi 2 novembre sa frénétique progression vers le seuil des 3 700 points, établissant un nouveau record grâce à une reprise tardive à l'issue d'une séance essentiellement orientée vers la baisse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a été porté à 3 697,84 points, en hausse de 6,03 points, soit une avance de 0,14 %. L'activité a été très soutenue avec quelque 306 millions d'actions échangées. Malgré la clôture en hausse, le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des titres en hausse : 1 137 contre 882 alors que 629 titres restaient inchangés.

Wall Street avait initialement débuté la séance en baisse sous la pression de prises de bénéfices, les investisseurs ne paraissant pas réagir à l'annonce d'une hausse de 0,5 % en septembre de l'indice composite des principaux indices boursiers américains.

Mais les taux sont restés relativement stables, ce qui a permis à Wall Street de terminer en hausse. La remontée des taux d'intérêt est défavorable pour la

monnaie américaine car si cette tendance se poursuit, les investisseurs pourraient alors se détourner des valeurs considérées comme moins rentables.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} novembre	Cours de 2 novembre
Alcoa	67,84	68
AT&T	57,08	57,12
Bell	57,08	57,12
Chemical Bank	33,34	33,18
Du Pont de Nemours	47,34	48,14
Eastman Kodak	81,78	81,34
Exxon	85,18	85,14
Ford	62,34	62,38
General Electric	97,12	97,18
General Motors	48,14	48
IBM	46,18	46,34
Johnson & Johnson	47,34	47,38
Merck	83,12	83,38
Microsoft	62,12	62,38
Novartis	67,12	67,34
Schering-Plough	89,18	89
Synovate	5,28	5,34
Union Carbide	164	163,34
United Tech.	19,34	19,38
Wendell	61,34	61,14
Weyerhaeuser	14,14	14,14
Yale	80	79,12

LONDRES, 2 novembre ↓ Repli symbolique

Les valeurs ont perdu leurs gains mardi 2 novembre en fin de séance au Stock Exchange, influencées par les pertes initiales de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a été porté en baisse de 0,3 point à 2 184,1 points, soit une avance de plus de 9 points en début d'après-midi. 581,4 millions de titres ont été échangés contre 484,5 millions la veille.

La tendance avait initialement été assurée par le nouveau record de Wall Street la veille. Mais l'ambiance était restée prudente dans l'attente du dernier rapport trimestriel sur l'inflation de la Banque d'Angleterre, qui devait être publié après la clôture.

Les chiffres des réserves monétaires et de la masse monétaire britannique, publiés le 2 novembre, n'ont guère influencé la tendance. Le message

VALEURS	Cours de 1 ^{er} novembre	Cours de 2 novembre
Adelphi	5,88	5,88
Adelphi	3,83	3,83
BT	2,88	2,88
Calsonic	4,78	4,78
Carroll	13,42	13,31
Chubb	8,76	8,68
Chubb	5,28	5,34
ICI	7,16	7,28
Imperial	10,82	10,82
Imperial	6,82	6,77
Shell	7,11	7,17
Shell	11,08	11,08

TOKYO, 3 novembre ↓ Clos

Tout les marchés financiers et boursiers japonais ont été fermés mercredi 3 novembre en raison de la fête de la culture.

Restructuration en vue pour Globex

Globex, le système électronique de transactions en temps réel, va probablement être restructuré de façon radicale lorsque l'accord entre les trois groupes qui l'ont développé sera signé. Le projet, qui doit être achevé la semaine dernière, le Financial Times. Globex a été mis au point conjointement par le groupe britannique de communication financière Reuters et les marchés à terme américains Chicago Mercantile Exchange (CME) et Chicago Board of Trade (CBOT). Le président du CBOT, Pat Arbor, a déclaré, mercredi 3 novembre, qu'il était prêt à abandonner le contrôle du fonctionnement au jour le jour de Globex, afin d'initier d'autres marchés à y adhérer. Outre les deux marchés à terme américains, seul le MATIF français s'est branché sur Globex, qui permet de poursuivre les transactions en dehors des heures de marché, depuis son lancement il y a dix-huit mois.

CHANGES

Dollar : 5,9120 F.

Mardi 3 novembre, le dollar américain se replie à 3,4839 francs lors des premières séances entre banques, contre 3,4910 francs mardi soir. Le dollar revient à 5,9120 francs contre 5,9240 francs la veille en fin de journée.

FRANCFORT 2 nov. 3 nov.
Dollar (en DM) 1,6976 1,6985
Tokyo 2 nov. 3 nov.
Dollar (en yen) 186,17 Cts

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (3 nov.) 5 13/16 - 15/16 %
New-York (2 nov.) 3 1/16 %

BOURSES

1^{er} nov. 2 nov.
(SBF, base 100 : 31-12-87)
Indice général CAC 606,50 601,61
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 2 181,95 2169,71

NEW-YORK (indice Dow Jones)
1^{er} nov. 2 nov.
Industrielles 3 691,61 3 691,64

LONDRES (indice Financial Times)
1^{er} nov. 2 nov.
100 valeurs 3 164,40 3 164,18
30 valeurs 2 392,10 2 387,40
Midi d'or 224,80 217,40
Fonds d'Etat 102,38 102,08

FRANCFORT
1^{er} nov. 2 nov.
Dax 2 052,12 2 055,58

TOKYO
2 nov. 3 nov.
Nikkei Dow Jones 19 381,34 Cts
Indice général 1 621,87 Cts

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,9258	5,9192	5,9750	5,9685
Yen (100)	5,962	5,9512	5,9585	5,9465
DM	6,6875	6,6739	6,6792	6,6671
Deutschmark	3,628	3,6245	3,6248	3,6179
Franc suisse	3,628	3,6245	3,6248	3,6179
Lire italienne (1000)	3,6117	3,6188	3,6211	3,6181
Lire sterling	8,7745	8,7653	8,7715	8,7622
Peseta (100)	4,5016	4,5009	4,5007	4,5006

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	5/8	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3	5/8	3 1/4	3 1/2	3 1/16	3 1/16
DM	7 3/16	7 5/16	7 3/16	7 5/16	6 7/8	7
Deutschmark	6 7/16	6 9/16	6 3/8	6 1/2	6 1/8	6 1/16
Franc suisse	1/2	5/8	1/2	5/8	1/2	5/8
Lire italienne (1000)	8 7/8	9 1/8	8 3/4	9	8 3/4	9
Lire sterling	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 13/16	5 9/16	5 11/16
Peseta (100)	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4
Franc français	6 15/16	6 15/16	6 15/16	6 15/16	6 15/16	6 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 3 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,04 % (2170,62)

Comptant (sélection)

VALEURS	% du total	% de change
Obligations		
BNCE 95-91-82	118,80	
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91
CEPAE 95-91-82	108,10	2,91

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINTEL		Matif (Marché à terme international de France) 2 novembre 1993						
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 02/11	Cours des billets		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 02/11	36-15 TAPEZ LE MONDE	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 173 755				CAC 40 A TERME Volume : 19 688			
			achat	vente												
Etats Unis (1 usd)	5,0085	5,0225	5,80	6,10	Or fin 1000 en barre	65800	65800	PUBLICITÉ FINANCIÈRE ☎ 46-62-72-57	Cours	Mars 94	Juin 94	Déc. 93	Cours	Janvier 94	Nov. 93	Déc. 93
Allemagne (100 dm)	350,1800	348,1600	330	350	Or fin 1000 en lingot	65850	65850		Dernier.....	127,84	127,34	123,42	Dernier.....	2232	2181	2193,50
Belgique (100 F)	16,1135	16,1035	25,80	16,80	Napoleon (200 F)	450	350		Précédent.....	128,18	127,60	123,88	Précédent.....	...	2192	2206
Pays-Bas (100 f)	311,7950	311	15,80	16,80	Pièces F 100 L	365	401									
Italie (1000 lire)	2,0100	2,0000	3,25	3,50	Pièces Suisse (20 F)	401	400									
Grèce (1000 liras)	86,0000	87,2200	62	90	Pièces Litens (200 F)	400	395									
Irlande (1 irp)	0,2580	0,2775	8,00	8,00	Souverains	519	516									
Pays-Bas (100 f)	0,2725	0,2785	8,25	9,05	1000 \$ dollars	2511	2580									
Grèce (100 drachmes)	2,4465	2,4410	9,25	9,05	Pièces \$ dollars	1227,50	1238									
Canada (100 C)	300,2500	300,0000	382	400	75 \$ dollars	758	758									
Suède (100 kr)	72,1300	72,2500	68	77	Pièces 50 pesetas	2290	2576									
Norvège (100 kr)	38,1800	38,2500	78	85	Pièces 100 Roubles	417	412									
Autriche (100 sch)	43,7420	43,8480	51,20	51,20												
Espagne (100 pes)	4,3705	4,3655	4,65	5,10												
Portugal (100 esc)	3,7400	3,7400	3,75	3,75												
Canada (1 C can)	4,6035	4,6030	4,20	4,65												
Japon (100 yens)	5,4715	5,4715	5,20	5,50												
RÈGLEMENT MENSUEL (1) Lundi 6 ^{ème} mardi : % de variation 31/12 - Mardi 6 ^{ème} mercredi : montant du coupon - Mercredi 6 ^{ème} jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi 6 ^{ème} vendredi : compensation - Vendredi 6 ^{ème} samedi : quotité de négociation								ABRÉVIATIONS B = Bordeaux L = Lille Ly = Lyon M = Marseille Ny = Nancy N = Nantes								
								SYMBOLES 1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur admissible au PEA ■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◇ cours précédent o - offert - d - demandé - j - offre réduite - † demande réduite - ‡ contrat d'animation								

CARNET

Naissances

Arthur et Victor
ont la joie d'annoncer la naissance de
Balazar,
à Ussel, le 19 octobre 1993.
Famille THIMONIER-PIERSON,
64, avenue Limousine,
19250 Meymac.

Paris, novembre 1993,
Madeline SCHAPIRA
a la joie d'annoncer la naissance de son
petit-fils,
Djivan,
chez
Antonie et Karine

Mariages

Juliette GHIULAMILA
et
Stéphane
LAKITS de NEMESSZAKACS
sont heureux de faire part de leur
mariage célébré le 16 octobre 1993.

Décès

Sarah et Laure,
M. et M^{me} Dénir Boulbil,
M. et M^{me} Alain Boulbil
et leurs enfants,
M. Bernard Gaisset,
M. Jean-Louis Gaisset,
M^{me} Agnès Boudet
et ses enfants,
et leurs familles,
ont la profonde douleur de faire part
de décès subit de

Martine BOUBIL-GAISSET,
survenue le 31 octobre 1993, à l'âge de
quarante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 4 novembre, à 10 h 45, en
l'église Saint-Pierre de Chaillet,
35, avenue Marceau, Paris-16.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité,
au cimetière du Montparnasse,
dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, rue La Tasse,
75016 Paris.

L'association IREMA,
Son conseil d'administration,
Tous les membres de l'équipe,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Annie CATEL-BEGHIN,
qui depuis quinze ans, en toute compétence,
a su donner à l'enseignement de
l'IREMA une dimension humaine qui
a profondément marqué tous ceux
ayant eu la chance de la recevoir.

Nous perdons une précieuse et fidèle
amie, fondatrice d'un esprit qui contribuera
à enrichir notre action.

IREMA,
29, rue des Favorites,
75015 Paris.

M. et M^{me} Pierre Colonna,
son fils,
et M. Bernard Léger,
Olivier Colonna et Muriel Fourrier,
enfants et petits-enfants,
Famille,
et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Christine COLONNA,
survenue le 30 octobre 1993, dans sa
quatre-vingt-neuvième année, à Pithiviers
(Loiret).

La cérémonie religieuse sera célébrée
le 4 novembre, à 15 heures, en l'église
de Sarrola-Carponio (Corse).

M^{me} Georges Dancigers,
son épouse,
M. et M^{me} Gérard Toulemonde,
M. et M^{me} Richard Dassooville,
M^{me} Nathalie Dancigers,
M. et M^{me} Marc Julien
et leur fils Nicolas,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges DANCIGERS,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et des Lettres,

survenue en son domicile, le 1^{er} novembre
1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques seront célébrées le
jeudi 4 novembre, à 14 heures, en
l'église Saint-Alexandre-Newski,
12, rue Daru, Paris-8^e, suivies de l'inhumation
à l'ancien cimetière de
Vanille-sur-Seine, rue des Gravières.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, avenue de Madrid,
92200 Nanterre.

(Le Monde du 3 novembre.)

M. Dominique Dufour,
son fils,
Catherine-Charlotte,
sa petite-fille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean DUFOUR,
née Geneviève Leroux,
survenue le 12 octobre 1993, à Garches,
et rappelle à votre souvenir le décès
de son époux, en date du 17 juillet
1987.

La cérémonie religieuse et l'inhumation
ont eu lieu dans la plus stricte intimité,
le vendredi 15 octobre.

21, rue de Villeneuve,
92380 Garches.

Paris, Libreville.

L'association Franco-Gabon
a le regret de faire part du décès de son
ancien président

Léo HAMON,
grand officier de l'Etoile électorale,
grand officier du Mérite gabonais.

(Le Monde du 30 octobre.)

Les parents
Et les amis de

Pierre JENN
ont le grand chagrin de faire part de sa
disparition, survenue le 1^{er} novembre
1993.

Il laisse trois livres : *Georges Milla*
cinquante (Albatros) ; Techniques du scénario
(FEMIS) ; Certains l'aiment
cham (Nathan, coll. « Synops »).

Une pensée amicale est demandée
aux étudiants qui gardent un bon souvenir
de lui.

156, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.

Yann LEGALLE

nous a quittés le 29 octobre 1993, à
l'âge de trente-cinq ans.

Ses parents,
Ses sœurs,
Ses frères,
Et ses amis,
en éprouvent un profond chagrin. Mais
ils sont confiants dans ce qui a été la
recherche spirituelle et la voie de
Yann.

« Se comprendre, c'est s'oublier.
S'oublier, c'est être illuminé par
toutes choses. » (Dogen)

Vendredi 5 novembre, au Père-Lachaise :
cérémonie religieuse à 8 h 30 ;
incinération à 15 h 45.

Denise et Claire Navel,
ont la tristesse de faire part du décès de

Georges NAVEL,
écrivain,

survenue le 1^{er} novembre 1993, à Die.

Il venait d'entrer dans sa quatre-
vingt-neuvième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Font-de-Quart (près de Laval-d'Aix,
Drôme), le vendredi 5 novembre, à
15 h 30.

Selon sa volonté.

« ... Ni fleurs, ni couronnes, ni
consécration, que la gaieté règne, la
franche gaieté jubilante. »
(Lire page 22.)

Les familles Wiesengrün, Rothorn
et Jézy,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Dolf (Adolphe) ZIL
WIESENGRÜN,

survenue dans la nuit du 28 au 29 octobre
1993, en son domicile.

La levée du corps a eu lieu le mardi
2 novembre 1993, au 1, cité Trévise,
Paris-9.

L'inhumation aura lieu vendredi
5 novembre, en Israël.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Le docteur Odette Montoux,
M^{me} René Chastin,
née Jocelyne Montoux,
M. Roger Montoux,
ses enfants,
M^{me} Florence Farissier,
ses enfants et petits-enfants,
Le docteur François-Denis Farissier,
ses enfants et petits-enfants,
M. Georges Anziani et M^{me},
née Roselyne Farissier,
M. Jean-Loup Farissier,
ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Monique Chastin,
M. Jérôme Montoux,
M. Olivier Kias et M^{me},
née Christina Montoux,
ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,

Les familles Reverchon, Pinaut,
Tapiéro, Moutoux, Treidel, Rock,
Brulin et Marcel,
ont la douleur de faire part du décès de

Madeline ROQUE,
veuve

du président
Julien ROQUE,
conseiller d'Etat,
et
du médecin-général
Cyprien, M^{me} MONTEUX,
mort pour la France,

survenue à Paris, le 26 octobre 1993,
dans sa quatre-vingt-quatrième
année.

Ses obsèques ont eu lieu le mardi
2 novembre, au cimetière du Père-
Lachaise.

2, rue Albert-Chabanon,
13006 Marseille.

43, boulevard Saint-Martin,
Paris-5.

Marcel RUFF,
doyen honoraire de la faculté de lettres
et de sciences humaines de Nice,

en sa quatre-vingt-huitième année,
prenant congé de ce siècle qu'il a vu
naître, remercie ceux qui, par leur
amour, leur amitié, leur affection, l'ont
aidé à parcourir sa longue route.

Nice, ce 29 octobre 1993.

M^{me} Jean Vauverville,
née Elisabeth Legendre,
son épouse,

Chaire et Brunet Cornet,
Dominique et Louis Vauverville,
Bernard Vauverville,
Anne Vauverville,
ses enfants,

Cécile, Olivier et Charles,
Maud, Edgar et Paul,
ses petits-enfants,
et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean VAUVERVILLE,
professeur honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
Distinguished Service Cross,
survenue le 1^{er} novembre 1993, à Paris,
dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 4 novembre, à 8 h 30, en
l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois,
92, rue Saint-Dominique, Paris-7.

Ni fleurs ni couronnes.

168, rue de Grenelle,
75007 Paris.

Cécile Thibault,
sa mère,
Lola Zaidjian,
sa fille,
Alain et Joëlle Thibault,
son frère et sa belle-sœur,
leurs enfants, Selim, Maya et Camille,
Tous ses amis,
Tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès, le
29 octobre 1993, à Paris, de

Pierre Dominique ZADLINE,
quarante-cinq ans,
cinéaste.

L'inhumation aura lieu le lundi
8 novembre, à 14 h 15, au columbarium
du Père-Lachaise.

Pas de fleurs, pas de dons aux Restos du
cœur, 75315 Paris Cedex 15.

121, boulevard Soult,
75012 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
ont pris de bien vouloir nous
commander leur numéro de référence.

Micheline Laigona-Richard
a le regret de faire part du décès de

André RICHARD,
ancien élève
de l'école normale supérieure,
agréé d'histoire,
professeur honoraire
au lycée Voltaire et à l'IDHEC,
survenue le 20 octobre 1993, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité, selon le vœu du défunt,
à Touffreville (Calvados).

M^{me} Madeleine Warter,
son épouse,
La docteur et M^{me} Gérard Warter,
ses enfants,
Alexandra et Sophie Warter,
ses petites-filles,
ont la très grande tristesse de faire part
du décès de

docteur Arcadius WARTER,
survenue le 26 octobre 1993.

Selon ses dernières volontés, les
obsèques ne sont données que dans la plus
stricte intimité familiale.

Une messe sera célébrée en la
mémoire de

Georgette LEGÉE,
décédée le 22 mars 1993, le samedi
4 novembre, à 10 heures, en l'église
Saint-Julien-le-Pauvre, square Viviani,
Paris-5.

Pour ses amis,
Et sa famille.

Bernard BLUMENKRANZ,
directeur de recherche au CNRS (ER),
nous quitte le 4 novembre 1993.

Ceux qui l'ont aimé se souviennent
qu'il a, par son œuvre, donné un sens à
la réconciliation judéo-chrétienne et,
par son combat, donné espoir au rap-
prochement judéo-arabe.

Il y a un an, disparaissait brutalement

Jean-Pierre MOUNIER.

Ses amis
pénétrés à tous ceux qui l'ont connu,
apprécié et aimé d'avoir une pensée
pour lui.

De la part de
Geneviève Rouchet,
Nicole et Philippe Rytman,
Marline et Hugo Seda.

Il y a cinquante ans, par le convoi
n° 61, était déporté, puis assassiné à
Auschwitz.

Edgar Henri SÉE,
Rég de soixante-dix ans.

Sa fille, Jeanne Daron,
Ses petits-enfants,
se souviennent.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le jeudi
4 novembre, en l'église Saint-François-
Xavier, chapelle de la Vierge, à
18 h 45, à la mémoire de

Jean LOISY,
écrivain, dramaturge, poète,
décédé à l'âge quatre-vingt-onze ans, le
6 décembre 1992.

Une messe sera célébrée le jeudi
4 novembre 1993, à 12 h 15, en l'église
Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue
Saint-Dominique, Paris-7, à la
mémoire de

Simon MARTI
et de son épouse,
Françoise,
née Camargues.

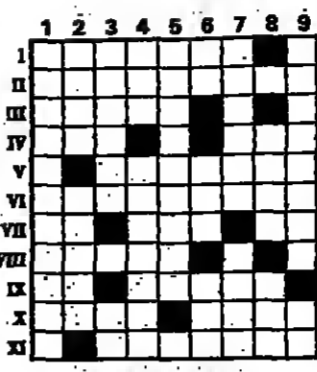
Il y a un an, le 30 octobre 1992,

Stéphane THIOILLIER
nous quitte.

Une messe sera dite à son intention
par le Père Serge de Beaurecueil, le
mardi 9 novembre 1993, à 18 heures,
dans la crypte du couvent des dominicains,
222, Faubourg-Saint-Honoré,
Paris-8.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6163



HORIZONTALEMENT

1. Quand on en raconte, on
peut parler vertement. — II. Une
bombe qui fait un peu bide. —
III. Très dur. — IV. Pour désigner
Créateur, pour les gnostiques. —
V. Evoque un droit. — VI. On leur
reproche parfois leur zèle. — VII.
Berceau pour des princes.
Poison. Agrément étranger. —
VIII. Un ensemble d'hommes. —
IX. En semaine. L'arme au pied.
— X. Grande maison. Bricole
quand il est petit. — XI. Portée
avec force.

VERTICALEMENT

1. Des femmes dont on ne
peut pas dire qu'elles ne cassent
rien. — 2. On y brûle de l'essence.
Des caractères anciens. — 3. Dans
le Pacifique, elle n'est pas commune.
Un peu de tabac. — 4. N'est pas
belle quand elle est noire. Auxquelles
on a pu échapper. — 5. Manger trop
rapidement. — 6. Préposition. Pas
innocent. S'oppose à la force. —
7. Mettant en terre. Quand on
noue en bouche un, on reste assis.
— 8. Très lestes. Pour sur-
lever le ballon. — 9. Une vraie
furie. Un peu de neige.

Solution du problème n° 6162

Horizontalement
I. Arbitres. — II. Saucières. —
III. Titanique. — IV. Râ. Nuts. —
V. Vavoy. — VI. Lis. Et. Ne. —
VII. Orienteur. — VIII. Ginguet. —
IX. Us. Assur. — X. Or. Val. —
XI. Séné. Bête.

Verticalement
1. Astrologues. — 2. Raie. Iris. —
3. But. Vein. On. — 4. Icane. —
Egaré. — 5. Tin. Vénus. — 6. Re-
naites. — 7. Erquy. Etuve. —
8. Seul. Nu. Rat. — 9. Sestaca.

GUY BROUTY

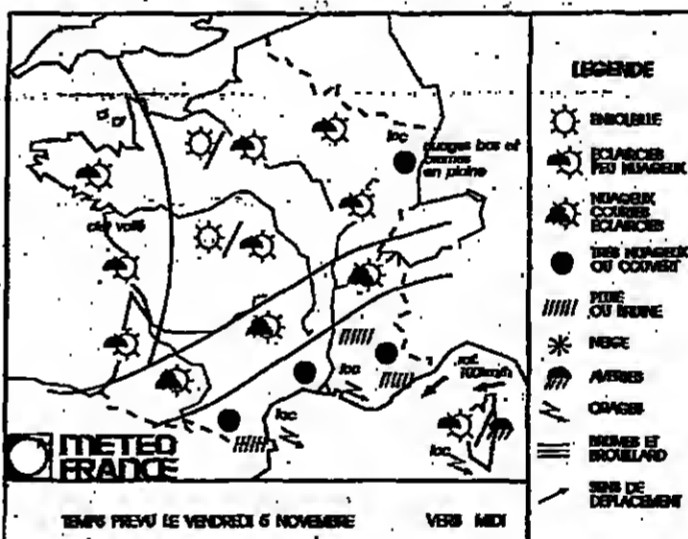
MÉTÉOROLOGIE

Jeudi. Reprise des pluies au Sud.
Le matin, le ciel sera très nuageux
dans l'ensemble, du Nord à la Normandie,
l'île-de-France, la Corse, ainsi que
sur toute une moitié est de pays. Des
bruyères partielles sans danger se for-
meront au lever du jour, pour se dis-
perser dans la matinée. Au cours de la
journée, une petite évolution se pro-
duira, et quelques éclaircies se déve-
loperont çà et là, sauf sur l'extrême
est, où la grande persistance en Lor-
raine, Alsace et jusqu'en Franche-
Comté. En revanche, les régions de la
moitié ouest, de la Bretagne, aux Pays
de Loire, Aquitaine et Midi-Pyrénées
verront d'avantage d'éclaircies en jour-
née.

Au sud du pays, le ciel se verra sur-
les Pyrénées en début de matinée, tan-
dis que les premières pluies se produi-
ront déjà en Corse. Ces pluies seront

faibles dans un premier temps : sa
cours de journée, elles gagneront vers
le nord, s'étendant des Pyrénées-
Orientales à tout le pourtour méditer-
ranéen et jusqu'aux Alpes du Sud. Dans
la soirée, reprise du caractère orageux
de ces précipitations en Corse ainsi
que sur l'extrême sud-est, où les quan-
tités de pluie pourront être à nouveau
conséquentes par cumul. Plus à
l'ouest, les sols étant déjà saturés
d'eau, bien que les quantités attendues
soient plus faibles, elles seront néan-
moins suffisantes pour causer des
inondations supplémentaires sur les
régions proches de l'Aude.

Le vent de sud-est se renforcera en
Méditerranée, pour atteindre des
rafales à 70 km/h en mer et sur les
litts. Le vent marin qui a engouffré
sur le Languedoc-Roussillon, atteindra
encore 50 km/h.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valorisations relatives entre
le 02-11-1993 à 18 heures TUC et le 03-11-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
ALGER	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde
depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition
deux services sur Minitel :
3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel.
Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire.

**Notre métier
est de vous aider dans
vos moments-là.**

PFG

POMPES FUNÈRES GÉNÉRALES
05 11 10 10

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-98
Les avis peuvent être insérés
LE JOUR DE L'ÉVÉNEMENT
et nous parviennent avant 9 h par Fax
ou aéroport du journal.
15, rue Voltaire,
75001 Paris Cedex 15
Tél : 208 808 F
Téléfax : 40-65-77-13
Tél de la ligne H.T.
Toutes rubriques : 100 F
Abonnés et actionnaires : 80 F
Conventions diverses : 100 F
Les lignes en capitales grasset sont
insérées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 3 NOVEMBRE

TF 1
14.35 Club Dorothée.
16.25 Sport : Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, 2^e tour match retour : Universitatea Craiova (Roumanie)-PSG, à 17.15, M-Compass.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.50 Magazine : Coccou, c'est nous ! Invité : Francis Perrin.
19.50 Divertissement : La Bébête Show (et à 23.50).
20.00 Journal et Météo.

LA SOLUTION ANTI-CRISE
59,50
ARTIREX PARIS 12 1, bd de la Bastille
Tél : 43 40 72 72 (voir page 3)

20.40 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA, 2^e tour : Servette de Genève-Bordeaux, en direct de Genève, à 22.45, résumé du match du 2^e tour retour de la Coupe d'Europe des clubs champions.
22.45 Magazine : Ex libris. 1940-1945, la France et ses mensonges. Invité : Henri Amouroux. La page n'est pas encore tournée. Antoine Lefebvre (des conversations secrètes des Français sous l'Occupation) : Jean-Claude Frossac (du Crématorium d'Auschwitz) : Ludwig Hartig (Mauvaise nuit dans la rue) : Fanny Ardant, à propos d'Amok de Stefan Lindig et de sa version cinématographique : par Joël Farges, Patrick Modiano (Chien de printemps).
23.55 Journal et Météo.
0.00 Série : Intrigues.
0.30 Série : Côté cœur.

FRANCE 2
15.40 Variétés : Les Chances aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran. Invité : André Verchuren.
16.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.

17.00 Magazine : Giga.
18.35 Jeu : Un pour tous.
19.15 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Grossesse nerveuse. De Denis Robaglia.
22.20 Documentaire : Chroniques de l'hôpital d'Américus, de Daniel Kadin (à chroniquer).
23.25 Journal et Météo.
23.45 Sport : Tennis. Open de Paris-Bercy. Résumé.
1.05 Court métrage : Histoire courte. Fuis la nuit, autour du ring.

FRANCE 3
14.45 Le Magazine du Sénat.
16.00 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.
18.45 Sport : Tennis (suite).
18.25 Jeu : Questions.
18.50 Un livre, un jour. Casse-tête, de Maurice Laver.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 18.31, le journal de la région.
20.05 La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.45 INC.
20.50 Magazine : La Marche du siècle. Un seul être vous manque... Invité : Anny Duperey (le Voile noir, le voile d'écrit). Annick Emoult-Delcourt (Appréhender l'absence) : Agnès Caradeo, femme de Loti Caradeo, navigateur disparu en 1986 : Toile Nathan, ethnopsychiatre : André Bonaly, psychanalyste. Reportage : Furlan, le seul impossible, de Philippe Ody et Olivier d'Angely.
22.30 Journal et Météo.
23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS
15.05 Téléfilm : Nom de code, Requiem. De Robert Lécroix.
16.40 Dessin animé : Les Simpson.
17.05 Les Superstars du catch.
En clair jusqu'à 18.00.
17.55 Sport : Football. Coupe des champions : Boca-

rest-Monaco, match de 2^e tour aller, à 18.00, coup d'envoi.
En clair jusqu'à 21.00.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 Cinéma : Par l'épée. Film américain de Jeremy Paul Lewis (1991).
22.25 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Sexes faibles. o Film français de Serge Meynard (1992).
0.00 Cinéma : Lolo. Film franco-canadien de Jean-Claude Lauzon (1991).
1.45 Documentaire : L'Arbre et les Fourmis.

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00.
17.00 Documentaire : Jazz in the Night. Dizzy pour President, de Karl-Heinz Cossmann et Christoph Dresch (rediff.).
17.30 Cinéma : Transit. De Daniel Lacombe (rediff.).
18.40 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).
19.00 Série : Hale and Pace.
19.35 Magazine : Mégamix. Présenté par Martin Meissonnier. Le Palais Festival de Lyon.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : Orphée. De Norbert Boillat.
21.40 Documentaire : Le Quatuor des possibles. D'Edna Polid, avec le Quatuor Arditi.
23.15 Cinéma : Le Criminel. Film américain d'Orson Welles (1946, v.o.).

M 6
15.45 Magazine : La Tête de l'emploi.
18.10 Magazine : Flashback.
18.40 Magazine : Fax'O.
17.05 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Deux filles à Miami.

Les interventions à la radio
O'FM, 19 heures : Philippe de Gaulle et Jacques Faizant (Le Grand O'FM-La Croix).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

L'œil du tigre

AMANT sa femme, son fils, son manager, douant de lui-même, encaissant les coups de poing et les coups du sort jusqu'à la victoire finale, Rocky, dans le Rocky III diffusé par TF 1, incarnait face à la « bête à tuers », Clubber Lang, un boxeur humain et, pour tout dire, sympathique. Jusque dans son empêtement. Car dans Rocky III le gamin des faubourgs devenu champion du monde poids lourds s'est embourgeoisé. La rage, la sainte rage, c'est enfuie de lui, chassée par le quizzade et les honneurs. Taillé en pièce par son challenger Clubber Lang, il va donc tenter de reconquérir son titre. Délaissant ses salles d'entraînement privées, Stallone va souffrir dans un petit club minable de Californie. A son entrée du film, les regards tournés vers lui hurlent l'envie, la haine. Tu vois ces regards ? L'interpelle son entraîneur. Il faut que tu retrouves l'œil du tigre, mec, l'œil du tigre. La faim de l'adulescent, sous le champion embourgeoisé, la retrouvera. Et vaincra Clubber Lang.

Car à l'enragé de vivre et de vaincre, il n'est pas de combat perdu d'avance, cligne Rocky au monde subjugué. Pourtant on eût entendu, sous le clairon, comme une plainte, un signal de détresse. Conquérir le gloire à la force des poings est possible, oui, mais en jouir durablement est interdit, se lamentait aussi Rocky III. Jusqu'au fond de sa limousine et de son château de nouveau riche, Rocky, comme Stallone, puisqu'à l'évidence il ne font qu'un, semblaient poursuivre par un ennemi plus coriace que Clubber Lang : le terreur de tout perdre. Sur le ring ou dans les studios, le plus fort sera toujours le faible d'un autre. Si aucun combat n'est jamais désespéré, il n'est point de suprématie qui ne soit un jour menacée.

En regardant Rocky III, on repensait à Tapie, entré au « 20 heures ». Au sol, encaissant coup sur coup - demande de levée de l'immunité parlementaire par le juge Boffy, audit de l'OM -, il frimait encore. Crochet du droit, crochet de gauche : jamais il ne s'essouffait donc ? Ne devenait-il pas que son destin, désormais, ne serait plus qu'un interminable combat, les ronds succédant aux ronds en tourbillonnant, jusqu'à k.o. final ? Ne sentait-il pas que le jet privé, l'hôtel particulier, le Phocéa, tout lui serait échappé ? N'avait-il pas compris que l'on peut gagner un round, ou deux, ou dix, contre Boffy-Lang ou Clubber-Lang, mais pas le match d'une vie contre la vérité et l'évidence ? Il s'en fichait. Aussi longtemps que n'aurait pas retenti le gong ultime, il se battrait. Dans ce visage durci par les coups et empli par les honneurs, l'œil du tigre luisait encore.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à voir ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

JEUDI 4 NOVEMBRE

TF 1
8.00 Série : Passions.
8.28 Météo (et à 8.58, 8.28).
8.30 Club mixi Zig-Zag. Jayce.
9.00 Journal.
9.20 Dessin animé : Transmutazone (et à 9.25).
9.25 Club Dorothée avant l'école. Costa : BC-BG ; Olive et Tom ; Cyp.
9.30 Télé-shopping.
9.00 Feuilleton : Hôpital central.
9.45 Feuilleton : Hélène et passions.
10.25 Série : Côté cœur (et à 4.25).
10.55 Série : Tribunal.
11.25 Feuilleton : Santa Barbara.
11.50 Jeu : La Route de la fortune.
12.00 Journal : La Justice Pub.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal : Météo et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Foux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.30 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée. Charles s'en charge : Parker Lewis ne perd jamais ; Joux.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Hélène et les garçons.
18.50 Magazine : Coccou, c'est nous ! Présenté par Christophe Deschamps. Invité : Alain Souchon.
19.50 Divertissement : La Bébête Show (et à 0.40).
20.00 Journal, Tiers et Météo.
20.50 Série : Rocca. Retour de flamme, de Paul Simonon.
22.25 Magazine : Demain, il fera beau. Présenté par Tine Kieffer. Thème : la passion longue durée, sauver l'amour. Invité : Michel Boujenah.
23.35 Feuilleton : La Marie 2. De Damiano Damiani (3^e épisode).
0.45 Journal et Météo.
0.50 Série : Mémoires (et à 4.00).
1.15 TF 1 nuit (et à 2.15, 3.15, 3.50).
1.25 Documentaire : Histoires naturelles.

des milliers de prix dans tout le magasin.
NOCTURNE
demain JEUDI 22 heures.
SAMARITAINE

(et à 3.20). Les enfants du Bon Dieu et les canards sauvages ; Le plomb et l'acier.
2.20 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pécarré (3^e épisode).
4.50 Musique.
5.10 Documentaire : Histoire des inventions.

FRANCE 2
5.55 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
6.20 Dessin animé.
6.30 Téléfilm : Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
6.35 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
6.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.20 Magazine : Martin bonheur.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.40).
12.20 Jeu : Les années-là.
12.55 Loto, Journal et Météo.
13.45 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.55 Série : Les deux font le paire.
15.45 Tiers, en direct de Vincennes.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons. Émission présentée par Pascal Sevran. Invité : André Verchuren. Avec Linda de Suzie, Stone, Christian Deschamps, Ariette Ménerd, Amélie Rodriguez, les danseurs de musette et de jazz, Germaine Ricard.
16.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Romejo.
17.15 Magazine : Giga.
18.40 Jeu : Un pour tous. Présenté par Christian Morin et Christine Dominguez.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne. Animé par Négui.
20.00 Journal, Journal des courses, Météo et Info route.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Invité : Bernard Kouchner. Fin de galère, de Florence Bouquillat et Jean-Louis Melin. Réalité, fiction et Audimat, d'Anne-Marie Bennoun et Jean-Michel Vanneman. Silence, on tue (en Algérie), de Françoise Joly et Kristian Aulin.
22.50 Divertissement : Juste pour rire. Présenté par Lova Moor. Thème : la musique. Les meilleurs moments du Festival de Montréal. Invité : Michel Leeb, Sophie Darel, Danny Dent, Marchetto, Gérard Soty, Gustave Parfing, Jean-Yves Borno, Denis Lacombe, le Quatuor.
23.55 Journal et Météo.

0.15 Sport : Tennis. Open de Paris-Bercy. Résumé.
1.30 Le Magazine de l'emploi (rediff.).
2.35 Magazine : Mascarnes (rediff.).
3.30 Documentaire : Chroniques nomades. 2. Belco à Tong Borkow.
4.20 24 heures d'Info.

FRANCE 3
7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups.
7.15 Documentaire : Bonjour les bébés ; Kimbo ; Les Histoires du père Castor.
8.00 Continentales.
8.05 Informations Semanal (v.o.) : A 8.15, Magazine portugais ; France public : A 8.30, Alice ; A 8.45, Frankenstein Folles (v.o.) ; A 8.50, Euro hebdo, l'actualité en Italie et en Espagne ; A 8.10, Multiplex, magazine arabe ; A 8.20, Orphoglosses.
9.25 Magazine : Génération 3. Présenté par Marie-Laure Augry. Crobe : A 9.55, Semaine thématique : La télévision, 2. Télévision, une industrie. Invité : Pierre Tchénia.
10.55 Espace entreprises : L'Homme du jour.
11.00 Magazine : Français, si vous parlez. Présenté par André Bercoff. Psychiatrie : les internements abusifs.
11.45 La Cuisine des mousquetaires.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : Votre cas nous intéresse. Les confessions sont-elles de bonnes affaires ?
13.30 Sport : Tennis. Open de Paris-Bercy en direct. Troisième tour des simples et deuxième tour des doubles.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. Présenté par André Bercoff. Journal d'Hannart, de Louise L. Lambrichs.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.09 à 18.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Grande Classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.40 Tirage du Keno.
20.50 La Dernière Séance. 1^{er} film : Torpilles sous l'Atlantique. Film américain de Dick Powell (1957).
22.40 Journal et Météo.
23.15 Dessin animé : I Wanna be a Sailor.

De Tax Avery.
2 film : Le Grand Attentat. Film américain d'Anthony Mann (1951) (v.o.).
0.40 Continentales. L'Eurojournal : l'Info en V.o.

CANAL PLUS
En clair jusqu'à 7.25.
7.00 CBS Evening News. Présenté par Marlene Maudslon.
7.23 Le Journal de l'emploi. Présenté par Martine Maudslon.
7.25 Canaille peluche. Corem.
En clair jusqu'à 8.05.
7.50 Ce cartoon. Présenté par Valérie Payot.
8.05 Documentaire : La Case 112.
9.00 La Journal du cinéma.
9.05 Cinéma : La Chèvre. Film français-couronné de Lucien Fillaire (1991).
10.46 Flash d'informations.
10.48 Surprises.
10.55 Téléfilm : Le Crépuscule des vampires. De John McBride.
En clair jusqu'à 13.35.
12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delarue.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : Drugstore Cow-boy. Film américain de Gus Van Sant (1989).
15.15 Documentaire : Dans la nature avec Stéphane Peyron. Le Combrat Mural, de Thierry Maudslon.
16.05 Cinéma : Sexes faibles. o Film français de Serge Meynard (1992).
17.30 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).
18.00 Canaille peluche. Le Tourbillon noir.
En clair jusqu'à 20.35.
18.30 Ce cartoon. Présenté par Valérie Payot.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildes et Antoine de Caunes. Invité : Jacqueline Bisset.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Olivier, Olivier. o Film français d'Agneszka Hol-

Les interventions à la radio
RTL, 16 h 30 : Alain Vogelweh et M. Soulez-Larivière.
Radio-Shalom, 16 h 30 : Jean-Louis Debré (Le grand débat).
France-Inter, 19 h 20 : Débat : « Qui a peur des jeux vidéo ? » (le téléphone sonne).

land (1992).
22.15 Flash d'informations.
22.25 Cinéma : Pensées mortelles. Film américain d'Alan Rudolph (1981) (v.o.).
0.05 Cinéma : La Malédiction de la sorcière. o Film américain de James W. Robertson (1995).
1.25 Cinéma : L'Année prochaine si tout va bien. Film français de Jean-Loup Hubert (1981).

ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00.
17.00 Cinéma : Le Sujet de l'empereur (Der Untertan). Film allemand de Wolf-gang Staudte (rediff.).
18.45 Documentaire : La Photographie Lassine (rediff.).
19.00 Série : Hale and Pace.
19.30 Documentaire : L'Hôtel de Madsen. D'Annette Olson et Katje Forbert Peterson. Portrait d'Ida, humain, d'un grand d'hôte au Danemark, où les clients sont essentiellement des réfugiés arméniens ou arméniens. La vie quotidienne et ses aléas.
20.10 Court métrage : Mémoire cœ. De Daoud Aouad Syed.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 ► Soirée thématique : Mémoire de cheval. Soirée conçue par Homéric et Jacques Malettre.
20.41 Cinéma : L'Étalon noir. Film américain de Carol Bal-lard (1979).
22.35 Documentaire : Bartabas, de la piste à l'écran. D'Emmanuel Descombes.
23.05 Documentaire : Des chevaux et des hommes. D'Homéric et Jacques Malettre.
0.00 Court métrage : Martin ou la Course de l'or. D'Arthur Joffé.
0.15 Court métrage : Églia. De Huzarik Zoltan.

M 6
7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.15 Les Matins d'Olivia (et à 8.05). Émission présentée par Olivia Adricco.
9.05 M 6 boutique. Télé-achat.
9.30 Infoconsommation.
9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.30, 6.05).

0.55 Série : Cagney et Lacey.
12.00 Série : Papa Schultz.
12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie.
13.25 Série : Roseanne.
14.00 Magazine : Ecole 8.
14.05 Magazine : La Vie à pleins tubes. Vidéo : Claude Nougéro.
17.10 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Deux filles à Miami.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Papa bricole !
20.35 Météo 8.
20.55 Cinéma : La Gueule de l'autre. Film français de Pierre Tahar-ni (1979).
22.40 Cinéma : Poltergeist 3. o Film américain de Gary Sherman (1987).
0.25 Informations : Six minutes première heure.
0.35 Magazine : Fréquentation.
2.30 Rediffusions. Les Enquêtes de Capital ; Voir et revoir la France (Les châteaux de la Loire) ; Fréquentation ; Le Miroir d'Aragon ; La Tête de l'emploi.

FRANCE-CULTURE
20.30 Écritures pour marionnettes. Parodie, d'Antoine Vitez ; La Marne, de Nicolas Gogol.
21.30 Profils perdus. Guilo Carlo Argon (11).
22.40 Les Nuits magnétiques. Le champ de bataille.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean-Michel Beaulier (Histoire de la philosophie moderne et contemporaine ; l'Humanisme déchiré).
0.50 Musique : Code. Hommage à Frank Royon La Mée (4).

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné les 27 et 28 octobre au Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 4 en la majeur op. 80, de Mendelssohn ; Symphonie n° 9 en ut majeur D. 944, de Schubert, par l'Orchestre national de France.
23.09 Ainsi la nuit. Faisait pour violon et harpe op. 124, de Saint-Saëns ; Sonate pour violon et piano en sol majeur, de Lalo ; Danses macabres pour violon et piano, de Saint-Saëns.
0.00 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat. Concerts et clubs : Benny Carter et Ruggers University ; Thème variations : Black and Tan Fantasy, Duke Ellington.

AU JOUR LE JOUR

Graines

Dans son entretien à la Stampa Jean-Paul II, le pape polonais qui a contribué à terrasser le dragon du communisme est-occident, manifeste vis-à-vis de sa victime une compassion qui ne devrait surprendre que ceux qui méconnaissent la puissance du pardon chrétien.

Le « socialisme », explique-t-il en citant Léon XIII, recèle des « graines de vérité ». Aujourd'hui, en quelque sorte, le système défunt se rachète post-mortem, par la simple compa-

raison entre ce que furent ses bonnes intentions - graines trop enfouies pour germer - et les abus du système ultralibéral qui, dans la jungle qu'il instaure, se soucie des pauvres comme de colin tampon.

Quand les deux faces du Satan bifrons que sont l'ultralibéralisme et le totalitarisme se seront au même point il faudra que le pape dise quelles graines planter sur terre pour faire germer une civilisation digne de ce nom.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Télécoms : attention, dérangement !

Les perspectives de privatisation de France Télécom et d'ouverture à la concurrence du service du téléphone inquisiteur Paul Quilès. Le réveil turc à travers les revues, par Frédéric Gausson (page 2).

INTERNATIONAL

Négociations secrètes serbo-croates

La Norvège se trouve à nouveau centre de pourparlers secrets entre belligérants. Les indépendantistes serbes de Croatie et les autorités de Zagreb ont engagé à Oslo des négociations sur un accord de cessez-le-feu. Mais ces discussions entamées le lundi 1^{er} novembre ont été suspendues le lendemain (page 5).

Russie : le malaise des militaires

La manière dont l'assaut ordonné contre le Parlement de Moscou le 4 octobre, a été mené a laissé chez un certain nombre d'officiers un sentiment de malaise, voire de dégoût. Il y a eu des défections et des refus d'obéissance (page 4).

POLITIQUE

Budget modeste pour la police

Les députés ont adopté en première lecture, mardi 2 novembre, le projet de budget pour 1994 du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. La modicité de l'effort en faveur de la police nationale a cependant inspiré quelques regrets du côté de la majorité (page 14).

SOCIÉTÉ

Fin de crise à l'Agence de l'environnement

Avec deux patrons, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie s'est révélée incapable de fonctionner harmonieusement. Avec de nouveaux statuts et un nouveau président, Jacques Vernier, député RPR du Nord, elle devrait retrouver le voie d'un fonctionnement plus normal (page 18).

ÉDUCATION • CAMPUS

Emploi : grandes écoles, profil bas

Le chômage, ça n'arrive qu'aux autres. Les temps changent. Les jeunes diplômés des grandes écoles d'ingénieurs et écoles de commerce sont désormais obligés de rechercher sérieusement leur premier job. C'est plus long et les conditions sont moins gratifiantes qu'auparavant (page 20).

ÉCONOMIE

Surenchère syndicale à Air France

A défaut d'avoir allumé l'incendie, les syndicats soufflent sur les braises. L'intersyndicale (CGT, CFDT, SNMSAC, CFTC) court après la bête et tente de coller à ses revendications. Refusant toute discussion bilatérale, elle réclame l'ouverture immédiate de négociations avec tous les syndicats et des élus de la base (page 25).

COMMUNICATION

La « révolution » de la presse au Mali

Au Mali, les journaux et les radios font depuis deux ans le difficile apprentissage de l'indépendance économique. L'évolution de la télévision est plus lente (page 26).

Services

Abonnements.....	41
Annuaire classés.....	26
Carnet.....	30
Marchés financiers.....	29
Météorologie.....	30
Mots croisés.....	30
Radio-Télévision.....	31

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3617 LMDOC et 36-29-04-58

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folio 33 à 44

Demain

Le Monde des livres

Un supplément spécial de quatre pages est consacré au Carrefour des littératures de Strasbourg qui se tient du 4 au 8 novembre. Pierre Bourdieu, Jean-François Lyotard s'expriment sur le projet de création d'un Parlement des écrivains.

Le numéro du « Monde » daté mercredi 3 novembre a été tiré à 482 598 exemplaires

Devançant David Dinkins d'un peu plus de 3 %

Le républicain Rudolph Giuliani remporte de justesse la mairie de New-York

A l'issue d'une rude campagne électorale (le Monde du 30 octobre) et d'un scrutin serré, le républicain Rudolph Giuliani a été élu mardi 2 novembre maire de New-York, devançant d'un peu plus de 3 % le maire sortant, le démocrate noir David Dinkins. Après avoir perdu en juillet la mairie de Los Angeles, les démocrates perdent celle de New-York, la première ville des États-Unis, une métropole qu'ils détenaient sans interruption depuis 24 ans. C'est un échec grave pour le parti du président Bill Clinton qui était venu soutenir à deux reprises David Dinkins.

NEW-YORK

de notre correspondant

Un suspense exceptionnel. Une nuit très longue. Des cris de joie puis des grands moments de silence, voire d'abattement. Dans les salons de l'Hôtel Sheraton, où les démocrates avaient installé leur quartier général, comme dans ceux du Hilton, où se trouvaient les républicains, la soirée électorale a suivi, mardi 2 novembre à New-York, un même scénario, mais inversé. Lorsque vers minuit, le dépouillement de 75 % des bulletins mettait, pour la première fois, le démocrate David Dinkins devant son rival républicain Rudolph Giuliani, le Sheraton exultait, le Hilton s'interrogeait. Mais quand, une demi-heure plus tard, les trois grands réseaux nationaux de télévision (ABC, CBS et NBC) désignèrent M. Giuliani vainqueur, le Sheraton plongea dans le silence tandis que le Hilton retrouvait l'enthousiasme.

Tard dans la nuit, les résultats ont effectivement confirmé la courte victoire de Rudolph Giu-

liani, 49 ans, sur son opposant, David Dinkins, 66 ans. Comme en 1989, où ils s'étaient déjà opposés, l'écart entre les deux hommes est très faible, mais il est cette fois favorable au républicain. La participation a été forte : 60 % des 3,3 millions d'électeurs se sont rendus aux urnes, un même pourcentage qu'il y a quatre ans. David Dinkins l'avait emporté alors avec un avantage de 30 000 voix (1,8 %) sur Rudolph Giuliani. Cette fois-ci, le républicain gagne avec 51 % des voix, le maire sortant n'en recueillant que 48 %. Le candidat ultra-conservateur George Martin n'a réuni autour de lui que 1 % des électeurs.

Le poids du vote de la communauté juive

Face aux problèmes que connaît New-York, qui sont ceux de toutes les grandes cités américaines, la criminalité et les relations ethniques ont largement dominé la campagne. Et dans ces domaines, les électeurs ont voulu marquer leur volonté de changement. Les sondages indiquent que David Dinkins a certes réussi à reconstruire, en partie, la coalition qui lui avait permis de gagner en 1989 : les Noirs - le quart environ de l'électorat - et les Américains d'origine hispanique - un autre quart - ont voté massivement pour lui.

Mais le premier maire noir de la ville a dû une partie importante de sa base électorale, notamment la communauté juive. Plus d'un tiers des démocrates avaient voté cette année pour M. Giuliani. Les soutiens de Bill Clinton - à deux reprises ces derniers jours auprès de « Dave » - et de nombreuses personnalités des arts (comme Barbra Streisand) n'ont pas suffi. C'est un grave échec pour M. Dinkins et pour les démocrates : c'est la première fois depuis 1933 - à New-York - qu'un maire sortant n'est pas réélu. Après 24 ans de gestion, les démocrates perdent donc la première ville des États-Unis. Ils avaient déjà perdu en juillet la seconde cité américaine, Los Angeles.

Rudolph Giuliani a gagné grâce à une large mobilisation de l'électorat blanc - en contraction pourtant, son nombre ayant été réduit de 300 000 au cours des quatre dernières années - et des personnes âgées - et des personnes âgées. Il a bénéficié auprès de cet électorat d'une image de fermeté et de compétence. Son discours musclé sur tous les grands sujets de société comme son libéralisme économique (il a annoncé la suppression de 34 000 postes de fonctionnaires municipaux) ont, semble-t-il, séduit une ville pourtant considérée traditionnellement comme très largement démocrate. Il sera, à partir du 1^{er} janvier, le troisième maire d'origine italienne de l'histoire de New-York.

Mercredi, tôt dans la matinée, les deux candidats ont fait preuve d'une grande volonté de réconciliation après une campagne particulièrement violente. M. Giuliani avait ainsi qualifié M. Dinkins d'« homme inepte et incapable de prendre des décisions », alors que le démocrate dénonçait le « fascisme » de son rival. En fait, démocrates et républicains vont être amenés à cohabiter à la tête de l'exécutif new-yorkais. En effet, s'ils ont élu un maire républicain, les électeurs de la « Grande Pomme » ont aussi élu deux démocrates à des postes importants de la municipalité, Mark Green et Alan Hevesi, deux hommes de M. Dinkins. Et ce dernier n'a pas manqué de féliciter M. Giuliani pour sa victoire.

ERIK IZRAELWICZ

Jamais un Macintosh ne vous a fait une telle offre.



Macintosh Powerbook 180 C

écran couleur matrice active 4/160 Mo.

15 490 F ht. 18 371 F ht.

Offre limitée et valable pour paiement comptant

Option extension 8 Mo. 1990 F ht.

Il y a des propositions auxquelles il est difficile de résister : 15 490 Fht le Powerbook 180 C avec écran couleur à matrice active, c'est l'offre exceptionnelle - et limitée - que vous fait IC.



1^{er} distributeur Apple d'Europe avec plus de 50 000 Macintosh installés, seul IC peut s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC.

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

IC REPRÉSENTANTS PARIS : (1) 44 78 26 26 - IC VENDREDI PARIS : (1) 42 80 90 90 - IC MICRO VALLEY PARIS : (1) 40 58 00 00 - IC MAIRIEURAN : (1) 37 25 63
IC TOULOUSE : (1) 29 62 32 - IC NANTES : (1) 40 87 06 62 - IC LYON : (1) 78 62 38 58 - IC AIX EN PROVENCE : (1) 42 58 28 08 - IC ANTOIN : (1) 82 22 22
Tous les centres, quelle que soit la marque, sont agréés par Apple. Photos non contractuelles. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

La diminution des dotations aux formations politiques

M. Balladur invite les partis à « faire preuve de solidarité »

A l'issue du conseil des ministres, mercredi 3 novembre, Nicolas Sarkozy, ministre du budget, porte-parole du gouvernement, a confirmé que le premier ministre souhaitait une diminution en 1994 de 10 % de la dotation de l'Etat aux partis politiques (lire page 15). M. Sarkozy a expliqué qu'Edouard Balladur considérait que, au moment « où le gouvernement demandait des efforts à toutes les catégories de Français, chacun était amené à faire preuve de solidarité ». « Nos compatriotes n'auraient pas compris, a-t-il ajouté, que l'Etat ne demande pas aux partis de faire preuve de cette même solidarité ». Toutefois, dans un souci d'équité, le premier ministre souhaite que la diminution des crédits accordés aux partis n'ayant pas de représentation parlementaire ne soit que de 5 %. Mais contrairement à une diminution uniforme qui peut être opérée dans le cadre du vote du budget, une réduction différenciée imposerait une modification de la loi de 1990 sur le financement des partis politiques.

Le conseil a aussi approuvé un projet de loi préparé par M. Sarkozy qui, dans le cadre de l'unification des marchés européens, va permettre la commercialisation en France d'or titré à 9 et 14 carats alors que jusqu'à maintenant l'or français était obligatoirement de 18 et 22 carats. De même, les ouvrages d'or, d'argent et de platine fabriqués dans les autres pays de l'Union européenne pourront être vendus en France sans contrôle préalable à condition qu'ils soient pourvus d'un poinçon connu de l'administration.

Par ailleurs, le conseil a approuvé le projet de loi de Pierre Méhaignerie instituant une peine de prison à perpétuité incompressible (lire page 1), celui de Gérard Longuet renforçant la répression de la contrefaçon (lire page 25) et celui de Michèle Alliot-Marie facilitant la construction du Grand Stade à Saint-Denis en permettant à l'Etat de ne pas respecter les documents d'urbanisme et d'exproprier des immeubles en urgence.

Paul Touvier sera jugé à Versailles

La Cour de cassation a confirmé, mercredi 3 novembre, que Paul Touvier, 78 ans, accusé de complicité de crime contre l'humanité, sera jugé par la cour d'assises des Yvelines. Les parties civiles demandaient depuis plusieurs semaines qu'il soit jugé à Lyon où il a dirigé le service de renseignements de la Milice en 1943-1944. Le procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, avait soutenu cette requête jeudi dernier « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ». La Cour de cassation a considéré qu'il n'existait « aucun élément de nature à justifier le dessaisissement » de la Cour d'assises des Yvelines.

Israël et l'OLP suspendent les négociations

La décision prise par l'OLP de suspendre les négociations engagées, à Teba, en Egypte, avec Israël, « doit permettre de les reprendre sur une meilleure base », a déclaré, mardi 2 novembre, au cours d'une conférence de presse, le chef de la délégation palestinienne, Nabil Chawh. A son avis, le plan de retrait des troupes israéliennes proposé par Jérusalem reviendrait à transformer la bande de Gaza en une « suite d'îlots » séparés les uns des autres par des colonies israéliennes ou des routes contrôlées par l'armée.

De son côté, le chef de la délégation israélienne, le général Amnon Shalek, a souligné que le plan israélien « n'est pas un ultimatum ». « Non seulement ce plan est logique, a-t-il ajouté, mais il est essentiel pour la sécurité ».

PRESSE : quatre licenciements repoussés au quotidien « le Jour ». - La rédaction du quotidien le Jour, opposée au licenciement de quatre journalistes annoncés vendredi 29 octobre par la direction, s'est réunie en assemblée générale, lundi 1^{er} novembre.

RTS • S



L'ÉTAT DE LA VUS

ARTS • SPECTACLES



1968 :
John Lennon
chanteur
et guitariste
du groupe
les Beatles.



1993 :
Norman
Blake
chanteur
et guitariste
du groupe
Teenage
FanClub.

LES « INROCKUPTIBLES » A LILLE, RENNES ET PARIS

Ce n'est pas tout à fait un mouvement. Une série d'apparitions plutôt, trop dispersées dans le temps, dans l'espace et dans l'esthétique pour être définies aussi facilement que le grunge, dont l'état civil établit clairement qu'il est né à Seattle en même temps que la décennie. Non, ce retour de la pop procède d'une accumulation de signes, de résurgences nourries à des sources oubliées, d'un refus, aussi, celui de la radicalisation croissante des musiques populaires dont témoigne depuis trois ans l'alternance régulière de genres très définis (rock très dur, country music, rap extrême) au sommet des hit-parades américains.

Voici, depuis deux ans, que le renom des Lemonheads et des Posies aux Etats-Unis, de Teenage FanClub, des Auteurs ou de Divine Comedy en Grande-Bretagne, franchit les portes des scènes. En France, les Objets, Dominique A., Silvain Vanot arrivent à des conclusions voisines : le rock est affaire de chansons. Il s'est trouvé à un moment de son histoire, au milieu des années 60, que le rock a endossé à lui tout seul l'expression de « pop music ». Ce mot de pop désignait en anglais toutes les formes de musique destinées à la consommation de masse. A l'époque, on ne faisait pas plus massif que le succès des Beatles, qui ne s'exprimaient jamais autrement que par des chansons. Mais le rock est un bâton, jamais satisfait de sa condition. C'est au moment de cette première époque qu'il a décidé de devenir un art majeur, profitant de la présence dans ses rangs d'artistes majeurs, Dylan ou Hendrix. L'étiquette pop, jugée infamante, fut abandonnée aux faiseurs, les artistes se revendiquant du rock, pur.

Depuis, le mythe de la chanson parfaite, des trois minutes qui valent toutes les symphonies, refait régulièrement surface. Dès le début des années 70, Big Star ou — sur un mode plus violent — les Flamin' Groovies, tournaient le dos à leur époque et partaient à la recherche de ce Graal. A chaque fois que le rock s'est fait trop pompier ou trop violent, la pop est revenue.

Mais aujourd'hui, en 1993, les jeunes gens qui se lancent sur les traces de Lennon et de McCartney sont plus éloignés dans le temps de leurs modèles que ceux-ci ne l'étaient, par exemple, de Glenn Miller. C'est qu'en matière de pop les voies de la transmission du savoir sont impénétrables. Prenons l'exemple des Posies. Jon Auer et Ken Stringfellow ont vingt-quatre ans. Ils ont grandi à Bellingham dans l'Etat de Washington, assez loin de Seattle pour ne rien connaître des formes les plus pointues du rock. Leur premier cycle d'études leur a fait découvrir les fondements du rock anglais (Beatles, Rolling Stones, Who). Des dispositions naturelles leur permirent de poursuivre avec les éléments de la new wave britannique que l'on pouvait trouver — au début des années 80 — dans

LE FANTÔME DE LA POP MUSIC

En programmant les Posies, de Seattle, Teenage FanClub, de Glasgow, Silvain Vanot, de Rouen, les Inrockuptibles donnent à l'édition 1993 de leur festival une couleur décidément nostalgique. Pourtant les groupes et les artistes présentés sont jeunes, comme l'exige le canon du rock. Mais ils puisent leur musique à la source de la pop des années 60, tentant d'en retrouver la sophistication et l'innocence, l'énergie et la grâce. Ils ont pour modèles les classiques, Beatles, Beach Boys, mais aussi les pionniers obscurs, comme Big Star. Venus au rock trente ans trop tard, ils font de leur musique un perpétuel hommage à l'âge d'or, une fête qui nie le présent avec une obstination étonnante.

les supermarchés ou sur les ondes de Bellingham (XTC, Police, Elvis Costello).

Vinrent ensuite les groupes « alternatifs » (en américain : « qui ne passent pas à la radio avant 22 heures ») enregistrant pour les majors (Husker Dü, les Replacements). Ce fonds culturel-là, les Posies le partagent avec des millions de jeunes, américains, anglais, français ou néo-zélandais. Lorsque Auer et Stringfellow s'établirent à Seattle, ils formèrent les Posies et découvrirent la vérité. Jon Auer se souvient de cette épiphanie : « Mike, notre batteur, travaillait dans un magasin de disques dédié au culte de Big Star. Ils essayaient toujours de fourguer des disques de Big Star ou d'Alex Chilton à leurs clients. Quand ils ont entendu la musi-

que que nous faisons [Auer et Stringfellow venaient d'enregistrer un album pour un label local], ils nous ont fait écouter les albums de Big Star. » Dans la musique du groupe de Chilton et de Chris Bell, les Posies retrouvèrent ce souci de la structure, de l'exactitude qui leur était cher mais aussi « ces ambiances éternelles, lourdes, déprimantes » qui leur ouvraient des perspectives insoupçonnées. On pouvait être joli et profond, le port de l'humour guilleret n'était pas obligatoire.

A l'autre bout des Etats-Unis, dans le Massachusetts, Evan Dando lançait les Lemonheads sur une trajectoire similaire. Contrairement aux Posies, qui se sont toujours démarqués de la scène grunge, même s'ils ont débuté sur scène en première partie de Mudhoney, Evan Dando est un punk apostat. Grand, beau, d'une beauté lisse de surfer, c'est aussi — dans le désordre — un guitariste doué d'une grande facilité, un chanteur à la voix claire, teintée d'un peu d'ironie, et un auteur aux ressources étonnantes. On a déjà dit le bien que l'on pensait du dernier album des Lemonheads, qui puise aux sources communes avec, en plus, un penchant pour Gram Parsons, ange déchu du country rock, rocker qui s'était exilé volontairement dans le monde de la country classique, inspirateur des Rolling Stones, mentor d'Emmylou Harris. Parsons est mort il y a vingt ans, en 1973. Comme Big Star, il est resté longtemps négligé, jusqu'à ce qu'un beau gosse de vingt-six ans en fasse son dieu tutélaire.

Reste à savoir ce que deviendront ces groupes. Pour l'instant, le succès a échappé aux Posies qui n'ont même pas vendu 100 000 disques aux Etats-Unis. L'album des Lemonheads semble promis à un destin commercial plus glorieux. Le physique d'Evan Dando lui a permis d'orner quelques couvertures de magazines et ses excès (il a récemment donné une série d'interviews en répondant par écrit, sa consommation de crack ayant provoqué une extinction de voix) le rapprochent du profil classique de la rock star. Car ce n'est pas le moindre paradoxe de cette nouvelle pop que d'être aujourd'hui pratiquée par des jeunes gens discrets sur qui personne ne se retourne dans la rue quand, il y a trente ans, elle était interprétée par les premiers demi-dieux de la société de consommation.

THOMAS SOTINEL

Lire nos articles pages 34 et 35

★ Festival des « Inrockuptibles », du 3 au 6 novembre, à Lille, Rennes et Paris.

★ The Posies, *Frosting on the Beater*, 1 CD Geffen/BMG GED24522. Critique parue dans « le Monde Arts et Spectacles » du 3 juin.

★ The Lemonheads, *Come On Feel The Lemonheads*, 1 CD Carrere/Atlantic 7567 825 372. Critique parue dans « le Monde Arts et Spectacles » du 21 octobre.

THÉÂTRE

PAGE 36

Acteur formé au TNP de Plançon et à la Salamandre de Lille, Michel Reekine s'affirme aujourd'hui comme un metteur en scène important. Paris reprend cet hiver ses spectacles *Agota Kristof* et *Sarras*. Il créera bientôt un Labiche peu connu (*lire l'article de Colette Godard*).

MUSIQUE

PAGES 36 ET 37

Il y a tout juste quatre-vingt-dix ans, le papauté mettait fin à une tradition barbare qu'elle avait elle-même créée, celle des castrats, ces chanteurs irremplaçables pour qui les plus grands compositeurs ont imaginé des airs parmi les plus connus du répertoire sacré et profane (*lire l'article de Sandro Cappelletto*).

DANSE

PAGE 37

Philippe Decouflé, chorégraphe des cérémonies d'ouverture et de clôture des J.O. d'Albertville, est devenu une star sous les yeux de millions de téléspectateurs ébahis. Aujourd'hui, il est le patron d'une « petite » compagnie de danse. Retour sur terre (*lire l'article de Dominique Fréard*).

9 nov 23 nov

Les Perses
The Persians

Peter SELLARS
ESCHYLE
Robert AULETTA

Lire nos articles pages 34 et 35

★ Festival des « Inrockuptibles », du 3 au 6 novembre, à Lille, Rennes et Paris.

★ The Posies, *Frosting on the Beater*, 1 CD Geffen/BMG GED24522. Critique parue dans « le Monde Arts et Spectacles » du 3 juin.

★ The Lemonheads, *Come On Feel The Lemonheads*, 1 CD Carrere/Atlantic 7567 825 372. Critique parue dans « le Monde Arts et Spectacles » du 21 octobre.

48 31 11 45

FESTIVAL/LES INROCKUPTIBLES

TEENAGE FANCLUB, GROUPE ÉCOSAIS DE LA « NOISY POP »

LONDRES

de notre envoyé spécial

UNE heure avant le début du concert de Teenage FanClub devant les 1 500 spectateurs du Forum, salle du nord de Londres bondée pour l'occasion, Norman Blake - chanteur et guitariste du groupe - promène son gentil sourire sans stress apparent. Flottant dans un t-shirt à manches longues, ses cheveux roux cachés par un bonnet enfoncé jusqu'aux sourcils, il répond d'un accent rocaillieux des faubourgs de Glasgow avec la décontraction d'un *teenager* qu'il n'est plus tout à fait - il a vingt-huit ans. Il ressemble en fait à ses chansons, mélanges de langue et de turbulence où des voix indolentes se frottent à des guitares abrasives.

Norman Blake n'a pas le goût de l'analyse ni de l'introspection. Aux explications psychologiques, il préfère mettre en avant une passion d'artisan pour le *songwriting* et un enthousiasme presque adolescent pour les musiques pop. « Teenage FanClub, ce sont d'abord des chansons. Une chanson pop parfaite doit m'éveiller, provoquer des sentiments d'élévation, trois minutes de splendeur et de félicité. September Girls, d'Alex Chilton, me remue de cette façon. I Wanna Hold Your Hand, des Beatles, aussi ou That Summer Feeling, de Jonathan Richman. Elles possèdent des textes simples mais véhiculent énormément d'émotions. » Certains artistes rétent toute comparaison avec leurs pairs. Les membres de Teenage FanClub, eux, ne cachent rien de leur généalogie, à tout propos ils nous conviennent dans leur panthéon intime. Leurs discours sont des paroles de fans, leur musique se nourrit d'autres musiques aiosi que de fantasmes nostalgiques.

Marqué par l'histoire du rock, Norman Blake l'est

A L'ÉCOLE DES FANS

Depuis 1990, quatre albums dont un mini-LP instrumental, « The King », passé inaperçu, ont fait de Teenage FanClub une des valeurs sûres de la pop bruyante (« noisy pop ») britannique. « A Catholic Education », leur premier opus (au titre autobiographique), se fit remarquer par une fraîcheur pleine d'approximation, des mélodies limpides qui s'ébrouaient dans une crasse électrique. « Bandwagonesque », leur premier succès, trouvait l'équilibre entre compositions inspirées et énergie braillarde. Leur nouvel album, « Thirteen », gagne en maturité ce qu'il perd en verve.

aussi par sa ville. A Glasgow, dans les années 80, s'est développée une certaine philosophie du rock indépendant en réaction aux tendances sirupeuses d'une soul écossaise (Wet Wet Wet, Hipsway) et aux excès du rock héroïque des Highlands (Big Country, Simple Minds). Des artistes et de jeunes entrepreneurs, voués à l'artisanat par choix ou par obligation, ont cultivé les vertus de la sobriété, des mélodies gracieuses capables aussi de fureur et de bruit. Leur impact demeure. « En 1980, j'étais fan de Clash et des Buzzcocks mais mon vrai coup de foudre fut pour Orange Juice, un groupe de Glasgow signé par Postcard, un petit label local. J'adorais leur humilité, leur sens de l'autodérision et leur façon de se moquer de l'opinion de la presse londonienne. Je me rappelle une publicité pour l'un de leurs LP où Edwyn Collins, le chanteur, disait : « Après les flops de nos deux 45-tours voici notre nouvel album » (rires). Avec Orange Juice, les Pastels (un des groupes du label, mêlant imprécision technique et conviction mélodique, à l'origine de la noisy pop) ont sans doute été ma principale influence à l'époque. J'ai participé à des groupes directement issus de cette mouvance comme BMX Bandits ou Boy Hairdressers. J'ai même enregistré un 45-tours sur 53rd And 3rd, le label de Steven Pastel. »

Aujourd'hui, signé par Creation, le label du mentor écossais Alan McGee (découvreur de Jesus and Mary Chain, Primal Scream ou House of Love), il perpétue cette tradition. « Ce qui a surtout été décisif, c'est que ces groupes étaient beaucoup plus ouverts musicalement que leurs prédécesseurs punks. Ils disaient adieu aux Sex Pistols mais écoutaient aussi Buffalo Springfield et les Byrds, nous soutenaient que Neil Young était formidable, alors que nous le prenions pour un vieux hippy. Grâce à eux, nous nous sommes intéressés

au meilleur des années 60 et 70, en nous tournant en particulier vers l'Amérique. »

Aujourd'hui encore, ils ont pour leurs idoles des élan de midinettes. Norman tremble en révélant qu'il vient de rencontrer Arthur Lee, le chanteur de Love. Il sourit, extatique, en racontant sa visite chez Kim Fowley (figure culte et excentrique du rock américain) ou comment il a serré la main de Jonathan Richman dans le hall d'un hôtel new-yorkais sans lui avouer qu'il jouait dans un groupe.

Teenage FanClub ne souffre pourtant pas de paralysie passéiste. Des groupes américains comme les tonitrueux Dinosaur Jr ou Sonic Youth l'ont initié aux joies du hardcore à la fin des années 80. « J'aime surtout leur côté Neil Young. Dans ce domaine aussi, je préfère les vrais auteurs-compositeurs. Comme Kurt Cobain de Nirvana qui est lui-même un grand fan d'Orange Juice et des Pastels. S'il ne vivait pas à Seattle, il habiterait sûrement Glasgow. » CQFD.

Leur concert confirma la double origine de leur inspiration : des mélodies vivaces d'une évidence toute britannique et un mur de guitares américain. Mais leur spontanéité, leur aisance sur scène et - surtout - l'aménagement même de leurs références n'apparaissent qu'à eux. Le concert parisien du 4 novembre vaudra donc le déplacement. Les yeux de Norman Blake d'ailleurs s'en illuminent. On lui a appris qu'Alex Chilton serait de la fête.

STÉPHANE DAVY

* Discographie : A Catholic Education, CD Paperhouse en import. The King, CD Creation en import. Bandwagonesque, CD Creation, distribué par Virgin, 30913. Thirteen, CD Creation, distribué par Virgin, 391052.

Aux sources de la pop

Neil Young, les Beatles de l'album blanc, Big Star. Le country rock qui n'en finit pas de se dégligner, la pop anglaise qui découvre la douleur de vivre, un groupe américain qui fut le premier et le plus doué des nostalgiques de l'âge d'or, et ce dans l'indifférence générale. C'est à ces sources que se nourrissent les musiciens d'aujourd'hui, nés au moment même de l'apogée de leurs modèles.

Big Star
le groupe culte

Il y a presque vingt ans, un animateur de radio demandait à Alex Chilton : « Quel intérêt, en 1974, de sonner comme les Beatles ? » Au temps du triomphe de Led Zeppelin et de Crosby, Stills and Nash, la réponse était « aucun » et Big Star, le groupe fondé à Memphis en 1972 par Alex Chilton (chant et guitare), Chris Bell (guitare et chant), Andy Hummel (basse) et Jody Stephens (batterie), ne connaît jamais le succès. A seize ans, Chilton avait côtoyé la gloire avec les Box Tops, créateurs de The Letter. Il n'a que vingt-deux ans quand sort *N1 Record*, premier album de Big Star, et ses chansons ont conservé cette candeur romantique inhérente au classicisme pop. Mises en valeur par une production léchée, elles brillent par leur pureté harmonique.

On se sent déjà sourdre pourtant une mélancolie inhabituelle dans la voix d'un chanteur au timbre troublant et enfantin. Malgré des criti-



1972. Big Star : trois albums et le début d'un mythe.

ques élogieuses, la conjoncture autant qu'une distribution pitoyable condamnèrent la carrière du disque. Déçu, Chris Bell quitta le groupe, alors réduit à un trio. En 1974, ils enregistrent *Radio City* qui surpassa son prédécesseur. *September Girls* ou *Back Of A Car* prouvaient une aisance mélodique digne des Kinks ou des Byrds, mais les flûtes se faisaient aussi plus apparentes. Une production plus brute accentuait ces déviances qui avaient leur chemin de croix d'artistes maudits. Nouvel échec.

La dépression et les drogues dures accompagnèrent la naissance de leur troisième et dernier album, sobrement intitulé *Third*. Pour parfaire le mythe, ce disque enregistré fin 74 restera inédit jusqu'en 78. Sur ce chef-d'œuvre tourmenté et autodestructeur, Chilton (dont c'est pratiquement le premier album solo) se met à nu. Des compositions comme *Holocaust*, *Thank You Friend* ou *Kangaroo* transcendent magnifiquement ce désespoir. Peu de temps après, Chris Bell, son ancien complice, produisait lui aussi une série

de chansons dans cette même veine splendide et délétère, publiées officiellement treize ans après sa mort. Chilton, lui, condamné depuis à un statut de *cult figure*, a préféré le dilettantisme à l'aigreur.

Longtemps chéris d'initiés au nombre inversement proportionnel à leur dévotion, ces disques sont aujourd'hui réédités en CD. Alors que le culte d'Alex Chilton, perdant magnifiquement, s'est longtemps cantonné à la France (il enregistre pour le label New Rose), les États-Unis et la Grande-Bretagne se sont rendus à l'évidence de son talent. Récemment, à l'initiative de quelques fans de Missouri, Chilton et Jody Stephens ont rejoué ensemble sous le nom de Big Star, accompagnés par Jon Auer et Ken Stringfellow, des Posies.

* Discographie : *Sisters Lovers/Third*, CD Ryko, distribué par Délicie, RCD 10220. *Live*, CD Ryko, distribué par Délicie, RCD 10221. *Chris Bell, I Am The Cosmos*, CD Ryko, distribué par Délicie, RCD 10222.

LE SPECTATEUR

Eh, oui ! Il n'y a pas eu que ce Belge de Tintin pour aller au Congo porter la bonne parole et faire porter par quelques indigènes le fardeau de l'homme blanc : il y eut aussi Mickey en personne dans un fascicule intitulé *Mickey l'Africain*. On peut voir jusqu'au 31 décembre cet exemplaire, rare, dans une exposition hautement éducatrice du Musée d'histoire contemporaine de l'hôtel des Invalides ébrie, « Images et colonies (1880-1962) », consacrée à l'iconographie et à la propagande coloniales sur l'Afrique française de 1880 à 1962.

Ce musée, trop petit, est curieusement logé entre deux ailes bourrées de canons et d'armures du Musée de l'armée, et propose régulièrement des expositions passionnantes et très bien documentées, sous la houlette de Laurent Gervereau, sur des thèmes qu'on ne s'attend pas à voir traités avec autant de liberté critique au cœur des Invalides : la guerre de 14, Mai 68, aujourd'hui les colonies, l'en prochain l'affaire Dreyfus. Une ou deux salles de plus ne lui feraient pas de mal, d'autant que la vocation pédagogique d'un tel lieu remplirait agréablement dans la tête des lycéens les lacunes plus ou moins volontaires de l'histoire telle qu'on l'enseigne. Surtout la nôtre.

Donc Tintin et Mickey et cent autres personnages de bandes dessinées et de héros de romans populaires furent recrutés sur le papier pour exalter l'aventure coloniale, la justifier : toutes sortes de variations selon les époques et les étapes de la colonisation, qui eut bien des visages en près d'un siècle. Il n'y eut pas que les journaux enfantins bien sûr (même si l'on peut estimer qu'ils sont les plus nocifs en créant des légions racistes précoces). La grande presse

Mickey l'africain

aussi, notamment le très sanglant *Petit Journal*. Et des affiches « Engeez-vous, rengez-vous... », et des films, et des chansons (du *Grand Voyage du pauvre nègre*, d'Edith Piaf, à l'irrésistible *Bourguini*, de Luis Merino), et des publicités (plus fort que la fameuse « Y e bon Benenise », on relèvera *Le chocolat Félix Potin, battu et content*, et des jeux, notamment un *Jeu de l'oie du missionnaire*, des manuels pratiques comme est *Art d'aimer aux colonies*, de 1927, où l'on apprend que « si le sein de la jeune Nègresse est piriforme, son bout dardé en avant résiste à la pression ». A toutes fins utiles.

L'ÉVOLUTION des mentalités est lente et soumise aux intérêts bien ou mal compris du métropolitain. En 1906, on exhibe un groupe d'Achantie au Jardin d'acclimatation. Les Parisiens, à l'abri derrière les barrières, peuvent observer les femmes noires préparant leur repas, ou portant leurs petits. On en fait des cartes postales en stéréoscopie, à ne pas en croire ses yeux. Avec la guerre de 14, le tirailleur sénégalais est envoyé au front, juste avant le Breton. Une affiche illustre la bravoure du soldat noir *Le Moi pas peur ! Balles pas trouer peau noire*. Sur une carte postale de 1914 intitulée *La Vieille défendue*, un Sénégalais aux yeux riveurs mange à belles dents l'oreille d'un prussien coiffé d'un casque à pointe, avec ce commentaire : « Mahomet lui pardonne si pour une fois il mangait du cochon ! » Blessé, le tirailleur fait la cour aux blanches infirmières. On pressent la bête animale,

dont le désir bien proportionné ne s'embarrasse pas longtemps.

L'Exposition coloniale de 1931 accueille huit millions de visiteurs. Une contre-exposition organisée par les communistes et les surréalistes en aura beaucoup moins. Pourtant, tout n'est plus au beau fixe dans le ciel colonial. Les affiches de Galland en 1932 montrent un hypocrite intellectuel de gauche français, lunettes et mine fourbe, derrière un innocent indigène en djellabah, lui tendant un couteau et le drapeau rouge : « Aux colonies, les communistes travaillent à poignarder la France. » Plus les choses se gâtent, plus on aime nos administrés d'outre-mer. Non sans cynisme : une autre affiche explique que sans les moissons des colonies les « métros » ne pourront pas manger en temps de guerre, et qu'il convient donc d'envoyer à ces lointains lebonheurs nos vieux chiffons, nos habits usés. Un peu de cœur, que diable ! L'espect religieux et éducatif de l'entreprise coloniale est largement représenté aussi, qu'il s'agisse de convertir ces malheureux aux vertus chrétiennes ou aux bienfaits de la vaccination, et l'on note une fois de plus que les bons sentiments ont le trait moins vif que les mauvais.

S'il fallait s'en convaincre davantage, il suffirait d'aller à Montmartre, au 12 de la rue Cortot, siège du Musée de Montmartre, où, dans une grande maison de campagne dominant les vignes, on a rassemblé les plus belles caricatures d'André Gill. Entre 1840 et 1885, avant de mourir fou à Charenton, Gill eut peu de temps

pour se payer la tête des puissants de ce monde, mais il ne perdit pas une minute. Fils d'un noble ruiné et d'une couturière, il est pauvre et doué pour le dessin. A vingt-cinq ans, ses caricatures, ces « charges » comme on disait, paraissent à la une de *la Lune*, dont la tirage monte grâce à lui à cinquante mille exemplaires. Après avoir pris pour cibles les célébrités du monde des lettres et du spectacle, souvent ses amis, Alexandre Dumas et son nègre littéraire, Jules Verne en petit chien, Frédéric Lemaître en tragédien shakespearien vieillissant, Nadar cramponné à sa montgolfière, Gill, dans un bel élan d'insolence républicaine, s'en prend à l'empereur lui-même. La sene de l'humour de Napoléon III n'est pas passée à la postérité, en ce qui concerne la presse. *La Lune* est interdite.

Dix jours plus tard, Gill fait eortir *l'Eclipse* et repart de plus belle contre la censure, qu'il représente sous les traits d'une vieille fille armée de ciseaux. Anastasie. Il publie régulièrement ses dessins supprimés et ne lâche jamais ses têtes de Turc favorites : les généraux, la famille impériale, le clergé, pour lequel il nourrit une vaine métrière. Quand la censure l'oblige à modifier un dessin, il le corrige comme on le lui demande, mais il trouve toujours le moyen de l'aggraver, de le rendre plus cruel encore. On ne sait pas pourquoi les dictionnaires ne se souviennent plus de Gill. Parce qu'il manque de courage pendant la Commune et ne prit pas les armes, comme ses amis Rochefort et Vallès ? Ses « charges » ont fait des victimes par dizaines, pourtant, et des rieurs par milliers.

MICHEL BRAUDEAU

SYLVAIN VANOT ET DOMINIQUE A.

L'invitation lancée aux Français



Sylvain Vanot.



Dominique A.

DEUX chanteurs français, Sylvain Vanot et Dominique A., ont cette année satisfait pour la première fois aux exigences des Inrockuptibles. Jusqu'ici, lorsque la rédaction du mensuel rock programmait son festival, ses choix se limitaient à la francophonie. Avec Katerine, Dominique Dacan, les Objets, tous artistes apparus chez nous au début des années 80, Sylvain Vanot et Dominique A. partagent une tendance à l'extrême économie de moyens, confinant parfois au minimalisme. C'est aller à rebours des principes de la java rock (les French Lovers) ou du néoréalisme débridé (les Têtes Raïdas) qui se déploient à grand renfort d'accordéon, de contrebasse, de casquettes plâtrées et de manteaux à meringues.

Sobres et sophistiqués, la voix un peu désolée, aimant la (grande) littérature, les mots, le cinéma d'auteur, parfois les mélodies, Dominique A. et Sylvain Vanot construisent leur musique, ou plutôt leur image, sur des références articulées entre le rock « noble » (Neil Young, la Velvet Under-

ground, Joy Division), des valeurs plus factices, les Bee Gees ou Joe Dassin, et la grande tradition française (Barbra).

Ces jeunes gens cultivés - Sylvain Vanot fut d'abord professeur de lettres et professe son admiration pour Rimbaud et Francis Ponge - sont attachés au silence, et à son contraire, le bruit. Qu'ils fabriquent un disque dans leur cuisine, donnent de carreaux concerts en tête à tête avec un synthétiseur portable (Dominique A.), qu'ils balayent des volées de mots d'une voix incertaine, sur fond de guitare déchirée et nue en fabriquant des chansons à la Neil Young (Sylvain Vanot), ils pensent d'abord en solitaires.

La capacité à s'abstraire de l'agitation ambiante, sans cesser d'être concernés par l'histoire, produit des révoltes que la violence ou la colère n'intéressent guère (« L'innocence, les mains pleines. Je vous regarde vider les miennes. Sur quel ton faut-il le dire? Je ne suis pas convaincu à priori. Vous m'avez donné le goût de l'effort. Sans

savoir si j'étais d'accord... Désolé de vous contredire ») (Sylvain Vanot). Sous des airs aussi sombres que son carnet de rouennais, Dominique A. affiche une sérieuse envie d'humour. Mais, dans la Fosse, son premier album, bricolé entre deux placards de cuisine, la noirceur - sans excès apparents - avait effacé le second degré aussi sûrement qu'un brouillard d'hiver. Voici Sylvain et Dominique, hommes fragiles et conscients, plongés dans un choc un peu froid, aussi méfiant vis-à-vis de la chair et de la chaleur humaine qu'un Gérard Mordant en lunettes noires, aussi nonchalants qu'un Murat sous son toit d'ardoise.

Justement, Sylvain Vanot, trente ans exactement, a dédié son premier album, paru en printemps dernier, « à ceux de la Croix Morand », comprenant à Jean-Louis Murat, qui l'a entraîné vers le rock par hasard sur une cassette de l'année. Il l'a aussi invité en première partie de sa tournée hivernale, qui débutera au Puy, le 10 novembre. Les Inrockuptibles n'ayant pas réussi à convaincre Murat de

leur livrer la primeur de ses exhibitions scéniques. Ainsi, le Rouennais et le Clermontois se trouvent embarqués dans le même bateau identitaire : les pieds dans la terre et la tête dans la pop cosmopolite. L'alliage ancre l'intelligence de l'honnête homme, version années 90.

Après la Fosse, on pouvait croire Dominique A. engagé dans l'impasse minimaliste : une boîte à rythme, des mini-synthétiseurs, une guitare, dosés homéopathiquement ou distillés à part sur des mots fuyants. Mais Dominique A. possède un sens solide de la mélodie, une voix singulière. Ces deux aspects lui permettent de raconter des histoires qui ne font apparemment pas sans apparent (A. est encore encombré de l'usage des jeux de mots qui hante la chanson française depuis que Gainsbourg en fit une armure à la pudeur), mais font bloc. Si je connais Harry, son deuxième album, paru ce mois-ci, est une très bonne surprise. Par un étonnant retournement de situation, le jeune Nantais (vingt ans) y revient à des sonorités acoustiques « pour clore l'épisode des petits claviers », avec toujours autant de dépouillement. Il témoigne de plus d'aisance, de légèreté, et livre de belles chansons (Chanson de la ville silencieuse; Chiqué, chiqué; Pignolo sur sa banquette).

Début octobre, Dominique A. commençait une tournée hexagonale au Festival des Allumés de Nantes. « Allumés », il l'est sûrement : en perpétuelle haute tension sous des airs placides. Dans un ancien hangar à chaussures, Dominique A. - jeans noirs et pull à col roulé - regarde ses pieds, seul. La violence du rock de garage a cédé aux antrances démissionnaires et aux envies de légèreté, de dérision. Le synthétiseur en bandoulière, il fredonne : « Au jour, aujourd'hui fait silence, et - ce silence monte - celui-ci se monte. La tête; il travaille tout. » Puis, comme Vanot, il note les mots sous des flots de guitare (un homme entre en scène, qui, plus tard, jouera aussi de la batterie). Le monde, absent, livre son bruit.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

★ Albums : Sylvain Vanot, *Sylvain Vanot*, 1 CD Weekend 882582 distribué par Virgin. Dominique A. : *Si je connais Harry*, 1 CD Lithium 391562 distribué par Virgin. La Fosse 1 CD Lithium 8803427 distribué par Virgin.

L'album blanc des Beatles

EN des temps très reculés, Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band était considéré comme le meilleur album des Beatles. Ce fut ensuite le tour de *Revolver*, de *Rubber Soul*. Aujourd'hui, c'est l'album blanc qui jouit de la faveur du moment. Ce double album, sorti en 1968 sous une pochette blanche, a longtemps été lui-même qu'il annonçait la fin du groupe, méprisé parce qu'il était le premier album des Beatles à ne pas faire avancer le rock. Depuis que les dernières ondes de choc de l'explosion punk se sont épuisées, une autre vérité de l'album blanc est apparue : ce disque est le récit de la fin d'un rêve. Constat d'impuissance de la musique populaire à changer le monde, lamento sur la solitude de la star planétaire, éloges à l'innocence perdue, ces chansons marquent le passage du rock à l'âge

adulte, à la conscience de ses limites. Curieusement, on trouvera également dans quelques morceaux du disque (*Yer Blues*, de John Lennon, et *Helter Skelter*, de Paul McCartney) l'annonce du grunge. L'album blanc c'est aussi le solipsisme, qui s'expliquait par la décision des Beatles de ne plus se produire sur scène : il a trouvé un écho chez ceux qui sont nés en 1968 et ne rencontrent dans leur environnement qu'une indifférence mêlée de crainte. C'est enfin une science de la pop music tout entière concentrée sur l'accomplissement d'une tâche simple : faire une chanson. Jusqu'à Sergeant Pepper's, les Beatles étaient partis à la conquête du monde, l'album blanc, album du repli, était celui de l'artesanat.

★ 2 CD Apple/EMI 746 443 8.

Neil Young, Gram Parsons

EN 1979, Neil Young est redevenu une figure centrale du rock américain. Rust Never Sleeps, l'album, et Hey Hey My My, la chanson, montraient que Young avait perçu mieux qu'aucun de ses contemporains l'essence de l'explosion punk. Depuis, tous les mouvements musicaux ont pu se réclamer de son patronage. Les jeunes gens du grunge se sont déclarés profondément impressionnés par les débâcles de décibels de la période *Rocking in the Free World*. Les artisans ruraux ont toujours su qu'ils pouvaient compter sur son compagnonnage. Ce qui intéresse aujourd'hui les musiciens de Teenage Fanclub ou Evan Dando, c'est la faculté de Neil Young à conserver les structures de la chanson tout en y injectant des éléments subversifs, guitares distordues, rythmiques cahotantes. A ses débuts (avec Buffalo Springfield, ou au temps d'Everybody

Knows This Is Nowhere, son premier album solo en 1969), Neil Young se rapprochait de la country par la violence des émotions, par une littéralité qui tranchait avec les métaphores alambiquées de Lennon ou Dylan. Evan Dando, enfant de la ville, retrouve ces traits chez Gram Parsons, un temps membre des Byrds, fondateur des Flying Burrito Brothers, auteur de trois albums solos inoubliables qui devraient être bientôt réédités. Young ou Parsons offrent à ces perpétuels adolescents que sont les musiciens de 1993 un passage possible vers l'âge adulte, une possibilité de se rattacher à une tradition ancrée dans un terroir.

T. S.

★ Neil Young : *Everybody Knows This Is Nowhere*, WEA 759927 2422. *After The Gold Rush*, WEA 759927 2432.

Agenda

Pulp, The Autors, Pooka et les Boo Radleys complètent la programmation des Inrockuptibles. Seuls les Parisiens entendront Mr Tundersticks et The Divine Comedy.

LILLE. - Le 3 novembre à 19 heures : The Posies, Pulp, Teenage Fanclub. Le 4 novembre à 19 heures : The Autors, Pooka, The Boo Radleys. Aéroport, 16, rue Colson. Tél. : 20-54-95-24.

RENNES. - Le 5 novembre à 20 heures : The Posies, Pulp, Teenage Fanclub. Le 6 novembre à 20 heures : The Autors, Pooka, The Boo Radleys. Salle de la Cité, 10, rue Saint-Louis. Tél. : 99-28-55-55.

PARIS. - Le 4 novembre à 19 heures : The Posies, Pulp, Teenage Fanclub. Le 5 novembre à 19 heures : The Autors, Pooka, The Boo Radleys. Le 6 novembre à 17 heures : Mr. Sylvain Vanot, Tundersticks, The Divine Comedy, Dominique A. La Cigale, 120, bd de Rochechouart, 18°. Tél. : 49-25-81-75.

CHET BAKER
Un pur la musique donna des ailes à une gueule d'ange.

YOUNG CHET :

- une anthologie de ses plus grands enregistrements en double CD
- un livre de photographies de William Claxton aux éditions Schirmer/Mosel
- une exposition dans les Galeries photos de la Fnac

Fnac Etalé, Fnac Musique Bastille, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux du 26 octobre 93 au 8 janvier 94.

CITANES
JAZZ PRODUCTIONS



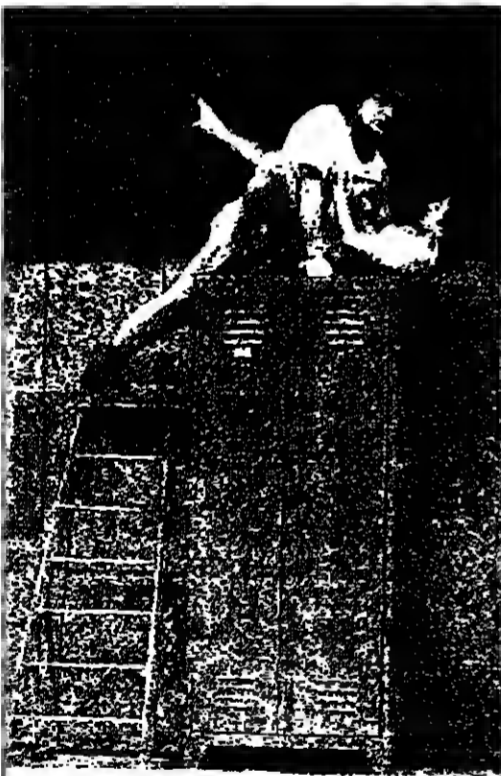
THÉÂTRE

KRISTOF, SARTRE, LABICHE PAR UN NOUVEAU METTEUR EN SCÈNE

RASKINE

LES YEUX OUVERTS

Le Théâtre de la Ville présente au Théâtre Paris-Villette, du 9 novembre au 4 décembre, «L'Epidémie» et «Un rat qui passe», deux pièces écrites en français par la Hongroise Agota Kristof, créées au Théâtre de Caen au printemps dernier («le Monde» du 29 mars 1993). Au début de 1994, l'Athénée présentera «Huis clos» de Jean-Paul Sartre, créé à Lille il y a deux ans («le Monde» du 29 mars 1991). Ces deux spectacles ont en commun leur metteur en scène, Michel Raskine, qui s'apprête à diriger à Dunkerque, en 1994, «La fille mal gardée», de Labiche. Il raconte son parcours.



De haut en bas : l'Epidémie (Marie-Christine Orry et Anne Alvaro) et Un rat qui passe (Christian Drilleud, Arno Feffer et Charlie Nelson), d'Agota Kristof ; Huis clos (Marie-Christine Orry et Jean-Paul Wenzel). A l'Athénée, le rôle de Garcin sera repris par Christian Drilleud.

MICHEL RASKINE a été acteur et assistant de Roger Planchon au TNP de Villeurbanne. Ensuite, il a fait partie de la Salamandre, centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais, dirigé par Gildas Bourdet. Il y a fait sa première mise en scène : Max Gericke, fable brechtienne de Manfred Karge, où Marie Guitier, seule en scène, donnait avec force toute l'humaine, la dignité bafouée d'une femme obligée de prendre l'identité de son mari pour travailler. Ensuite, il a monté une pièce de Joël Jouanneau, Kiki l'Indien. Qu'y a-t-il de commun entre tous ces auteurs ? Pas grand-chose, si ce n'est peut-être une certaine vision de l'enfer, un goût pour les situations cauchemardesques, y compris chez Labiche, même s'il tourne l'apocalypse en vaudeville. Michel Raskine nous explique les raisons de ces choix :

« Je ne lis pas beaucoup de pièces de théâtre car, bizarrement, j'ai du mal à le faire, comme n'importe quel lecteur non professionnel. Les grands classiques m'impressionnent. Je tremble d'émotion devant Molière et Shakespeare, mais je me sens loin. A vrai dire, je n'avais jamais pensé monter Sartre, et encore moins Labiche. J'ai appris qu'Agota Kristof avait écrit pour le théâtre en lisant un article de Nicole Zand dans le Monde... Je ne pense pas «auteur». Je lis un texte et un détail m'accroche. Je m'étais arrêté sur Huis clos parce que je cherchais une pièce à quatre personnages - pour ma deuxième mise en scène, je ne pouvais pas espérer une plus grosse production. J'ai été frappé par une réplique d'Inès : «Devant moi, vous êtes... Vous ne pouvez pas...» Je me suis dit : voilà une lesbienne, ce qui n'est déjà pas courant au théâtre. Elle veut séduire une femme qui lui résiste, et qui fait quelque chose. Quoi ? Que peut voir

Inès de si extravagant, de si déchirant ? Quelque chose de noir, de sévère. La sexualité scandalise.

« J'ai donc eu la certitude que Huis clos n'était pas un «machin philosophique» vieillot. Je n'ai pas eu envie de me demander si la pièce était un chef-d'œuvre, ça ne m'intéressait pas. Je la connaissais, bien entendu, mais je n'avais vu aucune des mises en scène. J'imaginais un pamphlet philosophico-mélo, et voilà que je découvre une réelle violence, une dérision beckettienne. C'est vrai, la pièce commence par «Alors voilà, c'est comme ça, comme ça...» Ce pourrait être fin de partie. Quand Estelle dit à Garcin : «J'aime tes cheveux», si j'oublie tout ce que je sais sur Sartre, je me demande si cet homme a réellement des cheveux magnifiques ou si elle fait de l'ironie, ou encore si elle est troublée par autre chose...

« J'ai aussi remarqué des détails étranges chez Agota Kristof, presque trop directement. J'ai l'impression qu'en tant qu'auteur de théâtre, elle ne s'estime pas. Pas assez, c'est sa limite. Mais elle est d'une lucidité glapante et donne de la vie et des gens une vérité terrible. La pièce de Labiche est aussi une découverte. Il a écrit La fille mal gardée pour une gosse qui venait de rencontrer un succès énorme au théâtre. L'histoire est incroyable : une gamine dont la mère va au bal ne veut pas rester chez elle avec son baby-sitter, un valet qu'elle déteste. Elle se retrouve au Moulin, un endroit plutôt canaille, où elle se perd, revient chez elle en pleine nuit, ivre morte, à califourchon sur les épaules d'un soldat en chantant des chansons militaires...

« C'est bizarre, et louche. Je suis parti d'une phrase de la mère : «Feu mon mari». En trois mots on apprend qu'elle est veuve, c'est-à-dire qu'elle a le droit d'aller au bal, et que la fille est à la recherche d'un père. Je n'ai pas l'intention de tenir sur Labiche un discours social, encore moins raisonner sur la psychanalyse avant l'heure, mais mine de rien, toute une suite de comportements découlent de ces trois mots : «Feu mon mari».

« S'il existe un lien entre ces trois textes, il n'est que personnel. Chacun m'a offert l'occasion de faire tomber quelques clichés. Le glacis, le vernis, ce que l'on pourrait appeler la «tradition» - y compris dans les textes contemporains - pèse d'un poids énorme sur les gens de théâtre et, par voie de conséquence, sur les spectateurs. Je dois beaucoup à Roger Planchon. Je lui dois surtout d'avoir les yeux lavés de toute hiérarchie. Il m'a montré la manière dont on distingue un mot caché entre deux autres, et dont on tire le fil qui vous emmène à l'intérieur du texte.

« Tout ce qui m'accroche passe par le concret, par le physique. Je vais voir les spectacles de danse presque plus que ceux de théâtre pur. J'ai eu ma période Béjart, puis le choc Gallot ; je paie mon tribut à Pina Bausch ; j'ai connu Dominique Bagouet quand il a mis en scène Gérard Guillaumat au TNP. Il était pointilleux à l'extrême. Je suis assez maniaque, mais je me méfie de moi : le tout lisse, le tout fini, je n'aime pas. Je préfère quand ça gratte. Huis clos doit beaucoup à Bagouet, une certaine façon de mettre en mouvement les corps sur le plateau. L'Epidémie est un ballet d'entrées et de sorties. Les chorégraphes sont plus libres que nous, ils nous indiquent des ouvertures. Ils manifestent dans l'invention une jubilation que nous avons tendance à oublier, mais, en contrepartie, la danse prend risque de la gratuité.

« La question du sens est terrible : on peut arriver à monter un spectacle à partir de l'annuaire du téléphone, et le public ne s'en rendra même pas. Le danger est là, pour nous tous. Soyons franc : si on n'est pas trop maniaque, si on ne dort pas, si on va voir un peu ce qui se passe ailleurs, si on regarde, si on écoute, si on se tient au courant, au bout d'un moment, on peut faire une mise en scène, on peut même «avoir un style». Là, je commence à trembler de peur. On se réfugie dans une sorte de langue de bois qui fait tout passer. L'entourage ne vous met plus en garde, et s'il le fait, vous ne voulez pas l'entendre. J'ai peur de cette surdité, de l'usage prématuré. J'essaie de m'en protéger en restant dans la marge : je n'ai pas de théâtre ni de compagnie. Bien entendu, je souhaiterais constituer une sorte de répertoire, avec une équipe de comédiens, de décorateurs, de costumiers, avec des gens réunis par affinités, capables de se quitter au moindre signe d'ennui. Pour l'instant, je suis simplement quelqu'un qui, de temps en temps, met en scène un spectacle.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

« L'Epidémie et Un rat qui passe, d'Agota Kristof. Avec Anne Alvaro, Marie-Christine Orry, Jean-François Lapointe, Christian Raskine. Théâtre de la Ville au Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. Métro : Porte de Pantin. Tél. : 42-74-22-77. Du 9 novembre au 4 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. 90 F et 140 F.

MUSIQUE

CASTRATS

LA VOIX DES ANGES

Il y a quatre-vingt-dix ans, Pie X mettait officiellement un terme à une pratique barbare que l'Eglise de Rome avait encouragée pour chanter les louanges de Dieu. Désormais, la musique se passerait de la voix équivoque des castrats. Pendant trois siècles, ils furent honorés, fêtés dans toutes les cours d'Europe, applaudis à la chapelle Sixtine et sur les scènes d'Opéras. Les plus grands compositeurs ont écrit des rôles à la mesure de leurs voix, avant que le réalisme des livrets ne les renvoie à l'église. Le dernier castrat a eu le temps de graver quelques roulades, l'année où le pape se rendait aux arguments des philosophes du siècle des Lumières.

« FAITES-VOUS mieux castrer ! », répondit le pape innocent XI au castrat Cortona qui présentait au Pontife une supplique pour l'obtention de la dispense nécessaire à son mariage avec sa bien-aimée Barbaruccia. Cela se passait en 1680, et l'Eglise catholique accueillait les castrats depuis plus d'un siècle : le premier à être enrôlé fut, en 1582, le père espagnol Soto. C'est alors que débute une histoire que les autorités vaticanes furent les premières à entamer et les dernières à conclure en 1903. Il y a exactement quatre-vingt-dix ans, Pie X promulgua le motu proprio qui mit un terme à la question. Le texte, signé de sa main, est un chef-d'œuvre de sous-entendus. Pour la première fois, l'Eglise de Rome prenait position contre la castration effectuée dans un but proprement musical, sans la nommer explicitement mais en la traitant de «profane».

Cet embarras demeure encore très vif aujourd'hui au Vatican. Il faudrait admettre que l'Eglise, qui nie toute légitimité à toute forme de contraception, a, pendant plus de trois siècles, soutenu la plus cruelle

des pratiques de stérilisation. Veritatis splendor, la récente encyclique de Jean-Paul II, condamne «toute ce qui viole l'intégrité de la personne humaine, comme les mutilations et les tortures infligées au corps».

La vérité est que l'Eglise catholique a favorisé la castration au-delà de toute considération morale, sans tenir compte du fait que l'opération, brève et douloureuse, s'effectuait par la contrainte sur des enfants : ils ne devaient pas avoir plus de douze ans, moquent l'apparition des caractéristiques sexuelles secondaires provoque la mue. Privés de testostérone, les enfants grandissaient, développaient une cage thoracique, mais la force de leur souffle mettait en mouvement des cordes vocales et un larynx plus fin, plus souple, plus vibratile. On construisait de cette façon, par une manipulation génétique primitive, une machoire à chanter des plus sophistiquées. Il en sortait une voix ni mâle ni femelle, une voix inédite, simulacre prodigieux du plus séduisant des archétypes perdus : cet Hermaphrodite, fils d'Hermès et d'Aphrodite célébré par Platon, mythe de l'unité des sexes.

théâtre de la bastille
43 57 42 14

2 au 6 novembre à 21h
danse
Chapitre Un
quatre solos
Sabine Macher
Martine Pisani
Alain Rigout
Robert Seyfried

55F avec la Carte Blanche

Ecoutez voir

OEdipe à Colone SOPHOCLE
CREATION

Mise en scène : DIDO LYKOUDIS

Texte français de Leconte de Lisle

4, 5, 6 NOVEMBRE - 21H

LOCATION : 64 62 77 77

La Ferme du Buisson

LE TRÉSOR DE LA DANSE

43 57 42 14

CRÉATION A CHAMBERY DE « PETITES PIÈCES MONTÉES »

DECOUFLÉ

DESCEND

DE L'OLYMPE



La vainqueur, toutes catégories, des derniers Jeux olympiques d'Albertville, c'est lui, Philippe Decoufle, chorégraphe et metteur en scène des cérémonies d'ouverture et de clôture. Le monde entier a découvert alors un magicien de trente ans, inventeur de merveilles, là où, d'ordinaire, règne la pesanteur. Il achève sa première création « post-JO », « Petites Pièces montées », dans le stress et le doute : comment rester au firmament et redescendre sur terre ? La manœuvre est délicate.

cache. D'ailleurs, le spectateur s'en moque. Seul le rêve compte.

« Pourquoi aimez-vous tant les contraintes, les costumes qui empêchent le corps, les films qui le ficellent ?

— Un ami d'enfance a été victime d'un cancer. Il a perdu une jambe. Il avait dix-huit ans. Il marchait en rebondissant sur sa jambe. J'ai dansé un duo avec lui. Cette volonté de travailler sur des contraintes a été déclenchée par la vie, par le hasard.

— Connaissez-vous, dans les Marionnettes, de Kleist, le passage écrit sur la manière de danser des unifamistes ?

— On m'a offert ce bouquin, mais je ne l'ai jamais lu. Ni Dieu ni maître, une devise qui me vient de ma période anarchiste, la seule conviction que j'ai jamais eue. Aujourd'hui, je ne crois plus à rien. Vous trouvez que j'ai un physique de nihiliste russe ? J'aime bien varier mes têtes. J'expérimente sur moi mon désir de transformation. Je suis très coquet. Je me change trois fois par jour. Mais soyons sérieux, votre journal l'est.

— Quelle a été votre formation ?

— Isaac Alvarez a été le premier à me faire découvrir le monde du spectacle, des saltimbanques. Un type génial, qui mélangeait la danse, le mime. Il voulait m'engager dans sa troupe, Les pantomimes de Paris. J'avais quinze ans. Mes parents ont estimé que j'étais trop jeune. Retour à la maison : j'ai dû attendre d'avoir dix-huit ans pour travailler. Ensuite, j'ai eu envie de découvrir des histoires plus formelles. Je me suis passionné pour la danse américaine. Et je m'en suis lassé. C'est comme tout.

— Vous avez été élève au Centre national de danse d'Angers quand Alvin Nikolais le dirigeait : en quoi vous a-t-il influencé ?

— Ma culture de base, c'est la BD, le rock, la danse dans les boîtes de nuit, et... Oscar Schlemmer, chorégraphe du Bauhaus. La découverte des photos des personnages de son Ballet triadique a été une révélation. J'avais envie depuis longtemps de travailler avec des formes géométriques simples : un cube, un triangle, cela

me plaisait d'observer comment ces lignes, ces volumes, se comportaient entre eux. Alvin Nikolais, lui, m'a enseigné l'importance de la lumière et du costume, l'assurance qu'on pouvait tout mélanger. Techniquement, c'est Merce Cunningham qui m'a le plus formé à la danse. A New-York, j'ai suivi les stages de vidéo que lui-même donnait : passionnant. J'y ai appris à maîtriser les problèmes de distance et de géométrie, les règles élémentaires de l'optique et du mouvement.

— Est-ce Merce Cunningham qui vous a donné l'envie, dès le début, de chorégraphier pour l'image ?

— Pas du tout ! Ce désir me vient tout droit de la comédie musicale. Les meilleurs danseurs que j'ai jamais vus sont les Nicholas Brothers. Ils possèdent la seule qualité que je cherche dans la danse : le vertige. Astaire ? Bien évidemment ! C'est une séquence de *Marriage royal*, de Stanley Donen (1951), qui a inspiré *Petites Pièces montées* : celle où il danse tout autour de la pièce, y compris au plafond. En réalité, c'est la pièce qui tourne avec la caméra. Ma chorégraphie développe cette idée de retournement. Je mets en scène une maison dont on retire la façade, dévoilant ainsi les faits et gestes des habitants et leurs actions simultanées, un quotidien absurde, surréaliste, drôle, du moins je l'espère... J'avais très envie d'une grosse boîte cylindrique qui tournerait, mais j'ai dû en abandonner l'idée, faute de moyens financiers. Cela dit, dès février, je me mettrai au scénario d'une comédie musicale avec cinq cents danseurs, financée par Charles Gassot, mon producteur lors des JO.

— Quel a été l'enseignement d'Albertville ?

— Je n'aurais probablement plus jamais autant d'argent à ma disposition. Mais cela ne m'intéresse pas. Maintenant, j'ai envie d'un théâtre permanent, et d'une équipe qui participe au spectacle dès le début de son élaboration. Je suis candidat à la succession du Ballet du Nord, à Roubaix. La création est venue soixante-seize fois avant même que la première n'ait lieu : comment être sérieux ? Il faut que je trouve de vrais moyens pour continuer une création inventive. Une sorte de laboratoire. Bien sûr, je pourrais être à Tokyo. Après Albertville, les Japonais m'ont offert un pont d'or.

— Et la publicité, c'est fini ?

— Je me suis bien amusé dans ce milieu. C'est Jean-Paul Goude qui m'y a introduit. La première fois, il m'a demandé de faire l'acteur pour un produit contre l'acné. Après, j'ai chorégraphié des spots publicitaires, et j'ai moi-même réalisé des films. J'ai décidé d'arrêter lors du tournage d'un parfum pour homme : chaque jour, en pleine pampa brésilienne, où l'on avait reconstitué la façade d'un palais, le responsable commercial faisait cirer les pneus de sa Bentley. Il ne faut pas vendre son talent.

Propos recueillis par DOMINIQUE FRETARD

* Création le 9, 20 h 30, les 10 et 12, 19 h 30, le 11, 17 h, Espace Mairaux, Chambéry. Tél. : 79-85-55-43. Les 16 et 17, Annecy. Les 20 et 21, Valence. Du 25 novembre au 4 décembre, Maison de la danse, Lyon. Du 9 au 12 décembre, Nîmes. Du 16 au 21 décembre, Grenoble. Du 6 au 22 janvier 1994, Théâtre de la Ville, Paris.

« Albertville, dès que j'avais une idée, elle était réalisée le jour même. Tous mes rêves pouvaient s'incarner. C'était impeccable ! Et tout a très bien marché. Je cherche dans ma nouvelle création à appliquer, à une moindre échelle, toutes les possibilités que j'ai découvertes là-bas. Seule différence : je suis loin d'avoir les mêmes conditions de travail ! » Philippe Decoufle parle à voix basse, boit café sur café, dans le hall d'accueil du studio d'enregistrement Ferber à Paris. Il attend son compositeur attitré, Joseph Racaille. Et tente de conjurer le sort. Il craint d'avoir à payer la rançon de son éminente gloire olympique.

En février 1992, quelques heures seulement lui ont suffi pour convertir des centaines de millions de spectateurs au « découplisme ». A savoir : l'invention de machineries oniriques au bout desquelles se balance, en état d'apesanteur, une danse vibrante de couleurs ; un talent surgi du merveilleux baroque qui aurait, en chemin, chipé sa rigueur aux constructivistes russes et aux créateurs du Bauhaus, sans oublier une citation filiale, des machines de Tinguely.

On veut Decoufle, le rencontrer, le toucher même, comme une idole. On entend réclamer son état civil dans toutes les langues : Français, né à Neuilly-sur-Seine, trente et un ans, formé au cirque et au mime, chorégraphe de la compagnie D. C. A. Les plus réfractaires au pompérisme olympique sont les plus enthousiastes : « Pour quelqu'un comme moi, qui a toujours cru que les

grands rituels sociaux étaient laids par nature, il s'agit d'une grande gifle silencieuse », écrit Serge Daney dans sa revue *Trafic*.

Pour résister à la déferlante, le chorégraphe se rappelle qu'il a derrière lui une œuvre : *Tranche de Cake* (1984), *Codex* (1986), *Tutti*, pour le Groupe de recherches de l'Opéra de Paris et l'Orchestre national de jazz (1987), *Technicolor* (1988), *Triton* (1990). Avant les JO, une certaine attirance pour le monumental avait déjà percé dans la *Danse des sabots*, un hommage qu'il avait rendu au folklore au cours du défilé « Bleu, Blanc, Goudes », à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française. Le jeune homme a de l'appétit : chorégraphes, films de danse, clips publicitaires et musicaux. Tout lui profite. Certains lui en veulent.

« Comment faire entrer et sortir mes danseurs par les cintres, comment les faire surgir du plancher. Voilà une question qui m'oblige, dans *Petites Pièces montées*, à interroger l'espace différemment. Entre ce que j'ai voulu inventer et la situation réelle de ma compagnie — subventionnée aux alentours de 800 000 francs, — je « rime ». Je rêve de Médée, de fantasmagorie. Tout ces éléments qui manquent cruellement au spectacle actuel. Un théâtre, c'est un espace en volume, pas seulement un plancher avec des fourmis qui bougent dessus. Les Jeux olympiques ont affirmé mon goût des poulies, des mécanismes. Maintenant, je ne cherche même plus à les

La Rome du XVII^e siècle était d'autant plus attachée aux castrats que, de son côté, la Réforme, en laissant chanter les femmes dans ses lieux de culte, n'avait pas voulu tenir compte de la première lettre de saint Paul aux Corinthiens : « Que dans les assemblées, les femmes, comme dans toutes les communautés de fidèles, se taisent, parce qu'il ne leur est pas permis de parler. » Père Bonifacio Baruffio, qui préside actuellement l'Institut pontifical de musique sacrée à Rome, s'essaye à l'ironie : « Le précepte de saint Paul ne concerne pas le chant, mais la conversation, le bavardage inévitable dans une réunion collective comme l'était la messe. » Est-ce la misogynie catholique qui a déstabilisé la phrase de son sens littéral et l'a appliquée au chant ?

Si les femmes ne pouvaient pas chanter dans les lieux sacrés, pourquoi ne pas utiliser les voix blanches des

enfants ? La réponse se trouve dans un livre du théologien Pietro delle Valle, paru en 1640 : les *pueri cantores* « chantent sans goût et sans grâce ». Restaient donc les castrats. Mais il fallait justifier cette pratique, alors qu'un passage de l'Evangile de saint Matthieu n'accueille parmi les chrétiens que « les eunuques nés ainsi du ventre de leur mère » et non « ceux qui ont fabriqué leur émasculature ».

L'hypocrisie d'un jésuite sicilien, le Père Tommaso Tamburini (1591-1675) est patente lorsqu'il admet la castration parce que « les eunuques servent le bien commun en chantant avec beaucoup de douceur, dans les églises, les prières divines ». Robert Sayer, bénédictin anglais, lui fait écho : « La voix est un don plus précieux que celui de la virilité, car c'est à travers la voix et le jugement que l'homme se distingue des animaux. » Que l'on supprime donc la virilité *ad maiorem Dei gloriam*. On continua ainsi à pratiquer la castration, par-delà les frontières de l'âge baroque, sans se soucier des lois de la morale. Pendant tout le XVIII^e siècle, on soumettait encore à l'opération des milliers d'enfants et quand Charles Burney descendra en Italie en 1770, il n'hésitera pas à rebaptiser Naples du nom de Castrópolis.

Seuls les philosophes des Lumières semblent résister à cette séduction. A la suite des paroles de Caluso dans l'*Encyclopédie*, Jean-Jacques Rousseau consacre au chapitre « castrat », une page de son *Dictionnaire de la musique* édité en 1768 : « Il se trouve, en Italie, des pères barbares qui, sacrifiant la nature à la fortune, livrent leurs enfants à cette opération, pour le plaisir des gens voluptueux et cruels, qui osent rechercher le chant de ces malheureux. (...) Faisons entendre, s'il se peut, la voix de la pudeur et de l'humanité qui crie et s'élève contre cet infâme usage » menaçant « la conservation de l'espèce humaine ». « En Italie », écrit Rousseau, parce que les castrats ont été, à la suite de père Soto, un patrimoine quasi exclusif de la nation catholique, baroque, amoral, qu'exaltaient le regard paré de plaisir et les drapés enveloppés de la sainte Thérèse du Béguin et les vingt-trois trilles constitutifs du *Son qui nait* de Farinelli.

L'Eglise accuse le coup mais ne répond ni ne change d'attitude. L'opéra bouffe, d'abord, le mélodrame romantique et vériste ensuite, imposent des caractères, des amours et des passions de vrais hommes et de vraies femmes. Violetta pourrait-elle tomber amoureuse d'un

eunuque ? Carmen pourrait-elle préférer la voix asexuée d'un ange aux graves d'Escamillo ? Le destin des « voix de rossignol » est fixé. Les castrats se retirent là où ils appartiennent pour la première fois, dans les chapelles pontificales et les chœurs de l'Eglise. Certains « somatisent » alors de manière radicale. Gaetano Guadagni, le premier interprète de l'*Orfeo* de Gluck à Vienne, devient muet en 1784, un mois après sa rencontre avec Mozart à Munich.

Quand, avec un siècle et demi de retard par rapport à la condamnation des philosophes des Lumières, Pie X promulgue son *motu proprio*, les castrats Domenico Mustafà et Alessandro Moreschi sont encore en service au Vatican ; Mustafà est trop vieux, mais Moreschi, 45 ans, sur l'invitation de deux techniciens anglais, à l'occasion de l'enregistrement sur un cylindre de cire. Ces gravures rudimentaires, témoignages discographiques uniques d'un authentique chantre émasculé ont été réédités récemment (1). La voix est fatiguée — Moreschi avait entamé sa carrière à treize ans — mais toujours capable de longueurs stupéfiantes, dans le « *Crucifixus* » de la *Petite Messe solennelle* de Rossini.

« Maître, que peut faire l'Eglise pour la musique ? », demanda Paul VI à Igor Stravinsky, lors de l'audience qu'il lui avait accordée. Paradoxe et parfaitement logique, Stravinsky répondit : « Votre Sainteté, rendez-nous les castrats ». Il ne se trompait pas de destinataire mais n'a, pour le moment, pas été entendu. On peut difficilement imaginer que le pape actuel, défenseur millénariste de la vie, veuille satisfaire ce désir. Les témoins héroïques, emblèmes du machisme appliqué au chant, peuvent dormir tranquilles et continuer de crier.

SANDRO CAPPELLETTI

(Traduction d'Adriana Cavalletti)

(1) *The Last Castrato* : 1 CD Opal-Pearl. Distribué par Sobott Frères. Ce témoignage de l'art des castrats est à prendre avec circonspection, outre la qualité précaire de l'enregistrement, il faut garder présent à l'esprit que Moreschi n'était pas un artiste réellement estimé. Son interprétation de l'*Ave Maria* de Gounod est un monument de mauvais goût.

* A signaler la publication de l'*Opera seria*, ou le *Triomphe des castrats*, d'Isabelle Moindrot, éditions Fayard, 324 pages, 130 F.

Ecoutez voir

2e FESTIVAL de THEATRE en Langue Espagnole

«DON QUIJOTE»

du 2 au 14 novembre

THEATRE au CAFE DE LA DANSE

48 05 65 23

Ecoutez voir

Le CdbM présente

CARMEN LA NOUVELLE

Doutreligne / Palès

d'après l'œuvre de Mérimée

12 et 13 novembre à 20h30

Supplémentaire le 13 à 15h30 (places numérotées - 100 F et 80 F)

Réservations 43.24.54.28

Centre « Bords » Marne - 2, rue de la Prairie 94170 Le Perreux-sur-Marne

CINEMA

Tous les films nouveaux

Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel

de Laurence Ferreira Barbosa, avec Valeria Bruni-Tedeschi, Mehdi Poupaud, Marc Citti, Claire Laroche, Frédéric Oudéon. Français (1 h 30).

Loin de la déprime complaisante, la plongée d'une jeune femme mal dans sa peau dans l'univers psychiatrique crée une juste vitalité, grâce notamment à l'extraordinaire interprétation de Valeria Bruni-Tedeschi.

Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-66-75-55); Bénédictine Montparnasse, 15 (36-65-70-38).

L'atcho drom

de Tony Gatlif, avec des musiciens tsiganes d'Inde, d'Égypte, de Turquie, de Roumanie, de Hongrie, de Slovaquie. Français (1 h 40).

Promenade musicale, sentimentale et buissonnière sur la piste des errances gitanes.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); Le Saint-Germain-des-Près, 5 (42-71-52-38); Le Bataclan, 6 (42-22-87-23); Le Bataclan, 6 (45-81-10-60).

Pas d'amour sans amour

d'Évelyne Drouot, avec Patrick Chesnois, Évelyne Drouot, Jean-Luc Bideau, Aurélien Recoing, Gérard Philipe, Dora Doff. Français (1 h 30).

Quand une femme avante, après s'être tenue longtemps à l'écart des hommes, décide de croire à l'amour, cela fait une comédie à la française type.

Forum Orient Express, handicapés, 1 (42-33-42-28); 36-65-70-87; George V, 8 (45-62-41-46); 36-65-70-87; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 9 (43-57-35-43); 36-65-71-88; Gaumont Aléa, 14 (36-68-75-55); Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20); Pathe Wexler II, 18 (36-68-20-22).

Le Saint de Manhattan

de Tim Hunter, avec Danny Glover, Matt Dillon, Rick Aviles, Nina Siemessko, Ving Rhames, Joe Seneca. Américain (1 h 50).

Quand un patron ruiné rencontre un jeune marginal dans l'infirmerie des sans-logis new-yorkais, cela fait un drame sociologique à l'américaine. Type ?

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); 36-65-70-88; UGC Biarritz, 8 (43-62-20-40); 36-65-70-81; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

VF : UGC Montparnasse, 8 (45-74-34-94); 36-65-70-14; Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31); 36-65-70-18; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-89); 36-65-70-84; UGC Gobeline, 13 (46-61-94-95); 36-65-70-48; Mistral, 14 (36-65-70-41); Pathe Wexler II, 18 (36-68-20-22).

True Romance

de Tony Scott, avec Christian Slater, Patricia Arquette, Dennis Hopper, Val Kilmer, Gary Oldman, Brad Pitt. Français (couleurs, 1 h 30).

La cavale mouvementée de deux amoureux pris dans les sanglants règlements de comptes de trafiquants de drogue.

VO : Forum Horizon, handicapés, 3 (42-71-52-38); 36-65-70-88; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); 36-65-70-72; George V, 8 (45-62-41-46); 36-65-70-74; UGC Biarritz, 8 (43-62-20-40); 36-65-70-81; UGC Opéra, 9 (47-42-66-31); 36-65-70-18; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-89); 36-65-70-84; UGC Gobeline, 13 (46-61-94-95); 36-65-70-48; Mistral, 14 (36-65-70-41); UGC Convention, 15 (46-74-33-40); 36-65-70-47; Pathe Wexler II, 18 (36-68-20-22); La Gambetta, 20 (46-36-10-88); 36-65-71-44.

Sélection

Adieu ma concubine

de Chen Kaige, avec Leslie Cheung, Zhang Fengyi, Gong Li, Li, Qi, Ying Da, Ge You. Chinois (2 h 48).

Les rapports ambigus de deux interprètes de l'Opéra de Pékin, avec les spectaculaires tonnerres de l'histoire en toile de fond, ont valu une Palme d'or à Chen Kaige.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55); L'Arlequin, 6 (45-44-26-80); Racine Odéon, 6 (43-26-19-88); La Pagode, 7 (47-08-12-15); 36-65-70-88; Pathe Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23); 36-68-75-55; Max Linder Panorama, THX, 12 (43-43-04-67); Les Nations, 12 (47-07-28-04); Escorial, 13 (47-07-28-04); Gaumont Gobeline bis, 13 (36-68-75-55); Gaumont Paroisses, 14 (36-65-75-58); Gaumont Kinopanorama, 14 (36-65-75-58); Gaumont Opéra, 15 (43-06-50-50); 36-68-75-58.

VF : Gaumont Opéra, 15 (43-06-50-50); 36-68-75-58.

Hélas pour moi

de Jean-Luc Godard, avec Gérard Philipe, Laurence Masliah, Bernard Verley, Jean-Louis Lucet. Holivéro-français (1 h 24).

Sur le motif d'Amphitryon, Godard brode une méditation polyphonique et onirique. L'évidence de la beauté et du trouble de l'intelligence passionnent et intriguent qui se laisse aller à ce film aux bras grands ouverts.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).



« La Nouvelle Babylone », de Kozintsev et Trauberg. projeté au grand amphithéâtre de la Sorbonne dans le cadre de CinéMémoire et au Festival de Passac

Mentire mystérieux à Manhattan

de Woody Allen, avec Allen Allen, Anjelica Huston, Diane Keaton, Jerry Adler, Joy Behar. Américain (1 h 48).

Un polar burlesque et sentimental pour rire en automne, un antidote inespéré à l'hiver des poisons de l'été.

VO : Forum Horizon, handicapés, 3 (42-71-52-38); 36-65-70-88; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); 36-65-70-88; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); 36-65-70-72; La Pagode, 7 (47-08-12-15); 36-68-75-55; UGC Champs-Élysées, handicapés, 9 (47-20-76-23); 36-68-75-55; UGC Opéra, 9 (47-20-76-23); 36-68-75-55; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-89); 36-65-70-84; UGC Gobeline, 13 (46-61-94-95); 36-65-70-48; Mistral, 14 (36-65-70-41); UGC Convention, 15 (46-74-33-40); 36-65-70-47; Pathe Wexler II, handicapés, 18 (36-68-20-22).

La Naissance de l'amour

de Philippe Garrel, avec Lou Castel, Jean-Pierre L  aud.

Johanna Ter Steege, Dominique Raymond, Maria-Paula Lavel, Aurélia Alcala.

Francis, noir et blanc (1 h 34).

Au-delà des rencontres et des coups de foudre, Garrel enregistre la douleur et la beauté du véritable amour, celui qui dure et qui s'use. C'est marquant, et bouleversant.

14 Juillet Paroisses, 6 (43-28-58-00).

Raining Stones

de Ken Loach, avec Bruce Jones, Julie Brown, Ricky Tomlinson, Tom Hickey, Mike Fallon, Christine Abbott. Britannique (1 h 30).

Un film de colère et d'amour, pour dire la vie dans les villes d'Europe à la fin du siècle, celle des femmes et des hommes qui se battent pour garder le droit d'être humains.

VO : Gaumont Opéra Impérial, 2 (36-68-75-58); Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-38); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); 36-65-70-72; La Pagode, 7 (47-08-12-15); 36-68-75-55; UGC Champs-  lys  es, handicapés, 9 (47-20-76-23); 36-68-75-55; UGC Opéra, 9 (47-20-76-23); 36-68-75-55; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-89); 36-65-70-84; UGC Gobeline, 13 (46-61-94-95); 36-65-70-48; Mistral, 14 (36-65-70-41); UGC Convention, 15 (46-74-33-40); 36-65-70-47; Pathe Wexler II, handicapés, 18 (36-68-20-22).

Ruptures

de Christine Citti, avec Emmanuel B  art, Michel Piccoli, Nidia Stracq  , Anouk Aimée, Laurent Gréville, Marc Citti. Français (1 h 35).

Entre copains et à la d  t  , un traité en lambeaux de survie par le feu r  , avec des traces de bleu dans les coins.

Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

The Snapper

de Stephen Frears, avec Tina Turner, Colin Meaney, Ruth McCabe, Colin O'Shea, Eamonn Mac Uam, Clara Duffy. Britannique (1 h 30).

La vie de Sharon s'arrondit, le cercle de la famille de prodos dubitoires s'étend, se baigne, se d  t   et s'enamoure, et cela fait la plus vacharde, la plus vivante des comédies.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55); Gaumont Opéra Impérial, handicapés, 2 (36-68-75-55); 14-Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30); Les Trois Luminaires, 6 (46-33-97-77); 36-65-70-43; Gaumont Champs-  lys  es, handicapés, 9 (47-20-76-23); 36-68-75-55; UGC Opéra, 9 (47-20-76-23); 36-68-75-55; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-89); 36-65-70-84; UGC Gobeline, 13 (46-61-94-95); 36-65-70-48; Mistral, 14 (36-65-70-41); UGC Convention, 15 (46-74-33-40); 36-65-70-47; Pathe Wexler II, handicapés, 18 (36-68-20-22).

Val Abraham

de Marcel de Oliveira, avec Leonor Silveira, Léo Miguel Centra, Cec  lie Sanz de Alba, Rui de Carvalho, Luis Lima Barreto, Michelina L  pin.

Pour adapter *Madame Bovary*    l'écran, il fallait exposer la littérature, et le dénouement. C'était impossible, Oliveira l'a fait. C'est un chef-d'œuvre.

VO :   p  e de Bois, 5 (43-37-57-47).

Reprise

La Strada

de Federico Fellini, avec Giulietta Masina, Anthony Quinn, Richard Basehart. Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40).

La candeur de Gelsomina, la brutalité de Zampan   et la folie du funambule désorienté en mélo-mineur et en splendeur tendre le territoire où Fellini allait ensuite édifier ses monuments.

VO : Action Ec  les, 9 (43-25-72-07); 36-65-70-64; Cinémathèque française - salle République, 11 (47-04-24-24).

Festivals

Cin  M  moire, toujours

Parmi les temps forts de cette dixième série de Cin  M  moire : la projection au Cirque d'été des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* de Rex Ingram, l'ensemble consacré aux films du PCF puis la découverte du cinéaste espagnol Manuel Mur Où à la Cinémathèque de Chaillot, la *Tragédie de la mise de Pe  ri* en

République, la *Jeune Fille au carton à cheques* de Boris Barnet à la Vidéothèque, l'ensemble de courts-métrages nés *Retour de Ramona* et *la Sultane de l'amour* au Passage du Nord-Ouest, la *Nouvelle Babylone* de Kozintsev et Trauberg à la Sorbonne.

Rens, 18 : 45-63-07-83.

Folie documentaire

Dans le cadre de ses programmations dominicales, « Documentaire sur grand d  cal » présente le 7 novembre les deux parties d'*Histoires autour de la folie*, enquête sur l'institution psychiatrique en France de Paul Muxel et Bertrand de Solliers. Sur des thèmes variés, l'exemplaire *Tulcan Folles* de Wiseman sera montré le 14, en alternance avec *Regard sur la folie* de Mario Ruspoli.

Tous les dimanches à partir de 14 h    l'entrée (14). Tél. : 46-40-78-38.

Parallèles à l'IMA

Attributaire d'une carte blanche, le compositeur syrien Abed Azri   a choisi de présenter côte à côte un film arabe et un film occidental. Cette semaine sont ainsi « mis en miroir » les deux plus grands cinéastes   gyptiens, Salah Abou Seif et Youssef Chahine (*Mort parmi les vivants* et *L'Aube d'un jour nouveau*) et, respectivement, *Jour de colère*, de Dreyer et *Quand la ville dort*, de Huston. Ce qui, sans pr  jurer des résultats de ces confrontations, fait quatre bons films.

Les 6 et 7 novembre à 15 h et 17 h    l'Institut du monde arabe (5). Tél. : 40-51-39-91.

En français dans le texte

Pour la dixième année consécutive, le Centre Wallonie-Bruxelles présente une sélection o  n comp  tative de films francophones inédits, qui fait la part belle aux productions africaines, dont - c'est   d  s d'actualité - un fort contingent d'images venues du Burundi.

Du 4 au 16 novembre au Centre Wallonie-Bruxelles (4). Tél. : 42-71-28-16.

Horde sauvage à Amiens

Désormais bien installée dans l'immense peloton des festivals de cinéma, la manifestation amienne, dotée d'une compétition généraliste, accorde traditionnellement une attention plus particulière aux cinéastes africains, et aux personnalités «    part » du cinéma américain. Au programme de cette année figurent donc un sural des productions depuis trente ans des pays d'Afrique de l'Ouest et un hommage très complet à Sam Peckinpah.

Du 5 au 13 novembre. Tél. : 22-91-01-44.

Révolte    Passac

De Spartacus    Jean Moulin en passant par Robin des bois et les canonniers, le quatrième Festival du film d'histoire de Passac a pris pour thème cette année « La révolte et la résistance », avec une vaste programmation de classiques évoquant le sujet. Ces films serviront de contrepoint aux débats organisés avec des historiens sur quatre aspects différents du refus violent de l'oppression.

Du 3 au 7 novembre. Tél. : 58-48-25-43.

Les Anglais    Cherbourg

les Espagnols    Valbonne

Deux festivals    thème national se déroulent presque simultanément. Cherbourg présente une sélection d'inédits britanniques, dont deux films de Derek Jarman, et rend hommage à Nicolas Roeg. Valbonne propose un rapide survol (un film chacun) des grands noms de la caméra libre, de Brunel    Almodovar en passant par Saura et Berlanga, et jusqu'à Marin Camus, Bigas Luna ou le moins connu mais plus nécessaire Montxo Armendiarz.

Cherbourg, du 5 au 14 novembre. Tél. : 53-38-94. Valbonne-Sophtea Antipolis, du 3 au 6 novembre. Tél. : 93-12-91-88.

Orléans musicale

Les Journées cinématographiques d'Orléans proposent un considérable panorama de films où la musique joue beaucoup plus qu'un rôle d'accompagnement, comme l'indiquent l'intitulé « La musique fait du cinéma ». Y figurent des titres justement célèbres, tels que *le Salon de musique*, *West Side Story*, *Honky Tonk Man*, *Chronique d'Anna Magdalena* Bach ou *les Paraphrases de Chopin*, mais aussi des films moins connus, à découvrir : *Culture d  b  de*, de Van der Kerkhof, *Theolmis Monk-Strait* No Chaser de Charlotte Zwerin, *Djembefola* de Laurent Chevalier, ou *Moz   et Aaron*, de Str  ub et R  utler.

Du 6 au 14 novembre au Carré Saint-Vincent. Tél. : 38-52-56-80 ou 45-68.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Produn

WOYZECK

Georg Büchner Jean-Pierre Vincent

Daniel Auteuil dans le rôle de Woyzeck
Dominique Blanc dans le rôle de Marie
Fran  k Bonnet
Jean-Charles Barr  l
Claude Bouchery
Rémy Carpentier
Arno Chevrier
Geneviève de Kermabon
Jean-Paul Muel
Grégoire Oestermann
Anouch Par  , Olivier Perrin

PRODUCTION : NANTERRE-AMANDIERS, THE  TRE DE NIMES
ASSOCIATION GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE
CO-PRODUCTION : LE ROND-POINT, THE  TRE RENAUD-BARRAULT
FESTIVAL D'AUTOMNE    PARIS

2 novembre / 30 décembre
LE ROND-POINT, THE  TRE RENAUD-BARRAULT
location 46.14.70.00 - 42.96.96.94

Les entrées à Paris

Les congés de Toussaint se sont, une fois de plus, révélés être une période favorable au cinéma en salle, avec une deuxième semaine consécutive à plus d'un million de spectateurs dans le cap  le et sa banlieue. Malgré les mastodontes d  t   en piste, trois nouveaux films tirant leur   p  gle du jeu.

La N  mbril du monde, *Adieu ma concubine* et *The Snapper* obtiennent, en valeur absolue, des scores équivalents. Mais si le film d'Adel Zeinoun domine d'une courte tête, avec plus de 50 000 entrées dans 30 salles, la comédie de Stephen Frears, *petit film*    moins soutenu par la publicité, dépasse les 45 000 en ne disposant que de douze écrans, et la Palme d'or de Chen Kaige obtient une poignée de spectateurs de plus, avec seulement une salle supplémentaire et un nombre réduit de séances quotidiennes, d   à la longueur du film.

Avec quelque 354 000 entrées en deuxième semaine, *Jurassic Park* atteint le total record de 833 000 entrées. Sans nier le triomphe du film de Spielberg, on remarque qu'il perd 25 % par rapport à sa sortie, malgré les vacances. Et si la frénésie des exploitants va jusqu'à multiplier les séances « exceptionnelles » (ce qui fausse

légèrement le compar  son des scores), les résultats s  lle par salle prouvent que tous sont loin de tirer des bénéfices identiques de la man   : certaines salles, du quartier Latin notamment, enregistrent un nombre d'entrées inférieur à celui qu'elles obtiennent habituellement pour des films moins « grand public ».

Le seul autre film à se maintenir au niveau des 100 000 entrées hebdomadaires est *Meurtre mystérieux    Manhattan*, en passe de devenir le plus grand succès de Woody Allen, avec d  j plus de 325 000 entrées en trois semaines. Et si *Germinal* perd 20 % par rapport à la semaine précédente, il poursuit une carrière conforme à ses espoirs avec plus de 600 000 entrées en cinq semaines. Le seul titre qui ait profité des congés pour maintenir sa fréquentation aura été *l'incroyable Voyage*, qui atteint 165 000 entrées en trois semaines, tendant à la force de frappe de *Cliffhanger*, qui approche les 500 000 en quatre semaines, et du *Fugitif*, aux abords des 900 000 en neuf semaines, demeure considérable.

J.-M.F.

* Chiffres : le Film français.

conquête du pôle sud

Manfred Karge

Mise en scène de Stanislas Nordey

TGP

4243 17 17

سكان الأهل

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Alices en Afrique

de Gilles Zaepffel, mise en scène de l'auteur, avec Isabelle Janier, Paule Klingler, Judith La Bouvier, Marguerite Sou, Bati Tounkara et Fatouma Tounkara. A l'heure de la francophonie, l'univers absurde de Lewis Carroll rencontre celui des conteurs africains. Beaumond Centre Wallonie-Bruxelles, 48, rue Culcampois, 4. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-71-26-16. De 100 F à 100 F.

Le Baruffe Chiozzotte (en italien)

de Carlo Goldoni, mise en scène de Giorgio Strehler, avec Nino Bignamini, Maria Grazia Bon, Domestica Caccarelli, Mimmo Crisp, Armando de Caccion, Susanna Marconcelli, Gianfranco Meuri, Carlo Montali, Laura Penati, Luciano Roman, Paolo Sarto, Sergio Tarantini, Una Trollet, Pamela Villanelli et Marco Gattella. Entre Goldoni et Strehler existe un lien évident. Comme à l'heure avait écrit deux siècles à l'avance l'arrivée du metteur en scène, et avait écrit pour lui. Après vingt ans il reprend son spectacle, et c'est toujours le même émerveillement. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-38. De 200 F à 80 F.

Cachafaz

de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Kalle Silva, Rodolfo de Souza, Francisco Guerin, Susana Lestret et Roberto Navarro. Mésecurant d'un travesti métré et de son soutien d'adultère. Le Copi le plus fin. Théâtre national de la Colline, 18, rue Malte-Brun, 20. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 150 F à 60 F.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Jacques Rosner, avec Marie-Christine Barraud, Solenne Valée, Nathalie Vidal, Jacques Rosner, Yann Babilée, Thierry Frennet, Stéphane Jobert, Anne Saffroy, Hervé Paroux, Alexandre Bouchard, Jean Souquet, Renaud Barthe, Franck Wolf, Philippe Baret, Michelle Sarto, Nicole Rosner, en alternance Hugues Baciagallo et Guillaume Saville. Cette Cerisaie-là vient du conte domestique de Toulouse. Marie-Christine Barraud joue Lioubov, cette femme qui revient vers son enfance, dans un monde en perdition. Théâtre national de la Colline, 18, rue Malte-Brun, 20. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 150 F à 60 F.

Ecoutez voir

Bernadette

ROLLIN

joue

Ann

MAGNANI

de Armand MEFFRE

mise en scène

Gérard GELAS

ou

LUCERNAIRE

du 22 sept au 20 nov

20h

réservations

45 44 57 34

coproduction

Théâtre du Chêne Noir

Théâtre du Lucernaire

Théâtre de l'Est parisien, 158, av. Gambetta, 20. A partir du 5 novembre. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, les mercredi et jeudi à 19 heures. Le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-84-80-80. 85 F et 140 F.

De mes propres mains

de Pascal Rambert, mise en scène de l'auteur, avec Charles Berling. Les de son existence, un jeune homme décide d'y mettre fin, et cherche à comprendre ce qui, en lui, l'a mené à cet état de désespoir.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 9 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-14-70-00. De 100 F à 130 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Philippe Adrien, avec Bruno Putzulu, Eric Caravaca, Cyril Dubreuil, Gilles Millin et Jean-Luc Orosco. Les éternels « clochards métaphysiques » sous le regard acide de Philippe Adrien et de ses jeunes comédiens.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Marnes, 15. A partir du 9 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-38-38. Durée : 2 h 15. 80 F et 110 F.

L'Eperdue

d'après Verdi et Alexandre Dumas fils, mise en scène de Jean Rolé, avec Jean Rolé, Dominique Couteau, Daniel Dublet, Elizabeth Maely, Marie Mergery et Robert Pignat.

Les Mémoires de Marguerite Gautier, réécrites par l'un des auteurs actuels les plus forts, depuis toujours fasciné par la noblesse des pauvres.

Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92000 Nanterre. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-65-43-45. 85 F et 110 F.

L'Epidémie

d'Agota Kristof, mise en scène de Michel Raskin, avec Anne Alvaro, Philippe Crubicy, Christian Deffaud, Anne Feller, Judith Guittier, Jean-François Lapalus, Marie-Christine Orry, Yves Robin et Christian Rosta.

Entre Goldoni et Strehler existe un lien évident. Comme à l'heure avait écrit deux siècles à l'avance l'arrivée du metteur en scène, et avait écrit pour lui. Après vingt ans il reprend son spectacle, et c'est toujours le même émerveillement.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. A partir du 5 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-38. De 200 F à 80 F.

Les Perses

(en anglais sur-titré français) d'Eschyle, mise en scène de Peter Sellers, avec Cordelia Gosselin, Joseph Hui, Ben Haffey Jr., Martin Hiron, John Ortiz et Hovvi Seago.

Déclenchant un moment l'opéra, Peter Sellers ne renonce pas à actualiser les sujets dont il traite. Ainsi, avec la tragédie des Perses, il parle de la guerre du Golfe.

Nelson de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 9 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

La Place Royale

de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jaques, avec Anne Corneily, Marie-Armelle Deguy, Philippe Darnay, Eric Gosselin, Nicolas Delaport et François Lorquet.

Brigitte Jaques reprend ce succès de la saison dernière, histoire de jeunes gens amoureux de l'amour et des amants. Elle a déplacé Corneille au temps de la nouvelle vague, et ça marche admirablement.

Théâtre de la Comédie, 2, rue Edouard-Picasso, 93000 Bobigny. A partir du 6 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-57-67. De 70 F à 120 F.

The Island

d'Arbol Fugard, mise en scène de François Darnay, avec Paul Jery et Pascal Nervojeid. L'auteur est un Sud-Africain blanc dont toute l'œuvre est un manifeste anti-apartheid. Ici, il imagine deux prisonniers politiques jouant le jugement d'Antigone.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (proposé à Paris), 18. A partir du 8 novembre. Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-08-11-50. 70 F et 110 F.

Paris

La Conquête du pôle Sud

de Manfred Karge. Mise en scène de Stanislas Nordey, avec Gérard Beller, Massimo Sestini, Marc Bodnar, Magali Fouchaud, Pierre Maréchal, Laurent Servage, Jean-Jacques Simonin et Virginie Volman.

L'auteur, Manfred Karge est acteur et metteur en scène dans l'ex-RDA. Il a travaillé au Berliner Ensemble et à la Volksbühne avec Matthias Langhoff. Le metteur en scène, Stanislas Nordey (Chaldon), est l'un des plus originaux de la nouvelle génération.

Théâtre Gérard-Philips, 69, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.



« La Place Royale » mise en scène de Brigitte Jaques au Théâtre de la Commune.

Dom Juan ou le Festin de pierre

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec François Chammatt, Gérard Groudon, Roland Berlin, Catherine Sauval, Thierry Harcourt, Jean-Claude Guillemin, Olivier Deutry, André Szwed, Jeanne Balzer, Eric Thébaud et Eric Hon.

Les derniers jours d'un libre-penseur, grand seigneur et voyou.

Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, 1. A partir du 3 novembre, 14 heures ; le 7, 20 h 30 et le 13, 18, 17, 21 et 23. Tél. : 40-15-00-15. De 60 F à 20 F.

Fous des Folies

d'Alfred Artaud, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Choquet, Nadir Elmi, Marie-Josée Eschbacher, Jacques Haurgné, Christine Mollet, Les Michel et Mouton.

Après avoir, dans *Mesurade*, mis en scène ses souvenirs d'enfance à Buenos Aires, Alfred Artaud a mis en scène son rêve de music-hall : Paris sera toujours Paris.

Folies Bergère, 32, rue Richer, 9. Du mardi au dimanche à 21 h 15. Tél. : 42-46-77-11. De 70 F à 98 F.

L'Homme qui

d'après Olivier Sachs, avec Maurice Bénichou, David Benarro, Sylvain Koyane, Yoel Oks et Mahmoud Tahiri-Zad.

Quatre conditions prennent en charge les comportements déviants de psychopathes. D'après le livre du neurologue Olivier Sachs *L'Homme qui prenait sa femme pour un cheptel*.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-07-34-60. De 80 F à 50 F.

L'Inquisiteur

de Robert Pinget, mise en scène de Joël Jouanneau, avec David Warrilow et Michel Kraft.

Joël Jouanneau s'est fait connaître en dirigeant David Warrilow dans *Hypothèse de Robert Pinget*. Il les retrouve tous les deux et Warrilow est toujours aussi grandiose.

Montparnasse (Paris), 31, rue de la Gaieté, 14. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-22-77-30. Durée : 1 heure. 60 F et 120 F.

Festival espagnol

Mise en scène de Juan Vico et Rafael Alvarez, avec Rafael Alvarez. Tous les deux sont, pour le second Festival de théâtre en langue espagnole, un spectacle différent.

Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 11. Tél. : 48-05-65-23. 100 F et 70 F.

La Remise

de Roger Planchon, mise en scène d'Alain Françon, avec Anne Benoît, Pierre Barrière, Hervé Bréau, Patrick Catalfo, Carlos Chaitin, Jean-Yves Chérel, Thierry Chiffa, Christine Chomicki, Gilles David, Milla Gensert, Jean-Claude Guinand, Vincent Garanger, Dimitri Jourde, Barbara Jung, Guillaume Léveque, Alain Llobet, Isabelle Mozin et Christine Morio.

Dans cette première pièce, Roger Planchon parle de son pays, l'Alsace, de sa famille paysanne, d'un caisson, d'un chat à mière. Et pourtant ce n'est pas un mélo, mais une grande saga épique et violente, magnifiquement interprétée.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-14-70-00. De 100 F à 120 F.

La Volupté de l'honneur

de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean-Luc Orosco, avec Gérard Deschamps, Clothilde Mollet, Lucienne Harmon, Patrick Korbart, Eric Prat et Michel Peyrolon.

Mariage arrangé, personnages tortueux, honneur méchant, et un grand rôle pour Deschamps.

Hébertot, 78 bis, bd des Bergues, 17. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-23-23. De 250 F à 100 F.

Woyzeck

de Georg Büchner, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Daniel Auzan, Dominique Blanc, Franck Bonnet, Jean-Charles Borel, Claude Bouehar, Rémy Carpentier, Arnaud Chevalier, Genevieve de Kermabon, Jean-Paul Muel, Gergely Starmann, Anouch Pato, Olivier Perrin, Lili Boudou, Doris Braccini, Pauline Farnet et Joachim Foalet.

Dans une première version, montée il y a vingt ans, Jean-Pierre Vincent voulait faire entrer le spectateur dans l'esprit perturbé d'un prolétaire exploité. Il veut aujourd'hui montrer un monde malade.

Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault, 8, rue Franklin-Rocouvet, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures, dimanche à 17 heures. Tél. : 42-96-96-94. 120 F et 150 F.

Lucinda Childs

One and One, Available Light, Concerto Dans le cadre du Festival d'Automne, l'égyptissime Lucinda Childs offre à Paris deux créations mondiales : *One and One*, sur des pages de Xenakis interprétées en scène par Elisabeth Chojacka (clavier) et Sylvio Gualda (percussions) et *Concerto*, sur une musique de Górecki et dans une scénographie de Richard Serra.

Théâtre de la Ville, du 9 au 13 novembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 90 F et 140 F. Le 16 à la Ferme du Buisson, Noddel, les 22 et 25 au Théâtre de Nanterre, le 27 au Festival de danse de Cannes, les 1^{er} et 3 décembre au Cango de Grenoble, le 4 au Centre Jean-Renoir, Diaggio, le 7 au Carré Saint-Vincent, Orléans.

The Tokyo Ballet

Après cette compagnie qu'il tient en haute estime, Maurice Béjart vient de créer ce spectacle consacré à la vie, la mort et l'œuvre de Mishima.

Opéra de Paris-Gaillon, le 6 novembre à 14 h 30 et 20 h 30, les 7, 8 et 10 à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 370 F.

Iles-de-Dances

Canard Pékinois, la pièce qui a lancé Josef Nadj sur orbite (1) ; *Le Faune dévot*, lecture de Nijinski par Jean-Christophe Pauré (2) et la très fantasmatique *Carmen* de Dominique Boivin.

(1) Théâtre romain, Villejuif, le 3 ; Salle des congrès, Nanterre, le 5 ; Théâtre des

Le Conte d'hiver

de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Crevellier, Irina Delle, Sophie Dauf, Jean-Marc Edar, Christophe Guichet, Yveline Igoy, Chantal Laveille, Vincent Masson, Lili Boudou et Lili Boudou.

Stéphane Braunschweig donne à cette histoire embrouillée de jalousie, de meurtre et de rédemption, humanité, poésie, émotion. Le spectacle se donne également au Mallon de Strasbourg le 9 novembre. Tél. : 88-27-61-61.

Comédie de Reims, 3, chaussée Beaulieu, 51000 Reims. Les 5 et 6 novembre, 20 h 30. Tél. : 28-48-49-10. 70 F et 110 F.

Le Jour de fête

de Molière, mise en scène de l'auteur, avec Marie Barthe, Marie Reale, Thémis Vojtch, Jeanne Ovi et Kira Franco.

Yves de Sargis et trouvant refuge à Toulouse, Mladen Maderic a été rejoint par quelques comédiens. Ensemble ils ont construit ce spectacle qui doit être donné au Festival d'Automne.

Théâtre Garonne, 1, av. du Château, 31000 Toulouse. Le mardi à 21 heures. Tél. : 61-42-33-99. De 100 F à 80 F.

Lettre morte

de Robert Pinget, mise en scène de Daniel Dupont, avec Pierre Barre, Daniel Dupont, Yvette Polier et Gilles Romain.

Incurable de l'Atelier du Rhin (lyrique) dans le théâtre, avec ce texte de Pinget, émuant et grinçant : un homme cherche quelqu'un qui écoute ce qu'il a à dire.

La Manufacture-Atelier du Rhin, 6, route d'Ingenhagen, 68000 Colmar. Les 5, 6 et 9 novembre, 20 h 30 ; le 8, 14 heures et les 13, 15 et 16. Tél. : 89-24-31-77. De 90 F à 75 F.

La sélection « Danse » a été établie par : Sylvie de Nassac

DANSE

Lucinda Childs

One and One, Available Light, Concerto Dans le cadre du Festival d'Automne, l'égyptissime Lucinda Childs offre à Paris deux créations mondiales : *One and One*, sur des pages de Xenakis interprétées en scène par Elisabeth Chojacka (clavier) et Sylvio Gualda (percussions) et *Concerto*, sur une musique de Górecki et dans une scénographie de Richard Serra.

Théâtre de la Ville, du 9 au 13 novembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 90 F et 140 F. Le 16 à la Ferme du Buisson, Noddel, les 22 et 25 au Théâtre de Nanterre, le 27 au Festival de danse de Cannes, les 1^{er} et 3 décembre au Cango de Grenoble, le 4 au Centre Jean-Renoir, Diaggio, le 7 au Carré Saint-Vincent, Orléans.

The Tokyo Ballet

Après cette compagnie qu'il tient en haute estime, Maurice Béjart vient de créer ce spectacle consacré à la vie, la mort et l'œuvre de Mishima.

Opéra de Paris-Gaillon, le 6 novembre à 14 h 30 et 20 h 30, les 7, 8 et 10 à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 370 F.

Iles-de-Dances

Canard Pékinois, la pièce qui a lancé Josef Nadj sur orbite (1) ; *Le Faune dévot*, lecture de Nijinski par Jean-Christophe Pauré (2) et la très fantasmatique *Carmen* de Dominique Boivin.

(1) Théâtre romain, Villejuif, le 3 ; Salle des congrès, Nanterre, le 5 ; Théâtre des

Le Conte d'hiver

de William Shakespeare, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Crevellier, Irina Delle, Sophie Dauf, Jean-Marc Edar, Christophe Guichet, Yveline Igoy, Chantal Laveille, Vincent Masson, Lili Boudou et Lili Boudou.

Stéphane Braunschweig donne à cette histoire embrouillée de jalousie, de meurtre et de rédemption, humanité, poésie, émotion. Le spectacle se donne également au Mallon de Strasbourg le 9 novembre. Tél. : 88-27-61-61.

Comédie de Reims, 3, chaussée Beaulieu, 51000 Reims. Les 5 et 6 novembre, 20 h 30. Tél. : 28-48-49-10. 70 F et 110 F.

Le Jour de fête

de Molière, mise en scène de l'auteur, avec Marie Barthe, Marie Reale, Thémis Vojtch, Jeanne Ovi et Kira Franco.

Yves de Sargis et trouvant refuge à Toulouse, Mladen Maderic a été rejoint par quelques comédiens. Ensemble ils ont construit ce spectacle qui doit être donné au Festival d'Automne.

Théâtre Garonne, 1, av. du Château, 31000 Toulouse. Le mardi à 21 heures. Tél. : 61-42-33-99. De 100 F à 80 F.

Lettre morte

de Robert Pinget, mise en scène de Daniel Dupont, avec Pierre Barre, Daniel Dupont, Yvette Polier et Gilles Romain.

Incurable de l'Atelier du Rhin (lyrique) dans le théâtre, avec ce texte de Pinget, émuant et grinçant : un homme cherche quelqu'un qui écoute ce qu'il a à dire.

La Manufacture-Atelier du Rhin, 6, route d'Ingenhagen, 68000 Colmar. Les 5, 6 et 9 novembre, 20 h 30 ; le 8, 14 heures et les 13, 15 et 16. Tél. : 89-24-31-77. De 90 F à 75 F.

La sélection « Danse » a été établie par : Sylvie de Nassac

Louvrais, Pontloup, le 9. (2) La Ferme, Boussy-Saint-Antoine, le 3 ; Espace Loisirs, Sèvres, le 6 ; université Paris-Nord, Villetaneuse, le 9 ; salle des fêtes, Meaux, le 9. (3) Théâtre d'Estampes, le 6. Rem. 42-85-06-58.

Jean-Marc Matos

Matos est aussi ingénieur informaticien : comme plusieurs de ses pièces précédentes, il fait dialoguer la danse avec films, images de synthèse ou « grilles », multimedias, vidéos diffusées ou en direct. Evry, Théâtre de l'Agora, le 5 novembre, 20 h 30. Tél. : 84-97-22-89. 100 F.

Chambéry

Philippe Deconfiné

Petites pièces montées Lire l'article de Dominique Fréard page 37.

Espace Mairaux, le 9 novembre à 20 h 30, les 10 et 12 à 19 h 30, le 11 à 17 heures. Tél. : 79-85-55-43. 125 F. Et à Valence les 20 et 21, à Lyon du 26 novembre au 4 décembre, à Grenoble le 8, à Paris. Théâtre de la Ville, en janvier.

Mulhouse

Ballet du Rhin

Histoires d'hommes Sous ce titre (qui fait suite à *Histoires d'animaux* et *Histoires de femmes*), un copieux programme dont la surprise sera la redécouverte de la Grande Ville, de Kurt Jooss, entre autres, de Jacques Canier : *La Pénée du mureur*, de José Limón ; *Les Mains de Blanche*, de Santiago Soriano et le délectable *Primum Saltare*, d'Odile Dubois.

La Filature, les 5, 6 et 9 novembre à 20 h 30, le 7 à 15 heures. Tél. : 89-36-28-28. Ce programme sera repris à Colmar en janvier, à Strasbourg en février.

Rodez

Ballet du Capitole

Allegro Brillante. Visions fugitives. Cinq tangoes Bonne nouvelle : le Ballet du Capitole danse fort bien, il a fêté allure et ses filles sont jolies. Et il se décentralise pour la première fois de sa vie. On a vu à Toulouse ce programme Balanchine-Hans Van Manen, il se laisse déguster (1). Marie-Claude Picardaglia, étoile de l'Opéra de Paris, vient le rejoindre avec Don't Look Back de Carolyn Carlson, et le pas de deux de *In The Middle*, de William Forsythe, avec Lionel Delanoé, premier danseur (2).

(1) Salle de l'Ampthéâtre, le 12 novembre à 20 h 30. Tél. : 85-68-81-10. 120 F et 140 F. (2) Gymnase du collège de Néopropolis, le 28 novembre à 17 heures. Tél. : 83-63-57-57. 80 F.

Ballet du Capitole

Allegro Brillante. Visions fugitives. Cinq tangoes Bonne nouvelle : le Ballet du Capitole danse fort bien, il a fêté allure et ses filles sont jolies. Et il se décentralise pour la première fois de sa vie. On a vu à Toulouse ce programme Balanchine-Hans Van Manen, il se laisse déguster (1). Marie-Claude Picardaglia, étoile de l'Opéra de Paris, vient le rejoindre avec Don't Look Back de Carolyn Carlson, et le pas de deux de *In The Middle*, de William Forsythe, avec Lionel Delanoé, premier danseur (2).

(1) Salle de l'Ampthéâtre, le 12 novembre à 20 h 30. Tél. : 85-68-81-10. 120 F et 140 F. (2) Gymnase du collège de Néopropolis, le 28 novembre à 17 heures. Tél. : 83-63-57-57. 80 F.

Ballet du Capitole

Allegro Brillante. Visions fugitives. Cinq tangoes Bonne nouvelle : le Ballet du Capitole danse fort bien, il a fêté allure et ses filles sont jolies. Et il se décentralise pour la première fois de sa vie. On a vu à Toulouse ce programme Balanchine-Hans Van Manen, il se laisse déguster (1). Marie-Claude Picardaglia, étoile de l'Opéra de Paris, vient le rejoindre avec Don't Look Back de Carolyn Carlson, et le pas de deux de *In The Middle*, de William Forsythe, avec Lionel Delanoé, premier danseur (2).

(1) Salle de l'Ampthéâtre, le 12 novembre à 20 h 30. Tél. : 85-68-81-10. 120 F et 140 F. (2) Gymnase du collège de Néopropolis, le 28 novembre à 17 heures. Tél. : 83-63-57-57. 80 F.

Ballet du Capitole

Allegro Brillante. Visions fugitives. Cinq tangoes Bonne nouvelle : le Ballet du Capitole danse fort bien, il a fêté allure et ses filles sont jolies. Et il se décentralise pour la première fois de sa vie. On a vu à Toulouse ce programme Balanchine-Hans Van Manen, il se laisse déguster (1). Marie-Claude Picardaglia, étoile de l'Opéra de Paris, vient le rejoindre avec Don't Look Back de Carolyn Carlson, et le pas de deux de *In The Middle*, de William Forsythe, avec Lionel Delanoé, premier danseur (2).

(1) Salle de l'Ampthéâtre, le 12 novembre à 20 h 30. Tél. : 85-68-81-10. 120 F et 140 F. (2) Gymnase du collège de Néopropolis, le 28 novembre à 17 heures. Tél. : 83-63-57-57. 80 F.

Ballet du Capitole

Allegro Brillante. Visions fugitives. Cinq tangoes Bonne nouvelle : le Ballet du Capitole danse fort bien, il a fêté

MUSIQUE

Classique

Mercredi 3 novembre

Beethoven

Symphonie n° 3 « Héroïque »

Stravinsky

Le Sacre du printemps

Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

C'est d'une œuvre telle que la *Symphonie « Héroïque »* de Beethoven qu'est née la nécessité de voir un musicien sortir du rang pour prendre la direction de l'ensemble. La complexité formelle et technique de cette symphonie charnière ne pouvait plus être restituée par un orchestre commandé par le premier violon. Il fallut d'ailleurs des semaines de répétitions à la Société des concerts du Conservatoire pour la mettre au point afin de la jouer lors de son concert inaugural. Bychkov a choisi d'inscrire au même programme, le *Sacre du printemps* de Stravinsky. Créée cent dix ans plus tard, la musique du ballet de Stravinsky n'est pas un autre jalon formel et technique de l'histoire de la musique. Et pendant longtemps, il y a eu deux catégories d'orchestres et de chefs : ceux qui pouvaient ou ne pouvaient pas jouer cette musique.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à la 4). Tél. : 46-63-88-73. De 80 F à 240 F.

Jeudi 4

Schumann

Le Périhélie de la rose

Brahms

Quatuor pour deux violons et piano op. 112

Mendelssohn

Romances sans paroles

Véronique Dietrich (piano), Leonardo da Liza (violin), Vincent Le Tardier (violin), Philippe Casard (piano), Bernard Tiso (direction).

Donné cet été, dans le cadre du Festival de La Roque d'Anthéron, le *Périhélie de la rose* de Schumann avait déjà été interprété par les Solistes des Solistes de Lyon. Ils viennent d'interpréter au Musée d'Orsay, mais les solistes... des Solistes ont changé. En mieux !

Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-49-47-17. 130 F.

Schumann, Duparc

Joséphine Van Dam (soprano-basse), Michel Plassard (piano).

470 francs pour assister, des meilleures places, à un récital de chant ! La crise sensible de toutes les formes d'art aux portes des salles de concert et vraisemblablement à celles des impresarios qui négocient les cachets. José Van Dam est un chanteur illustre, réaliste et interprète inspiré de Schumann comme de Duparc. Les places avantageuses sont vendues 30 francs par le TCE.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 46-62-60-60. De 60 F à 470 F.

Vendredi 5

Haendel, Vivaldi

Marilyn Horne (mezzo-soprano), Ensemble orchestral de Paris, Bruno Carrel (direction).

Avec les accents « machos » de sa voix de mezzo-soprano-contralto et sa féminité, Marilyn Horne évoque peut-être l'art des castrats dont elle a chanté les rôles à la scène et au disque. Ce soir, elle interprète des extraits de *Semle* de Haendel et d'*Orlando furioso* de Vivaldi. C'est à chaque fois un bonheur de l'entendre, une grande leçon de chant et de musique.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 46-63-08-07. De 165 F à 500 F.

Samedi 6

Schubert

Lieder

Liszt

Lieder

Mozart

Mozart

Brigitte Fassbaender (mezzo-soprano), Wolfgang Rieger (piano).

La salle de concerts du Conservatoire de Paris est beaucoup plus petite que le Théâtre des Champs-Élysées et Brigitte Fassbaender une chanteuse aussi cotée que Van Dam. Les responsables de la programmation du CNSMP sont de bons négociateurs. Le public paiera donc le prix d'un CD économique pour deux heures d'une des artistes les plus éloquentes du moment dans des lieder et des mélodies de Franz Liszt que l'on entend rarement et dont elle s'est fait une spécialité.

Conservatoire national d'art dramatique, 18 heures. Tél. : 46-24-62-60. De 80 F à 110 F.

Dimanche 7

Berg, Schumann, Wagner, Mahler

Waltraud Meier (mezzo-soprano), Nikolaus Gutmann (piano).

Pour écouter Waltraud Meier, l'isole du dernier Bayreuth après avoir été la Brangäne du Palais Garnier, les médiums paieront 200 francs, le fauteuil au prix fort. Raisonnable pour une telle voix et un tel programme qui nécessiterait deux chanteuses : une mezzo et une soprano. Waltraud Meier est les deux à la fois.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 46-03-22-40. De 70 F à 200 F.

Lundi 8

Beethoven

Sonate pour violon et piano n° 7

Sonate pour piano et Clavier de l'ère n° 5

Sonate pour violoncelle et piano n° 5

Jean Etourné (violin), Pierre Strass (violin), Cyril Havé (piano).

Premier concert d'une série qui se déroulera sur deux mois, à la Comédie des Champs-Élysées et qui se propose de présenter des programmes de musique de chambre et des récitals joués sur instruments anciens. Il y aura aussi des conférences : Brigitte François-Sappey s'attachera aux premiers beethoveniens français. Le concert et la conférence suivants seront consacrés à Chopin. Cyril Havé jouera un Pleyel de 1827. Alain Poirier parlera de Chopin et de son goût pour la musique ancienne.

Comédie des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 46-62-60-60. De 90 F à 150 F.

Schumann

Lieder

Margaret Price (soprano), Thomas Dewey (piano).

Comme José Van Dam, Margaret Price vaut cinq fois plus cher que Fassbaender et deux fois plus que Waltraud Meier. Même si certains de ces récitals sont subventionnés (Fassbaender et Meier), les écarts de prix ne sont pas logiques. Price chante Salle Gaveau (1000 places), Van Dam au TCE (2000 places). Inoubliable Comtesse des Noces de Fauré, Price est une interprète qui finit avoir



Waltraud Meier au Châtelet le 7 novembre.

entendue dans Schumann. Elle le chante d'une voix claire, droite et sans affectation, en plantant les yeux droit dans ceux du public. On ne peut imaginer chant plus franc, émotion plus directe.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 46-63-08-07. De 165 F à 500 F.

Nancy

Monteverdi

Orfeo

Russell Smythe (Orfeo), Anna Caterina Antonacci (Eurystice),

Cécile Elie (Méneste, Proserpine), Wojtek Smolik (Pluton),

Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Wojtek Smolik (Pluton), Chœur et orchestre lyriques de Nancy, Marc Minkowski (direction),

Pascal Paul-Henry (mise en scène), Rita Lussat (chorégraphie).

Christophe Rousset dirige le *Concertino*

à l'Opéra d'Amsterdam, Minkowski

à celui de Nancy. Rousset reste fidèle aux musiciens de son ensemble.

Steve Lacy, désormais fixé sur la chaleur incertaine du soprano (Sidney Bechet, Coltrane), fidèle jusqu'au silence à Monk qu'il a accompagné, se présente en quartet. A ne pas manquer, pour le son, l'expression et cette voix singulière qui tient discrètement sa part depuis un quart de siècle à Paris, et trouve des fidèles (collectionneurs, fervents, patients comme on attend le retour d'un mari) absolument partout. C'est cette fidélité, en Allemagne, à New-York, au Canada, en Finlande, en Écosse, au Japon, qui émeut Steve Lacy et Irene Aebi (vocaliste, violoncelliste). Le succès, c'est l'illusion d'abandon. La musique, le voyage du cœur.

Les 4, 5 et 6, Samedi, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Jazz

Trilok Gurtu

Daniel Goyone

Chris Minh Doky

L'Indien de MacLaughlin et de Portal, Trilok Gurtu, le percussionniste qui

laisse sans voix, intégré malgré tout à la cause de la différence à tous les groupes,

sur toutes les scènes, vient d'enregistrer un disque (*Crazy saints*, CMP CD 66).

En trio avec Daniel Goyone et Chris Minh Doky, l'affaire mérite l'attention.

La démonstration, de toutes les façons, vaut le détour. Mais en plus, il y a, à tout coup, de la musique, beaucoup de musique. Et comme d'habitude, le New Morning prend ses airs de festival permanent (Lester Bowie le 4, Foxy le 5).

Le 9, New Morning, 21 heures. Tél. : 46-23-51-41.

Festival de Tourcoing

Les choses peuvent tourner autour du

gros son ou du gros blues qui tache

(Lucky Peterson et Koko Taylor, le 7

septembre), l'attraction de Tourcoing

viendra du concert du 9, avec le groupe

de John Patitucci, témoin de la vitalité

de sa communauté dans le jazz (les Fratelli, Joe Calderazzo, la famille Fizzarilli, etc.), le dernier-né des bassistes

qui ont parlé dans ce monde bavarde. Le

Festival ne manque, pour sa 7^e édition,

ni d'atouts ni de personnalité, mêlant la

sage tradition aux excursions de genres

et le funk à la mode aux sons venus

d'ailleurs. Un peu comme tout le

monde, puisque les festivals, à l'exception

de ceux qui tentent l'impossible, fonctionnent en pré-fabrication de tourneurs

et d'écoutes aux plateaux tout faits.

Du 3 au 10 novembre. Tél. : 20-70-00-27 et 20-26-28-42.

Chanson

Liane Foly

La nouvelle inspiratrice de la chanson cool

et jazzy, la chère des Toys d'été intelligents

et des intellects aimant la variété présente un

spectacle sûrement aussi bien poète que son

dernier album (chez Virgin).

Les 3, 4, 5, 6 et 9, 20 h 30 : le 7,

18 heures. Casino de Paris. Tél. : 49-95-99-99. De 120 F à 210 F.

Alain Leprest

Dédicé, àpre et tendre, Alain Leprest voit

des humains au bout du tunnel. Climat

entre Dostoïevski et Tard, pour une exploration

tactile dans la sphère de la chanson de

terroir (la banlieue). Une découverte

urgente, et un voyage méthodique en compa-

gnie de l'accordeoniste (musette-jazz)

Richard Galliano.

Le 4, Passage du Nord-Ouest, 22 heures.

Tél. : 47-70-81-47.

Charles Trenet

Récital doux, avec deux pianos et une

contrebasse, une quarantaine de chansons,

des connues, des très connues et des nouvelles.

Au fil du récital, Trenet, à peine

essoufflé, retrouve tout son humour, et son

talent.

Les 4, 5 et 6, 20 h 30 : le 7, 18 heures.

Palais des congrès. Tél. : 40-68-00-06.

De 150 F à 310 F.

Barbara

La grande dame de la chanson française est

de retour. Vite, vite aux places !

Les 6 et 8, 20 h 30 : le 7, 18 heures.

Châtelet, Théâtre musical de Paris. Tél. :

40-28-28-40. De 80 F à 230 F.

Richard Desjardins

L'auteur-compositeur québécois qui a su

chanter et bouleverser le public français

pour la première fois l'an passé chante, en

joual parfois, en français surtout, de boule-

versantes histoires américaines.

Le 6, Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. 150 F.

La Tordue

Petits frères (musiciens et intellectuels) des

Têtes raides, les trois jumeaux de la Tordue

font du pseudo-réalisme portuaire, jouent

de l'accordeon, de la planche à ripier, de la

tête raide, signent des textes originaux et

font rire avec leurs paroles et leurs ac-

cidents multiples. Un minuscule trio.

Le 8, 20 heures, des Héros, 22 heures. Tél. :

42-38-37-27.

Louise Forestier

Louise Forestier est arrivée du Québec

avec un spectacle en forme d'opéra, des

extraits de comédies musicales, poèmes, mis

en scène avec une scénographie (scénario),

drôle et charmante. Louise Forestier, tout

habillée de noir, renoue avec la tradition

du cabaret sophistiqué, servie par une voix

et une délicatesse un peu folles.

Le 9, Théâtre de Dix-Huit, 20 h 30.

Tél. : 46-06-10-17. 140 F.

Tournées

Louis Chédid

Chédid dénonce toujours les mêmes abus,

les mêmes insupportables convenances. De

Paris, au sud, à New York, au Grand Nord, Louis

Chédid nous transmet ses mélodies

légères, sa bonne humeur un peu bourgeoise

sur une trame musicale forgée à l'esprit de

Django Reinhardt.

Le 4 novembre, Chapelle-sur-Erdre,

Espace culturel Capella. Le 5, Masey,

Opéra

DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Art & Language

Si Art & Language, groupe d'artistes anglais formé en 1968, ne compte plus aujourd'hui que deux membres : Michael Baldwin et Michael Rasmussen, ceux-ci sont toujours opérants. L'exposition, qui rend compte, pour la première fois, de l'ensemble des travaux et considérations du groupe sur l'œuvre d'art, les montre en flagrant délit de réflexion avec des peintures convoquant par exemple Lézard et Pollock, David ou Courbet.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Du 9 novembre au 2 janvier 1994. 35 F.

Le Cateau-Cambrésis

Matisses, sculptures, dessins, dialogues

Quarante-cinq des soixante-neuf sculptures de Matisse ont été rassemblées. Autant de dessins les accompagnent pour un dialogue serré. Les œuvres viennent de collections privées, de musées d'Europe et des États-Unis. Musée Matisse, palais Fénéon, 95360. Tél. : 27-84-13-16. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé le 25 décembre et 1^{er} janvier. Du 6 novembre au 8 février 1994.

Paris

Günter Brus

De peintures gestuelles en photos et vidéos d'actions domestiques et violentes, d'objets en latex, de poèmes en grande dessin aux crayons de couleur, Günther Brus ne cesse de peindre une œuvre qui prend la forme d'un corps, par tous les bords, tous les trous, se meut entre Éros et Thanatos, bémol et séducteur. En héritier direct de la Vénus fin de siècle. Une révolution.

Centre Georges-Pompidou, galerie d'art contemporain, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 janvier 1994.

Pierre Chareau

Première grande rétrospective d'un architecte et créateur splendide de meubles dans l'entre-deux-guerres, qui a peu produit, mais de l'important et du raffiné. Et s'il n'est connu que par ses réalisations à Paris, la maison du docteur Delaunay, dite la Maison de verre.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 janvier 1994.

Roman Cielesiewicz

Efficace, dans le genre coup de poing, qui s'est forgé à bonne école (en Pologne), il est l'auteur, depuis 1953, de plus de 400 affiches pour le cinéma, Amnesty internationale ou le Centre Pompidou. Cielesiewicz travaille aussi pour le livre, des livres de couvertures, compo le graphisme de collections (par exemple « 1018 »). Hors commande, il se plait dans le photomontage.

Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1994.

Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes

Aucune des quelques 2000 œuvres acquises par Albert C. Barnes pour sa fondation n'a été jusqu'au printemps dernier, sortie de Merion, près de Philadelphie. En voici soixante-dix (vingt Cézanne, seize Renoir, dix Matisse, sept Picasso, un Manet, deux Monet, Senzani...) qui, au Musée d'Orsay, sont présentées mélangées aux collections.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris 7^e. Tél. : 40-48-49-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h 30 à 18 heures, jeudi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994. 50 F.

Otto Dix

De cette incontournable figure de l'art allemand, l'exposition propose une cinquantaine d'œuvres sur papier : portraits, scènes de la vie de bohème à Berlin, images de batailles, des années 10 à 30.



Otto Dix au Musée-galerie de la SEITA.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-58-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 4 décembre. 25 F.

André Gill

Ses caricatures à la une de la Lune, puis de l'Éclair, où il se payait la tête des célébrités du jour, à la fin du Second Empire, l'ont rendu célèbre. Pour une dizaine d'années. Après quoi, on l'oublia. Un état de réhabilitation en deux cent cinquante monnaies, documents, dessins et peintures.

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris 18^e. Tél. : 46-06-01-11. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 décembre. 25 F.

Alain Jacquet

Digne représentant de ce qui s'est appelé, dans les années 60, le « nouveau réalisme », Alain Jacquet a entrepris, en 1972, de reporter, sur toile, une image de la Terre prise par les satellites d'Apollon. Depuis, le monde et les configurations de la planète n'ont cessé d'être pour l'artiste un pôle d'attraction, une source de phantasmes et d'illusions.

Centre Georges-Pompidou, galerie d'art contemporain, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 novembre.

L'Amie au corps

Un scientifique, Jean-Pierre Chagnon, et un historien de l'art, Gérard Raguier, ont conduit le projet de cette exposition qui prend comme thème le corps et ses représentations et tente de visualiser ce qui serait un grand musée encyclopédique réunissant des œuvres issues des patrimoines aujourd'hui dissociés : art et science, mythiques et techniques. Des Gouaches de Léonard et des représentations anatomiques d'Honoré Fragonard aux photographies d'Anatomie posées à la Salpêtrière, aux peintures de Klimt, Manet ou Dali, on ne pourra que constater les intérêts partagés par les savants et les artistes à toutes les étapes de l'exploration de la machine humaine.

Grand Palais, galeries nationales, ex. W.-Goussier, pl. Châteauneuf, ex. Jean-Pierre Chagnon, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures (entrée gratuite). Jusqu'au 24 janvier 1994. 45 F.

Le Dessin à Véronne aux XVI^e et XVII^e siècles

Véronne n'est pas loin de Venise. Aussi s'est-on assimilé son école à celle de la cité des Doges. Quarante-vingt dessins du Musée du Louvre ont été sélectionnés pour mettre en évidence la réalité de ce centre artistique, dont le rayonnement au seizième siècle pouvait, selon Vasari, être comparé à celui de Florence.

Musée du Louvre, pavillon de Flora, porte Joazeur - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{re}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Mercredi jusqu'à 21 h 15. Coût : 10 F. Ouverture par Sergio Marzelli, directeur du Musée di Castelvecchio, jusqu'au 13 décembre. 35 F.

Peintures murales romaines

De Saint-Savin à Vézère, au temps de Mérimée à aujourd'hui, ont été relevés aquarielles de fresques romaines sortant des réserves du Musée du Louvre. Ce qui se leur était encore jamais arrivé. C'est l'occasion de mesurer le savoir-faire de peintres-architectes comme Laffille et Yperman, et de découvrir plusieurs uniques témoignages d'œuvres à jamais disparues.

Musée des monuments français, palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 17 heures. Jusqu'au 17 janvier 1994.

Quand la peinture était dans les livres

Si en France comme en Italie la peinture de chevalet fleurit à la fin du XV^e siècle et

début du XVI^e siècle, il en existe peu d'exemples. Restent heureusement un grand nombre de manuscrits peints, ceux d'un Fouquet par exemple. Pour connaître la peinture française de cette époque charnière, il faut donc avoir recours aux bibliothèques.

Manuscrits peints, galeries Mazarine et Mazarine, 63, rue de Richelieu, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 18 janvier 1994. 30 F.

Gerhard Richter

« La peinture n'a jamais peint qu'elle-même ». C'est ainsi que l'artiste allemand Gerhard Richter justifie une vaste entreprise picturale dont la tournure polymorphe a souvent étonné : du photoréalisme à l'abstraction gestuelle, de la figuration au monochrome, du paysage au portrait, son indécidable est resté en ce centisme de tableaux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 21 novembre. 35 F.

Vallees du Niger

Une exposition coproduite par la France et six pays africains. Elle permet d'admirer des objets peu ou pas connus, pour la plupart trouvés lors de fouilles archéologiques. Son but est également d'insister sur la survie d'un patrimoine trop souvent pillé, mais source essentielle de l'histoire des civilisations qui ont jalonné, au fil des temps, le fleuve Niger.

Musée national des Arts africains et océaniques, 283, ex. Daumesnil, Paris 12^e. Tél. : 44-74-84-90. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 janvier 1994. 27 F.

Vautités

Le Centre national de la photographie quitte le palais de Tokyo pour l'Hôtel de Rohan, chez Bazzy. Ce nouveau lieu est inauguré avec « Vautités », une histoire de la photo de mode. De Nadar à Schiöden, de Penn à Roveri, de Klein à Bourdin, une démonstration judicieuse : comment cet art appliqué, considéré comme mineur, a donné des images majeures.

Fondation Salomon de Rothschild, Centre national de la photographie, 11, rue Bermyer, Paris 8^e. Tél. : 63-78-12-31. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 18 heures. Projection en continu du film de William Klein « In and Out of Fashion ». Jusqu'au 7 février 1994.

Régions

Aix

Egon Schiele

Si un a manqué l'exposition à Aix-en-Provence cet été, on peut la rattraper à Toulouse, chez Lautrec. Elle en vaut la peine : 101 dessins et aquarelles de 1907 à 1918 sont présentés, autoportraits, portraits, nus. Autant de visages et de corps soumis au trait magnifiquement exubant de l'artiste viennois.

Musée Toulouse-Lautrec, palais de la Berbie, 81000. Tél. : 63-54-14-03. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 8 décembre. 20 F.

Annecy

Giuseppe Penone

En nourrissant son œuvre de choses de la nature naturelle et cultivée, plutôt que de culture et d'histoire, le Turinois Giuseppe Penone a pris du champ par rapport au mouvement Art povera dont il est issu. Arbres, bois et formes de terre, de bois, de marbre, de bronze et de fer forgé. Le musée d'Annecy propose un parcours de son travail depuis trois ou quatre ans.

Musée-château, place du château, 74000. Tél. : 50-45-28-56. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 janvier 1994.

Brest

Marc Di Suvero

Quatre expositions permettant d'appréhender tous les aspects de l'œuvre de l'Américain Di Suvero accompagnent l'inauguration de sa sculpture monumentale *Exile* au Théâtre de Brest-Finistère. Celle du Musée des beaux-arts, qui confronte les dessins aux petites sculptures en découpes, signes et nœuds de métal balancés sur pivot, est des plus réussies.

Musée des beaux-arts, 22, rue Travençolo, 29200. Tél. : 98-00-67-48. Tous les jours sauf mardi, dimanche matin et jours fériés de 10 heures à 18 h 45 et de 14 heures à 18 h 45. Jusqu'au 28 novembre.

Marseille

Henri Michaux

On a longtemps pu à la légère l'œuvre picturale du poète. Plus récemment, et voici à Marseille, pour la première fois déployée, l'œuvre peinte du grand homme de plume, qui trouva le stylo pour le pinceau, pour creuser dans les couches de son propre psychisme. Dans le blanc, dans le noir, formidables sauts de verbe. 196 œuvres : peintures, gouaches, aquarelles, pastels, croquis, sont exposées.

Musée Cantini, 18, rue Grignon, 13008. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 21 novembre. 15 F.

Nantes

Josef Sudek

Le photomonteur est aujourd'hui en objet à la mode, utilisé à l'empourpoint. Josef Sudek (1896-1976), le plus grand photographe tchèque, passionné d'expériences, a utilisé ces plans larges dès les années 40 pour fixer des paysages urbains ou ruraux et bouleverser la notion d'espace. Quarante de ses paysages, provenant du Musée des arts décoratifs de Prague, sont montés à Nantes. A ne pas manquer.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-45-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 12 décembre.

Nîmes

Martial Rayasse

Le Carré de Rustre reçoit la rétrospective Martial Rayasse qui avait commencé son périple au Jeu de paume à Paris. Elle rétrace les grandes mutations de l'œuvre depuis le temps du cubisme réaliste ponctué de coups de bousille, jusqu'au réalisme solitaire sur la peinture et le geste.

Carré d'art - Musée d'art contemporain, 15, rue de la République, 33000. Tél. : 96-76-35-70. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 6 décembre.

La sélection « Arts » a été établie par : Genevieve Brezette « Photo » : Michel Guerin.

GALERIES ANTOINE DESJARDINS à la Galerie Barbara

Neuf photos de fleurs, clichés pris dans les jardins de Bagatelle, servent de point de départ à l'exposition. A proximité, neuf dessins, représentant des os et, en face, neuf autres jouant de la soustraction de neuf carrés : des l'entrée de la galerie, le ton est donné. Antoine Desjardins ne fait pas dans la simplicité, et son travail en déroute plus d'un. Les abstraits géométriques lui reprocheraient son goût du biomorphisme, les autres ne comprendraient pas qu'on puisse encore aujourd'hui s'amuser à décliner les polygones réguliers, comme il le fait dans une série superbe, dérivée de l'architecture des fleurs. Desjardins tient seulement à rappeler que les formes géométriques sont inscrites dans la nature et que c'est l'artiste qui peut toujours les en extraire. Lorsqu'il montre des photos de ciel surmontées de caques superposées ondulant à hauteur de cumulus, il n'est pas forcément convaincant. Mais il emporte l'adhésion avec une série de sculptures de fer réalisées d'une étrange façon : Desjardins laisse couler du sable, qui prend peu à peu une forme déterminée, du triangle à la pyramide. Le tas est ensuite moulé en plâtre et la forme se saisit recouverte de fer. L'effet est impressionnant. Même remarque pour ce qui concerne les objets curieux qui hantent le fond de la galerie, échos du dessin des os de l'entrée. On songe à certains reliefs d'Arp, dont ils ont la douceur un peu molle mais dont on sent l'architecture indéfectible. - H. B.

* Galerie Barbara, 74, rue Quincampoix, Paris (3^e). Tél. : 42-72-57-36. Jusqu'au 20 décembre.

PAUL JENKINS à la Galerie Yoshi

Pour ceux qui ne retiennent de Paul Jenkins qu'une peinture éthérée, rattachée au courant d'« Art and Language », l'exposition de ses collages sera une surprise. Pourtant, il pratique ce genre depuis plusieurs années, et les murs de son atelier parisien sont tapissés d'images et de textes hiéroglyphes, dont chaque détail plonge le visiteur dans des abîmes. Sur les trois étages de la galerie Yoshi, les images se succèdent, se télescopent parfois, fortes et denses. Jenkins n'a cependant pas renoncé à sa belle élégance, et l'assemblage d'objets disparates qui est la règle du genre ne le conduit jamais à la brutalité, à la vulgarité encore moins. On chercherait en vain la violence d'un Schwitters ou les mises en relation percutantes et acides d'un Max Ernst. Les collages de Jenkins sont plutôt des tranches de vie parlant de ses préoccupations philosophiques, de son amour pour le zen ou le Japon. Ils retiennent l'attention par l'étrangeté, voire l'herméneutique que leur confère tel ou tel de leurs constituants ; certains, organisés autour des montants d'un châssis de tableau, sont proches de la sculpture ; d'autres tirent leur puissance de la lauriance et de la brutalité des matériaux, mais ils sont toujours polis par une composition souple et équilibrée. - H. B.

* Galerie Yoshi, 8, avenue Matignon, Paris (8^e). Tél. : 43-59-73-46. Jusqu'au 12 novembre.

GER VAN ELK à la Galerie Durand-Dessert

Pour exécuter ses œuvres les plus récentes, Ger Van Elk s'est inspiré d'un modèle qui n'avait guère eu la faveur de l'art - le modèle du sandwich. Entre des planches, des plaques de métal ou de carton, ce manipulateur d'objets, de mythes et de références, coince et écrase des cartes postales, des dépliant, ou toutes sortes de clichés photographiques. Des tiges filées transparentes ces accumulations et des boulons assurent la solidité de l'ensemble, sur lequel des couleurs ont déposé en taches et traînées. Il n'y aurait là qu'assemblages habilement bicolés si Van Elk ne choisissait très précisément les images qu'il compresse et ne multiplie illusions, sous-entendus et changements de registres. Ses sandwiches sont tantôt satiriques - des planches anglaises qu'il opprime des ongles pointus et laques et des fragments de visages -, tantôt historiques - des reproductions de paysages hollandais et impressionnistes écrasés sous un vilain cartonage -, tantôt symboliques et enrichis d'allusions religieuses. Fragmentation, juxtaposition et compression ne sont pas de simples procédés mais la transposition dans l'ordre de l'art de ce qui s'observe dans le monde contemporain, l'éclatement des connaissances, leur réduction à des rudiments qui se mêlent dans le plus complet désordre. La métaphore alimentaire n'est pas plus innocente car comment définir le sandwich, sinon comme un résidu de nourriture prête à la consommation ? L'artiste file la métaphore : « L'art fait partie de la réalité, et, comme elle, est complexe et parfois difficile à digérer ». La dérision selon Van Elk touche à l'essentiel, sans se prendre pour autant au sérieux - immense mérite, trop rare qualité. - Ph. D.

* Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris (11^e). Tél. : 48-06-92-23. Jusqu'au 27 novembre.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Isabelle Tadié, 15-17, rue de Valenciennes-Pierre-Avia 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Télfax : 46-62-98-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Réseaux Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composant 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-28-04-56

Impression : de « Monde » 12, P. M. Coudouret 94852 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-08-11. Microfilms : (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 9 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande).
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (LSP) est published daily for \$ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LEMOND in Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - USA
Pour les abonnements étrangers aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3370 Pacific Avenue Suite 404 Brea, CA 92811 - 7981 USA
Changements d'adresse définies ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris 9P

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Schubert

Intégrale des symphonies
Orchestre royal du Concertgebouw
d'Amsterdam, Nikolaus Harnoncourt
(direction)

Les interprétations d'Harnoncourt se caractérisent souvent par leur vigueur curieuse et leur clarté. Ses symphonies de Schubert avancent donc. Subjectivement, ses tempos paraissent vifs, même lorsqu'ils ne le sont pas spécialement. C'est que son accentuation rythmique est nette, son rubato porté vers l'accélération (un rubato d'essence litzienne). Ses menues paraissent dansées par des paysans. Le passé baroque d'Harnoncourt ne lui fait jamais oublier la danse. Le chef ne s'attarde pas à rêver, à s'appesantir sur l'émotion. Par certains aspects, son art ressemble à celui de Carl Schuricht (signataire de symphonies de Beethoven passionnantes chez EMI), chef allemand aux antipodes de Furtwängler. Cette intégrale, plus significative que celle d'Abbado (DG), est assurément à découvrir, mais elle ne fait pas oublier quelques versions isolées d'autres chefs : Szell dans les *Huitième* et *Neuvième* (Sony), Furtwängler et Karajan dans la *Neuvième* (EMI), Carlos Kleiber (DG) et Beecham dans la *Troisième* (EMI), Sawallish dans la *Quatrième* (Philips). Même si les partitions utilisées par Harnoncourt ont été débarrassées des corrections et ajouts des éditions habituellement utilisées.

1 coffret de 4 CD Taldac 4509-91184-2.

Rachmaninov

Intégrale des 24 préludes
Dmitri Moura Limpany (piano)

Voilà qu'Erato devient piogre : 81 minutes réparties sur deux disques compacts au prix fort. Pourquoi o'a-t-on pas demandé à Dame Limpany d'enregistrer la *Seconde sonate* de Rachmaninov ? Elle la joue si bien ! C'est la troisième fois que cette pianiste anglaise enregistre l'intégrale des préludes. Son piano a perdu de sa superbe, ses doigts sont moins insolents, sa puissance moins époustouflante (on lui doit l'un des rares enregistrements du *Premier Concerto* de Rachmaninov qui fasse jeu égal avec l'interprétation du compositeur : 1 CD Olympia). Ce jeu n'a cependant rien perdu de ses couleurs et de sa capacité à orchestrer le piano. Il émerveille toujours par sa noblesse. Limpany retient l'attention dans des pièces qui, écoutées à la suite,

peuvent lasser. Mais elle a su trouver leur vérité derrière des notes qu'elle a fait siennes depuis longtemps. Vérité d'une musique dont le paradoxe est qu'elle est autant rebelle aux pianistes sans technique qu'aux jongleurs de foire. Rachmaninov, Horowitz, Richter, Guilels, Orozco et Perahia nous avaient appris cela, Limpany le confirme.

2 CD Erato 4809-91714-2.

Schumann

Les amours du poète - Lieders op. 39 - Romances et Ballades op. 53 - Boleros op. 57
Thomas Quasthoff (baryton), Roberto Szidon (piano)

Tiens, un baryton qui ne cherche pas à imiter Fischer-Dieskau ! C'est rare, de nos jours. Quasthoff tourne même le dos à l'esthétique de son aîné. Sa diction est impeccable, mais il ne surjoue pas son texte et chante d'une voix claire - même si son grave est solide. Le revers de cette absence de théâtralité, de ce naturel, pourrait chez Schumann, dont le style est plus compliqué que celui de Schubert, conduire à une simplification psychologique. Il n'en est rien. Superbement « accompagné » par Roberto Szidon, Quasthoff chante au contraire de façon intime, avec une grâce poétique qui n'est pas sans évoquer l'art de Charles Panzera.

1 CD RCA (Red Seal) 09026-61225-2.

A. L.

Jazz

Trilok Gurtu

Crazy Saints

Trois sources d'intérêts variés à cette réunion de saints timbrés (Crazy Saints) : d'abord et avant tout, la personnalité du percussionniste indien Trilok Gurtu, bien au-delà de sa superbe virtuosité et de son art des timbres, sa personnalité musicale ; ensuite, le personnel dont il s'entoure et qu'il s'entend - ceci explique cela - à maintenir à son meilleur niveau (Daniel Goyane au piano et aux claviers, Pat Metheny à la guitare, Joe Zawinul aux synthétiseurs, Louis Sclavis aux anches, Ernst Reijseger au violoncelle et Marc Breaux à la basse) ; enfin la grande qualité « moderne » du son d'ensemble. Du coucou main.

En prime, on mesure grandeur nature la place et le rôle du leader quand il s'exprime chez d'autres (McLaughlin, Portal, etc.). Cela dit, les climats créés pour chaque thème restent souvent en l'état (*The Other Tune*), la présence de la voix de Shobha Gurtu assez épisodique (Mantini) et l'émotion parfaitement contrôlée. Pour l'amateur de jazz stricto sensu (l'espèce se reproduit), le disque vient d'une autre planète, voisine mais autre. Pour le goûteur de sons jeune et bieu dans son temps, il s'impose. Pour les sortés, il peut faire un aimable tabac : prévoir coussins, breuvages, bâtons d'encens et fumoir, façon le *Salon de musique*.

1 CD CMC 66.

Jimmy Smith

The Champ

Dès les premiers accords sèchement plaqués de *The Champ*, la fusée est en route. Jimmy Smith à l'orgue (« A new sound, a new star », dit la compagnie Blue Note à la fin des années 50), embarqué pour 40 min 14 s d'éruption volcanique, ajoutant à Wild Bill Davis une audace



Réédité dans une édition révisée qui tient compte des découvertes musicologiques survenues depuis sa première publication en 1977, le Schubert de Brigitte Massin est la référence, en langue française, sur la vie et l'œuvre de l'auteur des symphonies que dirige Nikolaus Harnoncourt (*lire la critique ci-contre*). Éditions Fayard, 1 294 pages plus 100 pages non numérotées comprenant un index alphabétique des noms cités, une bibliographie et le catalogue des œuvres, 180 F.

Franz Schubert, détail d'une aquarelle de Wilhelm August Rieder, 1826.

très désolante, précédant Eddy Louiss dans l'art communicatif du sentiment sentimental, jamais plus en cooccurrence avec Lou Benoët dont les partisans diffusaient avant les concerts parisiens de Jimmy Smith en 1965 des tracts dénonçant la faiblesse relative de son jeu de pieds. Thorne Schwartz à la guitare, Bay Perry ou Donald Bailey à la batterie, cela suffit pour allumer l'illuminé d'un énorme orchestre et créer l'espace d'un jeu plein champ. Il y a, condensées dans ce disque, une énergie, une image de la danse et l'âme d'images du jazz qui l'imposent. De toute façon, le temps de faire la fine bouche sur les facilités de Jimmy Smith est passé. De lui, c'est ce que l'on peut aimer le plus, justement, les facilités, la facilité.

1 CD Blue Note, 789 39 12, distribué par EMI.

F. M.

Rock

Pearl Jam

vs

Quelques semaines après la sortie de *In Utero* de Nirvana, voici le retour de Pearl Jam, l'autre dinosaure de la vague grunge, qui avait vu de par le monde plus de sept millions d'albums de son premier d'exemple, *Ten*. Si le rock de Seattle a démontré quelque chose, c'est la prédominance du heavy metal dans les goûts des jeunes musiciens blancs américains. Consommé sans honte, ni a priori, il est ensuite croisé à d'autres formes musicales. Sur la carte de ce pédomène de mode, les deux groupes se tiennent à deux pôles opposés. A ma gauche Nirvana, sensible aussi à l'éthique punk et à une tradition d'écriture transmise par un rock iodéopodant d'obédience pop. A ma droite Pearl Jam, héritier des groupes lourds des années 70, adorateur de Led Zep-

pelin en particulier. Qu'on aime ou non ce genre de conformisme, force était de reconnaître que *Ten* témoignait d'un lyrisme adolescent, servi par un savoir-faire technique adapté aux ondes FM. Sur *vs*, le groupe a voulu, semble-t-il, durcir le propos. Moins de sentiment, plus de teigne. Mais là où Kurt Cobain sait se mettre en danger et forcer les extrêmes, Eddie Vedder, chanteur et parolier, a la colère mesquine et sans inspiration. Il tente parfois de prendre les allures mystérieuses d'un Michael Stipe (*Elderly Woman*), de trouver le groove des Red Hot Chili Peppers (*Go, WMA*) mais à l'exception de *Reveriewind* et du touchant *Glorified*, on subit un disque irritant et crispé.

1 CD Epic 4746492, distribué par Sony.

Terry Lee Hale

Oh What A World

Il est réconfortant de croiser encore ce genre de disque. *Oh gawd* et sa guitare jettent pour vous et leurs chansons sont si parfaites qu'elles se suffisent à elles-mêmes. Terry Lee Hale, compagnon de route des Walkabouts, les folkies de Seattle, a réussi avec *Oh What A World* un premier album idéalement intime. Une voix chaleureuse, légèrement voilée, se nourrit de traditions rustiques. La country et le blues sont conviés une fois encore à exprimer le spleen, mais ce cow-boy du macadam se livre suffisamment pour éviter les conventions larmoyantes. Terry Lee Hale sait aussi s'annuler, à preuve l'entraînant *Who Is He* ou le tempo texan de *First Get Over Falling*. Mais ses chants les plus tristes sont bien sûr les plus beaux. *Random Kiss*, *Call Me Ann* ou *The Boys Are Waiting*, morceaux peuplés aussi de pedal steel guitar spectrale et de violoncelle envoûté, ont un charme immédiat. Chaque nouvelle écoute livrera pourtant ses petits secrets.

1 CD Normal 152CD, distribué par Média 7.

S. D.

Chanson

Souchoon

C'est déjà ça

La méthode Souchoon a do boo : elle tient de l'obstination et de la légèreté. Quand un nouveau Souchoon arrive, on se dit : voilà, encore un. Le même que la fois précédente, ou presque. On écoute un air, puis un autre. Une petite chansonnette s'insinue, puis une autre. Ce que dit Souchoon n'est jamais inintéressant (« le Monde des Arts et spectacles » du 28 octobre 1993), tout juste un peu désincarné, un peu distant. Habités que nous sommes depuis des années à la voix et aux mélodies d'Alain Souchoon, quel artifice nous permettra de retenir un titre plutôt qu'un autre ? Des mots lâchés, une belle histoire racontée. Les yeux des garçons, qui « brillent pour un jeu de jupe », et la tête des filles, « très fières sur leurs escabeaux en l'air, regard méprisant et laissant le vent tout faire ». Un hommage à Adette Lagulier (*Arlette II be, Arlette's go*). Derrière les mots, les arrangements.

C'est déjà ça est un album à découvrir. Au placard, les quelques platitudes d'usage (*L'Amour à la machine, les Regrets, le Fil...*). Des onze titres proposés, quatre satisfont notre appétit musical. *La Foudre sentimentale*, une chanson bieu balancée, pas commerciale, mais tube en puissance, avec son swing en crescendo, ses chœurs et son chorus de guitare ; *Arlette Lagulier*, très tendu, à consonances rétro (*les Rolling Stones*) ; *le Zèbre*, une jolie comptine sud-américaine, mélodique, chantée à la perfection par un Souchoon sûr de lui ; et *C'est déjà ça*, qui clôt l'album, hommage oriental à Belleville et au Soudan.

L'entrée officielle, mais discrète, du pop-raï dans la chanson française. 1 CD Virgin 3911782.

Juliette

Irresistible

Irresistible, la chanson qui ouvre le second album de Juliette, est un modèle d'autoironie : Juliette n'a pas la taille fine, et elle a décidé de le montrer. Sous l'ample veste cache-rondens, le body collant. Mais Juliette possède une voix (souple, étendue, puissante et colorée). Elle a de l'humour. Ses *Lanciers du Bengale* sont un morceau d'anthologie dans le registre des chansons à la gloire des militaires, zouaves et autres coloniaux.

Juliette est uneoureuse du répertoire, et elle a dégusté quelques chansons composées par le cinéaste Henri-Georges Clouzot, dont un succulent *Jeu de massacre*, où le réalisateur donne quelques conseils décapants aux « pauvres gens, les petits, les rats, les sans-pain... Pour chasser toutes vos rancœurs : Hop là boum dans la belle-mère, Hop là boum dans le curé, Hop là boum dans le militaire ». Sept des onze chansons de l'album dont Juliette Nourredine signe les musiques ont été écrites par Pierre Philippe, l'ancien parolier de Jean Guidoni. Dans cette tonalité mi-assassine, mi-amoureuse, perverse et ambiguë, il a donné à Juliette un *Monsieur Venus* qui rappelle les *Cadavres exquis* de Guidoni.

1 CD Selenia Disc MT102.

V. Mo.

Musiques du monde

Zouglou

Les Parents du campus, Dangere public, Shushun Pat, Sur choc, CRS

Où l'art d'ivoirer une oeuvre dansée, le zouglou, à partir de ses misères quotidiennes. En plein mouvement étudiant, les apôtres des campus d'Abidjan ont défini les contours du zouglou : un mouvement de prières adressées à Dieu, pour qu'il fasse de la place dans les résidences universitaires. Synthétiseur de base, sur fond de percussions batas, plus un zeste de zouk : les zouglouistes ont installé une terminologie originale sur une musique composite. Les « Cambo-gieos » (« Vietnamiens ») ou « Palestiniens », occupants clandestins des résidences universitaires de Yopougon, y tiennent une place de choix. L'humour et les synthés sont rois au pays du zouglou, qui raconte aussi des histoires d'amour un peu scabreuses. Un branchement direct sur Abidjan, avec une qualité musicale parfois moyenne, et des groupes intelligents (Les Parents du campus), dont on attend qu'ils fassent évoluer leur création qui, après tout, a à peine deux ans d'âge.

1 CD Buda Music 62863 distribué par Média 7.

V. Mo.

« Jesus' Blood Never Failed me yet », de Gavin Bryars

Mauvais ciblage

EN 1971, Gavin Bryars (né en 1943) composait une pièce en utilisant comme « objet sonore » la voix d'un clochard enregistré, dans une rue londonienne, par le réalisateur d'un documentaire tourné pour la télévision. Vingt-cinq secondes chantées à capella. Un chant religieux murmuré par un vieil homme d'une voix désabusée, énonçant par sa fragilité et son phrasé essouffé. Vingt ans plus tard, Bryars reprend ce matériau et recompose une œuvre qui dure désormais soixante-quatorze minutes. Mis en boucle, le chant du clochard est habillé par une musique, elle-même répétée sans cesse. L'instrumentation fait appel à un quatuor à cordes, un orchestre, des percussions. La sublime voix de rogorine de Tim Waits et un chœur interviennent vers la fin.

La fait que cette nouvelle pièce de Bryars soit inscrite dans une série classique, publiée par Philips, recommande de lui appliquer les critères habituels d'analyse : cette musique relève d'un concept déjà ancien (l'« objet sonore »), sa structure est aussi simple que sa rythmique, son harmonie est basique, le traitement thématique inexistant, son orchestration sans mise en espace. En outre, la conjonction entre cette composition et la technique d'enregistrement provoque un effet curieux. Cette œuvre a été captée dans une perspective acoustique typique des

studios de variété d'il y a une vingtaine d'années : les groupes instrumentaux sont mis à plat par le mixage. Cette nouvelle œuvre de Gavin Bryars est en retrait des courants significatifs de l'histoire de la musique. D'autant que si le compositeur se place dans la descendance du Sate des *Variations* ou des œuvres conceptuelles de John Cage, il ne bénéficie pas de l'impact que provoque la démarche novatrice de ces deux compositeurs au début et au milieu de ce siècle. Il ne joue pas dans la même division que des compositeurs contemporains aussi divers par leur esthétique que Dusapin, Monnet, Hersant, Benjamin, Manoury, Levasseur ou Ferneyhough. Il est ailleurs, dans ce nouveau courant qui fleurit actuellement, après quatre décennies qui ont imposé une fracture du langage en refusant l'héritage de la musique tonale.

Il est trop tôt encore pour savoir ce qui sortira de ce retour à un langage qui prône la mélodie, la rythmique et l'harmonie tonale ou modale. Il semble néanmoins que les œuvres issues de ce courant se heurtent au renouvellement des formes utilisées dans la musique occidentale. Notamment de la forme sonate (exposition, développement, réexposition, coda) qui a imposé dans la musique instrumentale (de l'instrument soliste à l'orchestre) un discours : la relation entre tonalités majeures et mineures, les oppositions thémati-

ques et le développement y induisant des tensions et une trajectoire sensible dont le logique s'impose, même aux auditeurs qui ne perçoivent pas cette forme de façon raisonnée.

Bien souvent élevée dans la culte du refus de la tonalité, de la série appliquée à tous les paramètres de la musique (hauteurs, timbre, durée, intensité), quelques-uns des compositeurs de la génération de Gavin Bryars rejettent à violemment ce courant qu'ils en sont pour l'instant à un stade qui leur fait composer une musique dont l'enfantine simplicité est l'antithèse de la complexité mise en œuvre par les enfants de Webern - et d'autres !

Sortiront-ils de cette attitude proche de l'enfant buté ? A quelle musique songeait Schoenberg, le père du dodécaphonisme, lorsqu'il affirmait : « Il y a encore beaucoup de chefs-d'œuvre à écrire en ut majeur ? » Peut-être à Messiaen qui ne renonce jamais aux accords parfaits : il y a dans l'opéra *Saint François de beaux accords de la majeure* (le, do dièse, mi) qui coexistent avec la polyrythmie et la polytonalité des chemins d'oiseaux.

ALAIN LOMPECH

* 1 CD Point Music/Philips 438-823-2.

Kurt Weill

LES SEPT PECHES CAPITAUX

BRIGITTE FASSBAENDER

NDR, Hannover direction CORD GARBEN

disques © harmonia mundi

EDITH CRESS

LA FEMME PIERRE

